

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

LES ORIGINES

DE LA

Conservation des Monuments historiques

EN FRANCE

(1790-1830)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ (LETTRES)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Frédéric RÜCKER

Architecte diplômé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

PRÉFACE

Il est aujourd'hui universellement admis que la conservation des monuments historiques, et, en général, la sauvegarde du patrimoine artistique d'une Nation, est une véritable entreprise d'intérêt public.

Il y a, en effet, intérêt public, dans la plus noble acception du mot, à respecter les arts du passé ; à préserver de la ruine les expressions caractéristiques de ces arts ; à présenter les chefs-d'œuvre qu'ils ont produits aux yeux des artistes, pour favoriser, par une émulation généreuse, la conception d'œuvres neuves et originales, et aux yeux du public, pour lui permettre d'apprécier exactement la vie artistique des générations éteintes.

La nécessité de conserver les monuments du passé, qui se fonde d'abord sur des considérations d'ordre artistique et scientifique, mais dont l'effet a des répercussions lointaines, cette nécessité, disons-nous, est aujourd'hui incontestable pour quiconque s'occupe des questions d'art et d'esthétique. Il serait donc absolument superflu d'en vouloir faire ici la démonstration.

Nous nous sentons d'autant moins obligé d'entrer dans un tel ordre de considérations, que la question est, depuis longtemps, pratiquement réglée en France, où la sauvegarde officielle des œuvres d'art s'effectue plutôt que partout ailleurs.

Mais s'il est vrai que tout le monde est d'accord, en principe, sur la conservation des monuments historiques, on ignore, pour ainsi dire complètement, comment cette idée de conservation a évolué depuis son origine jus-

qu'à nos jours. Son historique restait à faire. C'est surtout sur les origines de ce mouvement qui intéresse une des formes de l'activité intellectuelle dont la France a le plus justement raison d'être fière, qu'il n'existe ni étude de détail, ni ouvrage d'ensemble. Aussi ne nous a-t-il point semblé inutile d'entreprendre des recherches sur les débuts du mouvement conservateur, sur son évolution, sur les influences qui l'ont soutenu et fortifié, sur les causes qui firent affecter à la conservation des monuments historiques un service officiel et permanent.

Nous bornerons notre étude à la France. Pendant toute l'époque qui nous occupe, on ne relève, en effet, aucune influence étrangère en ce qui concerne la conservation des monuments. Tout au contraire, la conservation officiellement organisée en France, attire l'attention des autres pays et constitue pour eux un exemple.

C'est la Révolution qui, ayant prononcé la nationalisation d'une grande partie des propriétés privées ou collectives, souleva implicitement la question de la destination des œuvres d'art. Guidée par de nobles principes, elle se décida à conserver pour la Nation ces monuments jusqu'alors réservés aux privilégiés, elle résolut de les protéger contre les attaques de quelques énergumènes, et de les transmettre aux générations futures.

Cette intention généreuse de la Révolution portera ses fruits. Quoique amoindrie dans ses effets directs après l'avènement de nouveaux gouvernements, l'idée de la conservation des monuments ne se perdit pas. Soutenue par une littérature favorable aux vestiges du passé français, fortifiée par l'apparition de la science archéologique qui s'appliquait à l'étude des monuments du vieil art national, la décision de conserver officiellement l'art du passé renaîtra au moment où le gouvernement de Louis-Philippe disposera d'hommes formés par la culture historico-archéologique du premier tiers du XIX^e siècle.

Le point de départ de notre étude sera l'année 1790, époque où furent prises les premières mesures directes de conservation des œuvres d'art; son point terminus sera l'année 1830, date de renaissance et d'organisation d'une conservation régulière et officielle. Il est cependant bien entendu que nous ne considérons pas l'année 1830 comme une date finale où cesserait d'évoluer l'idée de conservation des monuments, mais bien comme un nouveau point de départ. Seulement, comme nous avons l'intention de consacrer la présente étude particulièrement aux *origines* du mouvement conservateur, nous nous croyons en droit de considérer cette date comme une sorte de coupure où nous pouvons arrêter nos recherches. C'est qu'en effet, en 1830, la conservation des monuments entre dans une nouvelle phase. Jusqu'ici sans organisation fixe (exception faite de l'époque révolutionnaire), médiocrement comprise par les pouvoirs publics, soumise à des influences multiples, la conservation des monuments se dégage nettement en 1830; elle devient un véritable principe et entre dans les préoccupations régulières du gouvernement. Toutes les mesures postérieures à 1830, qui sont du plus haut intérêt et d'une portée considérable, ne sont cependant que la suite logique de l'enchaînement administratif. Elles demandent et elles méritent une étude à part.

Pour l'étude qui nous occupe nous devons puiser à différentes sources. En ce qui concerne les années révolutionnaires, nous nous sommes tout d'abord reporté aux nombreux imprimés de l'époque, aux journaux, rapports, livres, brochures; ensuite aux excellentes publications sur les documents originaux de l'époque, qui paraissent sous le patronage du *Ministre de l'Instruction publique* et de la *Société de l'Histoire de l'art français*. Quant aux sources qui nous ont servi à étudier l'idée de conservation dans les trente premières années du xix^e siècle, elles sont d'ordre très général. Abondantes pour ce qui est du mouvement archéologique que l'on

peut suivre surtout dans un grand nombre de publications très précieuses des sociétés archéologiques — des antiquaires, disait-on jadis — et de chercheurs érudits, elles sont moins riches en ce qui concerne les influences littéraires. Pour la littérature de l'Empire, qui constitue un facteur important de notre étude, les ouvrages d'ensemble et de juste appréciation manquent ou sont tombés dans l'oubli. Ce fait s'explique par l'avènement du Romantisme qui, avec son vif éclat de nouveauté, a attiré vers lui tous les efforts critiques.

Si nous avons, bien entendu, pris soin d'indiquer partout, dans le cours de l'ouvrage, la provenance des citations directes, nous resterons muets sur la lecture et sur l'examen des très nombreux écrits qui, assurément, ont formé notre esprit et influencé notre jugement, mais dont la fastidieuse énumération ne serait d'aucun profit pour le lecteur qui cherche ici des renseignements précis sur un sujet nettement délimité. L'INDEX BIBLIOGRAPHIQUE que nous insérons à la fin de notre travail n'a donc d'autre but que de renseigner sur les ouvrages qui ont un rapport immédiat avec notre étude.

LES ORIGINES
DE LA
Conservation des Monuments historiques
EN FRANCE
(1790-1830)

PREMIÈRE PARTIE

**La Conservation des Monuments nationaux
pendant l'époque révolutionnaire**

Si l'on recherche les premiers indices d'un système de conservation des monuments, il faut remonter jusqu'à la Révolution. Antérieurement à cette époque il n'y avait pas de conservation méthodique et suivie. Les monuments avaient alors leurs protecteurs naturels en leurs propriétaires et il n'y avait pas de raison qui aurait pu provoquer une intervention de la part de l'État.

Cette raison supérieure, autorisant et obligeant l'État à étendre sa main protectrice sur le patrimoine artistique de la Nation, c'est la Révolution qui l'introduit.

En prenant possession de l'immense trésor artistique de la royauté, de la noblesse émigrée et du clergé, en absorbant les collections des Académies, en drainant vers Paris les œuvres d'art conquises par les armées républicaines, la Nation s'est imposé le devoir moral de veiller sur la conservation de ces œuvres, qui devenaient un bien collectif.

Les Beaux-Arts trouvèrent dans le législateur, au contraire de ce que l'on a dit trop souvent, un défenseur passionné et même éloquent, qui mettait hardi-

ment la Nation à la place du Roi. Il voulut faire du peuple non seulement le propriétaire des œuvres d'art, mais encore et surtout il voulut le rendre apte à les connaître et à en jouir. Amener le peuple à comprendre et à aimer l'art dans toutes ses manifestations, démocratiser les expressions de l'art, faire servir l'art à la grande cause de la liberté, tel est un des rêves de la Révolution. Elle manifesta sous plus d'une forme sa conviction que des liens étroits doivent exister entre l'art et l'autorité gouvernementale. Loin de comprendre l'art comme un agrément inutile, la Révolution se rend parfaitement compte de son action bienfaisante sur la société. Ce sentiment digne et élevé, répandu et soutenu par les hommes les plus éclairés du temps, a été pour beaucoup dans la conception des mesures conservatrices qui ont été prises par les différents corps législatifs.

L'époque de la Révolution et du premier Empire se recommande, comme le dit M. Benoît, par une conception philosophique et généreuse des relations de l'art avec la société et l'État. Ses penseurs et ses législateurs s'accordent, en effet, à proclamer que, « loin de n'être que les ornements de l'édifice social », les arts « font partie de ses bases » et qu'ils constituent « la première, la plus irrésistible » et aussi la plus bienfaisante de toutes les puissances.

Ne seraient-ils qu'une source de plaisirs, les Beaux-Arts auraient déjà leur place marquée dans les rouages de l'association humaine. Or, ils apportent en outre à l'humanité le plus précieux concours pour la satisfaction de ses besoins de civilisation et pour la réalisation de son idéal intellectuel et moral.

Les Beaux-Arts peuvent enfin jouer un rôle social et politique. Bienfaiteurs des classes déshéritées, ils leur procurent des plaisirs délicats, et la parure qu'ils mettent aux cités constitue « une propriété commune pour ceux qui sont pauvres de biens personnels ».

En illustrant le passé, ils nouent la chaîne des temps

et provoquent les jeunes générations à l'imitation des vertus de leurs aînées.

Fauteurs de patriotisme, ils sont aussi une « cause » de liberté. « Libres eux-mêmes par essence, — car le propre du génie c'est l'indépendance » — ils contribuent au progrès des lumières : « la pompe des arts doit être le luxe et la religion des peuples libres » (1).

A ces vues sur le rôle social des Beaux-Arts s'en ajouteront d'autres, d'égale importance, qui visent le rôle éducatif des arts : celui-ci sera marqué dans tous les actes qui ont rapport à la conservation des monuments et s'exprimera dans le fait que les questions concernant les arts sont réglées, sous la Législative et la Convention, par le Comité d'instruction publique.

Ainsi persuadée des qualités sociales et éducatrices des arts, la Révolution prit des mesures pour les conserver. Ce sera une législation particulière qui, dès 1789, protégera ce trésor ; ce seront des commissions spéciales qui l'administreront ; ce seront des institutions, appropriées à sa sauvegarde, qui le transmettront à la postérité.

Essayons de mettre en lumière les différentes phases de ces tendances favorables aux Beaux-Arts ; parmi la confusion des mesures dégageons celles qui s'appliquent spécialement à la conservation des monuments, et montrons comment cette époque de fermentation générale, d'effervescence et de violence, a pu songer aux arts, pendant que la vie intellectuelle de la France entière était absorbée par des préoccupations d'ordre politique.

1. Benoît, *l'Art franç. sous la Révol. et l'Emp.*, p. 3.

I. — LES DÉCRETS CONSERVATEURS

En considérant avec attention les nombreuses mesures législatives prises en faveur des monuments des arts pendant l'époque révolutionnaire, on peut constater qu'elles ont trois sources d'inspiration.

Le plus grand nombre des décrets en question se rapporte à l'inventaire et à la mise en sûreté des œuvres d'art. C'est l'aliénation des biens de la Couronne et la confiscation des biens ecclésiastiques qui furent leur origine directe. On manifestait le désir de réserver pour la Nation les œuvres des Beaux-Arts, au lieu de les convertir en espèces ; il fallait donc songer à leur préservation matérielle. C'est ce souci qui donna lieu à des prescriptions multiples relatives à la restriction de la vente, au classement préalable, à l'inventaire et à la création d'organes spéciaux destinés à exécuter les intentions du législateur.

Des considérations d'un ordre tout opposé font naître une deuxième catégorie de prescriptions légales en faveur des arts. Les événements avaient entraîné les assemblées vers la conviction que l'intérêt public exigeait l'anéantissement des restes de la féodalité, mesure qui pouvait donner lieu à des conflits entre les opinions politiques et la conscience « artistique » de l'époque. Aussi, pour concilier les deux intérêts, on trouva un compromis : les œuvres d'un caractère artistique devaient être exceptées de la proscription.

Un troisième groupe de décrets enfin, constitue les mesures de protection proprement dites. Ils se tournent contre la dilapidation des collections et contre la dégradation des monuments.

DÉCRETS RELATIFS A LA NATIONALISATION
ET A LA PRÉSERVATION DES MONUMENTS

L'attention des comités réunis, d'aliénation et d'affaires ecclésiastiques, se fixa bientôt sur le « mobilier » (1) des biens nationaux. Leurs membres comprirent qu'il y avait là un trésor d'art à sauver. Aussi les voit-on proposer à la Constituante une série de mesures destinées à mettre à l'abri des dilapidations les grandes collections littéraires et artistiques de la Couronne et des communautés religieuses. Déjà en 1789, les 7 et 14 novembre — immédiatement après la déclaration qui mettait les biens du clergé à la disposition de la Nation — l'Assemblée ordonna de « déposer aux greffes des sièges royaux ou des municipalités les plus voisines, des états et catalogues des livres, particulièrement des manuscrits, et de s'en constituer gardiens. » Le 14 août 1790, elle décréta « l'inventaire des caractères, poinçons, matrices, gravures et autres objets appartenant à la Nation » se trouvant à l'imprimerie du Louvre, et par le décret du 13 octobre 1790, l'Assemblée fit faire l'état de tous les effets mobiliers nationaux et ordonna la conservation des monuments en général (2).

Un décret, du 23 octobre 1790, sur l'aliénation des biens nationaux, résumait ensuite tous les décrets spéciaux que l'Assemblée avait rendus auparavant, à ce sujet (3).

Il incombait donc aux autorités « de veiller, par tous

1. Sous cette désignation courante il faut comprendre tout le bien meuble, par opposition aux biens immeubles ; en l'espèce, ce sont des œuvres d'art de toute sorte, peintures, gravures, sculptures, des ouvrages d'orfèvrerie, des meubles artistiques, livres rares, miniatures, ivoires, camées, vitraux, etc., etc.

2. Ce décret eut une portée spéciale. Il prévoit pour Paris un organe de conservation. C'est le germe de la *Commission des monuments*, dont nous étudierons plus loin l'évolution.

3. Cf. *Moniteur*, Réimpression de MDCCCXLI, t. VI, p. 183. Le

les moyens qui seront en leur pouvoir, à la conservation des monuments, des églises et maisons devenues domaines nationaux » (1) des collections et bibliothèques, de faire l'inventaire de leur contenu, d'opérer un triage et de rendre compte de leurs opérations au corps législatif.

Pour obéir à ces premières prescriptions, d'ordre plutôt administratif, les comités réunis, d'aliénation et des affaires ecclésiastiques, nommèrent une commission. Elle rédigea, le 19 octobre 1790, une instruction sur la manière d'exécuter les décrets en vigueur, instruction qui a été sanctionnée par décret de la Constituante du 6 novembre 1790 et complétée par décret du 9 janvier 1791 (2).

Ces mesures législatives avaient toutes, de près ou de loin, trait à la conservation des monuments. Bientôt la Constituante eut l'occasion d'en prendre d'autres dans le même but.

Nous n'en mentionnons ici que quelques-unes, qui eurent, à leur époque, une portée significative et qui montrent la sollicitude que l'on avait pour tout ce qui se rapportait aux sciences et aux arts.

C'est d'abord le décret du 3 mars 1791, qui traite de la fonte de « l'argenterie des églises, chapitres et communautés religieuses, qui a été, ou qui pourra être jugé *inutile au culte*, d'après les inventaires faits suivant l'instruction du Comité d'aliénation du 19 octobre dernier » (3). A la suite de cette mesure, qui préserva de la fonte les ouvrages d'orfèvrerie, la Constituante décréta notamment, les 26, 27 mai et 18 juin 1791, qu'il serait dressé un inventaire des diamants de la Couronne et autres objets précieux déposés au garde-meuble ; le 26 août

titre III s'occupe particulièrement de l'inventaire et de la conservation des objets de valeur se trouvant dans les bibliothèques ou cabinets des corps, maisons et communautés supprimés.

1. Décret du 13 octobre 1790, article 3. Cf. ici, p. 47.

2. Cf. *Code de l'administration et de l'aliénation*, p. 54, 56, 268.

3. *Ibid.*, p. 283.

1791 elle ordonna le transfert aux hôtels des monnaies des cuivres et bronzes dépendant des établissements supprimés ; et, le 5 septembre 1791, de faire porter au cabinet national des antiques, quelques pièces du trésor de Saint-Denis.

Après que l'Assemblée constituante eût terminé ses travaux, la Législative continua de s'occuper de la conservation des monuments dans l'esprit de sa devancière.

On vient de voir qu'on avait décrété à différentes occasions l'inventaire des œuvres d'art, des objets précieux des manuscrits et des livres, et en général, de tous les monuments intéressant les Beaux-Arts. Ces mesures furent prises afin de pouvoir effectuer un triage et un classement préalable de ceux des monuments des arts qui devaient rester définitivement acquis à la Nation. La Législative approuva et élargit ces mesures par le décret du 4 septembre 1792, relatif à l'utilisation du « mobilier » dépendant des biens nationaux. Les premiers articles de son titre premier sont particulièrement intéressants, parce qu'ils indiquent une tentative pour dresser un *Inventaire en quelque sorte général* des richesses artistiques de la Nation (1).

Article premier. — Tous les inventaires et états relatifs au mobilier dépendant des domaines nationaux, formés en exécution de la loi du 5 novembre 1790, et adressés au Comité d'aliénation de l'Assemblée nationale constituante par les corps administratifs, et dont le dépôt a été fait aux Archives nationales, seront incessamment remis par l'archiviste au commissaire-administrateur de la Caisse de l'extraordinaire.

.

1. Déjà le décret du 13 octobre 1790, mentionné plus haut, prévoyait une mesure de ce genre, qui fut complétée par les dispositions du titre III du décret du 23 octobre 1790. Mais le décret du 4 septembre 1792 est plus explicite et d'une portée plus considérable que les autres.

Art. 3. — Lorsque le commissaire-administrateur de la Caisse de l'extraordinaire aura réuni tous les inventaires dressés dans chaque département, il formera un état ou relevé des objets compris auxdits inventaires, en les divisant en quatre classes : la première contiendra les meubles, effets et ustensiles dont la vente a été ordonnée par la loi du 5 novembre 1790 ; dans la seconde seront compris les ornements et effets des églises supprimées ; la troisième présentera l'état de l'argenterie, des cloches, vases et ustensiles de métal des communautés et paroisses supprimées ; la quatrième enfin, sera composée des manuscrits, chartes, sceaux, livres imprimés, monuments de l'antiquité et du moyen âge, statues, tableaux, dessins et autres objets relatifs aux beaux-arts, aux arts mécaniques, à l'histoire naturelle, aux mœurs et usages des différents peuples.

Art. 4. — Immédiatement après que lesdits états ou relevés auront été formés, le commissaire-administrateur de la Caisse de l'extraordinaire les communiquera au ministre de l'Intérieur, à l'effet, par celui-ci, d'annoter les objets qui doivent être conservés, et ceux dont il devra surveiller la destination (1).

.

Le classement de toutes les œuvres d'art — le moyen âge est expressément mentionné — devait donner des renseignements exacts sur leur nature, sur l'emplacement qu'elles occupent et sur leur valeur, qui déciderait du parti que l'on pensait en tirer. Ces dispositions furent complétées, dans une certaine mesure, par l'article 4 du décret du 16 septembre 1792, relatif à la réunion de la Commission du mobilier à la Commission des monuments, et qui est ainsi conçu :

L'inventaire raisonné desdits objets [tableaux, statues et autres monuments relatifs aux Beaux-Arts renfermés dans les églises, maisons nationales et dans celles des émigrés] sera imprimé, et il en sera fait, tous les ans, un récolement par des préposés du pouvoir exécutif, sous la surveillance des commissaires de l'Assemblée nationale (2).

Aux décrets précités se rattache étroitement un *Pro-*

1. *Procès-verbal de la Législative*, t. XIV, p. 304.

2. Cf. ici, p. 53.

jet d'instruction pour hâter les établissements de bibliothèques et de muséums (1). Il préconise l'impression de catalogues pour les objets devant être vendus, des inventaires détaillés sur le mobilier des émigrés, qui est « presque toujours mieux choisi et plus précieux que celui des ecclésiastiques », et la création d'un inventaire général de toutes les richesses artistiques du pays.

« La Convention nationale, dit l'instruction, se hâtera de rassembler et produire au grand jour l'état général de toutes les richesses de ce genre que possède la République. Le travail pour y parvenir sera étendu, mais son résultat sera simplifié et facilitera prodigieusement les progrès de toutes les sciences (2). »

L'idée d'un inventaire général, exprimée ici pour la première fois avec précision, se trouve encore reprise dans le décret du 10 juin 1793, relatif au récolement général des inventaires du mobilier existant au garde-meubles, dans les maisons ci-devant royales, etc., qui était de nature à compléter les mesures antérieures. Les prescriptions très précises qu'il contient, et les mesures administratives très étendues qu'il prévoit, méritent vraiment d'être connues. Nous en donnons les principales dans l'extrait ci-après.

Art. 4. — Ce récolement sera fait par des commissaires pris dans le sein de la Convention, dont quatre pour Paris, deux pour le département de Seine-et-Oise, deux pour le département de Seine-et-Marne, et deux pour le département de l'Oise, conjointement avec deux commissaires nommés à cet effet par le directoire du département de Paris et par les directoires de district des lieux où sont situées les maisons ci-devant royales.

Art. 32. — Les commissaires de la Convention mentionnés en l'article 4, après avoir distingué les portions du mobilier dépendantes ci-devant de la couronne ou de la liste civile,

1. Cf. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, pièces annexes, XVIII, p. 306. Ce projet porte la date du 13 novembre 1792 et émane de la Commission des monuments.

2. *Ibid.*, p. 308.

qui doivent être vendues, des monuments d'art ainsi que des meubles meublants qu'il est nécessaire de conserver pour le palais national et autres établissements publics, feront dresser un inventaire exact et détaillé de tous ces derniers objets.

Art. 33. — Ils se concerteront avec la Commission des monuments pour la rédaction de l'inventaire détaillé des monuments d'art, pour déterminer ceux qu'il conviendra de conserver dans l'emplacement qu'ils occupent, et pour transporter le surplus au palais national, ou dans tout autre local désigné à cet effet. Ils se concerteront avec le Comité des inspecteurs de la salle pour l'inventaire du mobilier à l'usage de la Convention nationale, de ses comités, et du lieu des séances du conseil exécutif provisoire, avec les ministres, l'administrateur des domaines nationaux, le directeur général de la liquidation, les commissaires de la trésorerie et de la comptabilité, pour l'inventaire du mobilier national à leur usage personnel et à celui de leurs bureaux, ainsi que des administrations ou régies dont la surveillance leur est confiée.

Art. 34. — Ces inventaires seront recensés au commencement de chaque année par les commissaires que le Corps législatif nommera à cet effet. Il sera fait trois copies de ce recensement, dont l'une sera déposée aux Archives nationales; la deuxième au comité correspondant à chaque partie d'administration; la troisième sera délivrée aux ministres, administrateurs ou dépositaires, lesquels seront tenus de requérir ledit récolement, à peine d'être responsables des suites de leur négligence (1).

La consécration définitive de ces mesures, concernant l'inventaire général, est contenue dans l'article premier du décret du 27 janvier 1794, qui ordonne aux administrations de district le récolement de tous les inventaires qu'elles ont dû faire en conséquence des instructions reçues, et d'envoyer une copie au département et une au Comité d'instruction publique (2).

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XIII, p. 196.

2. Cf. *Ibid.*, t. XXX, p. 183. Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler ici que l'idée, qui présidait à toutes ces mesures, ne reçut son exécution que quatre-vingts ans plus tard : le tome I^{er} de *l'Inventaire général des richesses d'art de la France* (Paris, Monuments religieux), date de 1876.

Une autre besogne qui s'imposait bientôt au législateur, si l'on ne voulait pas laisser se disperser des œuvres d'art importantes, c'était la conservation des richesses artistiques des émigrés.

Il nous est impossible d'entrer dans le détail de l'exécution des mesures qui se rattachent à la vente et la mise en réserve pour la nation des œuvres d'art provenant des maisons des émigrés. Tout ce que nous voulons faire sentir ici, par la sèche énumération de quelques décrets significatifs, c'est l'importance considérable qu'eurent ces mesures sur le déplacement des œuvres d'art, sur la constitution des collections nationales, sur l'intensité des démarches administratives qu'elles provoquaient et sur le champ d'action qu'elles ouvraient aux commissions conservatrices.

La conservation des monuments provenant des biens ecclésiastiques et la restriction des ventes des bibliothèques et œuvres d'art des émigrés sont en effet deux points marquants dans le chapitre de la nationalisation et de la préservation des monuments. L'un et l'autre donnèrent lieu à la création d'un dépôt spécial où devait s'effectuer le triage et la mise à l'abri des œuvres réservées pour la Nation : le dépôt des Petits-Augustins et celui de l'Hôtel de Nesle. Nous aurons occasion de nous en occuper plus loin.

On sait que les biens des émigrés avaient été déclarés biens nationaux, le 9 novembre 1791, et que l'aliénation avait été décidée le 2 septembre 1792. Immédiatement après cette décision, l'article 3 du décret du 16 septembre 1792 (1) chargea la Commission des monuments de la recherche et de la conservation des œuvres d'art des émigrés, et, le 30 septembre 1792, la Convention renvoyait à son comité de législation plusieurs autres propositions dans ce sens. Le 10 octobre suivant, un décret très explicite vint compléter celui du 16 septembre, en ordonnant, qu'il serait sursis à la vente « de biblio-

1. Cf. ici, p. 53.

thèques, autres objets scientifiques et monuments d'art trouvés dans les maisons des émigrés » (1). Huit jours plus tard, le décret du 18 octobre chargea spécialement la Commission des monuments de se concerter avec la section du Comité des finances, pour présenter à la Convention les décrets relatifs à la distraction des monuments d'art des effets mobiliers qui devaient être vendus, et avec le Comité d'instruction publique pour la disposition de ces objets (2).

Après une intervention du Comité d'instruction publique lui-même, le Comité d'aliénation, chargé de la vente des biens nationaux par décret du 21 octobre 1792, présenta plusieurs décrets relatifs aux biens des émigrés : le 22 octobre 1792 un décret ordonnant que le mobilier des maisons royales, des maisons religieuses et de celles des émigrés serait vendu sans délai, « sous réserve des objets désignés par la loi du 10 octobre » (3); le 1^{er} novembre 1792 un projet de décret, adopté définitivement le 25 novembre, dont l'article 7 ordonne aux directoires de département et de district de veiller à la conservation des œuvres d'art et de sciences des émigrés, ainsi qu'ils avaient dû le faire pour les objets de cette nature provenant des établissements ecclésiastiques (4).

On voit encore la Commission temporaire des arts présenter au Comité d'instruction publique, le 10 avril 1794, un arrêté sur le recensement des objets de sciences, et d'arts retirés du mobilier des émigrés; elle entraînait ainsi dans le détail du décret du 27 janvier 1794 qui avait ordonné de dresser un récolement des inventaires des monuments provenant des communautés ecclésiastiques et des maisons des émigrés. L'arrêté fut confirmé, le 16 mai 1794, par le Comité du salut public, qui établis-

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. I, p. 313.

2. Art. 6; cf. ici, p. 54.

3. *Proc.-verb. de la Convention*, t. II, p. 163.

4. *Ibid.*, p. 309.

sait dans le département de Paris une commission spécialement destinée à s'occuper de la conservation et de la vente du mobilier des émigrés et condamnés.

L'analyse des décrets relatifs à la nationalisation et à la préservation matérielle des monuments des Beaux-Arts, ne peut que faire entrevoir leur portée considérable et faire sentir leur caractère « pacifique ». Ce sont, comme on l'a vu, des prescriptions formelles pour la sauvegarde immédiate des monuments qui allaient se trouver, par la suite des circonstances que l'on connaît, sans propriétaire direct. L'État désormais se chargera de leur entretien et de leur mise en valeur pour l'instruction de la Nation. Le principe de l'intervention officielle dans la conservation des monuments des arts du passé se trouve ainsi établi.

Mais à côté de ces mesures il y en a d'autres, d'un caractère différent, où l'intervention de l'État se base sur des considérations d'ordre esthétique pour annihiler certaines opinions politiques.

RESTRICTIONS DANS LES DÉCRETS PORTANT SUPPRESSION DES SIGNES DE LA FÉODALITÉ

Quelques jours après la prise des Tuileries, la Législative se laissa entraîner à une mesure équivoque et très discutée ; elle décréta, le 14 août 1792, la suppression des monuments, restes de la féodalité, et notamment des monuments en bronze existant à Paris (1).

Pour faciliter l'intelligence des proscriptions qu'elle édictait, et des restrictions qu'elle imposait conjointement aux mesures d'anéantissement, il sied de lire attentivement le texte intégral de ce décret ; aussi le donnons-nous ci-après avec les considérants.

1. Sur les circonstances qui ont amené cette étrange décision, cf. *Moniteur*, Réimpression de MDCCCXLII, t. XIII, p. 419.

L'Assemblée nationale, considérant que les principes sacrés de la liberté et de l'égalité ne permettent point de laisser plus longtemps sous les yeux du peuple français les monuments élevés à l'orgueil, au préjugé et à la tyrannie ;

Considérant que le bronze de ces monuments converti en canons servira utilement à la défense de la patrie, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

Article premier. — Toutes les statues, bas-reliefs, inscriptions et autres monuments en bronze et en toute autre matière élevés sur les places publiques, temples, jardins, parcs et dépendances, maisons nationales, même dans celles qui étaient réservées à la jouissance du roi, seront enlevés à la diligence des représentants des communes, qui veilleront à leur conservation provisoire.

Art. 2. — Les représentants de la commune de Paris feront, sans délai, convertir en bouches à feu tous les objets énumérés à l'article premier existant dans l'enceinte des murs de Paris, sous la surveillance du ministre de l'Intérieur, de deux membres de la Commission des armes, et de deux membres de la Commission des monuments.

Art. 3. — Les monuments, restes de la féodalité, de quelque nature qu'ils soient, existant encore dans les temples ou autres lieux publics, et même à l'extérieur des maisons particulières, seront, sans aucun délai, détruits à la diligence des communes.

Art. 4. — La Commission des monuments est chargée expressément de veiller à la conservation des objets qui peuvent intéresser essentiellement les arts, et d'en présenter la liste au corps législatif, pour être statué ainsi qu'il appartiendra.

Art. 5. — La Commission des armes présentera incessamment un projet de décret pour employer d'une manière utile à la défense de chaque commune de France la matière des monuments qui se trouveront dans leur enceinte (1).

Des cinq articles dont le décret est composé, les articles 2 et 4 doivent retenir ici notre attention, parce qu'ils contiennent les restrictions par lesquelles le législateur a voulu souligner ses intentions à l'égard des œuvres des Beaux-Arts. Quelle que soit l'opinion que

1. *Proc.-verb. de la Législative*, t. XII, p. 212.

l'on puisse avoir sur l'opportunité du décret, on ne pourra jamais nier que ces articles ne soient un contre-poison. La fonte du bronze devait s'effectuer sous la surveillance de la *Commission des monuments*, chargée par deux fois de veiller à la conservation de toutes les œuvres d'art frappées par la proscription.

Malgré l'atténuation qu'apportaient ces deux articles à la teneur générale du décret, la Commission des monuments s' alarma. On verra en son lieu le détail des démarches qu'elle fit pour décider le *Comité d'instruction publique* dont elle dépendait, à intervenir auprès du corps législatif. Celui-ci n'hésita pas à acquiescer aux desiderata du Comité, et, un mois après le premier décret, le 16 septembre 1792, il en rendit un autre, plus explicite, qui devait interpréter celui du 14 août et assurer la conservation des œuvres d'art en général. Nous l'imprimons ici intégralement et sans commentaire, ses dispositions ne prêtant à aucune ambiguïté.

L'Assemblée nationale, considérant qu'en livrant à la destruction les monuments propres à rappeler les souvenirs du despotisme, il importe de préserver et de conserver honorablement les chefs-d'œuvre des arts, si dignes d'occuper les loisirs et d'embellir le territoire d'un peuple libre, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

Article premier. — Il sera procédé sans délai, par la Commission des monuments au triage des statues, vases et autres monuments placés dans les maisons ci-devant dites royales et édifices nationaux qui méritent d'être conservés pour l'instruction et pour la gloire des arts.

Art. 2. — Du moment que ce triage aura été fait, les administrateurs feront enlever les plombs, cuivres et bronzes jugés inutiles, les feront transporter dans les ateliers nationaux et enverront au ministre de l'Intérieur les procès-verbaux et inventaires de leurs opérations.

Art. 3. — En attendant que les monuments qu'il importe de conserver aient pu être transportés dans les dépôts qui leur seront préparés, les administrateurs seront chargés de veiller spécialement à ce qu'il n'y soit apporté aucun dommage par les citoyens peu instruits ou par des hommes malintentionnés.

Art. 4. — Le présent décret sera affiché aux maisons ci-devant dites royales et autres lieux renfermant des monuments utiles aux Beaux-Arts (1).

Les dispositions conservatrices de ce décret contrebalancent donc les velléités destructives de celui du 14 août. Cependant, sous l'influence des événements politiques, on demanda, avec une insistance toujours croissante, l'abolition de tout ce qui pouvait encore rappeler la féodalité. Aussi, la Convention nationale se voit-elle obligée d'édicter certaines mesures propres à donner satisfaction aux esprits exaltés.

Le 4 juillet 1793, elle ordonna à la municipalité de Paris le changement de « tous les objets sculptés ou peints sur les monuments publics, soit civils, soit religieux, qui présentent des attributs de la royauté ou des éloges prodigués à des rois » (art. 1). Ce décret (2) fait, pour ainsi dire, suite à celui du 14 août 1792, et contient, comme lui, des prescriptions formelles en faveur de ceux des attributs féodaux qui présenteraient un caractère artistique. L'article 2 dit, en effet, textuellement : « Que pour la conservation de ces monuments, et pour que l'exécution du présent décret ne soit pas indifféremment confiée à des citoyens qui pourraient ne pas y apporter les connaissances nécessaires pour la conservation de ces mêmes monuments, il sera formé une commission composée de quatre membres de la Commission des monuments établie par un décret, de six artistes nommés par la Société des arts tenant ses séances au Louvre ». Les articles 3 et 5 confirment et détaillent cette attribution.

Ce décret du 4 juillet reçut plusieurs compléments : le 1^{er} août 1793, la Convention décrète « que dans la huitaine, à compter de la publication du présent décret, tous les parcs, jardins, enclos, maisons, édifices qui porteraient des armoiries seront confisqués au profit de la

1. *Proc.-verb. de la Législative*, t. XVI, p. 23.

2. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XV, p. 116.

Nation (1); le 9 octobre 1793 un décret étendait aux emblèmes de la royauté la proscription prononcée par le décret du 1^{er} août (2); le 14 septembre 1793 un décret, définitivement rédigé le 28 octobre 1793, étend la proscription des armoiries et emblèmes de la royauté, ordonnée le 4 juillet 1793 pour Paris, aux autres municipalités de la République (3).

Ces remarques sont nécessaires pour comprendre la genèse d'un décret conservateur d'une portée générale. La chaleur des débats politiques qui avait donné naissance à toutes ces proscriptions acharnées, pouvait créer des abus dans l'exécution des décrets. Aussi des hommes éclairés s'efforcèrent-ils d'atténuer les conséquences néfastes de ces décisions. On voit intervenir le bibliophile Renouard, par une brochure d'abord (4), et directement ensuite auprès du Comité d'instruction publique, à qui il expose toute l'étendue du dommage que l'on causerait à la Bibliothèque nationale si l'on voulait faire disparaître tous les écussons qui se trouvent sur les livres (5).

En même temps que Renouard s'employait pour les livres, gravures et imprimés, deux conventionnels, Thibault et Chénier, intervenaient à la tribune pour protester contre certains abus commis en exécution du décret du 9 octobre 1793.

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XVIII, p. 19.

2. *Ibid.*, t. XXII, p. 186.

3. *Ibid.*, t. XXIV, p. 179.

4. *Observations de quelques patriotes sur la nécessité de conserver les monuments de la littérature et des arts*. Cf. ici INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.

5. Cf. *Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t. II, p. 650, séance du 20 octobre 1793. L'intervention de Renouard en faveur des monuments typographiques fut peut-être provoquée par une maladresse de la Commission des monuments, qui avait été jusqu'à rechercher les moyens de faire disparaître l'estampille royale des livres de la Bibliothèque nationale. (Cf. pour plus ample information sur cet incident : *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. xxxiv-xxxvi et t. II, séances des 11, 15 et 17 octobre 1793, p. 39, 43, 46.

A la faveur de ce mouvement, le Comité d'instruction publique, à qui incombait alors la protection des monuments des arts, se mit en devoir de préparer un projet de décret. Romme (1), après entretien avec Renouard, proposa au Comité, dans la séance du 22 octobre 1793, « de faire décréter par la Convention une nomenclature d'objets précieux qui ne doivent pas être détruits ou confisqués, quoiqu'ils contiennent des signes de royauté et de féodalité (2). »

Après l'intervention des membres de la Convention à la tribune, le Comité d'instruction publique reçut le mandat de présenter son projet de décret. Romme lui en conséquence son rapport qui, dans son essence, répète les idées de Renouard, et présenta son projet de décret dans la séance de la Convention du troisième jour du second mois de l'an II (24 octobre 1793). Ce décret, portant défense de mutiler les monuments sous prétexte de faire disparaître les signes de féodalité ou de royauté, fut adopté. Il complète les mesures restrictives que l'on avait déjà prises pour maintenir l'exécution des décrets prohibitifs dans le sens que le législateur lui avait voulu réellement donner : effacer les signes de « l'orgueil » de la féodalité, mais protéger les œuvres présentant un caractère artistique.

Voici un extrait du décret très explicite contenant les articles qui nous intéressent spécialement.

La Convention nationale, après avoir entendu son Comité d'instruction publique, sur les abus qui se commettent dans l'exécution de son décret du 18 premier mois, qui a pour objet de faire disparaître tous les signes de royauté et de féodalité dans les jardins, parcs, enclos et bâtisses ;

Considérant qu'en donnant à ce décret une extension que la Convention n'a pas entendu lui donner, on le rendrait

1. Romme (Charles-Gilbert), 1750-1795 ; mathématicien ; député du Puy-de-Dôme à la Législ. et à la Conv. ; membre du Comité d'instr. publ.

2. *Proc. verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t. II, p. 656.

destructif des monuments des arts, de l'histoire et de l'instruction ;

Considérant que l'industrie et le commerce de la France perdraient bientôt la supériorité qu'ils ont acquise dans plusieurs branches sur l'industrie et le commerce de nos voisins, si l'on n'empêchait, dans cette circonstance, les écarts de l'ignorance et les entreprises de la cupidité et de la malveillance, décrète ce qui suit :

Article premier. — Il est défendu d'enlever, de détruire, mutiler ni altérer en aucune manière, sous prétexte de faire disparaître les signes de féodalité ou de royauté dans les bibliothèques, les collections, cabinets, musées publics ou particuliers, non plus que chez les artistes, ouvriers, libraires ou marchands, les livres imprimés ou manuscrits, les gravures et dessins, les tableaux, bas-reliefs, statues, médailles, vases, antiquités, cartes géographiques, plans, reliefs, modèles, machines, instruments et autres objets qui intéressent les arts, l'histoire et l'instruction.

Art. 2. — Les monuments publics transportables, intéressant les arts et l'histoire, qui portent quelques-uns des signes proscrits, qu'on ne pourrait faire disparaître sans leur causer un dommage réel, seront transférés dans le musée le plus voisin, pour y être conservés pour l'instruction nationale.

Art. 3. — Les propriétaires de meubles ou ustensiles d'un usage journalier sont tenus d'en faire disparaître tous les signes proscrits, sous peine de confiscation.

Les objets de ce genre qui sont mis en vente sont exceptés, sans que la vente puisse en être retardée.

Art. 4. — Les objets indiqués dans les articles 1 et 3 qui auraient été enlevés chez quelques citoyens par une fausse application de la loi du 18 premier mois, seront restitués dans le plus court délai, sauf à poursuivre ensuite les propriétaires, s'ils ne se conformaient pas sur-le-champ au présent décret.

Art. 5. — Les meubles, ustensiles et pièces d'orfèvrerie déposés dans les monts-de-piété ou lombards, chez les notaires, mis en séquestre ou sous le scellé, ne seront soumis à la recherche ordonnée par le présent décret, que lorsqu'ils seront remis dans les mains du propriétaire.

Art. 9. — Le Comité d'instruction publique et la Commission des monnaies nommeront chacune un membre pour examiner les médailles des rois de France déposées dans la Bibliothèque nationale et dans les autres dépôts publics de

Paris, afin de séparer et conserver celles qui intéressent les arts et l'histoire, et livrer toutes les autres au creuset.

Art. 10. — Les sociétés populaires et tous les bons citoyens sont invités à mettre autant de zèle à faire détruire les signes proscrits sur les objets indiqués dans les décrets précédents et dans le présent décret, qu'à assurer la conservation des objets ci-dessus énoncés, comme intéressant essentiellement les arts, l'histoire et l'instruction⁽¹⁾.

De ce qui précède résulte donc d'une part que les décrets destructifs, en se tournant contre les signes de féodalité, armoiries, emblèmes, inscriptions, ne voulaient nullement frapper les Beaux-Arts, qu'ils contenaient même des restrictions tolérant les signes de féodalité du moment où ils présentaient un caractère artistique ; d'autre part, que le législateur se ravisa en voyant ses intentions mal interprétées malgré les précautions prises, et qu'il annula délibérément les décisions néfastes par des prescriptions conservatrices très nettes.

On verra par la suite que le législateur, après avoir passé de la pure préservation à la conservation raisonnée, fera un pas de plus en avant, en se déclarant le protecteur décidé de tout monument menacé de mutilation.

MESURES CONTRE LE « VANDALISME »

Après avoir passé en revue les décrets qui s'occupent particulièrement de la préservation matérielle des monuments et ceux qui apportent un adoucissement aux mesures de rigueur qui frappaient les monuments entachés de féodalité, nous parlerons d'une série de manifestations officielles contre le « vandalisme » sous ses différentes formes.

Ce n'est que sous la Convention que l'on se voyait

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XXIV, p. 69.

contraint de sévir contre les mutilateurs (1). Il est d'ailleurs intéressant à noter que les auteurs de ces actes de malveillance furent toujours considérés comme étant au service de l'aristocratie et de la contre-révolution, avec mission de discréditer l'œuvre de la Révolution.

Parmi les décrets qui défendent toute mutilation de monuments et qui mettent les œuvres d'art sous la protection expresse des lois, celui du 13 avril 1793 est le premier en date. Il est bref, clair et d'une rigueur toute républicaine.

Sur la proposition d'un membre, inspecteur de la salle, qui annonce que des malveillants ont mutilé quelques statues aux Tuileries,

L'assemblée décrète que ceux qui seront convaincus d'avoir mutilé, cassé les chefs-d'œuvre en sculpture dans le jardin des Tuileries et autres lieux publics appartenant à la République, seront punis de deux années de détention ;

Charge le ministre de l'Intérieur de faire faire, dans le jardin des Tuileries, des patrouilles, le soir, pour la conservation de ces monuments (2).

Voilà qui est net et précis. Non content de cette sévérité, et bien que le décret stipule « ... dans le jardin des Tuileries *et autres lieux publics appartenant à la République...* » Lakanal (3), dans un rapport qu'il présenta le 6 juin 1793 à la Convention, demanda l'extension de

1. La Législative avait bien eu occasion, dans un décret rendu le 15 septembre 1792, de s'élever contre la dilapidation et le vol ; mais c'était là une mesure de précaution d'ordre purement administratif qui devait empêcher les représentants de la Commune, — à qui un décret du 11 août 1792 (cf. ici, p. 51) avait dévolu la charge de veiller sur la conservation du mobilier du château des Tuileries et maisons royales — à continuer leurs fonctions, remises maintenant entre les mains du ministre de l'Intérieur.

(Cf. *Proc.-verb. de la Législative*, t. XV, p. 399).

2. *Proc.-verb. de la Convention*, t. IX, p. 243.

3. Lakanal (Joseph), 1762-1845 ; savant distingué ; député de l'Ariège à la Conv., membre, puis président du Comité d'instr. publ.

ces mesures à toutes les propriétés nationales et aux œuvres d'art en général.

« Citoyens, dit-il, les monuments des beaux-arts qui embellissent un grand nombre de bâtiments nationaux reçoivent tous les jours les outrages de l'aristocratie ; des chefs-d'œuvre sans prix sont brisés ou mutilés ; les arts pleurent ces pertes irréparables. Il est temps que la Convention arrête ces funestes excès : déjà elle a adopté une mesure de rigueur pour la conservation des morceaux précieux de sculpture qui décorent le jardin national des Tuileries. Le Comité d'instruction vous propose de généraliser votre décret et de l'étendre à toutes les propriétés nationales ; elles appartiennent à tous les citoyens en général ; elles ne sont à aucun d'eux en particulier ; c'est donc les droits de la cité entière à la main que je vous demande de protéger les arts contre les nouvelles pertes dont ils sont menacés. Je vous propose en conséquence le projet de décret suivant :

La Convention nationale, ouï le rapport de son Comité d'instruction publique, décrète la peine de deux ans de fers contre quiconque dégradera les monuments des arts dépendant des propriétés nationales (1).

Ce projet de décret est adopté, et la peine de deux ans de fers est maintenue sans discussion.

Du reste, le palais et le jardin des Tuileries continuaient à occuper la sollicitude particulière de l'Assemblée. A peine quatre semaines après le premier décret, le 4 juillet 1793, un autre le protège contre les dégradations de quelques malveillants ; les patrouilles du soir, dont parle le décret du 13 avril, sont transformées en une garde habituelle de 120 hommes (2).

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XIII, p. 104.

2. « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité des inspecteurs de la salle, décrète :

Que pour veiller à la conservation des momments que renferment le jardin et le palais national, empêcher les dégradations qui s'y commettent, il sera établi une garde habituelle, composée de 120 invalides, y compris les officiers ;

Aux deux décrets, punissant les délits d'individus malveillants, s'en rattache un autre qui protège surtout les monuments épigraphiques, qui devaient être transformés par ordre administratif.

La Convention nationale avait chargé le Comité d'instruction publique de faire un rapport sur le genre d'idiome qui devait être adopté pour les inscriptions des monuments publics.

Grégoire (1), qui présenta ce rapport à la séance du 11 janvier 1794, arriva à la conclusion que l'on devait employer uniquement la langue française. En parlant des monuments publics, il eut naturellement occasion de mentionner les mesures prises par la Convention, relatives à l'effacement de tout ce qui portait l'empreinte du royalisme et de la féodalité. Tout en approuvant ces décisions, il voulut que la Convention les tempérât par d'autres mesures, « pour assurer la conservation des inscriptions antiques dont le temps a respecté l'existence ». « Les décrets restrictifs déjà rendus à cet égard, dit Grégoire, paraissent insuffisants, et l'on ne peut inspirer aux citoyens trop d'horreur pour ce *vandalisme* qui ne connaît que la destruction » (2). Et à cette déclaration ferme contre une mauvaise interprétation des décrets

Que les fonctions de ces militaires seront de faire exécuter, sous la surveillance du ministre de l'Intérieur, des inspecteurs de la salle, les décrets de l'assemblée relatifs à la police de l'enceinte du palais où elle tient ses séances, les arrêtés du Comité d'inspection, en gardant, concurremment avec les citoyens composant la garde, les entrées du palais et du jardin national, en faisant toute la journée des patrouilles dans le jardin, pour empêcher les dégradations qui s'y commettent.

Renvoie au Comité des inspecteurs de la salle pour l'organisation de cette compagnie ».

(*Proc.-verb. de la Convention*, t. XV, p. 115.)

1. Grégoire (Henri), 1750-1831, évêque constitutionnel de Blois, député de Loir-et-Cher à la Conv. ; membre du Comité d'instr. publ.

2. *Rapport sur les inscriptions... par Grégoire* (Cf. ici INDEX BIBLIOGR.), p. 9 ; le mot *vandalisme* est en italique. Grégoire, qui en est le créateur, l'emploie ici pour la première fois.

ordonnant l'effacement des attributs de la féodalité, Grégoire ajoute un passage que nous croyons significatif pour l'esprit qui animait alors la Convention nationale.

« Les monuments antiques, dit ce rapport, sont des médailles sous une autre forme, ils doivent être conservés dans leur totalité; et quel est l'homme sensé qui ne frémit pas à la seule idée de voir porter le marteau sur les antiquités d'Orange ou de Nîmes? Quant à ceux du moyen âge et des temps modernes, dont les inscriptions ne présentent rien de contraire aux principes de l'égalité et de la liberté, ils doivent être également conservés; ils suppléent souvent aux archives par les faits dont ils sont dépositaires; ils fixent les époques de l'histoire: les détruire serait une perte; les traduire serait une espèce d'anachronisme; ce serait les dénaturer sans utilité comme sans motif, et vous réprimerez sans doute la barbarie contre-révolutionnaire qui voudrait nous appauvrir en nous déshonorant (1). »

Ces considérations très généreuses et impartiales déterminent l'auteur du rapport à proposer un décret, adopté par la Convention, qui doit épargner aux monuments une mutilation inutile (2).

Le mouvement de réprobation de la malveillance à l'égard des monuments ne fit que s'accroître encore au sein du Comité d'instruction publique. Après les délibérations du début de l'année, que l'on vient de lire, il s'occupa, le 31 mars 1794, d'une façon encore plus intense de la conservation des monuments. A cette date on rédige le procès-verbal suivant :

1. *Ibid.*, p. 9.

2. « *Article premier.* — Les inscriptions de tous les monuments publics seront désormais en langue française.

Art. 2. — Toutes les inscriptions des monuments antiques seront conservées.

Art. 3. — Dans les monuments modernes, les inscriptions qui ne sont pas consacrées à la royauté et à la féodalité, seront également conservées » (*Rapport sur les inscriptions... par Grégoire*, p. 10).

« Le citoyen Grégoire propose un projet de décret contre ceux des citoyens qui se permettent de briser ou mutiler les monuments divers qui se trouvent épars dans les départements. Le Comité arrête que le Comité [de salut public] sera engagé d'autoriser le président du Comité à écrire aux différents districts de veiller sur la conservation des monuments qui y sont encore en leur entier (1). »

A la suite de cette décision, le Comité d'instruction publique s'adressa au Comité de salut public, le 4 avril, afin que celui-ci prît un arrêté spécial, priant les autorités constituées, et même les Sociétés populaires « de veiller soigneusement à la conservation de ces monuments et s'opposer vigoureusement à leur mutilation ou destruction » (2).

De plus, le 15 juillet 1794, le Comité d'instruction publique chargea deux de ses membres, Fourcroy et Grégoire, « de recueillir des faits et de préparer un rapport pour dévoiler les manœuvres contre-révolutionnaires par lesquelles des ennemis de la République tentent de déshonorer la nation, de ramener le peuple à l'ignorance, en détruisant les monuments des arts, et en persécutant les hommes qui réunissent le patriotisme aux talents » (3).

Grégoire seul s'attaqua à cette besogne, qui devait le rendre célèbre. Ayant rédigé un premier rapport sur le sujet en question, il le lut à la Convention, le 31 août 1794.

C'est le fameux *Rapport sur les destructions opérées par le vandalisme, et sur les moyens de le réprimer* (4).

Le rapporteur s'est bien maintenu dans les limites que le programme lui imposait : il a recueilli un certain nombre de faits ayant surtout trait aux dilapidations et

1. *Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t. IV, p. 55.

2. *Ibid.*, p. 79.

3. *Ibid.*, p. 819.

4. Cf. ici INDEX BIBLIOGR.

aux détournements commis dans les bibliothèques et dans les ventes publiques, et une série d'actes de destructions d'œuvres d'art. Il renie ces irrégularités d'ordre administratif ou ces méfaits de particuliers, et les attribue imperturbablement aux contre-révolutionnaires. Il renie aussi, au nom de la Convention, les persécutions dont on poursuivait les hommes « qui réunissent le patriotisme aux talents ».

Nous n'avons pas l'intention d'analyser ici le rapport de Grégoire dans ses détails, et surtout il ne nous appartient pas d'entrer dans une étude critique des faits allégués par le rapporteur. Cette critique détaillée a été faite par M. Despois (1) et par M. Guillaume (2).

Ces deux auteurs ont vérifié les assertions de Grégoire et ils ont rectifié ce qu'il y avait d'exagérations et de confusions dans ce rapport. Nous ne considérons les opinions et les propositions de Grégoire que comme un anneau dans la chaîne des mesures de protection édictées par la Convention nationale.

« Les lois conservatrices des monuments étant inexécutées ou inefficaces », Grégoire a cru devoir présenter à l'Assemblée un rapport détaillé sur cet objet. « La Convention nationale, dit-il, s'empressera sans doute de faire retentir dans toute la France le cri de son indignation, d'appeler la surveillance des bons citoyens sur les monuments des arts pour les conserver, et sur les auteurs et instigateurs contre-révolutionnaires de ces délits, pour les traîner sous le glaive de la loi (3). »

Et, faisant allusion aux décrets proscrivant les signes et attributs de la féodalité, il s'écrie : « Sans doute, il faut que tout parle aux yeux le langage républicain. Mais on calomnierait la liberté en supposant que son triomphe dépend de la conservation ou de la destruction d'une figure où le despotisme a laissé quelque

1. Cf. Despois, *le Vandalisme révolutionnaire*, p. 194 et s.

2. Cf. *Révolution française*, t. XLI, p. 155-180 et 242-269.

3. *Rapport sur les destructions... par Grégoire*, p. 2.

empreinte ; et lorsque des monuments offrent une grande beauté de travail, leur conservation, ordonnée par la loi du 3 frimaire, peut simultanément alimenter le génie et renforcer la haine des tyrans, en les condamnant, par cette conservation même, à une espèce de pilori perpétuel (1). »

Grégoire ne se montre pas tendre envers les administrateurs qui veulent faire du zèle et qui, en exécutant avec empressement les décrets d'essence destructive, ne tiennent aucun compte des prescriptions formelles qui les abolissaient. Au nom de la Convention et au nom de la civilisation, le rapporteur renie ces agissements coupables, ainsi qu'il flétrit avec fermeté la persécution des hommes de science et de talent.

A partir d'ici, dit M. Guillaume, Grégoire change brusquement de ton et de sujet. Il avait présenté à ses auditeurs un lamentable tableau de dévastation et de ruines ; maintenant il va énumérer les richesses scientifiques, industrielles et artistiques de la République, et montrer l'œuvre merveilleuse que la Convention et ses comités ont accomplie en quelques mois. Il avait déploré, gémi, injurié ; soudain il entonne un chant triomphal, et célèbre la grandeur de la France nouvelle. « Législateurs », s'écrie-t-il, « que vous prescrit l'intérêt national ? c'est d'utiliser au plus tôt vos immenses et précieuses collections, en les faisant servir à l'instruction de tous les citoyens. Le Comité vous présentera un mode de répartition ; et puisque, d'après la nouvelle organisation, les musées sont confiés à sa surveillance, il faut les établir. Hâtez-vous de créer des hommes à talent qui promettent des successeurs à la génération peu nombreuse de ceux qui existent (2). »

Finalement, le rapport entre dans des considérations générales sur l'utilité des arts, en se plaçant au point de vue de son époque qui leur attribuait un rôle social

1. *Ibid.*, p. 11.

2. *Ibid.*, p. 23.

et politique ; il parle de la nécessité d'encourager les arts par une émulation de talents ; il propose des mesures pour la sauvegarde et pour la défense des monuments des arts sans exception.

Grégoire se tourne d'abord contre les dilapidations qui ont pour cause l'ignorance, qu'il faut « éclairer » ou la négligence, qu'il faut « stimuler ». Quant à la malveillance, le rapporteur élève hautement sa voix, pour que ce fléau soit comprimé.

« Quoi ! dans le laps d'un siècle, la nature avare laisse à peine échapper de son sein quelques grands hommes ; il a fallu trente ans d'études préliminaires et d'un travail continu pour produire un livre profond, un tableau, une statue d'un grand style ; et la torche d'un stupide, ou la hache d'un barbare, les détruit en un moment ! » C'est déplorable et inadmissible ; d'ailleurs, « en général, un monument précieux est connu pour tel. A Moulins, personne n'ignore qu'il y existe un mausolée de grand prix ; à Strasbourg, tout le monde connaît le tombeau de Maurice de Saxe, par Pigalle ; et dans l'hypothèse qu'à défaut de connaissances et de goût, on ne pût apprécier ces objets, que risque-t-on de consulter ? Rien de plus sage que cette maxime d'un philosophe : *Dans le doute, abstiens-toi*. Il est d'ailleurs des monuments, qui, sans avoir le cachet du génie, sont précieux pour l'histoire de l'art (1). »

Mais, si Grégoire veut frapper « sans pitié tous les voleurs, tous les contre-révolutionnaires », qui « n'échapperont point à la massue nationale », il joint aussi aux mesures répressives des moyens moraux. Il fait appel aux sociétés populaires, à tous les bons citoyens, et surtout aux représentants du peuple, pour qu'ils s'efforcent d'éveiller et d'éclairer l'amour pour les arts. Il cite en exemple l'Italie, où « le peuple est habitué à respecter tous les monuments, et même ceux qui les dessinent », et veut surtout que « le respect public entoure particulièrement

1. *Ibid.*, p. 25.

les objets nationaux qui, n'étant à personne, sont la propriété de tous. Ces monuments contribuent à la splendeur d'une nation, et ajoutent à sa prépondérance politique. » L'antiquité n'est-elle pas là pour le prouver ? La Grèce a décoré Rome, et si la Rome moderne n'a plus de grands hommes, du moins ses obélisques, ses statues « appellent les regards de l'univers savant ». Il n'y aurait pas conquête plus brillante pour les armées républicaines que « l'enlèvement de l'Apollon du Belvédère et de l'Hercule Farnèse » car, la République française devrait être le dernier domicile « des chefs-d'œuvre des républiques grecques ».

L'estime pour les arts est partie intégrante de la vertu républicaine ; inscrivons donc, dit Grégoire, s'il est possible, sur tous les monuments, et gravons dans tous les cœurs cette sentence : *Les barbares et les esclaves détestent les sciences et détruisent les monuments des arts ; les hommes libres les aiment et les conservent* (1.) »

La Convention nationale, après avoir entendu la lecture du rapport de Grégoire, qui parlait au nom du Comité d'instruction publique, se mit en devoir de décréter ce qui suit :

Article premier. — Les bibliothèques et tous les autres monuments de sciences et d'arts appartenant à la Nation, sont recommandés à la surveillance de tous les bons citoyens ; ils sont invités à dénoncer aux autorités constituées les provocateurs et les auteurs de dilapidations et dégradations de ces bibliothèques et monuments.

Art. 2. — Ceux qui seront convaincus d'avoir, par malveillance, détruit ou dégradé des monuments de sciences et d'arts, subiront la peine de deux années de détention, conformément au décret du 13 avril 1793.

Art. 3. — Le présent décret sera imprimé dans *le Bulletin des lois*.

Art. 4. — Il sera affiché dans le local des séances des corps administratifs, dans celui des séances des sociétés populaires, et dans tous les lieux qui renferment des monuments de sciences et d'arts.

1. *Ibid.*, p. 27.

F. Rücker

Art. 5. — Tout individu qui a en sa possession des manuscrits, titres, chartes, médailles, antiquités provenant des maisons ci-devant nationales [*sic*], sera tenu de les remettre, dans le mois, au directoire de district de son domicile, à compter de la promulgation du présent décret, sous peine d'être traité et puni comme suspect.

Art. 6. — La Convention décrète l'impression du rapport et l'envoi aux administrations et aux sociétés populaires (1).

En comparant ce décret aux décrets déjà existants, notamment à ceux du 16 septembre 1792, des 13 avril, 6 juin et 24 octobre 1793, on voit qu'il ne fait que répéter ces prescriptions sous une autre forme, en les étendant aux dégradations et dilapidations qui pourraient être commises dans les bibliothèques et collections scientifiques. C'est une preuve de plus que la Convention fit tout ce qui dépendait d'elle pour enrayer le mal qui avait été provoqué par une imprudence de la Législative.

Du reste, ce premier rapport de Grégoire fut bientôt suivi par un second. Dans la séance du Comité d'instruction publique du 21 octobre 1794 « un membre lit un rapport sur les continuations du vandalisme destructeur et les moyens d'y mettre un terme. Le Comité applaudit le rapport, approuve le projet de décret, et arrête qu'il sera présenté le plus tôt possible à la Convention » (2).

La présentation eut lieu, par Grégoire, le 29 octobre 1794. Dans ce rapport, moins considérable que le premier, l'auteur développe ce qu'il avait déjà avancé en insérant, à côté de quelques rectifications, une nouvelle suite de dégradations commises en plusieurs endroits.

« Citoyens, dit-il, vous avez mis sous la sauvegarde de la loi tous les monuments des sciences et des arts. Beaucoup de districts se sont empressés de concourir à l'exécution des mesures que vous avez prises pour

1. *Rapport sur les destructions... par Grégoire*, p. 27.

2. *Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t. V, p. 164.

arrêter les destructions ; mais dans d'autres, nous venons vous le dire avec douleur, les destructions continuent (1). »

Et Grégoire de les énumérer ; malheureusement il ne donne pas assez de détails précis pour permettre la vérification des faits cités. D'autres parties du rapport s'occupent de la négligence administrative en ce qui concerne l'inobservance des lois en faveur des monuments, ou la dilapidation des collections et des fonds publics.

Enfin, « le mal est connu, dit-il, avertissons aux remèdes ». Le premier de ces remèdes, c'est l'instruction. « Répan- dons-là abondamment. Dans cette statue, qui est un chef-d'œuvre, l'ignorant ne voit qu'une pierre configurée ; montrons-lui que ce marbre respire, que cette toile est vivante, que ce livre est un arsenal propre à défendre ses droits. Répétons notre invitation aux sociétés populaires et à tous les bons citoyens : qu'ils ne se lassent pas de semer les germes de la morale, et de faire circuler les connaissances utiles. Plus un peuple a de lumières et de vertus, moins son code est volumineux (2). »

L'autre remède, c'est la suppression des « machinations contre-révolutionnaires », cette « cause principale des destructions ». Aussi le Comité d'instruction publique se propose t-il, « de surveiller avec plus de soin que jamais tous les monuments des arts qui font la gloire de la Nation, et qui sont une partie de ses richesses (3). »

Ce rapport, à son tour, est suivi d'un décret de la Convention nationale. Ici ce n'est plus au simple citoyen que l'on fait appel pour la protection des monuments, mais on rend les administrateurs responsables des

1. *Second Rapport sur le vandalisme, par Grégoire* (cf. ici INDEX BIBLIOGR.), p. 1.

2. *Ibid.*, p. 10.

3. *Ibid.*, p. 11.

dégradations ; on les oblige à informer l'organe de conservation de l'état des monuments situés dans le rayon de leur influence. Voici comment le décret s'exprime à ce sujet :

Article premier. — Les agents nationaux et les administrateurs de district sont individuellement et collectivement responsables des destructions et dégradations commises dans leurs arrondissements respectifs, sur les livres, les antiquités et les autres monuments de sciences et arts, à moins qu'ils ne justifient de l'impossibilité réelle où ils ont été de les empêcher.

Art. 2. — Dans la décade qui suivra la réception du présent décret, ils rendront compte à la Commission d'instruction publique de l'état des bibliothèques et de tous les monuments de sciences et d'arts qui sont dans leur arrondissement, ainsi que des dégradations et des dilapidations qui auraient été commises.

Art. 3. — La Commission d'instruction publique et la Commission temporaire des arts prendront toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent décret, sous la surveillance du Comité d'instruction publique ; il dénoncera à la Convention nationale les administrations qui auraient négligé de s'y conformer (1)

Un troisième rapport de Grégoire sur le vandalisme date du 14 décembre 1794. C'est le dernier, bien que le rapporteur eût promis de rendre compte chaque mois à la Convention nationale du travail du Comité d'instruction publique sur la conservation des monuments (2).

Le rapporteur semble se modérer dans ses accusations : « L'influence salutaire des arts sur l'existence politique et le caractère moral de la nation n'est plus un problème, dit-il textuellement ; on commence à sentir qu'ils sont un des premiers éléments dont se compose le bonheur social ; ils n'ont plus pour détracteurs que quelques hommes à vues étroites ou perfides (3). »

Dans son troisième rapport, Grégoire tonne surtout contre certaines administrations taxées d'insouciance.

1. *Ibid.*, p. 12.

2. *Ibid.*, p. 11.

3. *Troisième rapport sur le vandalisme... par Grégoire* (Cf. ici INDEX BIBLIOGR.), p. 1.

Il leur annonce des représailles et la vérification de leur activité en ce qui concerne l'exécution des lois conservatrices. Les faits qu'il cite sont classés par départements. Grégoire les déplore et s'efforce d'en retrouver les causes. A côté de « l'insouciance criminelle de beaucoup de municipalités et d'administrations » il trouve l'ignorance et la friponnerie.

Au surplus, vouloir « détruire ou dégrader des chefs-d'œuvre où le génie a déployé sa magnificence, c'est là un véritable fanatisme ». Enrayer ce fanatisme, le détruire, est un des remèdes que Grégoire propose. « Le patriotisme est-il donc dans les mots et dans les pierres ! » Certes non, « écrasez le crime..., mais au nom de la patrie, conservons les chefs-d'œuvre des arts. La Convention doit à sa gloire et au peuple de transmettre à la postérité, et nos monuments, et son horreur pour ceux qui veulent les anéantir » (1).

Inspirer au peuple un sentiment de respect « pour ces restes majestueux échappés à l'édacité du temps et à la fureur dévastatrice », châtier les fripons, infliger la peine civique d'inscrire, indépendamment des peines prononcées par la loi, « les noms des coupables en lieu public, particulièrement sur les monuments dégradés », voilà d'autres remèdes proposés par Grégoire en vue d'empêcher la continuation d'un état de barbarie qui déshonorait son époque.

« Le sentiment de ce qui est beau, de ce qui est bon se lie naturellement à la droiture du cœur. Semons donc avec profusion les germes propres à ranimer les sciences et les mœurs. En fait de vertus et de lumières, aucun peuple n'eut jamais de superflu ; et malheureusement nous n'avons pas encore le nécessaire (2). » Voici la conclusion à laquelle Grégoire arrive ; on peut y souscrire, et on peut la considérer comme le but essentiel de tous les efforts que firent le Comité d'instruc-

1. *Ibid.*, p. 16.

2. *Ibid.*, p. 21.

tion publique et les organes de conservation qui en dépendaient, pour détourner la grande colère publique des témoins muets des temps passés.

Nous terminons ici un premier chapitre de la conservation des monuments nationaux pendant l'époque révolutionnaire. Cette analyse des décrets conservateurs, aussi sèche qu'elle puisse paraître, était nécessaire, pour constituer la base même de notre étude. Ce qui va suivre s'appuie sur ces données fondamentales, qui démontrent, avec l'éloquence des faits, le principe de l'intervention de l'État dans la conservation des monuments, énoncé et mis en pratique par la Révolution française.

II. — LES ORGANISMES DE CONSERVATION

La législation en faveur des monuments, dont nous venons de présenter une courte analyse, eut pour corollaire la création d'organes spéciaux de conservation.

Les premiers de ces organes ont leur origine dans les décisions de la Constituante même. Quand elle décréta, le 2 octobre 1789, l'aliénation de certains domaines de la Couronne, et, le 2 novembre de la même année, la nationalisation des biens du clergé, elle institua des comités destinés à assurer l'exécution de ces décrets.

Ce fut d'abord le *Comité des domaines*, chargé de la vente des biens de la Couronne, et, après le 21 décembre 1789, date où il avait été décidé d'aliéner également une partie des domaines du clergé récemment nationalisés, le *Comité des affaires ecclésiastiques*, qui furent appelés à disposer des biens de la Nation. Le décret du 23 janvier 1790 leur enjoignit de se concerter dans la présentation des moyens les plus prompts qui alimenteraient la Caisse de l'extraordinaire jusqu'au chiffre prévu de 400 millions.

Il incombait donc à ces deux comités d'examiner tous les objets susceptibles de produire des valeurs. Leur attention fut bientôt attirée par la richesse incalculable qui, sous la forme d'œuvres d'art, se trouvait dans les domaines destinés à la vente. On vient de voir que le sentiment de ces deux comités fut généreux envers les monuments et les œuvres d'art, puisque c'est sur leur initiative que furent signés les premiers décrets conservateurs que nous avons examinés dans le chapitre précédent.

Bientôt il vint s'ajouter à ces comités un troisième, d'une plus grande importance encore. Il a son origine

dans une démarche de la municipalité de Paris qui, en mars 1790, s'adressa à la Constituante pour obtenir la faveur de vendre, par sa propre initiative, la partie des domaines nationalisés qui se trouvait sur son territoire. On voulut d'abord former un comité composé de membres du Comité des domaines, de celui des affaires ecclésiastiques et de celui des finances. Mais la Constituante décida, par décret du 17 mars 1790, de choisir les commissaires dans l'Assemblée entière. Ils furent effectivement proclamés le 22 mars et le 1^{er} octobre 1790, et formèrent, au nombre de 20, le *Comité de l'aliénation des biens nationaux* (1).

Par suite de l'institution de ce comité particulier, qui avait pour but de suivre l'opération des ventes à faire aux municipalités de Paris et autres villes qui en formuleraient la demande, le Comité des domaines fixa son attention sur la législation domaniale, en général, et en particulier sur tout ce qui regardait les domaines de la Couronne ; le Comité ecclésiastique, au contraire, était constamment appelé à collaborer avec le Comité d'aliénation. Ce fut l'occasion d'une fusion plus ou moins intime des deux comités, qui trouva son expression dans la dénomination nouvelle de *Comités réunis*. Ce sont les Comités réunis qui se sont spécialement occupés de l'aliénation des biens du clergé et qui, par conséquent, ont été plus spécialement appelés à prendre des décisions en faveur de la conservation des œuvres d'art qui se trouvaient en foule dans les églises et les cloîtres.

Ces comités très importants ont un rapport direct avec la conservation des monuments. Mais nous tenons à indiquer tout de suite, que lorsque l'Assemblée constituante eut terminé ses travaux, c'est au *Comité d'instruction publique* que revint le soin des monuments. Ce fut le 14 octobre 1791 que la Législative décréta la création

1. Cf. la liste de ses membres au *Code de l'administr. et de l'alién.*, p. 159 et 161.

de ce comité, qui fut le dix-neuvième de ceux qu'elle instituait, et dont les membres furent élus le 28 octobre. Le Comité d'instruction publique attribua les fonctions complexes et délicates, concernant la conservation des monuments, à une commission spéciale, destinée « à connaître les bibliothèques et les monuments en réunissant les correspondances particulières. » Elle était composée de quatre membres, dont les premiers titulaires furent Gaudin, Quatresols de Marolles, Quatremère de Quincy et de Bry, élus le 10 novembre 1791.

Le Comité d'instruction publique de la Législative eut à intervenir dans une série de mesures relatives à la concordance des travaux de certaines commissions, spécialement chargées d'inventaires et de conservation du mobilier national, et dont on verra plus loin l'évolution en détail.

Sous le régime de la Convention nationale, la réglementation des questions artistiques continue à appartenir au Comité d'instruction publique. Ce Comité, élu le 2 octobre 1792, et définitivement constitué le 7 novembre, restera donc chargé de tout ce qui touche à la conservation des monuments. Il en fut de même quand, le 1^{er} avril 1794, la Convention vota la suppression du conseil exécutif provisoire et le remplacement des six ministères qui le composaient par douze commissions exécutives. L'une d'elles, appelée *Commission exécutive de l'instruction publique*, fut chargée de tout ce qui concernait les monuments nationaux, bibliothèques, musées, etc.

Toutes les décisions prises à l'égard des monuments pendant la Législative et la Convention furent donc présentées aux assemblées par les comités d'instruction publique qui avaient sous leurs ordres une série de commissions spéciales, appelées à assurer dans le détail l'exécution des décrets existants, et la préparation de nouvelles mesures, favorables à la conservation des monuments.

C'est qu'en effet, bientôt, il va falloir des commissions

techniques, particulièrement compétentes en matière d'art, pour décider du choix à faire entre les monuments dignes d'être réservés pour l'éducation de la Nation, et ceux destinés à être vendus pour l'atténuation de la dette publique. Comités réunis, ministères, comités d'instruction publique, ce n'étaient là que des organes purement administratifs ; quoique de la plus haute importance au point de vue de la réglementation légale des questions touchant les arts et les monuments, ils n'entrent pas dans le détail de l'exécution. Cette mission est réservée à des organes spéciaux dont nous essayerons d'étudier le fonctionnement et l'organisation dans le chapitre suivant.

LA COMMISSION DES MONUMENTS ET LES INSTITUTIONS SIMILAIRES

Le premier organe spécial de conservation est celui qui est connu sous le nom de *Commission des monuments*. Il représente une institution de la plus haute importance pour notre étude. C'est un organe officiel, créé dans le seul et unique but de veiller à la conservation des monuments de l'art, des sciences et des lettres. Pendant toute la durée de son existence, qui est de plus de trois ans, la Commission des monuments s'est acquittée de cette tâche ardue et ingrate à son époque, avec un zèle inlassable et avec un désintéressement parfait. Toutes les autres commissions et tous les autres organes qui ont été créés dans un but semblable à celui de la Commission des monuments, ne font que graviter pendant un certain temps autour de ce centre important de conservation, ou travaillent à continuer l'œuvre commencée par elle.

Telles sont la Commission dite du mobilier, la Commission de la commune générale des arts, et quelques autres commissions de moindre envergure, que nous rencontrerons en étudiant le fonctionnement de la Com-

mission des monuments ; telle est la Commission temporaire des arts, dont nous examinerons dans le détail, l'origine et le but.

Les origines directes de la Commission des monuments doivent être cherchées dans le décret du 13 octobre 1790, déjà mentionné, qui est relatif à l'établissement d'inventaires des effets mobiliers nationaux. Les articles 3 et 4, qui nous intéressent spécialement, sont ainsi conçus :

Art. 3. — Elle [l'Assemblée nationale constituante] charge les directoires des départements de faire dresser l'état et de veiller par tous les moyens qui seront en leur pouvoir, à la conservation des monuments, des églises et maisons devenues domaines nationaux, qui se trouvent dans l'étendue de leur soumission, et lesdits états seront remis au Comité d'aliénation.

Art. 4. — L'Assemblée nationale commit au même soin, pour les nombreux monuments du même genre qui existent à Paris, pour tous les dépôts de chartes, titres, papiers et bibliothèques, la municipalité de cette ville qui s'associera, pour éclairer sa surveillance, des membres choisis des différentes académies (1).

En exécution des décrets mentionnés plus haut, et en vertu de celui que nous venons de citer, les Comités réunis avaient délégué à une commission de huit membres, composée de savants, de bibliographes et d'artistes, membres des Académies des sciences, des inscriptions, et de peinture et sculpture, le soin de veiller au triage et à l'enlèvement des objets qui devaient être réservés. La municipalité de Paris, à qui incombait, comme on vient de le voir, le soin d'accomplir les mêmes opérations pour ce qui concernait son territoire, avait également nommé une commission de huit savants. La Commission issue des comités réunis tint sa première séance le 8 novembre 1790, dans la bibliothèque du collège des Quatre-Nations ; dans une des séances suivantes, le 28 novembre 1790, le président proposa, pour simplifier le travail et pour éviter un double

1. *Code de l'administr. et de l'alién.*, p. 53.

emploi. de réunir les deux commissions en une seule. La fusion définitive, avec adjonction d'un nouveau membre, s'opéra le 6 décembre 1790; c'est la date de l'origine de cette commission, appelée d'abord *Commission des savants*, ou *Commission conservatrice des monuments*, et, plus tard, en abrégé, *Commission des monuments*.

Cette compagnie, vraiment illustre par la qualité de ses membres, se composa alors de quatre artistes, dont deux peintres, David (1) et Doyen (2), et deux sculpteurs, Mouchy (3) et Pajou (4); de l'orfèvre Masson (5); des deux numismates, Barthélemy (6) et Mongez (7); de l'archéologue Puthod (8); de sept érudits-bibliographes : Ameilhon (9), Bréquigny (10), Dacier (11), Debure (12), Leblond (13), Mercier (14) et Poirier (15);

1. David (Jacques-Louis), 1748-1825; peintre, membre de l'Acad. de peinture.

2. Doyen (Gabriel-François), 1726-1806; peintre, membre de l'Acad. de peinture.

3. Mouchy (Louis-Philippe), 1734-1801; sculpteur, membre de l'Acad. de peinture.

4. Pajou (Augustin), 1730-1809; statuaire, garde du Cabinet des antiques, en 1781.

5. Masson (Jean-Marin), orfèvre.

6. Barthélemy (Jean-Jacques), 1716-1795; antiquaire et numismate, membre de l'Acad. fr.

7. Mongez (Antoine), 1747-1835; numismate, membre de l'Acad. des inscr.

8. Maisonrouge (François-Marie Puthod de), 1757-1820; antiquaire, adjudant général colonel d'infanterie.

9. Ameilhon (Hubert-Pascal), 1730-1811; biblioth. de la municip. de Paris, membre de l'Acad. des inscr.

10. Bréquigny (Louis-Georges Oudart Feudrix de), 1714-1794; membre de l'Acad. des inscr. et de l'Acad. fr.

11. Dacier (Bon-Joseph), 1742-1833; secrétaire perpét. de l'Acad. des inscr.

12. Debure (Guillaume), 1734-1820; libraire de la Biblioth. du roi et de l'Acad. des inscr.

13. Leblond (l'abbé Gaspard-Michel, dit), 1738-1809; sous-biblioth. du collège Mazarin, membre de l'Acad. des inscr.

14. Mercier ou Lemercier (Barthélemy, abbé de Saint-Léger), 1734-1799; biblioth. de Sainte-Geneviève.

15. Poirier (dom Germain), 1724-1803; bénédictin, archiviste de l'abbaye Saint-Denis et Saint-Germain, sous-biblioth. de l'Arsenal, associé libre de l'Acad. des inscr.

enfin d'un physicien, Desmarest (1), et d'un mathématicien, Vandermonde (2).

La Commission des monuments, ainsi constituée, dépend directement des Comités réunis ; mais elle doit aussi compte de ses actes au Comité des finances et à la municipalité de Paris, deux administrations qui sont intéressées à l'aliénation des biens nationaux. Avec l'avènement de la Législative, la Commission des monuments passe sous l'autorité du Comité d'instruction publique qui dirigea, comme nous l'avons déjà fait remarquer, toutes les questions relevant du ressort de la Commission des monuments.

Bientôt la Commission s'adjoignit de nouveaux membres, notamment des artistes, pour pouvoir pousser plus vigoureusement ses travaux dans un sens artistique.

Déjà à la fin de l'année 1790, le 14 décembre, le physicien Meusnier (3) avait pris place dans ses rangs. Au mois d'octobre 1791, Doyen demanda l'adjonction de Lemonnier (4), qui fut acceptée avec enthousiasme, comme le prouve le procès-verbal :

« Sur la proposition de M. Doyen, qui désirerait avoir un adjoint dans des opérations dont il se trouve chargé seul par l'absence de M. David, son collègue, il est arrêté qu'on en donnera avis au Directoire en indiquant pour cet adjoint M. Lemonnier, peintre de l'Académie, dont le zèle et les talents sont connus de plusieurs des membres de la compagnie, et qui a déjà été plus d'une fois en correspondance avec elle (5). »

Le travail de la Commission augmentant sans cesse,

1. Desmarest (Nicolas), 1725-1815; physicien et géologue, membre de l'Acad. des sciences.

2. Vandermonde (Alexandre-Théophile), 1735-1796; mathématicien, membre de l'Acad. des sciences.

3. Meusnier (le général Jean-Baptiste-Marie-Charles de la Place), 1754-1793; physicien, membre de l'Acad. des sciences.

4. Lemonnier (Anicet-Charles-Gabriel), 1743-1824; peintre, membre de l'Acad. de peinture, organisateur du musée de Rouen (1793), administr. des Gobelins.

5. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 53-54; séance du

et Doyen ayant quitté la France, en novembre 1791, la Commission jugea nécessaire de le remplacer et d'augmenter encore le nombre de ses membres. Elle nomma, le 20 décembre 1791, le graveur Moreau (1) et le bibliographe Ormesson (2). De plus, le peintre Regnault (3) prit séance le 4 janvier 1792, l'archiviste Camus (4) le 31 janvier, et le sculpteur Boizot (5) le 26 mai de la même année.

Le chiffre des membres effectifs était ainsi arrivé à 23. Voulant empêcher un accroissement indéfini, la Commission des monuments entama la question de la fixation définitive du nombre de ses membres; dans la séance du 31 mai 1792 elle arrêta que ce nombre resterait désormais fixé à 23.

Du 6 décembre 1790, jour de sa constitution, jusqu'à fin mai 1792, la Commission s'était accrue de six nouveaux membres dont trois artistes : un peintre, un sculpteur et un graveur; elle disposait donc au total de sept artistes, d'un orfèvre, de deux numismates, d'un archéologue, de neuf érudits, de deux physiiciens et d'un mathématicien; cette composition assure aux *Arts* onze membres, aux *Lettres* neuf membres et aux *Sciences* trois membres.

Ainsi la Commission des monuments semble définitivement constituée, et ses membres sont en nombre

11 oct. 1791. Le Directoire approuva ce choix et le consigna dans une lettre du 19 octobre dont le secrétaire fait lecture dans la séance du 25 octobre à laquelle assista Lemonnier.

1. Moreau (Jean-Michel), 1741-1814; graveur, membre de l'Acad. de peinture.

2. Ormesson de Noyzeau (Anne-Louis-François-de-Paule-Le-Fèvre d'), 1753-1794; biblioth. du roi, membre de l'Acad. des inser.

3. Regnault (Jean-Baptiste, baron), 1754-1829; peintre, membre de l'Acad. de peinture.

4. Camus (Armand-Gaston), 1740-1804; avocat, député de la Haute-Loire à la Conv., archiviste, membre du Comité d'aliénation.

5. Boizot (Louis-Simon), 1743-1809; sculpteur, membre de l'Acad. de peinture.

suffisant pour assurer la conservation des œuvres des sciences, des arts et de l'instruction publique. Mais la journée orageuse du 10 août 1792 ne devait pas passer sans influencer la vie intérieure de cette utile compagnie. La Législative, le lendemain de la prise des Tuileries, ne se contenta plus de l'existence d'une seule commission, chargée de veiller sur la conservation des monuments. Il lui semblait nécessaire de former une autre commission, qui devait inventorier le mobilier de la Couronne et, en général, veiller sur tous les monuments des Beaux-Arts (1).

En exécution du décret du 11 août 1792, la « Commission extraordinaire » nomma, le même jour (2), les commissaires Broussonet (3), Courtois (4), Mulot (5) et Réboul (6); la municipalité de son côté nomma Cossard (7), David (8), Dufourny (9) et Restout (10), soit deux savants,

1. « L'Assemblée décrète :

Que quatre commissaires seront nommés par la Commission extraordinaire, pour, réunis à quatre autres qui seront nommés par l'administration municipale, être procédé au récolement des effets inventoriés au garde-meuble de la couronne, et par addition faire la recherche partout où il en sera besoin et dresser inventaire de tous les effets composant le mobilier de la couronne, principalement des tableaux, statues et autres monuments intéressant les beaux-arts; les faire déposer en lieu sûr et les confier à des préposés qui donneront bonne et suffisante caution; le tout demeure recommandé à la garde et soumis à la surveillance tant de la municipalité que des corps administratifs, chacun en ce qui les concerne » (*Proc.-verb. de la Législative*, t. XII, p. 78).

2. Cf. *Proc.-verb. de la Législative*, t. XII, p. 101.

3. Broussonnet (Pierre-Marie-Auguste), médecin, député de Paris à la Législative.

4. Courtois (Edme-Bonaventure), 1754-1816; receveur du district d'Arcis-sur-Aube, député de l'Aube à la Législative.

5. Mulot (l'abbé François-Valentin), biblioth. de Saint-Victor, député de Paris à la Législative.

6. Réboul (Henry-Pierre-Irénée), naturaliste, député de l'Hérault à la Législative.

7. Cossard (Pierre), peintre.

8. David, membre de la Commission des monuments, cf. ici p. 48.

9. Dufourny (Louis-Pierre, de Villiers), architecte.

10. Restout (Jean-Bernard), mort en 1796; peintre, conservateur du garde-meuble, président de la Commune des arts.

deux érudits et quatre artistes, dont trois peintres et un architecte. Ils constituent ce qu'on appelle généralement la *Commission du mobilier*.

La sollicitude de la Législative pour cette nouvelle commission était particulièrement vive, puisque, deux jours après sa création, il fut décrété qu'elle serait installée au Louvre et qu'elle recevrait des subsides provenant des fonds affectés annuellement pour les arts et les sciences (1). De plus, il était question dès le début, de l'élargir, ainsi que le dénote un décret du 14 août 1792, qui dit que la Commission chargée par l'Assemblée législative « de recueillir et d'inventorier les monuments et les objets dépendants de la Couronne, est autorisée à s'adjoindre des artistes et des hommes experts, et de requérir généralement toutes personnes nécessaires pour concourir à son travail » (2).

Le choix des experts a-t-il mis la Commission du mobilier en contact avec la Commission des monuments? La Législative s'est-elle rendu compte du double emploi que faisaient ces deux commissions, obligées forcément de se rencontrer et de se contrarier dans l'exercice de leurs fonctions? Toujours est-il, qu'un décret du 16 septembre 1792 réunissait les deux commissions en une seule. Nous le transcrivons ici en entier notamment à cause des dispositions des articles 3 et 4, qui sont d'un intérêt particulier pour la conservation des monuments.

L'Assemblée nationale considérant qu'il importe aux Beaux-Arts et à l'Instruction publique de conserver les chefs-d'œuvre épars sur la surface de l'Empire, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

Article premier. — La Commission nommée en vertu du décret du 11 août, l'an IV de la liberté, pour la recherche des tableaux, statues et autres objets précieux dépendant

1. Cf. *Proc.-verb. de la Législative*, t. XII, p. 202 et 214.

2. *Ibid.*, p. 231.

du mobilier de la Couronne, est désormais réunie à la Commission des monuments nommée en vertu des décrets de l'Assemblée constituante.

Art. 2. — Les dépositaires et gardes des tableaux, dessins, statues qui ont été nommés par la Commission du 11 août, en vertu du décret dudit jour, seront logés au Louvre et soumis au régime qui sera déterminé par le ministre de l'Intérieur, d'après l'avis de la Commission.

Art. 3. — Le ministre de l'Intérieur est autorisé à prendre toutes les mesures et à faire les dépenses nécessaires sur les fonds destinés annuellement aux arts et aux sciences, pour seconder les travaux de ladite Commission, en ce qui concerne la recherche et la conservation des tableaux, statues et autres monuments relatifs aux Beaux-Arts renfermés dans les églises, maisons nationales, et dans celles des émigrés, lesquels objets seront recueillis pour la répartition en être faite entre le muséum de Paris et ceux qui pourront être établis dans les autres départements.

Art. 4. — L'inventaire raisonné desdits objets sera imprimé, et il en sera fait tous les ans un recensement par des préposés du pouvoir exécutif sous la surveillance des commissaires de l'Assemblée nationale (1).

L'adjonction de la Commission du mobilier, qui se composait de huit membres, ne porte le chiffre des membres de la Commission des monuments, de 23 qu'il était, qu'à 30. David faisant déjà partie de cette dernière.

Dans cette nouvelle formation les Arts gagnent trois membres, les Lettres deux membres et les Sciences deux membres.

Mais la Commission des monuments, dont nous poursuivons ici le développement, fut de nouveau augmentée par la Convention nationale, qui, dès le début de ses séances, s'occupa de réformer la Commission. Le 18 octobre 1792, elle adopta un décret qui portait confirmation de la Commission, qui élevait le chiffre de ses membres à 33, qui lui assignait un local pour ses séances, qui délimitait ses fonctions et ses rapports avec les autorités et qui maintenait les dépôts établis dans Paris pour le rassemblement des monuments. Voici, du reste,

1. *Proc.-verb. de la Législative*, t. XVI, p. 24.

le texte intégral de ce décret très important pour le régime de la conservation des monuments sous la Convention.

La Convention nationale, vu le rapport des commissions établies pour la conservation des monuments des arts et des sciences, réunies par le décret du 16 septembre dernier, décrète ce qui suit :

Article premier. — Les commissions établies par l'Assemblée constituante et par l'Assemblée législative pour la conservation des monuments des arts et des sciences ne formeront à l'avenir qu'une seule commission composée de 33 membres ; ils pourront se diviser en plusieurs sections pour la célérité des travaux. Les fonctions de la Commission seront, ainsi qu'elles sont établies par les précédents décrets, de prendre connaissance des monuments qui doivent être conservés pour la gloire des sciences et des arts, et de veiller à leur conservation.

Art. 2. — Les citoyens Guyton, Barère, Dusaulx et Sergent sont nommés pour former, avec les membre desdites commissions déjà existantes, et dont la liste est annexée au présent décret, le nombre de 33 membres.

Art. 3. — Les membres de ladite Commission ne pourront, en cette qualité et sous quelque prétexte que ce soit, recevoir aucun appointement, honoraire, ni émoluments ; il y aura seulement un commis salarié aux ordres de la Commission.

Art. 4. — La Commission s'assemblera dans une des salles du palais où le *Museum* de la République doit être établi. Les inventaires, procès-verbaux et autres actes relatifs au travail de la Commission y demeureront déposés.

Art. 5. — Le ministre de l'Intérieur établira provisoirement des gardiens pour veiller à la sûreté des monuments déjà rassemblés dans divers lieux de la ville de Paris. Le gardien du dépôt provisoire établi au couvent des ci-devant Petits-Augustins continuera à être chargé de ce dépôt. Les gardiens seront responsables ; il sera présenté incessamment un projet de décret pour assurer le mode de leur responsabilité.

Art. 6. — La Commission de la conservation des monuments se concertera avec la section du Comité des finances chargée de l'aliénation des biens nationaux et des biens des émigrés, pour présenter à la Convention nationale les projets de décret relatifs à la distraction des monuments d'arts et sciences du nombre des effets mobiliers qui doivent être vendus, avec le Comité de l'instruction publique pour la

disposition de ces mêmes objets, et avec le ministre de l'Intérieur pour l'exécution des décrets qui auront été prononcés (1).

Suit la liste de 29 anciens membres de la Commission des monuments. Mais comme on pourra s'en convaincre facilement, après le décret du 18 octobre 1792, il n'y a que 32 membres réellement présents, bien que celui-ci en mentionne 33 ; il arrive à ce chiffre en maintenant dans le rang Doyen qui était en Russie depuis novembre 1791. Réboul et Restout ne figurent plus sur la liste du décret ; en revanche, le texte a ajouté quatre députés de la Convention, membres du Comité de l'instruction publique. Ce sont les deux avocats Barère (1) et Guyton (2), l'archéologue Dussaulx (3) et le graveur Sergent (4).

Malgré la perte du peintre Restout, les Arts voient s'accroître le nombre de leurs représentants ; cette section se compose maintenant de 16 membres, dont 4 peintres, 3 sculpteurs, 2 graveurs, 2 archéologues, 2 numismates, 1 orfèvre, 1 architecte et l'avocat Barère. Les autres 16 membres se partagent entre les Lettres, avec 13 membres, et les Sciences, avec 4 membres.

Nous sommes arrivé à la constitution définitive de la Commission des monuments ; désormais il n'y aura plus adjonction de membres ; les légers changements qui se produiront encore n'auront trait qu'au remplacement de membres décédés, d'un démissionnaire et d'un membre trop peu ponctuel.

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. II, p. 75.

1. Barère (Bertrand de Vieuzeac), 1755-1814 ; avocat, député des Hautes-Pyrénées à la Conv., membre du Comité d'instr. publ. ; adjoint à la section des Lettres de la Comm. des mon., il demande, le 23 oct. 1792, à être admis à la section des Arts.

2. Guyton (Louis-Bernard de Morveau), 1737-1816 ; avocat, député de la Côte-d'Or à la Conv., membre du Comité d'instr. publ.

3. Dussaulx (Jean), 1728-1799 ; membre de l'Acad. des Inscr., député de Paris à la Conv., membre du Comité d'instr. publ.

4. Sergent, (Antoine-François), 1751-1847 ; graveur, député de Paris à la Conv., membre du comité d'instr. publ.

La Commission des monuments ainsi constituée représentait la compagnie la plus ancienne, la plus puissante, la plus compétente pour la conservation des œuvres d'art ; elle n'était pas la seule.

Entre temps, le décret du 14 août 1792, relatif à la fonte des bronzes, avait provoqué la formation d'une commission spéciale, émanant de l'administration des Travaux publics. Composée de quatre architectes, elle se mit, d'après les prescriptions de la loi, en rapport avec la Commission des monuments, qui résolut, dans la séance du 19 mars 1793, d'y adjoindre les citoyens Dufourny, Moreau, Mulot et Puthod. On se proposait « de se transporter dans les édifices publics pour y faire la description de tous les signes proscrits, et pour indiquer les moyens de conserver en place tous les chefs-d'œuvre des arts, en métamorphosant en ornements analogues aux principes de l'égalité ces signes qui blessent les yeux des républicains » (1).

Il y a dans ces paroles comme une prévision du décret du 4 juillet 1793, qui chargeait la municipalité de Paris de faire effacer ou changer les « attributs de la royauté ou les éloges prodigués à des rois », mais qui ne voulait pas que ce soin fût laissé à des gens inexpérimentés (2).

On sait que les articles 2, 3 et 5 prévoient la formation d'une commission spéciale, composée de quatre membres de la Commission des monuments et de six artistes nommés par la Société des arts, tenant ses séances au Louvre.

Cette disposition mettra donc en contact, pour ce qui concerne la conservation des œuvres d'art portant des signes proscrits, la Commission des monuments avec la Commune des arts, car c'est d'elle qu'il s'agit dans le texte.

La Commission des monuments nomma ses membres

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 200.

2. Cf. *ici*, p. 24-25.

dans la séance du 16 juillet 1793 (1) : quant aux commissaires de la Commune générale des arts, ils furent élus le 23 du même mois (2).

La Commission des monuments avait donc à collaborer avec d'autres organes de conservation qui étaient comme une concurrence. Sa vie intérieure fut du reste bientôt troublée par plusieurs décrets qui mirent son existence en péril. C'est d'abord celui du 10 juin 1793, ordonnant le récolement général des inventaires du mobilier national, qui, en instituant à cet effet une commission spéciale, ordonna la suppression de la Commission des monuments « à compter du 1^{er} septembre prochain » (3). Un autre décret, rendu le 25 juillet 1793, contenait un article qui accordait aux membres de la Commission des ventes le prélèvement des sommes nécessaires pour faire face au paiement des frais (4), mesure qui n'était pas pour simplifier le fonctionnement de la Commission des monuments.

De plus, la suppression des académies, prononcée le 8 août 1793, donna lieu à la création d'une nouvelle

1. « On procède à la nomination de quatre commissaires qui, conjointement avec des membres de la Commune des arts, doivent faire la visite et l'examen des monuments publics, afin d'en faire disparaître les marques de féodalité et de royauté, conformément au décret du 4 de ce mois. Les citoyens Moreau, Boizot, Ameilhon, Le Blond sont nommés à cet effet » (*Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 245). Moreau est remplacé, le 30 juillet, par Mouchy.

2. « Les six commissaires qui ont réuni le plus de voix, sont :

	Peinture	Architecture	Sculpture
Les C. C.	Renaud 128	Wailly 108	Goix 114
	Vincent 120	Percier 102	Roland 103
		Suppléants	
	Fontaine 74	Monot 52	Pajou fils 51

Le président a proclamé les six commissaires et les trois suppléants ; et l'Assemblée a arrêté que le secrétaire en fonctions enverrait au ministre de l'Intérieur et au procureur de la commune un extrait du procès-verbal de la séance avec la nomination des six commissaires et des trois suppléants » (*Proc.-verb. de la Comm. gén. des arts*, p. 20-21).

3. Cf. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XIII, p. 196 et s., art. 56.

4. *Ibid.*, t. XVII, p. 190.

commission spéciale : la Convention vota, le 12 août, un décret ordonnant des mesures conservatrices à l'égard des œuvres d'art et de science renfermées dans les locaux des académies ; le 15 août, elle nomma à cet effet quatre commissaires, et le 18 août elle étendit leurs fonctions à la conservation de tous les objets utiles à l'instruction publique appartenant à la Nation (1).

La Commission des monuments, ainsi menacée dans son existence, entreprit les démarches nécessaires pour sauver la situation. Elle conféra, à plusieurs reprises, avec le Comité d'instruction publique et avec le ministère de l'Intérieur pour la suppression de l'article 56 du décret du 10 juin 1793, portant dissolution de la Commission des monuments. Elle obtint ici gain de cause, car, après les délibérations, la Convention nationale vota, le 27 août 1793, un décret rapportant l'article menaçant du décret du 10 juin 1793 (2).

Quelque temps après ce décret, qui délivra momentanément la Commission des monuments d'une concurrence, la Convention prit une autre mesure en sa faveur. Elle vota, à la date du 12 octobre 1793, un fonds annuel de 100.000 livres, destiné aux travaux de la Commission des monuments (3).

1. C'est la genèse de la *Commission temporaire des arts*, dont nous donnons, plus loin, le développement.

2. Cf. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XIX, p. 319.

3. La Convention nationale décrète ce qui suit :

« Pour seconder les travaux de la Commission des monuments, la trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'Intérieur un fonds annuel de cent mille livres, sur lequel il sera autorisé à imputer, tant les dépenses relatives à l'exécution des articles 2 et 3 du décret du 27 juillet dernier, que toutes celles concernant la recherche, la conservation et le rassemblement des tableaux, statues, livres, collections d'histoire naturelle, machines ou tous autres objets utiles aux sciences et aux arts, renfermés dans les églises et maisons nationales, et dans celles des émigrés ; lesquels objets seront recueillis, pour la répartition en être faite entre les musées de Paris et ceux qui pourront être établis dans les autres départements » (*Proc.-verb. de la Convention*, t. XXIII, p. 13).

On sait que le service des membres de la Commission était entièrement gratuit(1) ; que cette commission tenait ses séances dans un local officiel, aux Quatre-Nations d'abord, au Louvre ensuite ; qu'elle n'employait que quelques aides subalternes pour les travaux d'écritures et l'entretien des bureaux. Les frais courants étaient par conséquent minimes. C'est là une des causes pour lesquelles il n'existait pas de budget fixe pour la Commission des monuments. Cependant, les frais devenaient plus considérables du moment où il s'agissait du transport des œuvres d'art dans les dépôts, ou des voyages de ses membres dans les départements. Cette mesure, qui mit enfin à la disposition du ministre les fonds nécessaires pour parer aux dépenses de la Commission des monuments, était donc d'autant plus justifiée qu'elle assurait la marche régulière des mesures de conservation.

* * *

Les préoccupations de la Commission des monuments étaient multiples.

« La première de ses opérations, en 1790, fut la répartition des travaux entre ses membres qui se classèrent, suivant leur goût et leurs connaissances, en divisions correspondantes aux divers objets qu'ils avaient à traiter »(2) ; et qui, pour parvenir à connaître les richesses de tous genres répandues dans la France entière, se partagèrent tout un travail de dépouillement d'ouvrages d'histoire, de monographies, de mélanges littéraires, de mémoires, de voyages, pour y trouver les renseignements nécessaires à la conservation des monuments. Les membres de la Commission firent ainsi le relevé des livres manuscrits et imprimés, des marbres, des bronzes, médailles, monuments, sur des cartes particulières. Fort précieuses, elles devaient « guider les

1. Art. 3 du décret du 18 oct. 1792 ; cf. ici, p. 54.

2. *Exposé succinct...*, p. 4.

travaux de la Commission, éclairer les départements sur ce qu'ils avaient à conserver ; et former en même temps d'amples matériaux pour une topographie littéraire de la France (1). »

Voici, du reste, comment, dans les séances des 8 et 28 novembre, 2 et 6 décembre 1790, se fit le plan de travail et la répartition des fonctions entre les membres.

I. Livres imprimés.....	{	AMEILHON, DEBURE, MERCIER.
II. Manuscrits	{	BRÉQUIGNY, DACIER,
III. Chartes et sceaux.....	{	POIRIER.
IV. Médailles antiques et modernes..	{	BARTHÉLEMY, DAVID, DOYEN, LEBLOND, MASSON, MONGEZ, MOUCHY, PAJOU, PUTHOD.
V. Pierres gravées et inscriptions...		
VI. Statues, bustes, bas-reliefs, vases, poids et mesures antiques et du moyen âge, armes offensives et défensives, mausolées, tombeaux et tous les objets de ce genre, relatifs à l'antiquité et à l'his- toire.....		
VII. Tableaux, cartons de peintres, dessins, gravures, cartes, tapis- series anciennes ou historiques, mosaïques, vitraux.....	{	DAVID, DEBURE, DES- MAREST, DOYEN, MOUCHY, PAJOU.
VIII. Machines et autres objets relatifs aux arts mécaniques et aux sciences.....	{	DESMAREST, MONGEZ, VANDERMONDE.
IX. Objets relatifs à l'histoire natu- relle et à ses trois règnes.....	{	AMEILHON, DESMA- REST, MONGEZ.
X. Objets relatifs aux costumes an- ciens, modernes, européens et étrangers.	{	AMEILHON, PUTHOD.

Cette division de travail fut observée jusqu'en 1792. Après le décret du 18 octobre de cette année, qui réorganisa la Commission, on adopte un autre plan et une nouvelle répartition des membres, maintenant plus nombreux. En exécution de l'article premier, la Commission des monuments arrêta, dans sa séance du 20 octobre 1792, qu'il sera formé trois sections : la première, celle des *Arts*, comprendra la peinture, la sculp-

1. *Exposé succinct...*, p. 4.

ture, les dessins, les médailles, les pierres gravées, et tout ce qui a rapport aux arts soumis au dessin. La seconde, celle des *Sciences*, comprendra l'histoire naturelle, la physique, la mécanique, etc. La troisième, celle des *Belles-Lettres*, comprendra les bibliothèques, les chartes, les titres, les sceaux, et tout ce qui a rapport à la littérature. La section des Arts comprend 14 membres (1).

Nous laissons de côté l'activité de la Commission des monuments en ce qui concerne les Sciences. Elle se bornait à l'inventaire et à la mise sous scellés des cabinets d'histoire naturelle, des instruments de physique et de chimie, des plans et cartes géographiques, qui se trouvaient dans les établissements supprimés ou dans les maisons des émigrés.

Les opérations de la Commission pour ce qui concerne les Lettres, sont d'une plus grande étendue que pour les Sciences. En exécution des décrets de novembre 1789 et d'octobre 1790 se sont faits des dépouillements et des inventaires sans nombre pour conserver les trésors littéraires, épars dans toute la France.

Ce qui entre particulièrement dans notre programme, c'est la partie du travail de la Commission qui est relative aux Arts; ils lui ont offert le champ le plus vaste, comme cela ressort du plan de travail, qui accuse pour eux cinq sections distinctes.

Un résumé des travaux de la Commission, en ce sens, montre les mesures prises pour conserver les monuments des arts, en prévenant des ventes « inconsiderées », en élaborant des instructions pour les départements, en stimulant le zèle conservateur des autorités, en ouvrant

1. Cf. ici, p. 55, où nous parlons de 16 membres faisant partie de la section des Arts; c'est que nous n'envisagions pas la division administrative, mais la répartition par profession. Ainsi nous avons compté le bibliothécaire Leblond dans la partie des Lettres, l'antiquaire Puthod et l'architecte Dufourny dans celle des Arts, tandis que Dufourny fait ici partie de la section des Sciences et Puthod de celle des Lettres.

des dépôts, en dressant des inventaires et états détaillés. C'est la Commission des monuments qui sollicita la majeure partie des lois rendues pour la conservation des œuvres d'art, qui visita les maisons royales et les maisons religieuses supprimées, pour y recueillir les monuments qu'elles contenaient. C'est elle qui fit exercer, par ses commissaires, à la Monnaie, à la Trésorerie et à l'Arsenal, la surveillance des objets d'or, d'argent et de bronze destinés à la fonte, et qui en fit extraire tout ce qui intéressait l'art ou l'histoire. Comme d'abord les maisons religieuses, la Commission visita par la suite celles des émigrés, et plus de 120 procès-verbaux à leur sujet ont été remis aux autorités constituées. Les monuments publics de Sens, Auxerre, Troyes, Chartres, Beauvais et Lyon ont été examinés. On a rassemblé des tableaux dans le département de la Seine-Inférieure, à Saint-Denis et ailleurs. La Commission des monuments proposa le rassemblement, à Saint-Denis, des tombeaux royaux, et des monuments élevés aux grands hommes ; elle acquit, sauva de la destruction, rassembla, estima, emballa, fit transporter à Paris, une foule innombrable de tableaux, dessins, estampes, sculptures, vitraux, objets précieux, médailles et autres œuvres d'art. Elle entassa aux Petits-Augustins les chefs-d'œuvre des Girardou, des Pilon, des Anguiers, des Coysevox, des Coustou, des Michel-Ange ; à l'hôtel de Nesle les Léonard de Vinci, les Bourdon, les Champagne, les maîtres italiens, hollandais, français, allemands, et tant d'autres de toutes les écoles.

Il ressort de ce résumé que l'activité de la section des Arts s'appliquait à trois genres principaux de travail, savoir à l'établissement d'inventaires, à des préoccupations d'ordre législatif et à la conservation proprement dite.

Ce qui est relatif à *l'Inventaire* consiste surtout dans la confection d'états et de récolements portant sur des bibliothèques, des cabinets d'amateurs, des collections artistiques. Ils portaient tantôt sur les œuvres d'art

accumulées dans les églises, cloîtres et maisons ecclésiastiques qui avaient été déclarés propriété nationale ; tantôt il s'agissait d'établir l'état des objets mobiliers provenant des maisons et châteaux royaux ; tantôt encore la Commission des monuments avait à dresser les procès-verbaux d'inventaire dans les maisons des émigrés.

Tous ces inventaires avaient pour but d'arriver à la connaissance des œuvres d'art susceptibles d'être exemptes des ventes pour être réservées à la jouissance de la Nation.

Il nous est impossible d'entrer ici dans le détail de ces travaux de levée de scellés et d'inventaire. Ils ont occupé constamment plusieurs membres de la Commission, et les procès-verbaux de ses séances sont là pour témoigner combien elle a multiplié ses démarches pour que des objets dignes d'être conservés ne fussent point dilapidés ou détériorés.

Nous pouvons être également bref sur ce qui concerne *l'activité législative*. Le terme est d'ailleurs trop fort, puisqu'il ne s'agit ici que de la préparation du texte des décrets relatifs à la conservation des monuments ; ces lois proposées en partie par la Commission des monuments, furent présentées aux assemblées, soit par les comités d'aliénation, d'affaires ecclésiastiques, ou par celui de l'instruction publique. Nous renvoyons le lecteur, pour ce qui est de la date, du nombre et de l'objet de ces décrets, au chapitre précédent, où ils ont été étudiés dans le détail,

A ce travail législatif proprement dit se rattache étroitement l'élaboration de certaines instructions destinées aux autorités départementales, et ayant pour but de faciliter l'exécution des décrets en indiquant les moyens pratiques d'y parvenir.

Un des premiers résultats des séances de la Commission des monuments, encore en formation, fut une instruction sur la conservation des œuvres d'art et de science, destinée à tracer aux autorités départementales

une ligne de conduite dans leurs mesures préservatrices (1).

Cette première instruction, courte et générale, est cependant intéressante à analyser, parce qu'elle montre la largeur d'esprit avec laquelle les comités considéraient les œuvres d'art. On verra, avec étonnement peut-être, que le souci conservateur s'étend à toutes les œuvres d'art sans distinction et que l'art du moyen âge n'est pas oublié.

L'instruction se propose pour but « d'indiquer les objets qu'on doit conserver et les moyens de les garantir des accidents qui pourraient les endommager, soit avant, soit après l'apposition des scellés » (2).

Elle énumère, en sept articles, les soins particuliers que réclament les différentes œuvres d'art et de sciences.

Ainsi l'article III est consacré aux « médailles et monnaies, pierres gravées, inscriptions, vases, poids et mesures antiques et du moyen âge, armes offensives et défensives, mausolées, tombeaux et autres monuments de l'antiquité » (3). L'Instruction veut que tous ces objets soient renfermés dans des armoires, ou dans des locaux spéciaux, garantis par apposition des scellés. Mais les statues, mausolées, tombeaux, inscriptions, « on les laissera provisoirement en place, et il suffira que ces objets soient sous la garde d'une personne chargée de veiller à leur conservation, à laquelle on en remettra l'inventaire, avec la note de l'état où se trouvent lesdits

1. *Instruction concernant la conservation... du 15 déc. 1790.* (Cf. ici INDEX BIBLIOGR.). Elle est signée « 22 novembre 1790 », et porte à la suite : « Fait aux comités d'administration des affaires ecclésiastiques, et d'aliénation des domaines nationaux, le 15 décembre 1790. » La première date est celle de la rédaction définitive (Cf. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I. p. 7, séance du 22 novembre : « le secrétaire fait lecture du projet d'instruction demandé par MM. du comité d'aliénation. »), la seconde est celle de la publication.

2. *Instruction concernant la conservation... du 15 déc. 1790*, p. 1.

3. *Ibid.*, p. 5.

objets », afin, ajoute l'Instruction, « que si, par exemple, des vases étaient brisés ou des statues mutilées, on ne l'imputât point ensuite à sa négligence » (1).

Des soins analogues doivent présider à la mise en sûreté et à la conservation, des autres œuvres d'art. C'est l'article IV qui entre dans le détail des précautions à prendre en ce qui concerne les tableaux, dessins, estampes, cartes géographiques, tapisseries anciennes, mosaïques et vitraux.

Il y est dit que les grands tableaux peuvent rester en place, qu'ils seront « seulement inventoriés et mis sous la garde d'une personne chargée de veiller à leur conservation », et qu'ils seront détachés et mis dans des dépôts « si les circonstances l'exigent ». Pour les tableaux de chevalet « on prendra les précautions nécessaires pour qu'ils n'éprouvent aucun frottement dans le transport, et qu'ils ne soient point placés immédiatement sur le plancher » (2). Les mêmes précautions doivent être employées pour les dessins, estampes, plans et cartes géographiques.

Quant aux tapisseries et étoffes précieuses « quoi- qu'elles soient altérées par le temps, il ne faut pas, pour cela, les négliger; on doit même les conserver avec soin, parce qu'elles peuvent, à la fois, donner des renseignements sur certains points historiques, servir à l'histoire des beaux-arts, et fournir des connaissances sur les arts mécaniques dont elles sont le produit. On en secouera la poussière, et, après les avoir pliées proprement, on les placera dans des armoires ou sur de grandes tables » (3).

De même les mosaïques doivent éveiller la sollicitude des administrations.

Les mosaïques formant plancher, qui sont le genre le plus répandu, seront couvertes de nattes de paille, ou de

1. *Ibid.*, p. 6.

2. *Ibid.*, p. 7.

3. *Ibid.*, p. 7.

planches « dont on détachera les clous et autres ferrements qui pourraient les endommager » (1).

L'Instruction prescrit aussi la conservation intégrale des vitraux ; « quand les circonstances exigeront qu'ils soient déplacés, on prendra les précautions nécessaires pour qu'ils ne soient pas brisés dans le transport ; et cette opération sera confiée à un vitrier (2).

Les conseils si judicieux et les indications si précises que la Commission des monuments faisait ainsi parvenir aux autorités départementales, étaient bien faits pour aider au discernement et pour faciliter la mise à l'abri des œuvres d'art, momentanément délaissées.

A peine trois mois après la publication de cette première instruction, le 20 mars 1791, la Commission des monuments en publia une autre sur les mesures à prendre pour conserver les châsses, reliquaires et autres pièces d'orfèvrerie (3), dont la fonte avait été prescrite par un décret du 3 mars 1791 (4). Le soin avec lequel cette instruction désigne tout ce qui doit être conservé, par amour pour les arts ou par respect pour l'histoire, est tout à fait remarquable ; ce document, dont on devine toute l'importance, mérite d'être transcrit intégralement. Il est d'ailleurs très bref, sans aucune considération inutile, et ainsi libellé :

1^o Quand le prix actuel de la façon surpassera, ou même ne fera qu'égaliser la valeur de la matière, on ne fondra pas le monument ;

2^o Tout monument antérieur à l'an 1300 sera conservé, à raison des costumes (on sera souvent aidé à déterminer l'âge des châsses et reliquaires par les dates des procès-verbaux qui accompagnent les reliques) ;

1. *Ibid.*, p. 8.

2. *Ibid.*, p. 8.

3. *Instruction concernant les châsses... du 20 mars 1791.* (Cf. ici INDEX BIBLIOGR.). La première rédaction a été conçue dans la séance du 18 janvier 1791 (Cf. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 16).

4. Cf. ici p. 70.

3° Tout monument précieux par la beauté du travail sera conservé ;

4° Les monuments qui, sans être précieux par la beauté du travail, offriraient des instructions sur l'histoire et les époques de l'art, seront conservés ;

5° Si, parmi les monuments qui ne méritent pas d'être conservés, il s'en trouvait qui présentassent quelques détails intéressants pour l'art, ils seront dessinés avant la fonte ;

6° Tout monument qui intéressera l'histoire, les mœurs et les usages sera conservé ;

7° Lorsqu'un monument portera une inscription ou légende intéressante pour l'histoire ou pour l'art, on enlèvera cette inscription pour la conserver, en faisant mention du monument dont elle aura été détachée. Si cette inscription est gravée sur une pièce solide ou pleine, on en fera une copie figurée ou calquée ;

8° On détachera, sans les endommager, les pierres précieuses et les pierres gravées, les médailles, les bas-reliefs encastrés dans les pièces d'orfèvrerie ; on les enverra à Paris pour l'examen en être fait par la Commission, sauf le renvoi des pièces conservées aux départements à qui elles appartenaient ;

9° Lorsque les reliques seront posées sur des étoffes ou tissus qui peuvent offrir des éclaircissements relatifs aux manufactures, on aura soin de les mettre à part pour être examinées. Quand elles mériteront d'être conservées, le prêtre chargé du transport des reliques sera prié d'en séparer ces tissus ou ces étoffes avec les précautions qu'exige la décence (1).

La Commission des monuments a encore élaboré une troisième instruction relative aux Beaux-Arts (2). Rédigée dans la séance du 17 mai 1791, elle fut publiée le 1^{er} juillet suivant.

Cette instruction, très brève, est divisée en deux chapitres : 1° *Peinture* ; 2° *Sculpture, Gravure, etc.*, et donne, en s'appuyant sur les instructions antérieures, des indications sommaires sur l'inventaire et sur la mise en

1. *Code de l'administr. et de l'alién.*, p. 73.

2. *Instruction pour la manière de faire les états et notices des monuments de peinture... du 1^{er} juillet 1791* (Cf. ici INDEX BIBLIOGR.).

sécurité des œuvres d'art. Pour effectuer un choix judicieux parmi les œuvres appartenant désormais à la Nation, on préconise la désignation d'experts qui seraient chargés du triage et de l'estimation, afin de réserver tout ce qui serait intéressant, et de livrer le reste à la vente publique. « Dans chaque district on choisira des artistes, dit l'Instruction, et à leur défaut des amateurs des Beaux-Arts, qui seront chargés de faire la notice des tableaux, statues, bas-reliefs, dessins, gravures et autres productions des arts. Ils décriront chaque tableau, avec autant d'exactitude qu'il sera possible, chaque monument de sculpture, les collections de dessins et de gravure (1). » Ces opérations doivent compléter la conservation proprement dite, pour les détails de laquelle on se rapportera à l'Instruction du 15 décembre 1790.

Après avoir montré, en quelques traits, l'activité de la Commission des monuments en ce qui concerne le travail d'inventaire, après avoir examiné ce que nous avons appelé le travail de législation — la préparation des décrets et des instructions — il faut envisager la *conservation* proprement dite.

« Les fonctions de la Commission seront, dit l'article premier du décret du 18 octobre 1792, de prendre connaissance des monuments qui doivent être conservés pour la gloire des sciences et des arts, et de veiller à leur conservation. » En conséquence, la Commission des monuments, après avoir dressé des récolements, des inventaires, des procès-verbaux, s'occupa de la mise en sécurité des œuvres d'art, en les plaçant dans des dépôts et musées.

« On pourrait, comme elle le dit elle-même, faire voir combien grands ont été ses travaux en ce genre, en montrant les richesses amassées au Muséum national, dont elle a constamment sollicité l'ouverture, amoncées aux Petits-Augustins, placées à la maison de Nesle; richesses conservées au milieu des convulsions

1. *Ibid.*, p. 4.

et des déchirements inséparables d'une révolution aussi étonnante que celle de la France... elle a dû s'occuper et s'occupa réellement des moyens de conserver dans toute la France, et de sauver des mains de l'ignorance et de la malignité les monuments des arts, d'en prévenir les ventes inconsidérées qui auraient dépouillé la Nation de ces possessions précieuses (1). »

Nous aurons l'occasion de traiter, dans un chapitre spécial, les questions relatives à la formation des dépôts et musées dont le passage ci-dessus fait mention. Mais nous nous étendrons ici avec quelques détails sur celles des mesures conservatrices qui n'entrent pas dans cette catégorie et qui, cependant, absorbèrent une grande partie de l'activité de la Commission.

Sans parler des différents mémoires que les membres de la Commission des monuments présentèrent à chaque séance, mémoires qui préconisaient tous la conservation des œuvres d'art ou des objets de sciences et de lettres, nous attirons l'attention sur l'activité conservatrice concernant les chasses, reliquaires et autres pièces d'orfèvrerie ayant servi au culte, ainsi que les monuments en bronze qui devaient être convertis en canons.

Doyen avait été chargé, dès le mois de septembre 1790 (2), par les administrateurs des biens nationaux, de donner son avis sur les tableaux se trouvant dans les maisons religieuses supprimées, qui pourraient être regardés comme des chefs-d'œuvre, ainsi que sur les objets d'argenterie considérés sous le même rapport. Quand, le 13 janvier 1791, le Comité d'aliénation demanda l'adjonction à Camus et Creuzé de la Touche de deux membres de la Commission des monuments pour l'examen des pièces d'orfèvrerie, c'est Doyen et Barthélemy qui furent nommés. Quelques jours plus tard, l'activité de ces membres se fit déjà sentir, comme le relate le procès-verbal de la séance de la Commission des monuments

1. *Exposé succinct...*, p. 15.

2. Cf. ici, p. 113 et s.

du 18 janvier 1791 : « On lit des observations de M. Doyen concernant les pièces d'orfèvrerie destinées à la fonte. Cet artiste expose les inconvénients qu'il y aurait à fondre quelqu'une de ces pièces avant de les avoir soumises à l'examen de personnes capables de juger de leur rareté et du mérite de leur travail. Il représente que le grand nombre d'inventaires faits à Paris a empêché qu'il n'ait été appelé pour l'examen de plusieurs monuments de cette espèce, qui ont été déposés dans un magasin de la ville, d'où ils peuvent être portés, sans autre formalité, à la fonte; il demande que MM. du Comité soient priés de prendre à cet égard les mesures qui leur paraîtront convenables et pour Paris et pour les autres départements (1). »

Ces remarques furent soumises aux Comités réunis qui répondirent, le 9 février 1791, « qu'ils prenaient bonne note des observations présentées par M. Doyen et que celles-ci serviraient prochainement de base à un projet de décret » Ce projet fut effectivement réalisé le 3 mars 1791. Un décret rendu à cette date traite de la fonte de « l'argenterie des églises, chapitre et communautés religieuses, qui a été, ou qui pourra être jugée inutile au culte, d'après les inventaires faits suivant l'instruction du Comité d'aliénation du 19 octobre dernier (2) ». L'instruction du 20 mars 1791, qui est relative à la fonte des châsses, et dont nous avons parlé plus haut, est la suite logique du décret du 3 mars.

Tant que le Comité d'aliénation a veillé à la conservation de ces œuvres d'orfèvrerie — ce qui eut lieu jusqu'à la date du 30 mai 1791, où un décret le remplaça par des commissaires de la ville de Paris (3), — il n'a été procédé à aucune fonte sans que les pièces n'eussent été vues par les membres de la Commission des monuments afin d'indiquer les objets à réserver

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 15.

2. *Code d'administr. et d'aliénat.*, p. 283.

3. *Ibid.*, suppl., p. 156.

pour le compte de la Nation. Mais la Commission continua effectivement à s'occuper de l'argenterie et des ouvrages en bronze (1) ; un de ses membres, Camus, émit même des considérations qui sont très caractéristiques pour les tendances contradictoires de l'époque (fin mai 1792).

Il est à craindre, dit Camus, que l'on ne confonde dans la proscription des monuments de bronze des objets infiniment précieux pour les arts, modèles uniques en France, qui ne peuvent, par les sujets qu'ils offrent à la vue, présenter aucune idée désagréable au peuple ni compenser, par la quantité de matière qu'ils fourniraient, la perte irréparable de chefs-d'œuvre fondus d'après l'antique et par les meilleurs maîtres ; tels que *le Laocoon* de Marly, *le Gladiateur* de Meudon, les bronzes de Versailles et de Fontainebleau.

Il semblerait donc de la sagesse de l'Assemblée de prendre dans l'occasion présente, comme dans les autres circonstances qu'on vient de lui rappeler (2), des mesures conservatrices, et de décréter que des commissaires qu'elle nommera surtout parmi les artistes connus, se transporteront sans délai à Fontainebleau, Versailles, Marly, Meudon et Saint-Denis pour y faire des états des bronzes qui leur paraîtront devoir être conservés ; qu'une copie de ces états

1. Il est question du dépôt ci-dessus mentionné à la date du 28 février 1792, comme le dénote le procès-verbal de la séance de ce jour :

« Un membre observe que l'on conserve dans une salle de l'Hôtel des Monnaies de Paris des pièces d'orfèvrerie exceptées de la fonte, que ces pièces ont été mises en réserve par les membres de la Commission, nommés à cet effet, et que le choix de ces objets a été fait sous les yeux de deux membres du Comité d'aliénation de l'Assemblée nationale constituante. Le secrétaire est chargé d'informer de ce fait le Comité d'instruction publique et de lui proposer, au nom de la Commission, de faire transporter ces pièces d'orfèvrerie soit au Cabinet des antiques, rue de Richelieu, soit au dépôt provisoire, où l'on a déjà placé des pièces de même nature ». (*Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I. p. 76).

2. Camus cite l'article 4 du décret du 3 mars 1791, concernant la fonte de l'argenterie des églises supprimées, et le décret du 12 mai 1792, concernant le « brûlement » des papiers appartenant à la noblesse ; dans ces deux décrets les assemblées avaient excepté de la proscription tout ce qui pouvait intéresser l'histoire, les sciences et les arts.

sera remise aux directoires des districts dans lesquels les lieux se trouvent situés, à l'effet de faire veiller par les directoires à la conservation provisoire desdits bronzes et une autre copie remise au Comité d'instruction publique, pour sur son rapport, être définitivement prononcé par l'Assemblée sur la conservation ou la fonte des objets compris auxdits états (1)

Ces remarques si judicieuses de Camus trouvèrent bientôt une application.

Nous avons parlé, en son lieu, du décret du 14 août 1792, prescrivant la fonte des monuments de bronze, tout en enjoignant (art. 2 et 4) à la Commission des monuments de veiller à la conservation des objets qui pourraient intéresser les Beaux-Arts.

Immédiatement après l'adoption de ce décret, la Commission déploya une grande activité. Dans sa séance du 21 août elle délibéra sur les représentations qu'elle pensait adresser au Comité d'instruction publique, afin que celui-ci secondât les mesures de conservation que la Commission des monuments se promettait de prendre (2).

Camus, chargé de rédiger ces objections, se présenta, le lendemain, au Comité d'instruction publique (3). Celui-

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, pièces annexes, XI, p. 299.

2. Voici comment le procès-verbal de la séance s'exprime : « Lecture faite d'un décret du 14 de ce mois, qui ordonne que, dans toutes les parties de l'Empire, dans les églises, dans les maisons nationales et même dans celles attribuées à l'habitation du roi, tout ce qu'il y a en bronze sera métamorphosé en canons, la Commission désirant sauver de cette proscription générale plusieurs monuments précieux qui ne sont flétris par aucune marque de féodalité, et qui ne peuvent absolument rappeler le souvenir du despotisme, quoiqu'ils aient servi d'ornement aux habitations de despotes, arrête qu'il sera fait aujourd'hui au Comité d'instruction publique des représentations accompagnées d'un projet de décret, à l'effet de faire un choix parmi les monuments en bronze qui sont dans les châteaux de Fontainebleau aux Versailles, de Marly, de Meudon, des maisons de Saint-Denis et autres, et qui, par la beauté de leur exécution, méritent d'être conservés » (*Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 116).

3. Le procès-verbal de la séance du 22 août 1792 dit à cet effet : « MM. les commissaires à la conservation des monuments sont venus exposer au Comité qu'il était très urgent de demander à

ci, ayant compris toute l'inutilité du décret du 14 août, se mit en devoir de proposer à la Législative une contre-mesure. On sait que, sur le rapport de Romme, un nouveau décret fut rendu le 16 septembre 1792, qui interprétait celui du 14 août (1).

La Commission des monuments avait ainsi la satisfaction de voir ses démarches couronnées de succès ; désormais tous les monuments, susceptibles d'être fondus, se trouvaient sous la sauvegarde de lois qui les protégeaient expressément, du moment où leurs formes accusaient un caractère artistique ou recélaient la marque de l'histoire.

La Commission des monuments de Paris fut bientôt appelée à étendre son rayon d'action. Presque dès son début elle envoya des commissaires à Saint-Denis et dans d'autres localités du département. Le décret ordonnant l'inventaire du mobilier de la Couronne et les décrets relatifs à l'aliénation des biens des émigrés étendirent encore le champ d'activité de la Commission. Elle visita les châteaux et maisons royales ou les domaines d'émigrés situés à Bagatelle, Bellevue, Boulogne, Chantilly, Compiègne, Écouen, Fontainebleau, Marly, Meudon, Montmorency (oratoire), Orsay, Poissy, Rambouillet, Saint-Cloud, Saint-Denis, Saint-Germain-en-Laye, Sèvres et Versailles.

Ce qui est regrettable, c'est quela Commission des monuments ait été limitée dans son action par l'insuf-

l'Assemblée nationale l'interprétation du décret qui ordonne la fonte des monuments de cuivre et de bronze ; qu'il y avait plusieurs bronzes qui représentaient les plus belles statues de l'antiquité, et que la gloire et l'intérêt nationaux seraient compromis si on n'avisait promptement à la conservation de ces bronzes. Le Comité a nommé pour rapporteur M. Romme, qu'il a prié de faire son rapport dans le plus court délai possible » (*Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Législ.*, t. I, p. 379.)

1. Cf. ici, p. 23.

fisance de son budget. « La plus sévère économie étant commandée par les circonstances, dit un rapport du mois d'octobre 1792, la Commission ne pouvait se permettre de proposer des voyages » (1).

Malgré cette pénurie des fonds, les commissaires ont visité, outre les localités déjà mentionnées, les villes de Rouen, Sens, Auxerre, Troyes, Chartres, Beauvais et Lyon. Déjà dans la séance de la Commission des monuments du 13 septembre 1791, Lemonnier, alors qu'il n'était pas encore membre de la Commission, fait lecture d'une adresse au département de la Seine-Inférieure relative à l'emploi d'un grand nombre de tableaux dont il avait fait l'examen, et qui provenaient des églises et maisons supprimées dans la ville de Rouen. Un an plus tard, le 18 septembre 1792, le même artiste vigilant, « de retour d'un voyage dans le département de la Seine-Inférieure, fait un rapport sur les monuments des arts qu'il a trouvés dans ce département. Il rend compte des mesures qu'il a prises, de concert avec les administrateurs, pour faire placer dans l'église de Saint-Ouen de Rouen, quarante tableaux de différents maîtres de l'école française, à la restauration desquels il a contribué, et il dépose sur le bureau la description de ces tableaux » (2).

Dans la séance du 20 novembre 1792, la Commission des monuments s'occupe des monuments épars dans les départements. « Un membre observe que parmi le mobilier de différentes maisons devenues nationales, dans plusieurs départements, il existe des monuments précieux qui intéressent les sciences et les arts ; qu'il est urgent de recueillir ces monuments et d'en fixer la destination et l'usage, que, dans la ville de Troyes, département de l'Aube, le trésor de Saint-Étienne offre des richesses de ce genre ; que la maison de l'Arquebuse, dans la même ville, est ornée de vitraux très curieux ;

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. 1, p. x.

2. *Ibid.*, p. 120.

qu'il est de l'intérêt public de faire au moins provisoirement l'examen et la description sommaire de ces objets. La commission, délibérant sur cette proposition et étant informée que deux de ses membres, Courtois et Cossard, doivent faire incessamment un voyage dans le département de l'Aube, les charge de procéder à l'examen et inventaire de tous les objets de science et d'art qui se trouveraient dans les maisons nationales de la ville de Troyes, notamment dans l'église de Saint-Étienne et la maison de l'Arquebuse, et de se concerter avec la municipalité de cette ville sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour disposer les monuments dont il s'agit de la manière la plus avantageuse aux sciences et aux arts » (1).

Courtois et Cossard arrivent à Troyes le 5 décembre 1792 et y accomplissent leur mission dans le sens indiqué par la Commission des monuments (2).

Bientôt après cette date, le 9 avril 1793, la Commission des monuments exposa au ministre de l'Intérieur, qu'il existait des antiques dans le souterrain de la maison des religieuses de Saint-Julien d'Auxerre (Yonne), et qu'il convenait de les examiner. Les membres Mulot et Cossard sont nommés, le 30 avril, à l'effet de se mettre en route et de faire des recherches. Ils partent le 17 août seulement, arrivent à Auxerre le 20 au soir et adressent immédiatement leur rapport à la Commission,

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 147. Il est intéressant à noter que le lendemain, au Comité de l'instruction publique, un membre fit la motion « qu'il fût nommé des commissaires pris dans chaque département pour veiller à la conservation des monuments » (*Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t. I, p. 81). Il n'a pas été donné suite à cette motion.

2. Cf. *Rapport fait à l'assemblée de la Commission des monuments par les citoyens Courtois, député à la Convention nationale, et Cossard, tous deux membres de ladite Commission, sur les opérations dont ils ont été chargés dans le département de l'Aube*, AN. F¹⁷ 1263; résumé dans les *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 148, n. 2.

qui le discute dans sa séance du 27 août 1793 (1).

En allant à Auxerre, les commissaires Mulot et Cossard s'étaient arrêtés à Sens, où ils arrivèrent le 19 août 1793. « Il était temps, disent-ils dans leur lettre, que nous parussions à Sens. La municipalité avait peur que les malveillants ne détruisissent les monuments dont il est parlé dans notre procès-verbal, et elle se flatte de les écarter en leur montrant l'invitation que nous lui avons faite de veiller à leur conservation. »

Au retour, les commissaires passèrent par Troyes. « Nous étions flattés de savoir, disent-ils dans le rapport, ce que devenait la fameuse bibliothèque de Clairvaux ; il nous paraissait d'ailleurs important de connaître si dans la patrie de Girardon et de Mignard les monuments des arts avaient été respectés (2). » La mission de Mulot et Courtois dans les villes de Sens, Auxerre et Troyes, paraît avoir été de plus fructueuse à voir la satisfaction avec laquelle leur rapport fut accepté par la Commission des monuments. Dans la séance du 17 septembre 1793 il est arrêté « qu'il en sera fait mention honorable au procès-verbal ; que l'original restera dans les archives de la Commission et que deux copies en seraient faites incessamment pour être envoyées, l'une au ministre de l'Intérieur, l'autre au Comité de l'Instruction publique » (3).

D'autres voyages encore se préparent. On voit ainsi, le 20 août 1793, la Commission des monuments nommer les membres Moreau et Puthod commissaires à l'effet de faire l'examen des monuments des sciences et des arts qui se trouveraient à Beauvais et dans les environs. Le 2 septembre 1793 Lemonnier et Masson vont à Chartres. Cette première visite de Chartres avait surtout pour but

1. Cf. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, pièces annexes L, p. 361, et, pour les procès-verbaux des commissaires, *Bulletin de la Soc. des Sciences hist. et nat. de l'Yonne*, t. XX, p. 47, 54.

2. Cf. le rapport de Mulot et Cossard, en ce qui concerne leur mission à Troyes dans les *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. II, pièces annexes, VIII, p. 168.

3. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 11.

la recherche des monuments propres à embellir le Muséum de Paris. Une autre commission, composée de Poirier et Sergent, suivit bientôt. Ces deux membres avaient reçu mission, le 6 décembre 1793, de se rendre à Chartres « à l'effet de faire rechercher, tant dans cette commune que dans les lieux qu'ils parcourront, tous les monuments de sciences, lettres et arts, et d'en dresser procès verbal conformément aux décrets » (1). Ils sont de retour le 29 décembre 1793, et rendent compte de leur mission à la Commission des monuments, dissoute entre temps.

Au début du mois de novembre 1793, Cossard donne des renseignements sur l'état de la ville de Lyon où il avait été envoyé avec Courtois pour sauver de la destruction de la ville, décidée par décret de la Convention du 21 vendémiaire an II (12 octobre 1793), tout ce qui paraîtrait digne d'être réservé et d'échapper aux coups de la justice nationale ».

La Commission des monuments, comme on le voit, avait à la fois un champ d'action très vaste et des occupations très variées. Malgré toute la compétence de ses membres et malgré le zèle, réellement louable, qu'elle déployait pour suffire à sa tâche, il est à présumer qu'elle eut des défaillances. Pour satisfaire à un programme aussi chargé que le sien, il aurait fallu que l'état intérieur de la France fût beaucoup moins troublé qu'il ne l'était en vérité, et qu'une très forte administration centrale secondât toutes les démarches de la Commission. Malheureusement, il n'en était rien. Nous avons déjà fait entrevoir les obstacles multiples qui se dressaient sans cesse devant le bon vouloir de la Commission des monuments : manque d'unité de vue des pouvoirs légis-

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. II, p. 103, et, pour les rapports, *ibid.*, pièces annexes VI, p. 166; XLIX, p. 237.

latifs, éparpillement des forces par la création de commissions concurrentes, défaut des fonds nécessaires au prompt achèvement des mesures de conservation.

A tout cela, on le verra dans ce qui suit, s'ajoutaient maintenant des rancunes d'ordre politique. La Commission des monuments était vieille — trois ans d'existence paraissait beaucoup aux révolutionnaires — ses membres furent considérés comme réactionnaires. Sa fin se prépare.

LA COMMISSION TEMPORAIRE DES ARTS

Nous avons précédemment montré le développement de la Commission des monuments à partir de sa création, en octobre 1790, jusqu'au décret du 12 octobre 1793, qui lui accordait un fonds annuel de 100.000 livres, destiné à ses dépenses et à son bon fonctionnement,

La date du 12 octobre 1793 peut être considérée comme marquant pour la Commission la fin de l'époque glorieuse. C'est, en effet, le dernier témoignage éclatant d'approbation que la Convention nationale lui accorde.

Il a été déjà question de la genèse d'un organe qui avait à peu près les mêmes pouvoirs que la Commission des monuments, et qui, par conséquent, était forcément appelée à entrer en concurrence avec elle. La Convention nationale, le 8 août 1793, avait décrété la suppression des académies, et, le 12 du même mois, elle ordonna au ministre de l'Intérieur de prendre les mesures nécessaires pour la conservation des effets contenus dans les locaux occupés par les académies (1).

1. « La Convention nationale décrète qu'à la diligence du ministre de l'Intérieur, les scellés seront apposés sur les portes des appartements occupés par les académies et sociétés supprimées par son décret du 8 du présent mois, et qu'il sera procédé sans délai à la levée desdits scellés, et à l'inventaire des statues, tableaux, livres, manuscrits et autres effets dont elles avaient la

A la suite de ces décrets, le 15 août 1793, la Convention en émit immédiatement un autre, qui instituait quatre commissaires chargés de s'assurer de l'exécution du décret précédent, et d'inventorier les effets par lui désignés (1).

Trois jours plus tard, le 18 août, le champ de travail de la Commission fut notablement élargi (2). Il fallait donc songer au recrutement de nouvelles forces. Aussi le ministre de l'Intérieur, en vertu des pouvoirs que lui accordait le décret du 12 août 1793, étendait-il à une trentaine de commissaires (3), les fonctions primitivement dévolues à quatre membres.

jouissance. Charge ledit ministre de pourvoir à la conservation desdits effets jusqu'à ce que la Convention ait statué sur leur destination ultérieure » (*Proc.-verb. de la Convention*, t. XVIII, p. 306).

1. « La Convention nationale décrète que quatre de ses membres, les citoyens David, Romme, Haussmann et Dyzez, seront chargés de s'assurer de l'exécution de son décret du 12 de ce mois pour l'apposition des scellés sur tous les dépôts et les caisses des académies de Paris.

Les mêmes commissaires sont chargés de faire inventorier tous les effets formant ces dépôts, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'existence et la conservation de ces effets, sans cependant porter d'entraves aux travaux publics commencés, dont le bien général demande la continuation. » (*Proc.-verb. de la Convention*, t. XVIII, p. 422).

2. « La Convention nationale décrète que la Commission nommée pour diriger et surveiller l'inventaire des objets confiés aux académies et sociétés supprimées, est chargée de porter la même surveillance pour faire inventorier pareillement toutes les machines, métiers, instruments et autres objets utiles à l'instruction publique appartenant à la nation, et qui sont dispersés dans différents dépôts, ou ont été confiés à différents artistes ou savants.

La même Commission veillera à ce que, pour la conservation de ces objets, ils soient rassemblés dans un même local, autant que l'utilité publique ne s'y oppose pas » (*Proc.-verb. de la Convention*, t. XIX, p. 69).

3. « En vertu et pour l'exécution du décret du 12 août présent mois, lequel ordonne qu'à la diligence du ministre de l'Intérieur, les scellés seront apposés sur les portes des appartements occupés par les académies et sociétés supprimées par le décret du 8 du même mois et qu'il sera procédé sans délai à la levée desdits scellés et à l'inventaire des statues, tableaux, livres, manuscrits

La nouvelle commission ainsi constituée, tint sa première séance le 1^{er} septembre 1793. A partir de cette date il y a donc deux commissions de conservation : la *Commission des monuments*, existant depuis le mois d'octobre 1790, et la *Commission des arts*, c'est là son nom primitif, créée par les décrets des 12, 15 et 18 août 1793.

La nouvelle commission éprouva le besoin de se réunir à la Commission des monuments dès le 3 octobre, continuant ainsi les vues du Comité d'instruction publique, où quelques membres avaient proposé cette réunion le 23 septembre. Mais ces projets furent bientôt abandonnés, quoiqu'on en parle encore au Comité d'instruction publique dans la séance du 8 octobre, quatre jours avant la présentation du décret qui accordait les

et autres effets dont elles avaient la jouissance, et d'après le vœu de la Commission des représentants du peuple chargés par le décret du 15 suivant de diriger et surveiller l'exécution des décrets précédents; je soussigné ministre de l'Intérieur donne pouvoir au citoyen..., que je nomme mon commissaire à cet effet, de procéder soit séparément, soit concurremment avec les autres commissaires revêtus des mêmes pouvoirs, et ainsi que pourra le comporter l'avantage et la célérité de cette opération, aux inventaires de tous objets d'arts ou de sciences provenant des dépôts des susdites académies et sociétés supprimées ou de tous autres susceptibles de servir à l'instruction publique, de requérir à cet effet en mon nom et comme mes commissaires à ce nommés toutes appositions, levées ou réappositions de scellés nécessaires, de se faire ouvrir tous dépôts, représenter tous registres, catalogues, inventaires ou autres renseignements, en prendre toutes communications, extraits ou notes, faire à cet égard tous rapports; invitant à cet effet les autorités constituées à leur procurer toutes facilités et secours, les citoyens dépositaires ou autres à leur donner tous renseignements, communications et assistance, comme pour chose utile au service de la République; et en foi de tout ce que dessus, j'ai fait apposer au présent le sceau du ministère de l'Intérieur.

Fait à Paris, le 28 août 1793, l'an 2 de la République française une et indivisible.

Le ministre de l'Intérieur,
PARÉ »

(Proc. verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention, t. II, p. 508).

100.000 livres annuelles pour les travaux de la Commission des monuments. Les idées de réunion feront désormais place à des hostilités réciproques.

La Commission des arts interviendra à plusieurs reprises auprès du Comité d'instruction publique pour remédier aux abus qui s'étaient, d'après elle, glissés dans les opérations de la Commission des monuments, et pour faire mettre fin aux difficultés « par une organisation plus complète, soit de la Commission des arts, soit de celle des monuments ». Le Comité d'instruction publique s'occupa de cette question, notamment le 25 novembre 1793, où « un membre expose qu'il est instant de prononcer ou la suppression de la Commission des arts, ou la suppression de la Commission des monuments, l'une et l'autre ne pouvant subsister en même temps et se croisant dans leur marche » (1). On se prononce pour la suppression de la Commission des monuments. Mathieu (2) — depuis le 10 novembre président de la Commission des arts — est nommé pour préparer un rapport en conséquence. La Commission des monuments lui fit bien parvenir son *Exposé succinct des travaux* (3), propre à montrer le zèle de la Commis-

1. *Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t. III, p. 8.

2. Mathieu (Jean-Baptiste-Charles), 1754-1833; juge à Paris, député de l'Oise à la Conv., membre, puis président du Comité d'instr. publ., président de la Comm. temp. des arts.

3. Déjà le 14 février 1792, Camus avait proposé « de dresser un état des mesures prises par l'Assemblée nationale constituante et exécutées par les corps administratifs, relativement à la conservation des monuments des arts et des sciences provenant des maisons ecclésiastiques supprimées » (*Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 74). L'accumulation de matériaux à laquelle donna lieu l'exécution de cette proposition fut, sans doute, mise à profit, lorsqu'on songea, le 24 septembre 1793, sous la menace de l'article 56 du décret du 10 juin 1793, prononçant la suppression de la Commission, à charger Sergent et Mulot « de rédiger un travail qui présenterait le résultat des travaux de la Commission et son histoire depuis sa formation » (*Ibid.*, t. II, p. 17). Dans la séance du 19 novembre 1793, le secrétaire Mulot donne lecture du commencement de son travail; le 23 novembre il est au complet et son

sion, l'utilité et l'efficacité de ses travaux, mais ce document n'arriva que le 6 décembre 1793, date où, vraisemblablement, le rapport de Mathieu était déjà arrêté. Il le présenta, en effet, le 17 décembre au Comité d'instruction publique, et le soumit le lendemain à l'approbation de la Convention nationale.

Voici dans quels termes le *Moniteur* rend compte de cette séance :

MATHIEU. — Au nom du Comité d'instruction publique, fait un rapport sur la Commission des monuments et la conservation de tous les ouvrages précieux aux sciences et aux arts. Il démontre que la commission sur laquelle il présente des vues ne peut plus subsister ; il en propose la suppression. Il accuse cette commission d'avoir dilapidé des fonds à l'achat ou à la conservation d'objets peu précieux, et d'avoir mis à l'exercice de ses fonctions une négligence coupable.

DAVID. — J'appuie le projet de la suppression ; je suis surtout d'avis qu'on la compose d'artistes dont les talents soient bien connus. Si dans ce nombre il se trouve des représentants du peuple, ils ne recevront point de traitement ; mais je demande qu'on donne un salaire aux autres artistes qui se déplaceront. Je propose de donner à chacun 10 livres par séance.

*** : Je demande que l'on décrète le principe que toutes les commissions des arts sont supprimées, et qu'il en sera créé une de vrais artistes ; ensuite on discutera le projet qui vient d'être présenté, et dont je demande l'impression, ainsi que du rapport.

MATHIEU. — J'observe que le projet que je viens de présenter n'a précisément d'autre objet que celui de supprimer ces commissions, et d'en créer une seule et utile ; que ce projet n'est que préparatoire, et que ce sera après avoir recueilli les vues de la Commission qu'on pourra présenter son organisation et la distribution de ses travaux.

Le rapporteur lit son projet de décret ; il est discuté article par article, et adopté (1).

Le rapport de Mathieu, qui souleva cette discussion,

impression est ordonnée. Il fut décidé d'envoyer immédiatement l'*Exposé succinct* au Comité d'instruction publique, ce qui eut effectivement lieu, le 5 décembre 1793. Mathieu ne l'avait en possession que le lendemain.

1. *Moniteur*, Réimpression de MDCCCXLI, t. XVIII, p. 703.

est net et sans aucun ménagement pour la Commission des monuments,

Après un préambule qui énumère la raison d'être, les origines et les fonctions de la Commission des monuments, le rapporteur entre dans la critique des actes de cette compagnie. Il dit notamment que son organisation est insuffisante pour assurer dans toute l'étendue de la République l'exécution des travaux « en ce qu'elle manque de moyens de surveillance et d'exécution » et aussi « en ce qu'elle n'est pas munie de membres pour plusieurs divisions de travail importantes ». Si la partie ayant trait à la bibliographie était dirigée avec ensemble, et d'après un plan bien conçu, si la littérature, les arts, les antiquités comptaient des hommes éclairés, « les sciences naturelles et les fortifications, ainsi que d'autres branches avaient été omises ou faiblement pourvues ». Mais le vrai motif de l'animosité contre la Commission des monuments doit être cherché dans la phrase suivante : « Votre comité a pensé que le mérite des lumières et des talents était insuffisant, si l'on n'y joignait un patriotisme très prononcé. Dans le mouvement actuel et général, le civisme de plusieurs membres de cette commission a paru stationnaire, et celui de quelques-uns arriéré (1) ». Les accusations, qui suivent ce jugement, n'entrent que pour une faible partie dans la décision qui fut prise et ne sont d'ailleurs pas restées sans réplique. Ce qui importe à Mathieu, c'est la suppression pure et simple de la Commission des monuments. Il la formule, ainsi que le remplacement de cette compagnie, dans un projet de décret qui fut définitivement adopté dans les termes suivants :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité d'instruction publique, décrète ce qui suit :

Article premier. — La Commission des monuments est supprimée.

Art. 2. — Elle sera remplacée par la Commission temporaire des arts pour l'exécution de tous les décrets concer-

1. Rapport fait à la Convention... par Mathieu, p. 4-5.

nant la conservation des monuments, des objets de sciences et d'arts, leur transport et leur réunion dans des dépôts convenables.

Art. 3. — Les travaux de la Commission des arts seront salariés.

Art. 4. — Il sera, par les comités des finances et d'instruction publique, présenté un projet de décret pour le salaire des membres de la Commission des arts.

Art. 5. — Le Comité d'instruction publique présentera à la Convention nationale la liste des membres de cette Commission.

Art. 6. — Il sera nommé, pour surveiller le travail, conjointement avec le Comité d'instruction publique, deux membres par le Comité des finances, deux par celui d'aliénation, et deux par celui de commerce et d'agriculture; indépendamment de cette surveillance officielle, tous les membres de la Convention sont invités à suivre toutes les opérations de la Commission.

Art. 7. — Le Comité d'instruction publique présentera incessamment à la Convention nationale des moyens d'assurer, dans toute l'étendue de la République, la conservation des monuments, objets d'arts et de sciences, et bibliothèques, sans autre déplacement que celui que peut nécessiter la conservation même des objets.

Art. 8. — La Commission des monuments remettra au Comité d'instruction publique les mémoires, notes, descriptions, catalogues, inventaires, plans d'opérations, et le registre de ses délibérations jusqu'à ce jour (1).

Le lendemain du vote du décret la Commission des monuments tint sa séance comme à l'ordinaire; un membre lit dans *le Journal de Paris* l'annonce de la suppression : on arrête d'écrire au ministre de l'Intérieur pour lui demander si l'on peut continuer de s'assembler et pour l'avertir que l'on n'entamera aucune opération nouvelle. Dans les séances suivantes, les 23 et 26 décembre, on décide de se justifier vis-à-vis des accusations du Comité d'instruction publique, et, en s'appuyant sur la réponse du ministre arrivée entre temps, de continuer les opérations. Le 4 février 1794 on entend une première lecture de la réponse à faire

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XXVII, p. 361.

au rapport du Comité d'instruction publique ; elle est définitivement adoptée dans la séance du 17 février 1794 (1).

Ce *Compte rendu* était d'autant plus nécessaire pour la réhabilitation de la Commission supprimée, que Mathieu avait écrit, en date du 27 décembre 1793, que pour sortir victorieusement des inculpations que contenait son rapport, « la Commission aura à prouver qu'elle a fait tout ce dont elle était chargée pour la conservation des monuments et des objets des sciences et arts (2) ».

La Commission des monuments, pour réfuter les charges relevées contre elle, fit imprimer des passages du Rapport de Mathieu et, en regard, la réponse à ses inculpations.

Sans vouloir entrer dans les détails de ces répliques, nous observons que la Commission des monuments, après avoir repoussé le reproche de négligence, entreprend de démontrer qu'elle a toujours été en rapport suivi avec les comités dont elle dépendait : avec les Comités réunis d'abord, avec les Comités d'instruction publique ensuite. Elle fait remarquer que, digne au mois d'août d'être conservée, il n'est guère possible qu'elle soit devenue, subitement, et après trois ans d'existence, coupable et négligente. Elle répond à cette assertion par un sommaire de tout ce qu'elle a fait depuis le 27 août, pour mettre en parallèle son activité avec celle de la Commission temporaire des arts. La Commission des monuments énumère alors plus de soixante rapports et procès-verbaux faits dans les maisons des émigrés, une trentaine de rapports sur des églises et maisons ecclésiastiques, plusieurs rapports sur l'organisation des musées et sur d'autres détails de conservation, sans même peindre « les contrariétés très mul-

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. II, p. 145. « Ledit compte rendu est adopté ».

2. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I^{er}, p. 128.

tipliées qu'elle éprouvait dans ses opérations » (1).

Mais cette démonstration tardive ne pouvait changer le décret du 18 décembre 1793. La *Commission temporaire des arts*, c'est là son nouveau titre, était devenue l'héritière des fonctions de la Commission des monuments (2). Instituée d'abord pour faire des inventaires, il lui incombait maintenant de faire « des choix, des réserves et des enlèvements », ce qui avait constitué les fonctions principales de l'ancienne Commission des monuments.

Pour remplir son programme ainsi élargi, la Commission temporaire des arts commença par compléter sa constitution intérieure. En conformité de l'article 5 du décret du 18 décembre 1793, elle se mit en relation avec le Comité de l'instruction publique pour la nomination des membres. Celui-ci, après plusieurs séances, arrêta la liste, le 14 janvier 1794; Mathieu présenta le projet à la Convention, qui l'adopta.

Article premier. — Les membres de la Commission temporaire des arts, adjointe au Comité d'instruction publique, et chargée d'inventorier et de réunir dans des dépôts convenables les livres, instruments, machines et autres objets de sciences et arts, propres à l'instruction publique, sont les citoyens dont la liste suit :

.....
Pour inventorier les antiquités et médailles, le citoyen Leblond.

.....
Pour inventorier tout ce qui tient à la peinture et à la sculpture, le citoyen Naigeon; pour l'architecture le citoyen Hubert.
.....

1. *Compte rendu...*, p. 41. A ce *Compte rendu* proprement dit est annexé une suite de dix-sept pièces justificatives et un P.-S. de deux pièces; groupées sous le titre : « Pièces à l'appui du *Compte rendu* par la Commission supprimée des monuments », elles servent à authentifier les réfutations.

2. Ce n'est que le 13 mars 1794 que Grégoire et Arbogast, membres du Comité d'instruction publique, fermèrent le registre des délibérations de la Commission des monuments, dont la dernière séance n'eut lieu que le 16 du même mois. A cette date la Commission avait fonctionné pendant trois ans et demi.

Art. 2. — Les citoyens chargés de ces divers inventaires seront tenus de se munir de certificats de civisme.

Art. 3. — Chacun des membres composant la Commission temporaire des arts sera indemnisé à raison de 2.000 livres par an.

Art. 4. — Ceux des membres qui reçoivent un salaire pour d'autres travaux publics ou emplois seront tenus d'opter.

Art. 5. — Les membres du Conservatoire du Muséum national font partie de la Commission temporaire des arts (1).

Ce décret, dans son article premier, prévoit une division de la Commission temporaire des arts en douze sections, dont dix réservées aux sciences et deux seulement aux arts. On voit que Leblond, ancien membre de la Commission des monuments, est chargé des soins des antiquités et médailles ; Naigeon (2) de tout ce qui tient à la peinture et à la sculpture ; Hubert (3) de l'architecture. Mais il faut ajouter à ces noms les membres du Conservatoire du Muséum national, qui, d'après l'article 5 du décret en question, faisaient de droit partie de la Commission.

D'après le décret du 16 janvier 1794, la composition du Conservatoire était la suivante :

Fragonard (4), Bonvoisin (5), Lesueur (6) et Picault (7), pour la peinture ;

Dardel (8) et Dupasquier (9), pour la sculpture ;

Leroy (10) et Lannoy (11), pour l'architecture ;

1. *Proc.-verb. de la Convention*, t. XXXI, p. 52.

2. Naigeon (Jean-Claude), 1753-1832 ; peintre, garde du dépôt national de Nesle.

3. Hubert ou de Saint-Hubert (Auguste Cheval), architecte de la ville de Paris.

4. Fragonard (Jean-Honoré), 1732-1806 ; peintre, membre de l'Académie de peinture.

5. Bonvoisin (Jean), 1752-1837 ; peintre, second prix de Rome.

6. Lesueur (Pierre-tienne), peintre-paysagiste.

7. Picault (Jean-Michel), peintre, restaurateur de tableaux.

8. Dardel (Robert-Guillaume), 1749-1821 ; sculpteur.

9. Dupasquier (Antoine-Léonard), 1748 (?) - 1831 (?) ; sculpteur.

10. Leroy (Julien-David), 1724-1803 ; architecte et archéologue, membre de l'Acad. d'archit. et de l'Acad. des Inscr.

11. Lannoy (François-Joseph de), 1755-1835 ; architecte, grand prix de Rome.

Wicar (1) et Varon (2), pour les antiquités.

Cette disposition porte donc à 13 le nombre de ceux des membres de la Commission temporaire qui devaient plus spécialement s'occuper de l'art; il est sensiblement le même que celui de l'ancienne Commission des monuments (3). Mais, disons-le tout de suite, la liste des membres fut augmentée par un arrêté du Comité d'instruction publique du 11 janvier 1795; il en résulta un gain de 9 nouveaux membres pour les arts, ce qui portait leur nombre à 22. savoir :

Antiquités et médailles. 6 membres : Barthélemy (4), Leblond (5), Millin (6), Mongez, Varon et Wicar.

Peinture. 8 membres : Beljambe (7), Bonvoisin, Fragonard, Lebrun (8), Lenoir (9), Lesueur, Naigeon et Picault.

1. Wicar (Jean-Baptiste-Joseph), 1762-1834; peintre, graveur, antiquaire; démissionna le 4 août 1794.

2. Varon, 1761-1796; antiquaire.

3. Dans sa séance du 5 mars 1794 la Commission temporaire des arts décida l'impression de la liste de ses membres.

Cette liste montre la Commission temporaire des arts divisée en quatorze classes, la peinture, l'architecture et la sculpture ayant été cette fois séparés comme il convenait. Les médailles et antiquités forment la classe VIII; la peinture, l'architecture et la sculpture occupent les classes X-XII.

Cf. cette liste, qui donne la demeure de chaque membre, et qui porte Leblond comme « agent » en conformité d'une décision prise dans la séance du 13 février 1794, Bibl. nat., Dép. des Est., coll. Deloyne, Yb 281 bd. n° 1808, imprimé s. d., in-4°.

4. Barthélemy (André, de Courcy), mort en 1795; conservateur des médailles, avec Millin.

5. Leblond et Mongez, anciens membres de la Commission des monuments; cf. ici, p. 48.

6. Millin (Aubin-Louis, de Grandmaison), 1759-1818; antiquaire, conservateur des antiques et médailles à la Bibliothèque nationale.

7. Beljambe (Pierre-Guillaume-Alexandre), né en 1759; dessinateur-graveur.

8. Lebrun (Jean-Baptiste-Pierre), 1748-1813; peintre et critique d'art.

9. Lenoir (Alexandre-Marie), 1761-1839; peintre et archéologue, conservateur du Dépôt national des Petits-Augustins.

Sculpture, 4 membres : Dardel, Dupasquier, Foucou (1) et Michallon (2).

Architecture, 4 membres : Hubert, Lannoy, Leroy et Percier (3).

Le 5 novembre 1794 un Directoire fut placé à la tête de la Commission ; il était spécialement chargé d'assurer la célérité des affaires en exécutant promptement la correspondance et la comptabilité.

Cette décision avait été adoptée d'après le rapport de Buache du 21 octobre 1794, qui disait notamment, que les travaux de la Commission temporaire des arts « avaient acquis insensiblement et presque à son insu une étendue et une importance qu'il était difficile de prévoir au moment de son institution, et qui pouvaient aujourd'hui excéder ses forces ou du moins les moyens d'exécution qui lui avaient été donnés (4). »

Le rapport de Buache était accompagné d'un projet d'arrêté qui fut adopté par la Commission, puis par le Comité d'instruction publique, et qui veut dans son article premier, que la Commission temporaire des arts soit divisée en cinq sections de la manière suivante :

1^o *Histoire naturelle* : zoologie, botanique, minéralogie ;

2^o *Physique* : physique, chimie, anatomie ;

3^o *Mécanique* : machines, génie militaire, ponts et chaussées ;

4^o *Peinture* : peinture, sculpture, architecture ;

5^o *Bibliographie* : bibliographie, géographie, antiquités, musique.

Sur le choix des membres de la Commission temporaire des arts, surtout en ce qui concerne les classes des Beaux-Arts, nous avons un très précieux témoignage qui reflète l'opinion qui s'était fait au sein de la compa-

1. Foucou (Jean-Joseph), 1739-1815 ; sculpteur, membre de l'Académie de peinture.

2. Michallon (Claude), 1751-1799 ; sculpteur.

3. Percier (Charles), 1764-1838 ; architecte, grand prix de Rome.

4. *Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. 1, p. XXV.

gnie sur les qualités que devaient avoir les commissaires.

Le physicien Charles, quand il proposa, dans son rapport au Comité d'instruction publique du 15 novembre 1794, l'augmentation de la Commission par des nouveaux membres, s'exprima comme suit à ce sujet :

Ici nous ferons une observation très importante pour justifier les choix faits par la Commission temporaire ; comme elle a une connaissance bien sentie de ses devoirs, de ses travaux et de ses besoins, elle s'est crue très propre à choisir elle-même ses collaborateurs, et elle les présente avec confiance au Comité d'instruction publique. La critique, en parcourant cette liste, pourrait dire encore qu'on n'y trouve pas de ces noms célèbres dans les arts et déjà consacrés de leur vivant à l'immortalité. Nous leur répondrons ce que nous avons déjà dit : dans les sciences et les arts, il y a deux objets principaux à considérer : d'un côté le génie, le talent qui enfantent les chefs-d'œuvre, de l'autre la sagacité et l'érudition qui les contemplent et les comparent. Les uns et les autres ne s'excluent pas toujours, mais rarement se trouvent-ils réunis dans le même individu. Ce sont ces productions du génie et des arts que nous sommes chargés de rechercher et de recueillir de toutes parts. Pour inventorier et soigner des tableaux, rassembler des instruments ou des morceaux de musique, il faut sans doute les connaissances qui y sont propres ; mais ces connaissances sont absolument indépendantes du génie qui a su les produire. On peut même assurer qu'il n'y a aucun rapport nécessaire entre le talent transcendant des premiers et les travaux très ordinaires d'un conservateur éclairé. Il faut à la Commission des artistes éclairés sans doute ; mais, par-dessus tout, il faut qu'ils puissent y consacrer leur temps presque tout entier... (1).

Que l'on veuille bien relire maintenant le compte rendu du *Moniteur* sur la séance de la Convention qui décida de la suppression de la Commission des monuments. On sentira toute la différence qu'il y a entre l'esprit exalté des représentants du peuple qui trouvaient la composition de cette commission médiocre, qui réclamaient à grands cris « des artistes dont les talents

1. *Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. I, p. XXIX.

soient bien connus », « de vrais artistes », et les mûres réflexions d'un érudit dont la vue n'était pas troublée par l'atmosphère des réunions politiques.

La Commission temporaire des arts s'assemblait tous les quintidi et décadi, le matin, dans les salles de l'hôtel de Brionne (1), local d'assemblée du Comité d'instruction publique. Son président et son secrétaire furent pris dans le sein du Comité d'instruction publique : « l'un et l'autre, dit le procès-verbal de ce comité du 13 février 1794, après avoir rempli leurs fonctions respectives pendant un mois dans le Comité, iront les continuer dans la Commission des arts pendant le mois suivant. » Mais quoique placée sous l'autorité immédiate du Comité d'instruction publique, la Commission temporaire des arts fut surveillée par deux membres du Comité des finances, par deux membres du Comité d'aliénation, et par deux membres du Comité du commerce et d'agriculture. De plus, l'article 6 du décret du 18 décembre 1793 dit expressément que « indépendamment de cette surveillance officielle, tous les membres de la Convention sont invités à suivre toutes les opérations de la Commission » (2).

* * *

Les attributions de la Commission temporaire des arts furent successivement délimitées par les différents décrets qui constituaient son organisation.

Primitivement créé dans le but d'inventorier les « statues, tableaux, livres, manuscrits et autres effets », dont les académies avaient eu la jouissance, son rayon d'action s'élargit considérablement avec le décret du 18 août 1793, qui lui enjoignit de diriger et de surveiller

1. Place du Carrousel.

2. Cf. ici, p. 84.

l'inventaire de tous les objets « utiles à l'instruction publique, appartenant à la Nation ».

L'article 2 du décret du 18 décembre 1793 imposait, en outre, à la Commission « l'exécution de tous les décrets concernant la conservation des monuments, des objets de sciences et d'arts, leur transport et leur réunion dans des dépôts convenables » ; l'article 7 du même décret exigeait la présentation des moyens d'assurer la conservation de ces monuments « dans toute l'étendue de la République ».

D'après le sens de ces décrets, l'occupation première de la Commission fut donc, de faire connaître par des inventaires détaillés, par des descriptions exactes, la nature et la valeur des objets dont elle devint la gardienne. A mesure que son activité s'étendit et se multiplia, elle entreprit les démarches nécessaires à la conservation et au rassemblement convenable de toutes les œuvres des arts et des sciences ; elle proposa des décrets, créa des dépôts, envoya des instructions et des commissaires dans les provinces, à l'étranger même, et fit en sorte d'atténuer le plus possible les menaces qui pesaient souvent sur les monuments.

Mathieu, quand il trace le tableau sommaire des travaux de la Commission, dans son rapport du 18 décembre 1793, tableau qui portait sur les premiers trois mois de son existence, ne parle que d'inventaires et descriptions, « de vastes collections ont été inventoriées, sans négliger les moindres » ; et il énumère, sur quatre pages, les détails de ces inventaires relatifs aux collections scientifiques.

Même pour ce qui est des œuvres d'art, la Commission temporaire commence par les enregistrer et les classer méthodiquement, avant de marcher sur les traces de la Commission des monuments, dont les travaux s'étaient de plus en plus acheminés vers une conservation pratique, soit sur place, soit dans des dépôts ou musées. D'après le témoignage de Mathieu, la peinture, la sculpture, la gravure et l'architecture formaient les

branches les plus chargées de l'activité de la Commission temporaire des arts.

« Rien n'a été omis, dit-il, pour assurer à la République les chefs-d'œuvre des plus grands maîtres, et tous les ouvrages dignes d'être conservés dans les arts du dessin. Les richesses immenses en ce genre, éparses chez les émigrés, après un triage convenable, tel qu'il est prescrit par les décrets, se réuniront dans des musées nationaux et offriront l'ensemble le plus intéressant, et pour les élèves qui voudront se former dans les arts, et pour le peuple français, devenu seul propriétaire de ces ouvrages du génie, comme il en a toujours été le meilleur juge... Le palais national, le palais ci-devant Bourbon, la maison de l'émigré du Châtelet, les dépôts de la ci-devant académie de peinture ont été inventoriés en ce qui regarde la peinture, la sculpture, la gravure et l'architecture... Les monuments et les antiquités, restes intéressants, épargnés et consacrés par le temps, que le temps semble nous donner encore, parce qu'il ne les détruit pas, que l'histoire consulte, que les arts étudient, que le philosophe observe, que nos yeux aiment à fixer avec ce genre d'intérêt qu'inspirent même la vieillesse des choses et tout ce qui donne une sorte d'existence au passé, ont été les nombreux objets des inventaires et des recherches de la Commission des arts. Rien n'échappe à son zèle ; et ses lumières savent reconnaître le cachet de l'antique, avant d'apposer le cachet conservateur (1). »

Le but de tous ces travaux d'inventaire est d'assurer à la République les monuments des arts et des sciences, de contrecarrer les substitutions, d'empêcher les ventes ou les dilapidations, d'aider à la répartition dans les musées projetés, de faciliter leur estimation et d'effectuer un triage destiné à séparer tout ce qui serait susceptible de propager l'instruction publique, du grand nombre des objets destinés à la vente.

1. *Rapport fait à la Convention... par Mathieu*, p. 13.

La Commission temporaire des arts, après la Commission des monuments, fit élaborer une instruction (1) destinée à être envoyée dans les départements pour y servir de guide aux autorités dans leurs mesures conservatrices à l'égard des monuments des arts et des sciences. C'est Vicq d'Azyr (2) qui avait été choisi pour sa rédaction, avec mission « de fondre dans son ouvrage la première instruction envoyée aux corps administratifs » (3).

L'Instruction de la Commission temporaire des arts peut se diviser en quatre grandes parties : Considérations générales sur la nécessité de propager une bonne instruction publique ; organisation, but et plan de travail de la Commission temporaire des arts ; réflexions sur ce qui concerne la conservation des objets dans chacune des sections de la Commission temporaire des arts ; considérations sur la nécessité de conserver et de protéger les monuments des arts.

« Les objets qui doivent servir à l'instruction, lit-on au début, et dont un grand nombre appartenait aux établissements supprimés, méritent toute l'attention des vrais amis de la patrie : on les trouvera dans les bibliothèques, dans les musées, dans les cabinets, dans les collections sur lesquelles la République a des droits : dans les ateliers où sont rassemblés les instruments les plus néces-

1. *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver... de l'An second de la République* (Cf. ici, INDEX BIBLIOGR.).

2. Vicq d'Azyr (Félix), 1748-1794 ; anatomiste et littérateur, membre de l'Académie des sciences.

3. *Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. I, p. 21 ; pour l'instruction en question, Cf. ici, p. 64 et s.

L'instruction de la Commission temporaire des arts avait été discutée dès le début du mois de novembre 1793, et adoptée le 25 décembre de la même année. Présentée au Comité d'instruction publique, le 14 janvier 1794, il fut arrêté, le 5 mars 1794, que « le président du Comité d'instruction publique, celui de la Commission des arts et des deux secrétaires du Comité signeront l'instruction rédigée par la Commission des arts » (*Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention*, t.^{re} III, p. 545). L'instruction parut quelques jours plus tard.

saires à nos besoins ; dans les palais et dans les temples que décorent les chefs-d'œuvre des arts ; dans tous les lieux où des monuments retracent ce que furent les hommes et les peuples ; partout, enfin, où les leçons du passé, fortement empreintes, peuvent être recueillies par notre siècle, qui saura les transmettre, avec des pages nouvelles, au souvenir de la postérité... Vous tous qui, par vos vertus républicaines, êtes les vrais appuis de la liberté naissante, approchez et jouissez ; mais couvrez ce domaine de toute votre surveillance. L'indifférence ici serait un crime, parce que vous n'êtes que les dépositaires d'un bien dont la grande famille a droit de vous demander compte. C'est dans les maisons lâchement abandonnées par vos ennemis, que vous trouverez une partie de cet héritage ; faites-le valoir au profit de la raison, si cruellement outragée par eux ; éloignez-en toutes les mains suspectes, et que chacun de vous seconde comme s'il était vraiment responsable de ces trésors que la Nation lui confie (1). »

Ces considérations-là expriment, une fois de plus, les vues propres à l'époque révolutionnaire : nationalisation des œuvres d'art ; conservation officielle ; rôle social des arts.

Après avoir rappelé son but et son organisation, la Commission temporaire des arts entre dans des détails minutieux sur la classification, la description, l'inventaire des objets à conserver ; sur la confection de tableaux et catalogues méthodiques avec modèles et exemples à l'appui ; sur la marche des opérations à suivre, à Paris et dans les départements, en rappelant que les commissaires n'auront pas le droit de faire porter les objets inventoriés hors du département, et en insistant sur le choix, le nombre et les travaux des commissaires.

L'instruction donne ensuite des indications précises sur les soins particuliers que demande chaque section, à savoir l'Histoire naturelle, la Physique, la Chimie,

1. *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver...*, p. 2.

l'Anatomie, la Mécanique, la Géographie et Marine, le Génie militaire et Fortifications, *les Antiquités*, les Dépôts littéraires, *la Peinture et Sculpture*, *l'Architecture*, la Musique et les Ponts et Chaussées.

En ce qui concerne les Antiquités, section qui comprend aussi les œuvres d'art du moyen âge, l'instruction fait remarquer la valeur des médailles, que l'on divisera selon les métaux ; des bronzes, comprenant des statues, des bustes, des têtes, des vases et des ustensiles ; des marbres ; « des pierres gravées en relief ou en creux que l'on appelle du nom de camées » ; des terres cuites et des verres, tels que vases, lampes, bas-reliefs, bustes, têtes, statues. Tous ces objets doivent être soigneusement inventoriés et conservés. De même, « on trouve souvent réunis aux collections d'antiques, des monuments du moyen âge, dyptiques, profanes et chrétiens ; des sceaux, des vases de faïence fabriqués sur les dessins des élèves de Raphaël ; des émaux, des armures, etc. On en fera un inventaire particulier. Quoique ces objets ne soient pas antiques, ils n'en sont pas moins intéressants, et l'historien du moyen âge en fait souvent usage » (1).

Pour la peinture et la sculpture, l'instruction entre d'abord dans une assez longue dissertation, sur les *arts d'agrément* ou les *beaux-arts*, que le rédacteur aimerait mieux appeler *arts d'imitation* ou *arts de l'histoire*, pour mieux montrer leur véritable but, et sur l'activité créatrice de l'artiste. L'instruction donne ensuite des indications sur la recherche du nom de l'artiste, sur la manière de préserver les tableaux « dont la peinture se soulève ou tombe par écailles », ceux « qui sont noircis par la fumée, ou couverts de vieux vernis ou de mauvais repeint », en mettant en garde contre « ces prétendus connaisseurs, chimistes ou savants, qui s'annoncent comme ayant des moyens infailibles pour les réparer. Les uns exercent sur les tableaux des frotte-

1. *Ibid.*, p. 46.

ments qui détruisent toutes les nuances délicates, tout le fini des grands maîtres ; les autres ne font qu'y ajouter une couche nouvelle qui les surcharge et les obscurcit encore plus. Il n'y a qu'un très petit nombre d'hommes qui soient capables de toucher aux productions de ce genre, sans les dénaturer. Nous déclarons ici qu'annoncer un secret pour la réparation des tableaux, est une véritable imposture » (1).

Les inventaires de la section de peinture et de sculpture doivent comprendre les états descriptifs des tableaux, dessins, statues, bustes, bas-reliefs en terre cuite, marbre, plâtre, bronze ou autre matière, des estampes en feuille ou en volume, et des planches gravées. Des indications précises sont données sur le transport des tableaux, en caisse ou en rouleau, sur leur conservation, ainsi que sur celle des mosaïques, pastels, tableaux peints en émail, dessins, estampes et planches gravées.

Une place notable est réservée aux prescriptions relatives à la conservation des monuments de l'architecture.

Après quelques considérations générales sur le caractère républicain que l'architecture doit désormais emprunter, l'instruction donne, en sept points, des indications très précises sur le caractère des monuments que l'on aura à conserver.

1^o Il sera fait mention, dans les inventaires, de tous les monuments placés dans l'arrondissement du district. On y indiquera l'antiquité de ces monuments, leur situation, leur exposition, leur genre de construction et de décoration. On dira si la bâtisse est en pierre de taille, en moëllon ou en brique ; si l'édifice est solide ; s'il a besoin d'être réparé, et à quels usages on croit qu'il pourrait servir ;

2^o Si ces monuments offrent des travaux remarquables dans la coupe des pierres, dans la disposition des voûtes ou des arcs de construction, dans les divers moyens d'éclairer, dans la forme des escaliers, etc., etc. ; on en fera une mention particulière sur les procès-verbaux ;

3^o Celles des maisons occupées par les ci-devant ministres

1. *Ibid.*, p. 61.

du culte catholique et par les émigrés, qui mériteront d'être distinguées sous le rapport des arts, seront aussi inventoriées, et on indiquera de même si elles peuvent être destinées à des usages publics, s'il est possible d'y établir des manufactures ou des hospices, etc., etc ;

4° Tous les modèles des machines servant à l'architecture pour la préparation, le transport, l'élévation, la distribution et le placement des matériaux, seront inventoriés et conservés avec soin ;

5° Les modèles des monuments d'architecture égyptienne, grecque et romaine, seront mis à part et réservés pour l'enseignement ;

6° Les maisons, châteaux et monuments quelconques, dont la démolition sera jugée nécessaire, si leur construction offre des masses ou des détails dont il soit utile de conserver les formes, seront, sans délai, décrits et dessinés, et les inscriptions, s'il y en a, seront copiées, afin que l'art ne soit privé d'aucun avantage par la rigueur des mesures révolutionnaires que les circonstances exigent ;

7° Quant aux plans et dessins qui concernent l'architecture, on en fera l'inventaire, et on les conservera suivant les procédés indiqués dans cet écrit (1).

Après ces indications d'ordre technique, sur la conservation de tous les monuments mentionnés dans les treize sections, l'instruction, pour enrayer l'ignorance et la malveillance, donne des considérations générales *sur la nécessité de conserver et de protéger les monuments des arts.*

Pendant que des personnes recommandables par leur civisme et par leur instruction, choisies par les districts, de concert avec les sociétés populaires, sont occupées du recensement et de la conservation des objets qui doivent servir à l'enseignement, il ne faut pas que des citoyens tout à fait étrangers à l'étude des arts se permettent de renverser des monuments dont ils ne connaissent ni la valeur ni les motifs, sous le prétexte qu'ils croient y voir des emblèmes de superstition, de despotisme ou de féodalité. Lorsque le peuple, armé de sa massue, vengeur de ses propres injures, et défenseur de ses propres droits, a rompu la chaîne et terrassé ses oppresseurs, plein alors d'un juste courroux, il a pu tout frapper : mais, aujourd'hui qu'il a remis le soin de sa

1. *Ibid.*, p. 64.

fortune et de ses vengeances à des législateurs, à des magistrats auxquels il se confie ; aujourd'hui que des citoyens éclairés ont été nommés par lui juges et conservateurs des chefs-d'œuvre des arts qui sont en son pouvoir, ne lui suffit-il pas de surveiller leur conduite, et ne doit-il pas au moins les entendre toujours, avant de se déterminer ? Ces maisons, ces palais, qu'il regarde encore avec les yeux de l'indignation, ne sont plus à ses ennemis ; ils sont à lui. Ces décorations contre lesquelles des mains égarées se soulèvent, ce sont de simples feuilles d'acanthé ou de lierre ; ce sont des masques, des chimères antiques... Lorsque les Romains eurent soumis la Grèce, ils enlevèrent avec les plus grandes précautions les statues de ses dieux, et les riches dépouilles de Rome furent souvent respectées par ses conquérants barbares...

Et toi, peuple français, peuple protecteur de tout ce qui est utile et bon, déclare-toi l'ennemi de tous les ennemis des lettres. Couvre surtout les arts de ta puissante égide, et sois le conservateur de leurs travaux, afin que tu puisses dire un jour, comme Démétrius Poliorcète : *j'ai fait la guerre aux tyrans ; mais les arts, les sciences et les lettres n'ont jamais en vain réclamé mon appui* (1).

L'instruction se termine par le rappel des décrets du 24 octobre et 13 avril 1793, défendant la mutilation des œuvres d'art et punissant ce délit de deux ans de détention.

C'est surtout par les moyens d'action déterminés dans cette instruction, que la Commission temporaire des arts agissait sur les départements, forcée qu'elle était de restreindre son influence directe à Paris et ses environs immédiats. La proposition de Dufourny, d'organiser une commission ambulante, « chargée de parcourir les départements pour assurer la conservation des monuments que la malveillance ou l'ignorance seraient tentées de détruire », ainsi que d'établir des « commissions dans les départements, préposées à la conservation et à la réunion des objets propres à l'instruction (2) », resta sans effet.

1. *Ibid.*, p. 67 et s.

2. *Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. I, p. 582. Séance du 25 nov. 1794. Nous avons fait remarquer que cette idée avait déjà été émise, dans le sein du Comité d'instr. publ., le 21 nov. 1792 (Cf. ici, p. 75, n. 1).

Il a donc fallu agir par l'influence morale. Cette tâche devenait surtout difficile pour les monuments d'architecture, et il faut savoir gré à la Commission d'avoir fait tout ce qui dépendait d'elle pour les préserver d'une mutilation.

Mentelle, dans un rapport sur les travaux de la Commission, cite un bon nombre de cas d'une intervention utile.

« Elle a préservé de la destruction des monuments publics et des monuments particuliers... On voulait abattre le superbe château de Chantilly, bâtiment d'une excellente architecture et qui peut être consacré à des usages utiles à la nation : les représentations de la Commission en empêchèrent la destruction. Il en a été de même de l'église de Franciade..., de même encore la tour Saint-Maclou à Mantes : un acquéreur avide se l'était fait adjuger pour 600 francs, et voulait l'abattre... Le vandalisme voulait abattre, comme étant un château redoutable, le beau château de Praslin : la Commission a heureusement conservé ce monument d'une bonne architecture et qui renferme de superbes tableaux de Lebrun. Entre tant d'autres monuments ou objets précieux conservés, il y a la porte Saint-Denis que le vandalisme voulait détruire à cause de quelques attributs royaux, et le château d'Écouen, parfaitement bien bâti et dans lequel une longue galerie avait aux fenêtres des vitraux peints par les plus célèbres élèves de Raphaël et d'après les dessins de ce grand maître. Ils sont en grisaille et représentent l'histoire de Psyché... des soldats dans cette galerie... à chaque fois qu'au moyen d'un cordon ils ouvraient ou fermaient un panneau de fenêtre, en cassaient une vitre et privaient la République d'un chef-d'œuvre. La Commission y envoya promptement un commissaire accompagné d'un ouvrier actif, qui mit à la discrétion de la troupe des verres infiniment moins précieux que ceux qu'il enlevait... (1). »

1. *Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. I, p. XXII-XXIII.

D'autres édifices encore furent préservés de la mutilation ou même de la destruction, par les soins de la Commission temporaire des arts. Ainsi, dans la séance du 25 novembre 1794, David Leroy lit un rapport, dont il a été chargé, sur la cathédrale d'Amiens, où il indique « que ces réparations doivent être faites sans délai et que le Comité d'instruction publique doit être invité à écrire au département de la Somme pour l'engager à effectuer le plus promptement ces réparations en fournissant les fonds qu'elles occasionnent ».

Le procès-verbal que nous citons ici, ajoute, en outre, que « les administrateurs du district d'Amiens seront avertis qu'il serait dangereux de détruire les pyramides et obélisques de l'extérieur de la ci-devant cathédrale, leur poids étant absolument nécessaire pour augmenter la résistance des contreforts à la poussée des grandes voûtes » (1).

Dans les séances des 9 janvier, 13 et 23 février 1795, la Commission temporaire des arts s'occupa de la cathédrale de Chartres.

La Commission déplore « les dégradations que va encourir ce précieux monument d'art » du fait de l'enlèvement des plombs de la toiture, et elle s'emploie auprès du Comité d'instruction publique, en vue d'obtenir la réfection de la toiture de cette cathédrale, « un des plus beaux monuments que possède la République », et en insistant sur « tout ce qu'elle a fait jusqu'à ce jour pour obtenir la conservation de ce superbe édifice » (2).

Dans deux autres séances, les 5 mai et 17 juin 1795, la Commission s'occupe de la conservation de l'église de Saint-Denis, de l'église et des tombeaux de Broux.

1. *Ibid.*, p. 587.

2. *Ibid.*, p. XXIV. Il est à noter que Grégoire, dans son deuxième rapport, qui date du 29 octobre 1794, insista déjà sur la nécessité de conserver les cathédrales d'Amiens et de Chartres, ainsi que celle de Strasbourg (Cf. ici, p. 169).

La fin de la Commission temporaire des arts coïncide avec la liquidation générale du gouvernement révolutionnaire, issu de la Convention.

Le décret du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795), en supprimant les autorités existantes, mit naturellement en doute la prolongation des travaux de notre commission. Elle continua néanmoins à siéger encore pendant quelque temps, ayant pris la résolution d'attendre une décision ministérielle sur son sort définitif.

Ce n'est que le 24 décembre 1795 que le ministre de l'Intérieur, Bénézech, fit parvenir à la Commission temporaire des arts la lettre suivante :

Je viens de réduire, citoyens, les membres de la Commission temporaire des arts au nombre strictement nécessaire pour la confection des travaux qui restent à faire. L'économie, autant que les principes d'une bonne administration, exigeaient cette réduction. Je vous dois à tous des remerciements pour le zèle que vous avez mis à rassembler les débris échappés au vandalisme. Vous avez servi la République et vous vous retirez avec cette gloire, prêts à lui rendre de nouveaux services lorsqu'elle aura besoin de votre zèle. De mon côté, je n'oublierai point les titres que vous avez à la reconnaissance publique. Les membres de la nouvelle Commission temporaire des arts que je viens de réorganiser seront avertis de leur nomination par des lettres particulières (1).

Après la réception de cette lettre, la Commission temporaire des arts fermait définitivement ses procès-verbaux, le 26 décembre 1795.

Quant à la nouvelle commission à laquelle le ministre fait allusion, elle se constitua, avec un nombre de membres plus restreint, sous le nom de *Conseil de conservation des objets de science et d'arts*, et ouvrit ses séances le 27 décembre 1795.

Mais le fait qu'elle n'a pas laissé de registre de délibération, ni de procès-verbaux ou autres écrits dénotant une activité autonome et contrôlable, laisse malheureusement supposer que ce nouveau comité n'a pas con-

1. *Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. I, p. XXXIII.

tinué à jouer le rôle de ses devanciers (1). C'est un modeste rouage perdu dans la grande machine administrative.

1. Les papiers, en petit nombre, laissés par le Conseil de conservation, qui sont en possession des Archives nationales, subiront prochainement un classement qui permettra leur utilisation, jusqu'ici impossible.

III. — LES DÉPÔTS ET MUSÉES

LA CONSERVATION DES MONUMENTS DANS LES DÉPÔTS ET MUSÉES

« Les monuments des arts ne pouvaient être efficacement conservés que dans des dépôts où ils fussent soustraits aux coups des fanatiques de toute espèce, aux traits des ennemis de notre gloire, à la rage jalouse des étrangers coalisés contre nous ; dans les dépôts où réunis, ils ne fussent plus que sous la responsabilité d'un seul (1). »

Ce témoignage précieux de la Commission des monuments montre nettement la genèse des dépôts et des musées créés pendant l'époque révolutionnaire. C'est la Commission des monuments qui, la première, a été amenée à se préoccuper de leur formation pour assurer la sauvegarde des œuvres d'art qui affluaient en grande quantité des maisons et des domaines désormais nationaux.

« Là, sous l'inspection active de ses membres, nommés de quinzaine en quinzaine, pour cette surveillance, se rassemblent toutes les richesses conservées pour la Nation, et dont les catalogues doubles, déposés entre les mains des gardes et entre celles de la Commission, assurent la conservation entière, en même temps qu'ils désignent l'état dans lequel étaient les divers objets lors de leur entrée aux dépôts (2). »

La Commission dès le début de ses séances, mani-

1. *Exposé succinct...*, p. 16.

2. *Ibid.*, p. 17.

festait l'idée de créer, à l'aide des monuments reconnus et inventoriés par elle, des musées dans chaque département.

Déjà le 2 décembre 1790, dans la cinquième séance, le président Bréquigny lit un mémoire sur les « opérations qui doivent suivre la levée des scellés apposés sur les monuments existant dans les établissements dont les biens sont nationaux », dans lequel il préconise la création de musées.

Le mémoire se divise en deux parties : 1° « Reconnaissance des monuments », traitant du récolement des œuvres d'art après la levée des scellés ; 2° « Distribution des monuments ». Au sujet de la répartition et de la nationalisation des œuvres d'art, et de la création des musées, l'auteur entre dans des considérations qui méritent d'être citées en entier.

1° Tous les monuments dont il s'agit appartiennent en général à la Nation. Il faut donc mettre, autant qu'il sera possible, tous les individus à portée d'en jouir, et rien, ce me semble, n'y contribuera mieux que de placer chacun des dépôts où ils seront rassemblés dans chacun des quatre-vingt-trois départements dont la France est maintenant composée, ayant soin que chaque dépôt soit aussi complet qu'il se pourra : car on verra ci-après qu'on ne peut les rendre tous également complets ;

2° Le lieu où serait établi le dépôt de chaque département serait une ville considérable et par préférence celle où il y aurait un établissement d'instruction publique : car on sent combien l'instruction publique peut tirer de secours de ces *musées* : c'est le nom qu'on pourra donner à ces dépôts.

3° Le local nécessaire ne sera pas difficile à trouver dans toute ville un peu considérable. On choisirait pour servir de *musée* quelque église du nombre de celles qui seraient supprimées et qui sans cela demeureraient d'une inutilité absolue. En la consacrant à cet usage, l'avantage serait double. L'édifice serait construit, et la disposition se trouverait telle qu'il y aurait peu de changements à y faire pour le rendre propre au nouveau service auquel il serait employé. Pour le prouver, qu'il me soit permis d'entrer dans quelque détail (1).

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, pièces annexes, I, p. 266.

Et Bréquigny donne alors des indications précises sur la manière dont il conçoit l'aménagement des églises en musées. Dans la nef on placerait « les statues, les bustes, les mausolées et autres ouvrages de sculpture », en réservant la partie haute des murs pour les tableaux; les « anciens vitraux » prendraient la place des fenêtres ordinaires. Les chapelles seraient utilisées pour le dépôt des livres, tout en réservant la partie basse des parois pour les épitaphes et inscriptions. Quant au chœur, il abriterait les objets d'histoire naturelle, et les « antiquités ou les objets de curiosité », tels qu'armures, vases, médailles, pierres gravées, etc. Les sacristies trouveraient une destination nouvelle en recevant les chartes, enfin, « si on voulait loger le garde chargé de veiller sur le *musée* et de l'ouvrir aux heures marquées pour que le public pût y avoir accès, on pourrait aisément lui préparer un logement dans le clocher » (1).

On voit donc que dès 1790 l'idée de l'organisation des musées et de l'utilisation des églises à cet effet fut émise et discutée.

Du reste, on ne s'arrêta point à des projets généraux, on proposa des détails précis, susceptibles d'être exécutés immédiatement. Tel ce projet de création, à Saint-Denis, d'un musée lapidaire qui réunirait les bustes et statues des rois et des grands hommes.

La Commission des monuments s'occupa de ce sujet dans sa séance du 29 mars 1791, à la suite de la discussion relative à la conservation des monuments de sculpture qui se trouvaient dans les églises et maisons supprimées et qu'il fallait préserver de la vente. On est d'accord pour conserver ces monuments « en entier avec leurs accessoires » en les transportant dans le dépôt des Petits-Augustins. Mais, dit le procès-verbal,

1. *Ibid.*, p. 267. Il est digne de remarque, pour montrer l'esprit contradictoire de l'époque, que Bréquigny veut réduire le clocher « à un ou deux étages »; conservation et destruction se prononcent d'un seul et même souffle.

« on excepte néanmoins de ces monuments les statues et les tombeaux de nos rois, ceux des princes et princesses de la famille royale qu'on propose de réunir à ceux qui sont dans l'église de l'abbaye de Saint-Denis, ce qui peut s'exécuter en employant pour cet usage les chapelles des bas-côtés. On ajoute que cette réunion, intéressante pour notre histoire, offrirait un objet de curiosité avantageux à la ville de Saint-Denis et que cette décoration pour l'église ne nuirait point au culte, dans la supposition où l'église de l'abbaye serait destinée à devenir paroisse » (1).

Cette idée de réunir à Saint-Denis les monuments des rois, avait été communiquée aux Comités réunis, qui, dans une lettre du 6 avril 1791, s'empresaient de l'approuver (2).

Encouragée par cette approbation, la Commission prend, dans la séance du 12 avril 1791, la résolution de réunir à Saint-Denis ceux des tombeaux des rois qui se trouvaient épars dans les départements, pour en former une suite chronologique. Et, le 5 juillet, « M. Poirier lit un mémoire dans lequel il présente un tableau des monuments en sculpture des rois et des reines de la Monarchie française conservés dans les églises du département de Paris (Saint-Denis en France excepté) et des monuments de cette espèce qui se trouvent dans les églises supprimées des autres départements et qui

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 30.

2. « Le projet d'une réunion générale, et, en attendant, d'un dépôt provisoire pour tous les monuments de peinture et de sculpture de nos rois et de leur famille, a paru aux Comités réunis mériter une grande attention. Vous pouvez, Messieurs, en indiquer et hâter l'exécution, en adressant des notes sur les divers monuments de ce genre dont vous pouvez avoir connaissance. Elles nous indiqueront les départements ou districts auxquels il sera nécessaire de s'adresser pour la vérification et le transport de ces monuments, si l'Assemblée se détermine à adopter ce projet dont l'aperçu semble quant à présent mériter approbation » (*Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 31, n. 2).

peuvent remplir les lacunes de la collection à former dans l'église de Saint-Denis (1). »

Le projet ne reçut qu'un commencement d'exécution par le transfert de deux petites tombes de cuivre de l'abbaye de Royaumont (2) à Saint-Denis. Mais il avait donné naissance à un autre, celui de former à l'aide des monuments contenus dans les églises et maisons ecclésiastiques supprimées, « une collection des portraits, bustes et tombeaux des hommes célèbres par leurs talents ou par des services rendus à la patrie » (3). Un premier geste de ce genre fut esquissé par le transfert des restes de Descartes de l'Église Sainte-Geneviève au dépôt des Petits-Augustins. Là Lenoir développera tous ces essais restés en germe : utilisation des églises comme musées, réunion des tombeaux des rois, recherche des restes des grands hommes.

L'idée, que chaque département devait avoir son musée, fit son chemin. Elle se reflète très nettement dans le décret du 16 septembre 1792, qui est relatif à la réunion des Commissions du mobilier et des monuments, et dont l'article 3 mentionne expressément cette proposition (4).

La Commission des monuments s'est visiblement inspirée de la volonté du législateur, dans son *Projet d'instruction pour hâter les établissements de bibliothèques et de muséums*, daté du 13 novembre 1792 et pré-

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 40.

2. Seine-et-Oise, commune d'Asnières-sur-Oise.

3. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 41.

4. « Le ministre de l'Intérieur est autorisé à prendre toutes les mesures et à faire les dépenses nécessaires sur les fonds destinés annuellement aux arts et aux sciences, pour seconder les travaux de ladite commission, en ce qui concerne la recherche et la conservation des tableaux, statues et autres monuments relatifs aux beaux-arts renfermés dans les églises, maisons nationales, et dans celles des émigrés, lesquels objets seront recueillis pour la répartition en être faite entre le muséum de Paris et ceux qui pourront être établis dans les autres départements » (Cf. ici p. 53).

senté au Comité d'instruction publique dans la séance du 21 du même mois.

Dans cette instruction les autorités départementales sont exhortées à adresser à la Convention nationale le résultat de leurs travaux en ce qui concerne l'inventaire et le triage des objets dignes d'être conservés pour la constitution des musées.

« Chaque département formera ses établissements publics, en choisissant d'abord ce qui pourra lui convenir parmi les monuments épars dans son territoire ; le surplus sera destiné à satisfaire les autres départements qui se trouveraient moins riches en ce genre, afin de parvenir, autant qu'il sera possible, à une répartition égale des sciences et des collections qui leur appartiennent (1). »

Mais l'instruction ne s'adresse pas uniquement aux autorités ; il faut que tout concoure à faciliter l'exécution de ce vaste projet qui ornera la République d'une multitude d'établissements destinés à propager l'instruction, à faire chérir les arts, à procurer des jouissances d'un ordre élevé à la Nation entière.

« Tout citoyen, ami des lettres et des arts, ne peut se refuser à concourir de tous ses efforts à l'exécution d'un plan qui lui présentera dans toutes les parties de la République de vastes dépôts de livres, de tableaux, de sculptures et d'objets précieux en tout genre, qui les lui offrira tous également accessibles, organisés de la même manière et subdivisés selon des mêmes règles jusque dans les plus petits détails. Les savants et les curieux ne seront plus exposés aux entraves qu'occasionnait souvent la différence même du classement, ou des dénominations et des titres, soit des livres, soit des autres monuments, ou pièces d'histoire naturelle dont l'incertitude ne provenait souvent que du défaut d'ensemble des divers systèmes bibliographiques

1. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I. Pièces annexes, XVIII, p. 307.

et autres des différents temps, ou peut-être même du caprice des gardiens et des démonstrateurs. Il se trouvera cependant une seule cause de diversité suffisante pour en rompre la monotonie : ce sera la masse plus ou moins grande d'objets précieux renfermés dans chaque dépôt (1). »

Cette instruction, qui n'est qu'un projet, n'est cependant pas restée sans résultats. On peut présumer que la Commission des monuments n'a jamais cessé de s'occuper de cette idée de conservation des monuments dans les départements.

Une preuve formelle nous est donnée par la délibération du 10 septembre 1793, où « on agite la question relative à l'organisation de divers musées de la République, aux moyens de faire refluer dans les départements la surabondance des richesses nationales concernant les arts, qui se trouvent à Paris, et aux compensations à établir pour procurer à cette ville les chefs-d'œuvre de la première classe qui se trouveraient dans les départements (2). »

Et, quatre semaines plus tard, dans le décret du 12 octobre 1793, rendu sur la proposition de la Commission des monuments, la Convention nationale répéta mot pour mot la disposition de l'article 3 du décret du 16 septembre 1792 qui prévoit la répartition des richesses d'art entre Paris et les départements (3).

Après la Commission des monuments, celle des arts ne fit que continuer ces vues sur la formation des musées destinés à abriter les œuvres d'art et à développer l'instruction du peuple.

Dans son rapport du 18 décembre 1793, Mathieu, en

1. *Ibid.*, p. 308.

2. *Ibid.*, t. II, p. 7. Les citoyens Sergent, Vandermonde et Lemonnier sont nommés pour rédiger un plan de travail à ce sujet ; Sergent le présente à la Commission dans la séance du 24 septembre 1793.

3. Cf. ici p. 58 n. 3.

traçant un véritable programme de la Commission temporaire des arts, s'exprime à ce sujet comme suit :

« Il importe que, dans ce moment, la Convention nationale ne laisse aucun doute sur son intention de conserver des monuments précieux, des collections utiles, héritage savant, succession instructive que toute la France réclame, et dont l'immense quantité promet l'établissement d'un grand nombre de cabinets et de musées dans toute la République, sans préjudice d'une grande collection centrale, où tout sera ordonné et distribué avec méthode, éclairé et embelli par la méthode elle-même. Il est digne de la sagesse, de la politique de la Convention nationale, de son goût pour les arts, de vivifier toutes ces richesses, de les centupler par cette utile et savante distribution, de les animer au profit de l'ignorant qui les méprise (1). »

Ces dépôts, dont parle Mathieu, la Commission temporaire des arts les reçut, en grande partie, tout organisés, de la Commission des monuments : tels le dépôt des Petits-Augustins et celui de la maison de Nesle (2). D'autres furent installés par elle, pour les livres imprimés, pour les manuscrits, pour les collections scientifiques.

1. *Rapport fait à la Convention... par Mathieu*, p. 16.

2. L'hôtel de Nesle, destiné à rester un simple dépôt de vente, reçut les riches collections artistiques, scientifiques et littéraires qui provenaient des maisons de la noblesse émigrée. C'est là qu'eut lieu la dispersion de ceux des objets qui n'étaient pas réservés pour le Muséum national (Cf. *Registre du dépôt de Nesle*. Arch. nat. F.¹⁷ 1192¹).

C'est dans la séance du 9 juillet 1793, que la Commission des monuments avait décidé de demander au ministre de l'Intérieur l'hôtel de Croy ou celui de Nesle, pour recevoir les effets provenant des émigrés. Le ministre répond, par lettre du 30 juillet, « qu'il a écrit au citoyen Amelot, administrateur des Domaines nationaux, afin qu'il ait à remettre à la disposition de la Commission l'hôtel de l'émigré de Nesle pour former un dépôt particulier des objets de science et d'art qui doivent être distraits de la vente du mobilier des émigrés » (*Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 254).

Ce dépôt fut institué au mois d'août 1793 et sa garde fut confiée à Mulot, membre de la Commission des monuments. Sous le régime de la Commission temporaire des arts, c'est Naigeon, un de ses membres, qui remplit cette fonction.

On peut se rendre compte de l'organisation parfaite des dépôts et du bon ordre qui y régnait, d'après le témoignage d'un rapport, datant du mois de thermidor an III (19 juillet-17 août 1795), qui s'exprime en des termes élogieux sur ces établissements (1), si étroitement liés à la conservation des monuments pendant l'époque révolutionnaire.

LE MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS

Il n'entre pas dans le plan de notre étude de donner l'historique des musées de la République.

Nous ne nous occuperons donc ni du Musée du Louvre, dont l'ouverture était prévue dès le 27 juillet 1793, ni du Musée d'antiquités annexé, le 17 octobre 1795, à la Bibliothèque nationale, ni d'autres musées de province, qui se constituèrent à l'époque révolutionnaire.

Cependant, après avoir sommairement montré le rôle important des dépôts nationaux, il faut consacrer quelques réflexions particulières à celui de la rue des Petits-Augustins, au futur Musée des monuments français. Étroitement lié à l'idée de la conservation, né des

1. « Tous les parents et héritiers des condamnés à qui on a rendu jusqu'à présent, et à qui on rend encore chaque jour des effets qui avaient été mis en réserve par la Commission, ont retrouvé dans les dépôts nationaux ces effets bien conservés et en bon ordre. Cette restitution, quoiqu'elle ait privé la République d'une infinité d'objets précieux et intéressants pour l'instruction publique, n'est pas une des moindres jouissances de la Commission par la satisfaction qu'ont éprouvée les réclamants en retrouvant les objets sains, entiers et bien conservés. La vue des dépôts nationaux de la rue des Petits-Augustins, de la rue de Beaune [hôtel de Nesle], de la rue Bergère [dépôt de physique], de la rue de l'Université [dépôt de physique et de machines], et des huit dépôts littéraires, tels qu'ils sont encore aujourd'hui, attestent ce qu'ils devaient être avant la restitution aux parents des condamnés et sont une preuve du zèle infatigable de la Commission » (*Proc.-verb. de la Comm. temp. des arts*, t. I, p. XIII).

tourmentes révolutionnaires, il représente, à lui seul, les efforts des différents, organes préposés à la sauvegarde du patrimoine artistique de la Nation, il incarne les aspirations d'une époque.

L'origine du dépôt des Petits-Augustins doit être cherchée dans les mesures prises par le Comité des affaires ecclésiastiques, d'accord avec la municipalité de Paris, pour se conformer aux décrets prescrivant l'inventaire et la mise en sécurité des œuvres d'art provenant des biens nationaux.

Peu de temps après la constitution du Comité des affaires ecclésiastiques, le Bureau d'agence générale de la municipalité de Paris s'adressa au peintre Doyen, le même qui devait jouer un rôle si important dans la Commission des monuments, pour s'assurer son concours dans le triage du mobilier des églises supprimées(1).

Doyen, ayant répondu à cette demande par la belle lettre qu'on lira en note (2), joignit aussitôt les actes aux

1. La lettre, datant du 10 septembre 1790, est ainsi conçue :

« L'administration, monsieur, ne craint point d'être indiscret en vous priant de lui rendre un service qui intéresse la chose publique; elle a déjà trop de preuves de votre zèle patriotique pour en douter un instant. Nous vous prions donc, monsieur, de vouloir bien nous donner vos avis tant sur les tableaux qui se trouvent dans les maisons religieuses supprimées et que vous jugeriez devoir être des chefs-d'œuvre, que sur les objets d'argenterie considérés sous le même rapport. Si vous daignez vous prêter à notre demande, nous aurons l'honneur de vous prévenir, monsieur, du moment où nous vous prierons de vouloir bien vous transporter dans quelque-une de ces maisons.

Nous avons l'honneur d'être, etc., les commissaires administrateurs des biens nationaux ecclésiastiques » (Stein, *le Peintre G.-F. Doyen*, p. 253).

2. « 13 septembre 1790. — Messieurs, je suis très sensible à la preuve honorable de confiance que vous me donnez en me chargeant de coopérer avec vous pour juger et apprécier les tableaux que renferment les maisons religieuses. Je vois avec plaisir que votre amour pour les arts vous fait craindre la destruction ou la dispersion au détriment de l'intérêt public et d'eux-mêmes, puisque les artistes ne peuvent épurer leur goût que par l'étude des ouvrages des grands maîtres.

Je regarde donc comme le devoir le plus précieux à mon cœur

paroles et s'occupa avec zèle de sa nouvelle mission. Aussi, le 5 octobre 1790, le Comité d'aliénation lui fait-il parvenir le flatteur témoignage que voici :

L'administration des biens nationaux, convaincue par les premières opérations de M. Doyen de toute l'utilité dont ses talents et son zèle seront au choix et à la conservation des tableaux et autres objets de l'art, qu'elle l'a chargé de surveiller, l'a autorisé à se transporter dans les différentes maisons religieuses pour y prendre connaissance des tableaux, morceaux de sculpture et autres monuments qu'elles pourraient contenir, pour, sur son rapport, être statué par l'Administration sur ceux qu'il serait à propos de transférer dans l'église des Petits-Augustins pour y être conservés (1).

Cette délibération du Comité ne témoigne pas seulement du beau zèle de Doyen ; elle prouve encore que l'idée de transformer l'église des Petits-Augustins en dépôt, remonte au début du mois d'octobre 1790. Mais ce qui n'est ici exprimé qu'implicitement, une autre délibération du même Comité et de la même journée le dit expressément.

Sur le rapport de M. Doyen, chargé d'examiner si le local des capucins Saint-Honoré pourrait recevoir les tableaux que l'Administration jugerait encore à propos de conserver, et sur celui que l'on pourrait lui substituer, dans le cas où ce local ne pourrait convenir, il a été arrêté que tous les tableaux dont il serait convenable de retarder la vente pour la faire plus avantageusement seraient placés dans l'église des Petits-Augustins, dite de la reine Marguerite, que M. Doyen serait

de visiter et examiner avec vous tous les tableaux qui sont dans cette capitale. Si je n'ai pu atteindre à la perfection des célèbres artistes, j'aurai du moins la consolation de concourir à la conservation des fruits de leur génie.

J'espère que, sous les auspices d'un maire célèbre par ses talents et ses vertus, et d'administrateurs distingués par le patriotisme le plus pur, les artistes prendront cet essor et cette élévation que produit la liberté. Mon zèle pour la patrie m'engagera toujours à consacrer mon temps et mes soins à tout ce qui peut la faire fleurir. Je serai donc toujours prêt à vous seconder, et ferai tous mes efforts pour répondre d'une manière utile à la confiance que vous me témoignez » (Stein, *le Peintre G.-F. Doyen*, p. 254).

1. Stein, *le Peintre G.-F. Doyen*, p. 255.

autorisé à proposer à l'agence les moyens les moins coûteux pour les conserver, et que dès ce moment il y ferait transporter les tableaux des Capucins ; que pour établir l'ordre nécessaire à ce rassemblement, M. Doyen spécifierait sur chaque procès-verbal d'évacuation de maisons religieuses le nombre et l'espèce de tableaux qu'il jugerait à propos de conserver, qu'il y joindrait le nom des maîtres des écoles, le prix auquel il croirait que leur valeur pourrait être portée, que copie de cette partie du procès-verbal signée de lui serait remise à l'agence pour y être conservée et transcrite sur un registre qui serait tenu à cet effet ; que de même M. Doyen en tiendrait un où il inscrirait maison par maison les tableaux qu'il aurait fait transférer dans l'église desdits Petits-Augustins (1).

C'est donc sur le rapport de Doyen, que la maison des Petits-Augustins (2) fut choisie comme dépôt provisoire des œuvres d'art, et notamment des tableaux. Ce n'est que six mois plus tard que ce local fut également destiné aux ouvrages de sculpture. La Commission des monuments s'occupa de ce sujet dans sa séance du 29 mars 1791, où « on agite la question relative à la conservation des monuments de sculpture qui se trouvent dans les églises et les maisons supprimées ».

Le résultat de la discussion est « de conserver ces monuments en entier avec leurs accessoires, de transporter dans le dépôt provisoire des Augustins de la reine Marguerite tout ce qu'il pourra contenir de ces monuments et de choisir un nouveau dépôt pour y placer le reste » (3).

1. *Ibid.*, p. 255.

L'inventaire des peintures et sculptures de la maison des Petits-Augustins, rédigé par Doyen du 30 septembre au 13 novembre 1790, est conservé aux Archives nationales (S. 3641). Il a été publié par M. Ed. Fremy dans sa brochure *le Monastère des Petits-Augustins de Paris*. Paris, s. d. (1884), 45-49. (Note de Stein).

2. Alexandre Lenoir dira plus tard, en parlant du choix de ce local, que le duc de La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation, « préféra la maison des Petits-Augustins à tout autre local, parce qu'il était près de son hôtel » (*Musée des mon. français*, t. VII, p. V).

3. *Proc.-verb. de la Comm. des mon.*, t. I, p. 29.

A partir de cette époque, les monuments de sculpture, surtout des tombeaux provenant des églises, affluèrent au dépôt des Petits-Augustins.

Après une existence de neuf mois, le dépôt avait déjà acquis une telle importance qu'il lui fallait donner un gardien spécial, chargé de son administration. Doyen avait proposé son élève, Alexandre Lenoir, et la Municipalité souscrivit à ce choix, le 3 juin 1791 (1).

Les péripéties du dépôt des Petits-Augustins sont trop connues pour que nous ayons besoin d'en donner ici le récit. Grâce au choix judicieux que Doyen, son successeur Lemonnier et le garde Lenoir apportèrent à la sélection des œuvres d'art, grâce aussi à l'infatigable persévérance de la Commission des monuments tout entière, le dépôt des Petits-Augustins eut bientôt l'apparence d'un musée. Il fut ouvert une première fois au public — à l'occasion des fêtes nationales — du 10 août au 30 septembre 1793. Le 25 juillet de l'année suivante, Lenoir obtint de la Convention la publicité permanente du dépôt ; l'ouverture des salles eut lieu le 3 octobre 1794, et le 25 octobre, Lenoir fut nommé conservateur du dépôt national (2).

1. « *Municipalité de Paris ; administration des biens nationaux ; bureau d'agence générale* (extrait des registres, du 6 juin 1791).

L'administration prévient M. Lenoir, que par délibération du 3 de ce mois, le Comité l'a constitué : garde général de tous les monuments des arts et effets précieux qui sont et seront déposés au couvent des Petits-Augustins de la reine Marguerite, et l'a autorisé, en cette qualité, à se faire aider pour le placement, l'arrangement et la conservation des objets qui seront mis à sa disposition, de deux personnes à son choix, auxquelles le Comité accordera les appointements qu'il jugera convenables ».

(Alex. Lenoir, *Description hist. et chronol.*, 5^e éd., an VIII, avant-propos, p. II, n. 3).

2. Le premier Rapport de Grégoire (31 août 1794) en constate l'importance toujours croissante.

« Dans les dépôts de Versailles, dit-il, du Conservatoire, de Nesle, des Petits-Augustins, indépendamment de ce qui existe dans les départements, l'or, l'argent, le bronze, le granit, le porphyre et le marbre, ont pris sous la main du génie toutes les formes du beau et du fini. Tableaux, gravures, statues, bustes, groupes, bas-reliefs, vases, cippes, mausolées, tout cela est sans nombre.

En poursuivant le classement et la description sommaire des monuments qui entraient dans son dépôt, Lenoir s'attacha de plus en plus à l'idée d'une séparation et d'une distinction systématiques. Il ne voulait conserver que les sculptures, peintures et œuvres d'art qui auraient un rapport direct, soit avec l'histoire de France, soit avec l'art français; il tendait à former un véritable musée « où l'on retrouvera les âges de la sculpture française dans des salles particulières », salles qui devaient porter chacune « le caractère, la physionomie exacte du siècle qu'elles devaient représenter ».

Aussi Lenoir s'enhardit-il à solliciter l'érection du dépôt, désormais public, en Musée national. En juillet 1795, il soumit ce plan au Comité d'instruction publique, qui, dans sa séance du 21 octobre, l'accueillit favorablement (1).

La consécration définitive fut donnée à ce projet par le ministre de l'Intérieur, Benézech, à l'avènement du

Au dépôt des Petits-Augustins, qui s'accroît journellement, il y a déjà 202 statues et 502 colonnes.

Les monuments du moyen âge formeront des suites intéressantes, sinon pour la beauté du travail, au moins pour l'histoire et la chronologie. » (*Rapport sur les destructions... par Grégoire*, p. 19).

1. « Après avoir entendu la lecture d'un mémoire du citoyen Lenoir, conservateur du dépôt national des Petits-Augustins, dans lequel il présente un projet de Muséum des monuments français, le Comité arrête : 1° qu'il sera fait mention dans son procès-verbal du zèle avec lequel le citoyen Lenoir a administré le dépôt qui lui a été confié; 2° qu'il sera formé à Paris un Muséum des monuments français; 3° que le projet présenté par le citoyen Lenoir sera renvoyé à la deuxième section pour l'examiner et en faire un rapport; 4° que, jusqu'à ce rapport, il ne sera distrait aucun monument du dépôt de la rue des Petits-Augustins. »

Cet arrêté est suivi du décret qui désigne le dépôt des Petits-Augustins comme le futur musée.

« Le Comité d'instruction publique de la Convention nationale, après avoir entendu la lecture d'un mémoire du citoyen Lenoir sur le projet d'établir à Paris un musée des monuments français, arrête que le dépôt des Petits-Augustins prendra le titre de *Musée*

Directoire. Le 8 avril 1796 il écrit une lettre pleine de sens à Lenoir, l'autorisant à agencer le musée selon l'ordre chronologique, le mettant en garde contre une rivalité éventuelle avec le Musée central du Louvre — car tout doit tendre à compléter cette grande collection nationale — lui recommandant de s'entourer de conseils compétents quand il s'agira d'acquérir des antiquités nationales. « Le zèle que vous avez montré jusqu'ici, dit le ministre à la fin de sa missive, m'assure que vous continuerez à mériter la confiance et l'estime que vous vous êtes acquises » (1).

Ainsi le Musée des monuments français se trouve définitivement constitué. Les enseignements multiples qu'il commençait à propager pourront désormais porter tous leurs fruits.

* * *

Il nous a semblé utile de donner ce court aperçu sur les origines et sur le développement du Musée des monuments français et sur l'idée de la création de musées en général, pour deux raisons :

D'abord parce que les considérations qui ont fait naître ces établissements sont en relation intime avec la conservation des monuments. Du moment où il s'agissait d'abriter avant tout des monuments meubles, c'est-à-dire des œuvres de peinture, sculpture, orfèvrerie, etc., il fallait songer à les loger convenablement et à en tirer profit pour l'instruction publique. Le musée ici est tout indiqué.

D'autre part, il est indéniable que le transport, le rassemblement, l'exposition de tant d'œuvres d'art eurent

national des monuments français ; qu'il y aura à Paris un musée des monuments français dans lequel les monuments seront établis par ordre chronologique » (Proc.-verb. du Comité d'instr. publ. de la Convention, t. IV, p. 819).

1. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : *Inventaire général des richesses d'art de la France* (Archives du Musée des mon. français, 2^e partie, p. 306).

une influence marquée et sur le public en général et sur les hommes les plus cultivés de l'époque. Nous ne pouvons pas songer à en donner la démonstration ; mais ce qui est certain, c'est que notamment le Musée des monuments français montrera de nouvelles voies à la littérature et à l'archéologie. Nous aurons occasion de montrer cette corrélation dans la seconde partie de notre étude.

Mais avant d'aborder cet ordre de considérations, toutes différentes de celles qui ont retenu jusqu'ici notre attention, il n'est peut-être pas inutile de résumer, en quelques lignes, les faits acquis.

Tout d'abord les pouvoirs révolutionnaires n'avaient qu'à envisager la mise à l'abri des œuvres d'art dont on jugea la valeur artistique plus apte à développer l'instruction publique et le bien-être intellectuel de la Nation, que leur valeur matérielle ne les eut rendu précieuses pour atténuer la dette publique. Mais bientôt, avec la tournure que prirent les événements politiques, une note plus énergique s'introduit dans la législation. Malgré la haine pour les institutions abolies, malgré la décision bien arrêtée d'exterminer tous les monuments rappelant la royauté et la féodalité, l'amour pour les arts l'emporte. Une série de restrictions dans les décrets à tendances destructrices, créent pour les œuvres d'art, entachées de signes de féodalité, un état d'exception ; on les conservera, en dépit de leur provenance détestable, par respect pour l'histoire, pour la gloire de la Nation. Enfin, certaines mesures d'abolition ayant été mal interprétées, l'autorité des pouvoirs locaux s'affaiblissant, la foule des malfaiteurs de toutes les conditions sociales étant démuselée, les appétits des collectionneurs mis en éveil, il fallait songer à enrayer. Le législateur prend alors des mesures contre la dilapidation des biens nationaux, il punit sévèrement les mutilations, il stigmatise le « vandalisme ». Les pénalités prononcées contre la mutilation, les rapports lus à la Convention, les efforts louables des commissions sont une preuve de la répro-

bation officielle des destructions qui s'accomplirent, pendant un certain temps, à l'insu des pouvoirs centraux.

Nous avons esquissé les causes qui ont décidé la formation de comités d'aliénation, et montré comment, par l'effet d'une division du travail et par celui d'une spécialisation d'attributions, ces comités ont été amenés à proposer la création des commissions spéciales pour la conservation des monuments.

Abstraction faite de quelques organes de second ordre, créés incidemment et rentrant bientôt dans l'ombre, deux institutions puissantes se sont imposées à notre étude : la Commission des monuments et la Commission temporaire des arts.

Ces deux illustres compagnies, nous les avons suivies dans leur développement respectif, qui porte, pour la première, sur une existence de trois ans et demi, pour la seconde de deux ans et demi. En essayant de dégager, dans leurs grands traits, les préoccupations conservatrices de ces commissions, il fallait surtout montrer les services qu'elles ont rendus aux arts.

Encore était-il nécessaire de grouper les efforts, pour faciliter la juste appréciation de différentes décisions, actes, essais, projets et vœux.

Mais il était impossible d'entrer dans le détail des démarches sans nombre que la Commission entreprit, tantôt collectivement, tantôt en les confiant à certains de ses membres, pour protéger les monuments menacés, pour les préserver de ventes infructueuses, pour leur éviter une mutilation honteuse. Énumérer les avis qu'elle donna, les projets qu'elle forma, les réclamations qu'elle fit entendre, les résultats qu'elle obtint, aurait dépassé de beaucoup les limites que nous pouvions assigner à cette intéressante compagnie dans le cadre de notre étude, qui devait porter sur l'ensemble du mouvement conservateur de l'époque.

Pour ce qui est de la Commission temporaire des arts, héritière immédiate des attributions et des procédés de travail de la Commission des monuments, le

même chemin était à suivre. En examinant la genèse et le développement de cette compagnie, bien plus considérable par le nombre et plus puissante dans son organisation, mais cependant moins créatrice que sa devancière, en signalant des préoccupations particulièrement saillantes ou particulièrement salutaires pour la conservation des monuments, on a pu se rendre compte de l'activité bienfaisante qu'elle exerçait tant à Paris que dans les départements.

L'étude des dépôts et musées au point de vue de leur intérêt particulier pour la conservation des monuments meubles nous a amené à la fin de la première partie. Les considérations auxquelles ont alors donné lieu les dépôts en général et celui de la rue des Petits-Augustins, en particulier, sont encore trop fraîches dans la mémoire pour qu'il soit besoin d'en récapituler l'essence.

DEUXIÈME PARTIE

La Conservation des Monuments historiques pendant les trente premières années du XIX^e siècle

Au début du XIX^e siècle on ne voit d'abord aucun progrès sur les principes émis par la Révolution, aucune suite aux mesures très réelles qu'elle avait prises en faveur des monuments ; on constate, au contraire, un véritable arrêt dans la conservation officielle.

Nous disons bien *officielle*. Car, tandis que le Consulat, l'Empire et la Restauration laissent se perpétuer les méfaits de la « Bande noire » constituée en 1797, tandis qu'une coupable négligence laisse tomber en ruine un grand nombre de monuments, tandis que des administrations, par incompétence ou par entêtement, en démolissent d'autres, l'opinion du public éclairé ne s'endort pas. Les efforts de la Révolution n'ont pas été perdus, les germes, silencieusement, se développent.

Comment l'idée d'une conservation officielle des monuments des arts du passé, mise en pratique par la Révolution, rejetée au second plan par l'avènement d'une forme gouvernementale nouvelle, a-t-elle pu revenir à l'ordre du jour ; quels sont les facteurs qui ont pu soutenir l'opinion publique dans la lutte avec des pouvoirs inertes ; quels sont les principes nouveaux et fertilisants qui se sont greffés sur l'idée primitive de conservation, voilà en trois points l'étude que nous abordons dans cette deuxième partie de notre travail.

La tâche est ardue et d'une toute autre nature que celle de la première partie. Là il s'agissait d'analyser les faits, de les grouper et d'en tirer les conséquences; ici, au contraire, aucun fait précis, un faisceau de manifestations parallèles, diverses, sans concordance directe, duquel il va falloir, par une synthèse de plus en plus rigoureuse, extraire une conclusion.

La réalité est celle-ci : tandis que, sous le régime révolutionnaire, toute l'initiative en faveur des monuments émanait des assemblées et des pouvoirs publics, pendant les années suivantes ce sont des éléments indépendants du pouvoir et tout intellectuels qui développent un sentiment d'intérêt pour les œuvres d'art du passé.

Un de ces éléments, le plus puissant peut-être, c'est la *littérature*. Sous la poussée vigoureuse du sentiment national, développé par elle dès le début du siècle, l'art du passé français prend une nouvelle valeur aux yeux du public. C'est elle, la première, qui enseigne la dignité de l'histoire nationale et qui, par conséquent, fait respecter et aimer les monuments, témoins des époques écoulées.

A la suite de ce mouvement littéraire national, et bientôt parallèlement à lui, s'ébauchent et se développent des principes mis en avant par la Révolution, mais d'une conception plus large et d'une application plus ferme. C'est sous cette double influence des résultats de la Révolution et des idées nouvelles exprimées par la littérature que *l'archéologie nationale* prendra réellement naissance.

Ce n'est qu'au moment où la littérature et l'archéologie nationales auront profondément intéressé l'opinion publique, que des mesures conservatrices pour les monuments du passé seront demandées aux pouvoirs. Le premier geste répondant à ce désir, alors général, sera esquissé par Guizot, en 1830. Il s'écoulera une durée de trente années entre le moment où Napoléon interrompt l'œuvre commencée par la Révolution et celui où le gouvernement de Juillet la reprend, -avec assez d'énergie cette fois, pour lui assurer un avenir durable.

I. — INFLUENCES LITTÉRAIRES

L'idée de la conservation des monuments historiques est étroitement liée à l'évolution de la littérature française du premier tiers du ^{xix}^e siècle. Les influences réciproques se manifestent avec d'autant plus d'intensité qu'elles ont pour point de départ un renouvellement dans la littérature, qui est tout en faveur du passé national. La complète intelligence de ce passé, sa vulgarisation, sa mise en honneur après des siècles de dédain et d'oubli, voilà les points essentiels du nouveau programme littéraire. Or, qui dit histoire, dit monuments, et si l'on veut interroger les monuments, il faut les conserver ; en les étudiant, on apprend à les estimer et à force de parler d'eux on finit par les aimer. Voilà en peu de mots, la corrélation directe et étroite qui existe entre cette littérature dont nous nous proposons d'étudier certains traits caractéristiques, et la conservation des monuments dont nous suivons le développement, après en avoir vu les débuts.

Il faut cependant remarquer que ces tendances « nationales » dans la littérature française sont sensibles avant le romantisme, avant le ^{xix}^e siècle même. Elles se manifestent dans différents genres. Voltaire ne nous a-t-il pas donné, en 1751, *le Siècle de Louis XIV* (1), et l'année suivante, *l'Histoire des Croisades* ? C'est l'introduction de l'histoire de France dans la littérature. De même au théâtre, les pièces à sujet national sont connues dès le milieu du ^{xviii}^e siècle. En 1749 le président Hénault avait déjà entrevu la tragédie nationale et historique, en donnant son *François II*, après que Voltaire

1. Commencé dès 1732.

eut fait jouer *Zaïre* (1732), où des chevaliers français, dans une héroïque générosité, éveillent le souvenir des Croisades. Voltaire fait suivre *Adélaïde du Guesclin* (1734) et *Tancrède* (1760) ; de Belloy donne son fameux *Siège de Calais* (1765), où il veut « exciter la vénération » des Français pour leurs grands hommes, et où il cherche à « inspirer à la Nation une estime et un respect pour elle-même qui seuls peuvent la rendre ce qu'elle a été autrefois ». Toujours en puisant ses inspirations dans les annales de France, le même auteur publie encore *Gaston et Bayard* (1770) et *Gabrielle de Vergy* (1777). Le théâtre National, né dans le dernier siècle de la monarchie absolue, ne fait que continuer sa carrière pendant l'époque révolutionnaire. Marie-Joseph Chénier, fait jouer son *Charles IX* (1789), son *Henri VIII* (1791) et, la même année, *Calas*, pièce de circonstance, plus philosophique que nationale, qui est dirigée contre les parlements.

L'histoire et le théâtre s'inspiraient donc volontiers, dès le xviii^e siècle, de sujets nationaux. Quant à la poésie, on a une preuve de la curiosité que l'on témoignait à l'égard des siècles lointains dans la vogue qu'eut la poésie ossianique. Là, dans les chants des bardes écossais, que les habiles transpositions de Macpherson avaient révélés au monde gaulois, on aimait à trouver une lointaine parenté, favorable à l'éclosion du sentiment national. Il suffit de mentionner ici le succès qu'obtint Baour-Lormian quand il traduisit en vers académiques les poésies ossianiques de Macpherson (1801), pour rappeler l'estime dont jouissait alors ces sujets.

Le « genre troubadour » mérite, lui aussi, d'avoir sa place au nombre des faits d'ordre littéraire qui annoncent dès le xviii^e siècle l'approche d'une ère nouvelle. « Galantes ou terribles, les imaginations du genre troubadour répondirent en France au même retour des âmes vers le passé que les exhumations ossianiques de l'Écosse, que les restitutions de l'évêque Perey en Angleterre, et que les *bardits* où l'Allemagne mêla le bruis-

sement de ses chênes à l'évocation des antiquités germaniques (1). §

Ce goût particulier de la recherche, de la reproduction, de l'imitation des chants poétiques de l'ancienne France s'accrut singulièrement et ne se perdit pas pendant l'époque révolutionnaire.

Mais c'est sous le Consulat et l'Empire que le « genre troubadour » atteint son apogée et qu'on le voit « déborder de la littérature sur les beaux-arts, atteindre l'état civil, correspondre véritablement à une dominante du goût public » (2). La raison doit être cherchée dans la prédilection de cette époque pour les gloires ancestrales, si vivement mises en lumière par les exploits contemporains, dans le goût du pittoresque qui se satisfait « parmi les castels, les tournois, les pèlerins et les damoiseaux » (3). D'ailleurs, comme nous venons de le dire, la littérature officielle ne dédaigna pas de s'intéresser à ces essais d'une résurrection ; Napoléon les patronnera volontiers, comme lointain héritier de Charlemagne.

En considérant l'histoire nationale comme digne de fournir des sujets, la littérature fut tout naturellement amenée à s'occuper d'une façon prépondérante du moyen âge français. Qu'y avait-il, en effet, de plus mystérieux, de plus riche en couleur, de plus grandiose, dans le passé, que cette époque mal connue, incomprise, défigurée ? Son étude pouvait à la fois satisfaire l'imagination du poète, l'ingéniosité de l'auteur dramatique, la science de l'historien.

« On recueillit les légendes, les romances, les épopées anonymes ; on préféra les vierges senteurs d'une végétation inculte aux parfums délicats et subtils des fleurs classiques ; on se passionna pour une fraîche poésie qui coule de source, qui n'est que l'effusion naïve du

1. Baldensperger, *Études d'hist. litt.*, t. I. p. 110.

2. *Ibid.*, p. 129.

3. *Ibid.*, p. 130.

sentiment populaire et dans laquelle s'exprime librement la franche humanité.

Ce goût des époques primitives, cette prédilection pour l'adolescence héroïque ou gracieuse des sociétés, où s'épanouit toute beauté candide et toute simple grandeur, s'allia, dès le début de notre siècle, soit avec l'influence religieuse, soit avec le sentiment de l'étroite solidarité qui unit d'âge en âge les générations aux générations, pour provoquer un retour vers les origines nationales de la France, si méprisées des classiques.

On s'éprit au début tantôt d'une chevalerie pimpante avec ses gentils pages, ses troubadours et ses ménestrels, ses bons anachorètes et ses belles châtelaines, ses romances langoureuses et sentimentales, tantôt d'un moyen âge fantastique et infernal avec ses légendes pleines d'horreur, ses oubliettes, ses moines sacrilèges, ses ogres féodaux, sa Cour des Miracles et son Mont-faucon. Le romantisme paya tribut à la mode : son chef lui-même fit *Hun d'Islande*, qui est un vrai roman de la Table-Ronde, et les *Ballades* (1). »

Les premiers essais de la littérature « nationale » diffèrent notablement de valeur. Si Chateaubriand a droit au titre glorieux de créateur et si son œuvre, si entachée de faiblesses soit-elle, est et restera unique, il n'en est pas de même de tous les médiocres écrivains de l'époque, qui gravitent autour de lui. Incompris dans le fond, défigurés dans son sens, superficiellement considérés à travers le choix du sujet, sans concordance approfondie avec l'histoire, le passé national dans les œuvres de la première heure n'est souvent qu'un prétexte qui masque assez maladroitement des pratiques anciennes. Le Romantisme, une fois florissant, rejeta dans une ombre profonde toute cette production de l'Empire, et la critique d'aujourd'hui est parfaitement en droit de la trouver fade, froide, boursouflée, toujours coulée au même moule. Nous avons néanmoins cru

1. Pellissier, *le Mouvement littéraire au XIX^e siècle*, p. 91.

bon de mentionner quelques-unes de ces œuvres qui sont bien l'expression d'une époque. Sans vouloir élever par là des écrits bien modestes à la dignité de chefs-d'œuvre, sans nous exagérer d'autre part l'influence qu'ont pu avoir des œuvres tombées si vite, et avec raison dans l'oubli, nous devons leur assigner une place pour montrer l'esprit littéraire qui régnait alors. Elles sont d'ailleurs souvent caractéristiques pour l'étude spéciale qui nous occupe.

Une première partie montrera la végétation touffue de la *poésie*. A côté de la poésie ossianique et de celle des troubadours qui réveillaient des affinités lointaines, favorables à la curiosité pour les antiquités nationales, il y a surtout la poésie épique de l'Empire, qui glorifiait le passé proprement français. Aujourd'hui insupportable à la lecture pour la plus grande part, elle n'eut pas moins, à son heure, une influence marquée sur l'éveil du sentiment national. Elle préparait aussi l'avènement de la poésie romantique, qui, toutefois, en son éclat le plus significatif, ne se manifesta qu'après 1830.

La deuxième voie qui introduit l'amour pour l'histoire nationale dans le sentiment des masses, ce fut le *théâtre*. Là, par la double action du livre et de la représentation, les influences sont particulièrement fertiles. L'intérêt du spectateur est éveillé, et son imagination est continuellement guidée ou excitée par la mise en scène de la pièce. C'est ici que, pour la reproduction de la fameuse « couleur locale », auteur, régisseur et acteur sont forcément obligés de se familiariser avec la langue, les costumes, les monuments des époques lointaines.

L'histoire est le troisième facteur, le plus important, le plus direct aussi, qui conduit à l'intelligence du passé et que nous ayons à considérer dans la recherche des influences littéraires sur l'idée de la conservation des monuments. Ici encore on rencontrera le nom de Chateaubriand et, après lui, il n'y a vraiment que les

historiens de l'École romantique qui doivent retenir notre attention. Avant les premiers écrits d'Augustin Thierry, un des disciples les plus dévoués au maître, la valeur des productions littéraires dans le genre histoire est trop faible : faible surtout au point de vue du récit, de l'évocation et de la résurrection exacte de l'époque mise en question, et aussi au point de vue de l'utilisation critique des monuments. Ce sera le roman historique qui préparera le chemin à l'histoire proprement dite. De sa vogue découle en grande partie l'amour et l'intelligence des monuments nationaux.

S'il est bien entendu que la littérature française ressent les premiers effets d'un renouvellement dans le sens d'une mise en honneur de l'histoire nationale, dès le XVIII^e siècle, l'analyse que nous nous proposons d'entreprendre en vue d'une recherche des corrélations entre la littérature historico-nationale et l'estime pour les monuments français, ne portera pas sur des œuvres antérieures au XIX^e siècle; elle ne dépassera pas non plus la date de 1830.

Cette circonscription s'impose, pour ainsi dire, d'elle-même. D'abord, il ne s'agit pas ici de mettre en lumière l'intérêt purement littéraire que présentent les œuvres du XVIII^e siècle que nous visons. Ensuite, pour la partie de ce siècle qui nous occupe, et dont nous avons étudié les dispositifs conservateurs dans le détail, cette étude serait sans fruit. Ce n'est, comme nous l'avons déjà fait remarquer, qu'au moment où cette préoccupation officielle pour les monuments du passé français cesse de s'exercer, que le facteur littéraire intervient. C'est l'époque où Chateaubriand fait brèche dans la muraille gréco-romaine, où l'antiquité fait place au moyen âge. Les influences littéraires sur l'idée de conservation des monuments deviennent visibles.

Quant à la date de 1830, elle correspond assez bien à la constitution définitive de l'École romantique, et elle a l'avantage de coïncider avec le point terminus général de notre étude sur les origines de la conservation des

monuments historiques en France. Ajoutons encore à ces remarques, que nous laisserons délibérément de côté toutes les œuvres littéraires qui auraient pour sujet des événements historiques du XVIII^e siècle, et par là trop rapprochés des écrivains du début du XIX^e siècle.

LA POÉSIE

En étudiant la poésie « nationale » des trente premières années du XIX^e siècle, on peut classer les œuvres en trois catégories :

Une première catégorie comprend les adaptations et les imitations. Par une adoration béate du passé ou plutôt des formes poétiques dont se servait ce passé, on imagina des œuvres toutes semblables aux anciennes poésies françaises et on les fit passer pour telles ; ou bien, par un sentiment de vénération pour un passé héroïque, on se mit à le chanter en adoptant sa façon fruste de penser et son élan sublime dans le récit.

Un autre courant est propre à la résurrection de la poésie chevaleresque du moyen âge français. De là une deuxième catégorie où nous classerons d'une part des recueils de poésies anciennes, d'autre part des créations originales, qui s'appliquent à mettre en relief le côté pittoresque, galant ou héroïque de la chevalerie.

Enfin il y a — et ceci constitue notre troisième catégorie — la poésie épique proprement dite, de beaucoup la plus abondante. L'épopée tantôt résume de grandes parties de l'histoire nationale, tantôt elle s'attache à la description d'un épisode détaché.

Le goût pour le passé national était si fortement exprimé dans la littérature du début du siècle, si puissante était la force d'attraction qui faisait converger les efforts poétiques vers le passé, que l'on ne reculait

même pas devant des supercheries, devant des fraudes. Par amour pour le passé on construisait tout exprès un langage artificiellement vieilli, et on s'en servait pour exprimer des pensées et des sentiments d'actualité. C'est sous ce déguisement, entouré de mystérieuses révélations sur leurs origines, que le chevalier de Surville et Fabre d'Olivet — deux représentants typiques du grand nombre de poètes qui cultivaient le « genre troubadour » — publièrent leurs poésies « anciennes » ; à force d'ingénieux artifices, ils parvinrent à faire passer leur propre poésie pour une production de siècles depuis longtemps écoulés.

Il faut méditer ces essais, qui nous semblent ridicules aujourd'hui, pour bien se pénétrer de l'état d'esprit qui régnait alors parmi nombre de poètes, et pour bien comprendre avec quelle servilité on vénérât les productions des temps anciens.

C'est Vanderbourg (1) qui se fit l'éditeur d'un recueil de poésies élégiaques, contes, héroïdes, épîtres, rondeaux, sensées appartenir à Marguerite-Éléonore-Clotilde de Vallon-Chalys, depuis dame de Surville, née, disait-on, vers 1404 dans un château du Bas-Vivarais.

« Lorsque l'élégant volume parut en 1803, dit Sainte-Beuve, avec son noble frontispice d'un gothique fleuri et ses vignettes de trophées, il ne se présenta point sous ce côté critique qu'aujourd'hui nous y recherchons. Il séduisit par le roman même de l'aïeule, par cette absence trop vraie de l'éditeur naturel qui y jetait comme une tache de sang, par la grâce neuve de cette poésie exhumée, et par la passion portée çà et là dans quelques sentiments doux et purs (2). »

Toutefois, on ne se trompa point sur la véritable date de ces poésies (3) ni sur le véritable auteur, qui est

1. Vanderbourg (Martin-Marie-Charles Boudens de), officier de marine, littérateur, 1765-1827.

2. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} nov. 1841, p. 372.

3. Si Michaud, dans *le Mercure de France* (1803, t. XII, p. 485-497), en donnant une analyse des poésies de Clotilde, les accepte

Joseph-Étienne de Surville, capitaine d'infanterie, émigré en 1791 et fusillé en 1798. Passionné pour la poésie, il avait déjà fait un grand nombre d'odes et d'épîtres, quand, en 1782, il prétendit avoir découvert des manuscrits en vers et en prose, enfouis depuis trois siècles parmi les titres de sa famille, et composés par Clotilde Vallon, une de ses aïeules. De 1782 à 1791, Surville, enchanté de sa découverte, négligea ses propres essais, s'adonna exclusivement à l'étude de la langue française du moyen âge, à la transcription des œuvres de son aïeule. En mourant, il légua à son épouse les prétendues œuvres de Clotilde, en la priant de faire en sorte que les fruits de ses recherches ne fussent pas perdus pour l'honneur de la famille. (1)

Vers l'époque où parurent les poésies de Clotilde,

comme authentiques, les annote et en explique les termes moyenageux avec satisfaction, il n'en est pas de même de *la Décade philosophique*. Un article très sensé et très piquant, signé *L*, démontre aisément la supercherie en se livrant à une étude serrée de la langue du prétendu auteur, en analysant la forme des vers, et les circonstances historiques qui accompagnent la conception de l'ouvrage.

« Presque partout, y est-il dit, on reconnaît le travail pénible d'un écrivain peu exercé dans la langue dont il se sert, et qui, pour singer le vieux style, va chercher bien loin des locutions étranges, des inversions non autorisées, lorsqu'il avait sous la main de quoi s'énoncer naturellement, mais en des termes qui lui semblaient trop rapprochés de l'idiome actuel.

Il suit de là que les poésies de Clotilde, évidemment modernes par les formes de la versification, par la nature et l'arrangement des idées, et par les imitations dont elles fourmillent, paraissent souvent antérieures au xv^e siècle, par la vétusté et l'impropriété du langage » (*Décade phil.*, 1803, t. XXXVIII, p. 156).

1. « Il y avait, dans cette évocation d'un passé où le courage aristocratique, la galanterie et la poésie se trouvaient réunis chez les mêmes personnages, quelque chose d'assez engageant pour de modernes hommes de qualité. L'idéal du « troubadour », tel qu'une science historique assez incertaine le faisait apparaître aux yeux du xviii^e siècle, fut certainement l'appau qui ramena ou retint à la littérature plus d'un amateur qui, se disant fils des preux, avait besoin de s'assurer que ses ancêtres n'avaient pas cru déchoir en s'armant à leurs heures des armes de la poésie » (Baldensperger, *Études d'hist. litt.*, t. I, p. 121).

Fabre d'Olivet (1) publia avec succès *les Poésies occitaniques*, « ouvrage, dit Raynouard, qu'il donna comme traduit du provençal et du languedocien, de la langue des troubadours, langue d'oc, occitanique; et dans ses notes, il inséra des fragments, prétendus originaux, en langue occitanique: ces passages, écrits avec esprit et grâce, et souvent avec énergie, ont trompé les littérateurs qui les ont crus originaux et cités comme tels. Voulant assurer à ces divers fragments de sa composition l'avantage de passer pour authentiques, l'auteur employa un procédé aussi ingénieux que piquant. Dans l'un des ouvrages prétendus traduits, il mêla des passages tirés du manuscrit 7226, qui contient des poésies des troubadours; et par ce mélange de pièces véritables avec les pièces supposées, il parvint encore plus aisément à séduire la crédulité des littérateurs mêmes: il fit plus; comme la langue des anciens troubadours, dont il citait les passages dans ses notes, eût offert quelques différences, quelques nuances qui, par leur disparate, auraient peut-être facilité les moyens de reconnaître la supposition des pièces produites, il abaissa le langage de ces troubadours à l'idiome dont il se servait lui-même; et par ce moyen il devint beaucoup plus difficile de douter de l'authenticité des productions supposées, qui, au reste, ont un mérite réel sous tous les rapports » (2).

A côté de ces imitations malheureuses, il y a un effort plus louable, qui tend vers la mise en honneur de la vieille poésie chevaleresque. Poètes et érudits rivalisèrent dans cette résurrection d'une partie si pittoresque de la civilisation française et du passé national.

De 1813 à 1815, Creuzé de Lesser (3) fit paraître son poème de *la Chevalerie*. Les 50.000 vers dans lesquels il fit revivre les trois époques principales des romans de la chevalerie, les temps d'Artus, d'Amadis et de Charle-

1. Fabre d'Olivet (N.), philologue, 1768-1825.

2. *Journal des Savants*, juillet 1824, p. 412.

3. Lesser (baron Augustin Creuzé de), poète épique, 1771-1839.

magne, sont comme un résumé, comme une mise au point de toutes les productions de la poésie chevaleresque des siècles précédents. Creuzé de Lesser, en lisant les mille et mille épisodes pittoresques que les anciens romans avaient brodés autour de l'ordre de la *Table ronde*, autour du *Saint-Gréal*, autour des héros et des héroïnes des siècles légendaires, en les classant, en y ajoutant d'autres récits de sa propre invention, est arrivé à tirer de cet immense chaos une œuvre qui présente une certaine unité d'action et une suite dans la narration.

La partie du poème qui a pour héros le roi Artus, résume les inventions poétiques relatives au temps de la lutte épique des Bretons contre les Angles et les Saxons, et se déroule au moment où une partie de ce peuple chevaleresque s'apprête à débarquer dans la vieille Armorique pour échapper à ses oppresseurs.

Si l'histoire n'est pas précise sur les dates et les détails de cette première partie du poème de Creuzé, elle ne l'est guère davantage pour les événements qui se trouvent réunis dans la seconde partie, et qui concernent les exploits d'*Amadis de Gaule*. L'auteur, en chantant les hauts faits du chevalier du soleil, et ceux de ses descendants, en les encadrant de fictions ingénieuses et de récits pittoresques, a su former une image poétique de l'existence glorieuse de son héros.

La troisième partie du poème de Creuzé de Lesser réunit ce que les poètes anciens avaient inventé sur Charlemagne et sur son fidèle vassal Roland, et devient par là beaucoup plus ample dans l'ensemble de sa conception que l'*Orlando furiosa* d'Arioste.

Le travail entier de de Lesser est ainsi consacré à la gloire et aux vertus de la chevalerie. Il en est de même d'une grande partie des *Trois âges* de Roux de Rochelle (1), poème en six chants, publié en 1816, et dédié par l'auteur à la jeunesse française.

1. Roux de Rochelle (J.-B.-Gaspar), littérateur, 1762-1849.

Les trois âges sont ici les trois principales époques de la civilisation humaine : la civilisation grecque, celle des Romains et celle des temps modernes. La civilisation moderne est résumée dans les mœurs de la chevalerie française. Les deux derniers chants montrent ses exploits à l'occasion des croisades, ils traitent des ordres religieux et militaires, des fraternités d'armes, de l'influence des femmes sur les mœurs de ces temps, en un mot de tout le côté brillant et glorieux de cette institution.

Ce mouvement de résurrection ne fit que croître avec les progrès du Romantisme, qui, dans sa réelle intelligence des traditions, glorifia avec un éclat encore inconnu, cette civilisation complexe.

Les nombreux vers dédiés à Jeanne d'Arc et à ses exploits guerriers en sont presque une preuve. Déjà en 1814, Pierre Lebrun (1) avait fait une ode sur l'héroïne. Delavigne (2), dans ses *Messéniennes* (1816-1822), célébra, au lendemain de Waterloo, *la Vie et la mort de Jeanne d'Arc*, en « incarnant dans la bonne Lorraine l'âme même de la patrie, qui, éprouvée par de nouveaux malheurs a besoin de motifs nouveaux de consolation et d'espérance ».

En 1822, Hugo (3), dans ses *Odes et Ballades* se retourne à son tour vers le moyen âge, un moyen âge de fantaisie, où l'imagination du poète revêt de tant de grâces nouvelles une époque qui commence à être estimée, que même les arides défenseurs du goût classique se laissent captiver par le charme du passé national.

Les tentatives des poètes, pour donner à la poésie chevaleresque un nouvel éclat, ne sont donc pas isolées. Elles incitèrent même un grand nombre d'érudits à s'occuper de ses productions d'une façon scientifique, tant au point de vue de leur histoire, qu'au point de vue

1. Lebrun (Pierre-Antoine), poète, 1770-1873.

2. Delavigne (Casimir-Jean-François), poète, 1793-1843.

3. Hugo (Victor), 1802-1885.

linguistique. Déjà en 1803 on trouve à la fin des *Âges français* de Lemercier (1) une petite pièce sur les troubadours. L'auteur y dit (p. 206) qu'il a voulu retracer légèrement en un seul morceau le genre des *tençons*, des *serventes*, des *fabliaux* ou *dizains*, et des *élégies* de nos premiers poètes. Chénier (2) fait en 1807 un cours sur l'histoire des troubadours. Fauriel de son côté se met à l'étude de cette période du passé littéraire. Mais des efforts bien plus sérieux furent faits par Raynouard (3). Ses recherches laborieuses sur la langue romane eurent d'abord pour résultat son excellente *Grammaire romane avant 1100*, en attendant qu'il publiât les six volumes de *Poésies originales des troubadours* (1816-1821), qui eurent toute la valeur de véritables documents historiques.

Les exemples que nous venons de citer doivent nous suffire pour constater l'espèce d'engouement qui s'attachait à la renaissance de la vieille poésie française sous sa forme naïve ou chevaleresque. Très épris d'érudition historique, les poètes aimaient à explorer les champs encore inconnus du début de la poésie nationale. Volontiers leur imagination venait éclairer d'une lumière plus ou moins exacte les mœurs et l'état social des races primitives. Il en est de même de la poésie qui se manifeste sous la forme de l'épopée. Comme la production en poèmes épiques fut particulièrement dense sous l'Empire, on en a souvent conclu, que les poètes d'alors ont tenté de préférence ce genre, parce qu'ils pensaient trouver facilement l'inspiration pour de grandes œuvres dans l'époque héroïque qui était la leur.

Sans vouloir contester le bien-fondé de cette opinion,

1. Lemercier (Louis-Jean-Népomucène), littérateur, 1771-1840.

2. Chénier (Marie-Joseph de), poète, littérateur, auteur dramatique 1764-1811.

3. Raynouard (François-Just-Marie), auteur dramatique et philologue, 1761-1836.

et sans vouloir négliger surtout le fait que beaucoup d'entre les poètes du début du xix^e siècle s'étaient attaqués au genre épique dans le secret espoir de plaire à Napoléon, nous croyons, que les racines de ce mouvement patriotique vont chercher des couches plus profondes. Il nous semble, qu'à cette époque, on commençait à mieux sentir la poésie du passé national, qu'on nourrissait un désir plus ardent qu'à aucun autre moment, de remonter les âges pour glorifier les exploits héroïques, les actions prodigieuses des ancêtres

Résumant en une suite de tableaux les siècles successifs ou les péripéties des différents règnes, ou détachant de l'histoire nationale des épisodes particuliers, les poètes de l'Empire et de la Restauration épandirent une lumière brillante sur ces ascendants et sur leur époque ténébreuse.

Ainsi Lemercier composa, en 1803, *les Âges français*, poème cyclique en 15 chants. Tout en négligeant une multitude de faits historiques d'une importance indéniable, l'auteur retrace dans un abrégé alerte l'histoire des différents siècles de la nation française. Tour à tour il évoque à l'esprit du lecteur la fondation du royaume, l'état d'anarchie et de superstition des premiers siècles, les rois fainéants et les maires du Palais, Pépin, Charlemagne, l'affermissement de la puissance ecclésiastique, l'avènement d'Hugues Capet, le développement et les abus de la féodalité, les croisades, la culture des sciences sous Philippe-Auguste et saint Louis, la guerre avec l'Angleterre, les exploits de Jeanne d'Arc, la Ligue, la gloire suprême de la monarchie française sous Louis XIV, et, enfin l'ère de la liberté philosophique sous Louis XV et Louis XVI.

Après cet exposé poétique de l'histoire française tout entière, le même auteur en détacha une partie, destinée à glorifier le règne de la première race. *La Mérovéide*, poème en 14 chants, fut publié en 1818.

La même année 1818 nous donne, à côté de *la Mérovéide*, sa suite logique, une *Caroléide*. C'est d'Arlin-

court (1), qui la publia, après avoir consacré, en 1810, à son héros une petite pièce allégorique intitulée : *Une matinée de Charlemagne*. Dans la *Caroléide*, grand poème épique en 80 chants, d'Arincourt peint le caractère de Charlemagne, montre les conquêtes et les institutions civilisatrices de l'empereur, ses titres de gloire, sa vie, ses aventures.

L'auteur, en prévenant le lecteur que son poème a été composé dans les camps, dès 1806, ne cache pas son intention bien arrêtée, de glorifier, sous le masque de Charlemagne, son maître d'alors. Si l'on se rappelle, que Napoléon se considéra volontiers comme successeur du rénovateur de l'Empire de l'Occident, et qu'il n'était pas fâché qu'on le comparât à Charlemagne, on comprend pourquoi d'autres poètes, littérateurs et écrivains, se sont exercés sur le même thème. Mais il faut considérer pour leur honneur, que l'impression profonde qu'avait laissée la grande figure historique, justifiait amplement le choix de ce sujet éminemment national.

Ainsi Théveneau (2) chanta la gloire du vainqueur de Vitekind dans un choix de poésies diverses qu'il publia en 1804 ; il y donna le plan du poème de *Charlemagne*, suivi du premier chant en vers, en attendant qu'il pût publier le poème entier dans son *Recueil de poésies* de 1816.

Millevoye (3), lauréat académique à plusieurs reprises, publia dans ses œuvres (1814-1816), son *Charlemagne à Pavie*, poème en 6 chants, qui retrace les aventures chevaleresques et amoureuses de Charlemagne lors de son séjour en Lombardie.

Le Charlemagne ou l'Église délivrée du prince Lucien (4), parut en 1815. Le poème, en 24 chants, est

1. Arincourt (Victor, vicomte d'), poète et romancier, 1789-1856.

2. Théveneau (Charles-Simon), poète, 1759-1821.

3. Millevoye (Charles-Hubert), 1782-1816.

4. Bonaparte (Lucien), prince de Canino, 1775-1840.

dédié au Pape, et cherche à montrer comment l'Église fut affranchie par la délivrance du pape Léon VIII.

Si de nombreux poètes se sentirent attirés par la figure imposante de Charlemagne et par les événements mémorables de son règne, d'autres prirent pour sujet de leurs poèmes des dynasties plus récentes.

Nous ne citons que *la Philippide* de Viennet (1) (1828), et *l'Orléanide* de Lebrun des Charmettes (2) (1819), « poème national en 28 chants », qui eut une deuxième édition, quelque peu modifiée, en 1821.

La Philippide, poème héroï-comique en 26 chants, est un travail immense, qui a demandé vingt-cinq ans à son auteur, et remonte par conséquent à 1803. Il peint la lutte de la France avec l'Angleterre sous Philippe Auguste, les démêlés de ce prince par suite de l'interdit lancé contre lui, la croisade des Albigeois, les guerres civiles qui forcèrent le roi Jean à concéder la grande charte, et enfin la bataille de Bouvines.

Travail bien curieux aussi *la Panhypocrisiade* ou *Spectacle infernal du xvi^e siècle*, où Lemer cier sacrifia une fois de plus au goût de l'épopée. Cet ouvrage en 16 chants, qui tient de l'épopée, de la comédie et de la satire, fut publié en 1819. L'auteur y démasque les grands hommes hypocrites du xvi^e siècle, notamment François I^{er} et Charles-Quint, qui sont les deux principaux héros de la pièce.

Les poèmes cités ci-dessus pour souligner le goût de l'époque par leurs sujets puisés dans l'histoire nationale, dépeignent chacun l'ensemble d'une période déterminée. Analysons maintenant quelques poésies « nationales », d'une autre catégorie, où chaque œuvre est consacrée à un seul événement historique bien circonscrit, célébrant des exploits guerriers, si goûtés au début du siècle.

1. Viennet (Jean-Pons-Guillaume), poète, auteur dramatique 1777-1868.

2. Lebrun des Charmettes (Philippe-Alexandre), historien et poète, 1785-1850 (?).

Voici *Charles Martel*, ou *la France délivrée*, que Tardieu de Saint-Marcel, poète obscur dont on ne trouve plus trace aujourd'hui, publia vers 1800. Le rapport de la Classe de la Langue, à l'occasion des Prix décennaux, dit que « l'auteur a choisi l'un des événements militaires les plus fameux dans nos annales ; la victoire que Charles Martel remporta dans les plaines de Tours sur les Sarrasins commandés par Abderame. Le sujet est éminemment national. Le héros sauva les Français et leur religion du joug des musulmans ; les deux peuples combattaient pour le trône et l'autel (1). »

Le Rapport est du même avis au sujet d'un poème en 10 chants de Dorion (2), *la Bataille d'Hastings* (1806) « Il faut louer l'auteur, dit-il, d'avoir choisi pour sujet de son poème un seul événement militaire, cette célèbre victoire qui soumit l'Angleterre à Guillaume le Conquérant. Sous ce rapport, son poème a quelque chose de national (3). »

Ce jugement offre un certain intérêt par l'allusion visible au projet de Napoléon de renouveler l'exploit de l'an 1066. D'ailleurs, Dorion dit lui-même : « Ce poème était presque fini, lorsqu'on ne songeait pas encore à l'expédition d'Angleterre. Une époque si fameuse de la gloire française ne devait pas manquer d'être célébrée. Je dois me féliciter d'avoir devancé l'opinion en peignant, au *x^e* siècle, la rivalité de deux peuples qui se trouvent aujourd'hui dans la même situation, avec les différences qu'ont apportées dans leurs systèmes respectifs la découverte du Nouveau-Monde et les progrès de la civilisation... J'ai rassemblé tout l'intérêt admiratif sur les vainqueurs et tout l'intérêt pathétique sur les vaincus. L'honneur français, la valeur chevaleresque qui font le caractère de notre nation, tous les grands souvenirs qui se rattachent aux choses et aux personnes, se sont reproduits à chaque instant dans mes tableaux. »

1. Institut de France, *Rapport de la Classe de la Langue*..., p. 60.

2. Dorion (Claude-Auguste), poète, 1770-1829.

3. Institut de France, *Rapport de la Classe de la Langue*..., p. 61.

Les Helvétiques de Masson (1), épopée en 8 chants, signalée à l'Institut dès le début de l'année 1800, eut également l'honneur d'être mentionnée par le Rapport de la Classe de la Langue et des Littératures. Le sujet est l'entreprise de Charles le Téméraire contre la Suisse et offre donc un certain intérêt au point de vue de l'histoire nationale. Il en est de même du poème héroï-comique de *la Napiade ou la Conquête de Naples par Charles VIII*, ouvrage considérable en 40 chants, que Gudin (2) publia en 1801 : « L'importance de l'entreprise, les premiers exploits du chevalier Bayard, le nom de Bourbon, comte de Vendôme, une époque imposante où déjà l'Italie atteignait la hauteur des arts (3) », tout cela est matière à épopée.

Il y a un grand nombre de poèmes épiques qui s'inspirent de données semblables. Tous ont pour sujet, comme ceux que nous venons de citer, une bataille célèbre, un événement politique, un fait historique. Cette mise en valeur du passé national, cette glorification poétique des institutions ancestrales, eut une influence sur l'idée de la conservation de tous les témoins d'un passé que l'on commençait à estimer et à chérir. Il se dessina, dans l'opinion publique, un mouvement en faveur des monuments qui jouaient un rôle dans les récits chevaleresques et héroïques que l'on lisait tous les jours. L'estime que l'on accordait aux héros s'étendit bientôt aux monuments eux-mêmes. Témoins historiques d'un passé que l'on est maintenant unanime à admirer, ces monuments ont droit à la considération sentimentale du public. Les mêmes conclusions, avec plus de netteté cependant, et tendant vers une appréciation esthétique, se dégagent du théâtre où, comme on le verra, les pièces à sujet national sont de plus en plus goûtées.

1. Masson (Charles-François-Philibert), poète, 1762 (?) - 1807.

2. Gudin de la Brenellerie (Paul-Philippe), poète, 1738-1812.

3. Chénier, *Tableau hist.*, p. 266.

LE THÉÂTRE

La prédilection pour les sujets empruntés à l'histoire nationale, et la volonté de doter la scène française d'un théâtre national s'affermirent, surtout au début du xix^e siècle. Le mouvement continua, si bien que, vers 1830, la cause était gagnée. Les Romantiques n'avaient plus qu'à appliquer les résultats acquis, en introduisant certains changements de forme, dont l'abolition des trois unités et l'introduction d'un langage plus libre, plus naturel, ne sont pas les moins saillants.

Déjà en 1804, un article du *Mercury* parlait clairement en faveur de l'histoire nationale.

« Est-ce qu'on n'a point vu chez nous, s'écrie-t-il, comme chez les Grecs, des familles royales dévouées aux Furies, offrir aux contemporains muets de terreur des morts suspectes et des successions ensanglantées ? Que manque-t-il donc à nos héros tragiques ? Les noms de Frédégonde, de Clotaire, de Mérovée, de Clovis et de Clodomir ne sont-ils pas aussi beaux que ceux d'Étéocle, de Polynice, d'Atrée et de Thyeste ? Les règnes de Chilpéric et de Brunehaut ne valent-ils pas ceux d'Agamemnon et de Clytemnestre ? »

Les mêmes idées, Raynouard, après les avoir en partie réalisées dans ses *Templiers*, les exprima avec force dans son discours de réception (24 novembre 1807), où il traita de l'influence de la tragédie sur l'esprit patriotique de la Nation. Et quand le jury des Prix décennaux eut à se prononcer sur les tragédies dignes de récompense, il donna non seulement la palme aux *Templiers*, c'est-à-dire à une pièce nationale, mais encore il inséra dans son Rapport des réflexions d'ordre général, qui méritent d'être retenues comme un signe du temps (1808), et peut-être plus encore comme une opinion pour ainsi dire officielle.

« En cherchant à se pénétrer de l'esprit qui a déterminé l'institution des prix décennaux, dit le rapport, le jury a cru que leur fondateur, en offrant de si puissants encouragements aux talents littéraires, avait eu en vue, non seulement de faire naître et de récompenser de bons ouvrages, mais plus particulièrement encore d'exciter les écrivains à se frayer de nouvelles voies dans les différentes carrières qu'il leur a ouvertes ; et si l'on applique cette vue au genre tragique, on ne saurait trop exhorter les auteurs à s'écarter des routes battues, à abandonner des sujets épuisés par les grands maîtres, à chercher dans d'autres histoires que celle des Grecs et des Romains, des caractères, des passions, des mœurs dont la peinture, plus conforme à notre manière de voir et de sentir, pût remplacer par un intérêt nouveau, celui qu'une longue admiration et, pour ainsi dire, une espèce de superstition ont attaché aux noms et aux faits mémorables de l'antiquité (1). »

L'épuisement et la stérilité des sujets grecs et latins, en opposition avec la fécondité, l'intérêt littéraire et moral des sujets nationaux, furent une seconde fois démontrés par Raynouard dans la préface qu'il annexa aux *États de Blois* (1810). « Le genre d'intérêt qu'inspirent les sujets dramatiques choisis dans l'histoire ancienne est presque épuisé... reproduisons sur la scène les grands événements et les fameuses catastrophes que l'histoire moderne, et surtout nos propres annales, offrent à la méditation poétique » telles sont ses propres expressions. Le vœu qu'il formule fut repris, quelques années plus tard, par Lemercier, qui, dans la préface de son *Charles VI* (1814), expose nettement le projet de donner à la France un théâtre national.

Le courant d'idées que nous venons d'esquisser se généralisa ; en 1820 il était du domaine public. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la liste, déjà longue, des

1. Institut de France, *Rapport de la Classe de la Langue...*, rapport du jury, p. 10.

pièces qui puisaient dans l'histoire nationale. « L'homme qui aime son pays, dit Chasles à cette date, ne peut voir sans une vive satisfaction la tendance nationale que notre théâtre semble adopter depuis quelque temps (1). » La liste ne fit que s'allonger dans les années suivantes.

Avant que Victor Hugo ait pu écrire dans la préface de *Cromwell*, « on commence à comprendre de nos jours que la localité exacte est un des premiers éléments de la réalité », et avant *le Henri III* de Dumas il y eut des œuvres qui cherchèrent à retrouver la « couleur locale » du passé.

On s'essaya dans cette voie dès le XVIII^e siècle. D'abord on changea les personnages ; on substitua aux figures idéales de l'art tragique des XVII^e et XVIII^e siècles des hommes d'une existence individuelle, des Français. Ces personnages historiques bientôt on les plaça dans le cadre qui leur convenait historiquement. La différence des milieux, de la race, du siècle, les mœurs, le langage, le costume, les manifestations de la vie publique et privée, se dessinèrent avec une netteté toujours croissante. La couleur locale s'empara du théâtre, le décor devint conforme à l'époque, les monuments historiques se reflétèrent sur la scène.

C'est surtout le dernier point qui est intéressant pour notre étude. Du moment où l'auteur dramatique se proposait de représenter des scènes et des caractères pris dans l'histoire de France, il fallait songer à donner aux événements ressuscités un cadre convenable, c'est-à-dire national. Aux temples grecs et aux ruines romaines il fallait substituer des monuments « gothiques », c'est-à-dire français. C'était là une belle occasion de montrer des églises du moyen âge, des châteaux forts, des maisons bourgeoises ; de mettre sous les yeux du public des salons, du mobilier, des costumes du temps.

1. *Revue encycl.*, 1820, t. V, p. 521.

A la fin de la Révolution, la machinerie théâtrale prend un certain essor. Les dispositions techniques permettant de vivifier la scène, se multiplient, et l'on obtenait les premiers succès dans le décor et dans l'habillement des acteurs. Toutefois, il faut remarquer que les résultats, en conformité d'ailleurs avec le sujet des pièces, portaient plus particulièrement sur le décor à l'antique, qui profitait des recherches archéologiques des David et des Prud'hon.

La mise en scène des pièces à sujet national réussissait d'abord moins bien. L'archéologie nationale n'était pas, sous l'Empire, suffisamment cultivée par les directeurs et les décorateurs, qui ne redoutaient pas les anachronismes les plus criards et les formes « gothiques » les plus bâtarde. Ceci se comprend ; les études archéologiques n'étaient alors que dans leurs débuts et ne pouvaient avoir une influence marquée sur le théâtre. Mais avec la multiplication des pièces à sujet national, les monuments nationaux, connus ou ignorés du public, authentiques ou imaginés, moyenâgeux ou modernes, apparaissaient de plus en plus souvent sur la scène. Le grand public est enclin à les admirer, tout comme les héros, ses aïeux.

Ce fut surtout durant les années qui précédèrent plus immédiatement la Révolution de Juillet que le théâtre, sous l'influence vigoureuse de l'École romantique, transforma, d'une façon avantageuse, ses moyens d'expression. Les pièces sont représentées avec un décor qui s'y rapporte de telle façon, exacte et réelle, qu'il devient, pour ainsi dire, indispensable à leur intelligence.

Déjà Bonnet de Treiches, que le gouvernement consulaire avait appelé à la direction de l'Opéra, exerça une influence salubre sur le décor. L'architecte Duponchel qui l'avait souvent secondé et qui devint, en 1827, son successeur, continua dans cette voie. Il avait, comme collègues, le baron Taylor, directeur du Théâtre-Français, et Harel, successivement directeur de l'Odéon et de la Porte-Saint-Martin. Ce sont là des metteurs en scène

intelligents et actifs qui sont secondés par Delacroix, Delaroche, Déveria, Johannot, Nanteuil et Raffet, peintres de maquettes et dessinateurs de costumes, aptes à interpréter les intentions historiques des auteurs. Ciceri, à l'Opéra, affermit définitivement les tendances archéologiques sur la scène. Les décors de *Robert le Diable*, qu'il exécuta sous Duponchel, montrent, au troisième acte, une reproduction exacte et fidèle du cloître de Saint-Trophime d'Arles. La cause des monuments français au théâtre était gagnée.*

Si l'on passe en revue les pièces historiques des trente premières années du XIX^e siècle, on peut constater que les auteurs dramatiques demandaient leurs sujets à tous les siècles de l'histoire française de l'époque gauloise jusqu'à la Révolution. Il n'entre pas dans nos intentions d'analyser toutes ces pièces, dont beaucoup sont d'une médiocre valeur (1) et dont d'autres, à sujet trop rapproché du commencement du XIX^e siècle, manquent d'intérêt réellement historique. Toutefois nous en indiquerons quelques-unes dont le sujet est tiré de l'histoire du moyen âge ou des temps modernes, en ayant soin de suivre l'ordre chronologique des sujets. Cette disposition a l'avantage de mieux montrer la suite ininterrompue des siècles qui défilaient sur la scène française.

Pour commencer par l'époque mérovingienne, on peut citer *le Clovis* de Lemercier et celui de Viennet, deux tragédies, dont l'une, celle de Viennet, fut jouée au Théâtre-Français, le 19 octobre 1820. L'œuvre de Lemercier fut commentée lors de son impression, en 1820, par Chasles dans *la Revue encyclopédique*, qui la trouve « soutenue par l'intérêt du sujet, l'énergie de la pensée.

1. Pixérécourt, pendant l'Empire et au commencement de la Restauration, donne plusieurs pièces à sujets historiques, mais la forme de son théâtre ne diffère guère de celle des pièces classiques et la mise en scène est insignifiante.

et la force d'une conception hardie autant que philosophique » (1). Le meurtre de Sigebert, roi de Cologne, meurtre par lequel Clovis I^{er} s'assura l'hégémonie sur les États francs, qui a fourni la donnée historique de la pièce. « C'est un siècle barbare, équivoque, placé entre le christianisme qui commence à régner, et le paganisme qui s'éteint; c'est la vassalité et la tyrannie, à la fois ligüées, unies, et se combattant sans cesse, c'est la Gaule occupée par des brigands nobles et des guerriers esclaves, que Lemer cier a voulu peindre (2). » Le fait particulier que l'auteur prend pour centre de ce vaste tableau se passe à Cologne. La scène représente le palais du roi Sigebert, dont l'entrée monumentale décore l'un des côtés du théâtre.

Les temps mérovingiens, à côté du fondateur de la monarchie franque, fournissent encore un sujet intéressant avec la reine Brunehaut; elle a inspiré deux auteurs, Aignan d'abord, Lemer cier par la suite.

C'est en 1810, le 24 février, que Aignan (3) donna sa tragédie *Brunehaut* ou *les Successeurs de Clovis*, au Théâtre-Français. L'auteur y montre, non seulement les agissements coupables d'une reine féroce, mais encore il peint les mœurs de l'époque et l'état de la civilisation par des exposés sur l'histoire de la France.

C'est à Auxerre, dans le palais de Thierry II, roi d'Orléans et de Bourgogne, petit-fils de Brunehaut, que se passe la scène de la pièce d'Aignan.

Lemer cier, dans *Frédégonde et Brunehaut*, s'attaque à un autre épisode : il veut montrer « le spectacle de deux reines qu'enflammaient des haines mutuelles et farouches ». La pièce, jouée le 27 mars 1821 à l'Odéon, nous transporte à Rouen, capitale de la Neustrie. Le décor a dû être particulièrement suggestif, car l'auteur veut que le théâtre représente l'intérieur du monastère

1. *Revue encycl.*, 1820, t. V, p. 521.

2. *Ibid.*, p. 531.

3. Aignan (Étienne), auteur dramatique, 1773-1824.

consacré à saint Martin, duquel on aurait une vue sur la cathédrale : « Sous les arcs prolongés d'un péristyle sont pratiquées des entrées latérales à l'opposite l'une de l'autre ; et le fond du théâtre présente le portail de la cathédrale qui laisse voir, en s'ouvrant, la nef et le chœur de l'église éclairés par une lampe ».

Il y a là des détails précis qui dénotent, à cette date de 1821, l'impression profonde qu'exercent sur les imaginations les vieux sanctuaires nationaux.

L'époque carolingienne au théâtre est surtout représentée par son héros national. Nous ne citons que *le Charlemagne* de Lemercier, tragédie composée de 1804 à 1810 et jouée, au Théâtre-Français, le 27 juin 1816. Elle a pour dessein de montrer « la majesté d'un monarque législateur et guerrier ». L'auteur met sous les yeux du spectateur une conspiration contre l'empereur : Charlemagne, dans son château d'Héristal, découvre par son fils naturel la trahison d'Astrade, frère de Régine, une des femmes de l'Empereur.

Le fils de Charlemagne fournit le sujet d'une tragédie à Draparnaud (1), qui fit représenter, en 1822, *Louis le Débonnaire ou le Fanatisme au ix^e siècle*.

En poursuivant cette marche à travers les siècles qui, dans toute une série d'œuvres plus ou moins heureuses, se présentaient sur la scène, et en quittant les temps ténébreux d'avant l'an 1000, on arrive bientôt à des épisodes historiques plus précis.

Le drame *Guillaume le Conquérant* d'Alexandre Duval (2) date de l'époque (1803), où Napoléon se préparait à foncer sur l'Angleterre ; le thème présente donc à la fois cet intérêt historique et contemporain, si souvent recherché par les auteurs (3).

1. Draparnaud (Victor-Marc-Xavier), poète lyrique et auteur dramatique, 1773-1833.

2. Duval (Alexandre-Vincent-Pineux), soldat, ingénieur, comédien, 1767 (?) - 1842.

3. On a vu qu'un poème épique de Dorion, *la Bataille d'Hastings*,

Il n'est pas étonnant que les croisades aient inspiré les mêmes auteurs, que le cliquetis des armes, la foi ardente, les visions exotiques aient fourni des images étincelantes sur la scène. Aussi voit-on se succéder plusieurs pièces dont le sujet avait été pris dans cette inépuisable galerie de la gloire nationale.

Baudouin empereur, composé par Lemercier en 1808 et représenté à l'Odéon en 1826, montre un des principaux épisodes de la quatrième croisade : la fondation de l'Empire latin et l'élection de l'empereur de Constantinople. L'expédition de saint Louis contre le sultan d'Égypte fait l'objet de deux tragédies : *Louis IX*, par Ancelot (1) (1819), et *Louis IX en Égypte*, par Lemercier (1821). Dans l'une et l'autre, c'est le fanatisme religieux d'un musulman qui s'oppose à la confiance chrétienne du pieux roi des Français.

Le XIII^e siècle, si fertile en sujets héroïques ou pathétiques, en exploits lointains, fournit encore *les Vêpres siciliennes* à Delavigne (1819). L'auteur, malgré la tendance presque antipatriotique de la pièce, réussit devant le public.

Aucune pièce ne remporta, pendant l'époque qui nous occupe, autant de succès que *les Templiers*. Cette tragédie, que Raynouard présenta au public, le 14 mai 1805, n'était pas indigne de ce succès. Le sujet, vraiment tragique, puisé dans l'histoire de France, se rapporte à la condamnation et à l'exécution de l'ordre du Temple, que Philippe IV le Bel prescrivit en 1308. Le rapport du jury des Prix décennaux trouve cette pièce supérieure aux autres surtout par la manière dont l'auteur « a conçu et traité ce sujet, et par le genre d'intérêt

s'inspirait du même sujet, et que son auteur se félicitait des heureuses coïncidences politiques. Duval avait sans doute les mêmes intentions, mais sa pièce ne put pas, et fut interdite avant la seconde représentation.

1. Ancelot (Jacques), auteur dramatique, 1794-1854.

aussi nouveau que tragique qu'il a su y répandre » (1). L'action se passe dans le palais du Temple, près Paris ; la scène représente une grande salle où l'on voit « des trophées d'armes, les tableaux des batailles des chevaliers, et les statues des huit grand-maitres ».

D'autres pièces encore étaient empruntées à l'histoire nationale. En les citant par ordre chronologique de sujets, on trouve un *Charles de Navarre*, par Briffaut (2), joué, en 1820, à l'Odéon avec un succès relatif, et *la Démence de Charles VI* par Lemer cier. Cette dernière pièce, composée en 1806, imprimée en 1814, fut interdite par décision du conseil des ministres, au moment où elle allait être jouée à l'Odéon, le 25 septembre 1820. Ce ne fut qu'en 1826 que la censure permit à Delavigne de représenter le même sujet.

Dans *Charles VI*, le Dauphin et le duc de Bourgogne ont des vellétés d'indépendance vis-à-vis des Anglais. Ce désir de se soustraire à leur joug fournit le thème de *Jean-sans peur* de Liadières (3), représenté, le 15 septembre 1821, au second Théâtre-Français. La scène se passe, en 1407, à l'hôtel Saint-Paul.

La lutte contre les Anglais inspira de même d'Avrigny (4), qui fit représenter, le 4 mai 1819, au Théâtre-Français, sa *Jeanne d'Arc à Rouen*. Là encore il y avait matière à satisfaire la curiosité du public pour les restes monumentaux du moyen âge français. D'Avrigny place sa tragédie dans le palais des ducs de Normandie, « le théâtre représente une galerie du château de Rouen ».

Alexandre Soumet (5), qui emprunta son héroïne à la pièce de Schiller et qui fit représenter sa *Jeanne d'Arc*,

1. La pièce fut proposée pour le « Grand Prix de première classe à l'auteur de la meilleure tragédie ».

2. Briffaut (Charles), auteur dramatique, 1781-1857.

3. Liadière (Pierre-Chaumont), officier du génie, auteur dramatique, 1793-1858.

4. Lœuillard d'Avrigny (Charles-Joseph), auteur dramatique, 1760-1823.

5. Soumet (Alexandre), poète et auteur dramatique, 1786-1845.

le 14 mars 1825, à l'Odéon, donne plus de détails sur le décor appelé à constituer le milieu historique de l'action. Ainsi, on voit au premier acte la prison de Jeanne d'Arc, « éclairée par une lampe de fer » et présentant comme couchette « un banc de pierre ». Dans les trois actes suivants c'est le portique du palais de justice qui forme le décor; un tribunal s'élève à la gauche des spectateurs. Quant au cinquième acte, il est le plus expressif : une place publique montre les maisons et les monuments de la ville de Rouen du temps de Charles VII ; un bûcher appuyé sur des faisceaux d'armes s'élève dans le fond, et on aperçoit, « entre deux édifices, la tour où est renfermée Jeanne d'Arc ».

Après cette courte revue des pièces de théâtre, empruntant leurs sujets à l'histoire du moyen âge, nous en mentionnerons quelques-unes qui représentent des épisodes des temps modernes.

C'est Dumas (1) qui inaugure cette ère par son *Henri III et sa cour*, qui fut représenté, sur la scène du Théâtre-Français, le 11 février 1829. La pièce est nationale par le choix du sujet et moderne par les germes nouveaux et féconds qu'elle renferme. C'est un drame en cinq actes et en prose qui place les démêlés de Saint-Mégrin et de la duchesse de Guise dans un cadre historique, dans lequel les détails de couleur locale abondent plus que d'habitude; et dans lequel les caractères (Henri III, Catherine, duc de Guise), sont en conformité rigoureuse avec la légende. La scène représente les salons du Louvre, en l'année 1578.

Le temps de Henri III a fourni encore le sujet d'une tragédie à Raynouard dans *les États de Blois* (2). Dans ces scènes de la Ligue qui se passent, en 1588, dans la

1. Dumas (Alexandre), romancier et auteur dramatique, 1803-1870.

2. Composée en 1804, représentée le 22 juin 1810 sur le théâtre du château de Saint-Cloud, la tragédie n'ayant pas été goûtée par Napoléon, ne fut représentée au Théâtre-Français que le 31 mai 1814.

grande galerie du château de Blois, l'auteur a réuni, avec un soin remarquable, tout ce que ses profondes études d'histoire française lui avaient appris relativement à l'assassinat du duc de Guise.

La fin tragique de Henri IV avait inspiré Legouvé (1) pour la conception de sa tragédie *la Mort de Henri IV*, qui fut jouée, le 25 juin 1806, au Théâtre-Français. La scène se passe au Louvre. Il en est de même du *Richelieu* de Lemercier, composé en 1804, publié en 1828. Cette comédie historique, qui expose la disgrâce du cardinal et son triomphe inattendu sur un prince faible, nous montre, dans le premier acte, une rue voisine du couvent du Val-de-Grâce ; les deuxième, troisième et cinquième actes ont pour décor des salles du Louvre, le quatrième montre un salon du Luxembourg.

Intéressants à noter sont aussi deux essais de faire revivre sur la scène une grande dame dans son entourage historique. Soumet donna, en 1828, une *Élisabeth de France*. L'auteur, qui a imité le *Don Carlos* de Schiller, n'est malheureusement pas arrivé à donner une pièce dont la valeur s'impose à la postérité. Plus heureux fut Bouilly (2) avec *Madame de Sévigné*, comédie en trois actes, représentée au Théâtre-Français, le 6 juin 1805. La scène se passe dans le château abbatial de Livri, au milieu de la forêt de Bondi, entre Paris et Meaux ; le théâtre représente, pendant toute la pièce, « un salon riche et gothique ».

Nous nous arrêtons là dans le choix des pièces qui prouvent combien l'histoire nationale devenait familière à la scène française. Ce que nous voudrions surtout faire sentir par cette courte analyse, c'est l'influence

1. Legouvé (Gabriel-Marie-Jean-Baptiste), poète et auteur dramatique, 1764-1812.

2. Bouilly (Jean-Nicolas), auteur dramatique, 1761-1842.

très directe qu'a pu avoir le théâtre du début du *xix^e* siècle sur l'idée de la conservation des monuments historiques. Nous n'exagérons pas en disant que la scène, plus encore que la poésie dont l'influence cependant fut grande, aida surtout à la vulgarisation de l'histoire et à la popularisation des monuments de cette histoire.

Il est en effet facile de comprendre que le spectateur, ému par les péripéties de ses héros, considéra d'un œil bienveillant les murs entre lesquels ils s'agitaient, et partant, il est à présumer que le sentiment archéologique, éveillé par le décor de théâtre, trouva son renforcement dans l'étude et dans la protection des monuments, témoins réels et dignes du passé national.

Les deux genres littéraires dont nous avons parlé jusqu'ici, la poésie et le théâtre sont essentiellement populaires; ils ont un complément spécial, plutôt scientifique, en l'histoire proprement dite. Nous allons montrer dans ce qui suit, comment ce genre, nouveau, on peut le dire, a fortifié ce sentiment général qui portait vers l'étude du passé français.

L'HISTOIRE

Nous avons montré, comment, dans la poésie et au théâtre, s'exprima le souci de mieux connaître, d'étudier et de glorifier le passé national.

Ce mouvement des esprits qui pousse vers les études historiques, se généralise et s'approfondit à la fois. Bientôt les écrivains et érudits analyseront les monuments de l'histoire nationale avec une rigueur toute scientifique et parviendront ainsi à une compréhension plus nette du passé. L'histoire se dégage comme genre littéraire.

C'est surtout l'épanouissement de l'école romantique qui provoqua, dans le premier tiers du *xix^e* siècle, cette

belle lignée d'historiens français, qui s'appliquaient avec tant de zèle et de désintéressement à la résurrection intégrale du passé national.

Mais avant d'entrer dans des considérations plus détaillées sur les œuvres historiques proprement dites, il faut dire un mot d'un genre littéraire qui tient le milieu entre les libres épanchements de la fantaisie et les élaborations rigoureuses de la pensée critique : le roman historique.

Que le roman historique ait contribué le plus à vulgariser le sentiment de l'histoire, que ce sentiment ait inspiré une multitude d'ouvrages dont quelques-uns d'une nouveauté si originale et si forte qu'ils marquent des étapes dans la littérature française, c'est là une vérité trop connue, pour qu'il soit nécessaire, au moins ici, d'en reprendre la démonstration. Tous les historiens du *xix^e* siècle le reconnaissent et quelques-uns même, dans leur récit, ne diffèrent pas sensiblement de la forme du roman historique.

Il semble, qu'avant que les historiens de l'École romantique fussent capables d'étudier et de juger le passé national d'une façon désintéressée, sans parti pris et sans recherche d'effets purement littéraires, il fallait que les poètes et les romanciers de l'Empire eussent levé le voile qui couvrait les ténèbres du passé. Il était nécessaire que leur fantaisie et leur sensibilité, en se contentant d'un cadre d'événements à peu près véridique, et en le peuplant de personnages historiques, eussent ravivé les couleurs effacées des siècles lointains.

Bien entendu, il ne faut chercher dans les romans historiques « ni des caractères exactement tracés, ni la justesse du ton, ni la vérité délicate et discrète des nuances. Ils ne nous donnent que bien rarement le tableau fidèle du temps et des milieux, presque toujours travestis, soit par légèreté, soit par ignorance, et faussés par la recherche de l'effet » (1).

1. Pellissier, *le Mouvement littéraire au *xix^e* siècle*, p. 235.

Mais, s'il est vrai que les romanciers « style Empire » ne se sont pas scrupuleusement conformés à l'histoire, il faut reconnaître que ces écrivains, aujourd'hui tombés dans l'oubli parce qu'ils n'avaient pas le génie nécessaire à la création d'œuvres durables, ont excité la curiosité et répandu le goût pour le passé national. En mettant l'histoire nationale en honneur, ils ont non seulement préparé les travaux et la gloire des historiens proprement dits, mais encore et surtout ils ont généralisé l'intérêt pour les monuments français.

Dès le début du siècle, des écrivains de mérite inégal composèrent une telle multitude de romans historiques, que leur seule énumération dépasserait les limites de cette étude. Nous nous bornons à constater que c'est à cette vogue qu'il faut attribuer, autant qu'au théâtre et à la poésie, la fortune rapide qu'eut ensuite l'histoire auprès du public. Et, disons-le encore une fois, il est intéressant à noter que ces romanciers s'appliquaient presque uniquement à puiser leurs sujets dans l'histoire nationale, en laissant délibérément de côté l'antiquité.

C'est là le mérite essentiel de cette production touffue des écrivains de l'Empire ; le nombre de leurs œuvres agit sur les masses, et le choix de leurs sujets favorise l'avènement de l'histoire française.

Chateaubriand (1), dès le début du siècle, indiqua nettement de nouvelles voies. Dans *le Génie* (1802) et dans *les Martyrs* (1809), il s'appliquait, mieux que tout autre, à étudier le cadre, le décor et les données historiques de l'époque qu'il voulait décrire. C'est lui le véritable introducteur de la couleur locale dans la littérature française, et c'est un des premiers qui mirent les souvenirs de l'ancienne France au-dessus de l'histoire romaine, si chère à son temps.

« Rempli de souvenirs de nos antiques mœurs, de la gloire et des monuments de nos rois, *le Génie du Christianisme* respirait l'ancienne monarchie tout entière :

1. Chateaubriand (François-René, vicomte de), 1768-1848.

l'héritier légitime était pour ainsi dire caché au fond du sanctuaire dont je soulevais le voile, et la couronne de saint Louis suspendue au-dessus de l'autel du Dieu de saint Louis. Les Français apprirent à porter avec regret leur regard sur le passé : les voies de l'avenir furent préparées, et des espérances presque éteintes se ranimèrent (1). »

C'est par ces paroles légitimistes que Chateaubriand désignait lui-même les tendances archéologiques, si l'on peut dire ainsi, de l'ouvrage qui fut le premier titre de sa gloire. Cette œuvre étonne, en effet, par la richesse des tableaux différents qu'elle fait défiler devant les yeux du lecteur, et qui tous sont en rapport avec les institutions et les monuments du moyen âge. Chateaubriand voulait prouver que « de toutes les religions qui ont jamais existé, la religion chrétienne est la plus poétique, la plus humaine, la plus favorable à la liberté, aux arts et aux lettres ; que le monde moderne lui doit tout... depuis les hospices pour les malheureux jusqu'aux temples bâtis par Michel-Ange et décorés par Raphaël... qu'elle favorise le génie, épure le goût, développe les passions vertueuses, donne de la vigueur à la pensée, offre des formes nobles à l'écrivain et des moules parfaits à l'artiste ».

Ces relations entre le christianisme et les Beaux-arts, Chateaubriand les analyse dans la troisième partie du *Génie*, où il traite de l'art chrétien ou pour mieux dire de l'art du moyen âge septentrional. Chateaubriand y étudie surtout les rapports entre la religion et l'architecture.

Les développements que Chateaubriand donne à ce sujet sont trop intéressants, surtout à cette date de 1802, et ont eu trop d'influence sur les défenseurs du moyen âge chrétien qui sont venus après lui, pour que nous ne donnions pas ici un court résumé de ses principales opinions.

1. Chateaubriand, *Génie*, préface de 1828.

Dans le livre I^{er}, chapitre VIII : *Des églises gothiques*, Chateaubriand insiste d'abord sur cette vérité, que « chaque chose doit être mise en son lieu », et que les monuments changés de place perdent leur principale beauté, c'est-à-dire « leurs rapports avec les institutions et les habitudes des peuples ». Il applique cette réflexion aux monuments du christianisme et il observe qu'un temple grec ne peut jamais convenir au « bon peuple de saint Louis ». Il faut à celui-ci ses cathédrales, ses basiliques « toutes moussues, toutes remplies des générations des décédés et des âmes de ses pères ». L'auteur arrive ainsi à parler de la vénérabilité des monuments sur lesquels une longue histoire du passé a laissé ses empreintes.

« On ne pouvait, dit-il, entrer dans une église gothique sans éprouver une sorte de frissonnement et un sentiment vague de la Divinité. On se trouvait tout à coup reporté à ces temps où les cénobites, après avoir médité dans les bois de leurs monastères; se venaient prosterner à l'autel et chanter les louanges du Seigneur dans le calme et le silence de la nuit. L'ancienne France semblait revivre : on croyait voir ces costumes singuliers, ce peuple si différent de ce qu'il est aujourd'hui ; on se rappelait et les révolutions de ce peuple, et ses travaux et ses arts. »

Chateaubriand explique ensuite la formation des styles, et particulièrement celle de l'ordre gothique, par l'imitation des arbres : « les hommes ont pris dans les forêts la première idée de l'architecture ». Pour lui, l'architecture est née dans les bois et une cathédrale est l'imitation de la forêt des Gaules.

Dans son livre V^e de la même partie, Chateaubriand parle d'« harmonies », particulièrement de celles qui s'établissent entre les ruines des monuments de l'architecture chrétienne et la nature qui les environne. Ce sont ces ruines qui fournissent « au cœur de majestueux souvenirs et aux arts des compositions touchantes », et

dont l'effet pittoresque est préférable au monument « frais et entier ».

Il est intéressant d'entrer dans le détail des considérations qui font que Chateaubriand préfère à toute autre ruine celle d'un monument chrétien des pays septentrionaux. Avant tout, leur aspect est plus doux, plus conciliant, à cause de la végétation intense qui s'y attache. « Dans les pays chauds, peu favorables aux herbes et aux mousses, elles sont privées de ces graminées qui décorent nos châteaux gothiques et nos vieilles tours », dit-il, et sous ce rapport les ruines des monuments chrétiens peuvent supporter le parallèle avec les ruines des monuments de Rome et de la Grèce. « Le gothique, étant tout composé de *vides*, se décore plus aisément d'herbes et de fleurs que les pleins des ordres grecs. Les filets redoublés des pilastres, les dômes découpés en feuillage ou creusés en forme de cueilloir, deviennent autant de corbeilles où les vents portent, avec la poussière, les semences des végétaux. La joubarbe se cramponne dans le ciment, les mousses emballent d'inégaux décombres dans leur bourre élastique, la ronce fait sortir ses cercles bruns de l'embrasure d'une fenêtre, et le lierre, se traînant le long des cloîtres septentrionaux, retombe en festons dans les arcades. » Une autre raison de la supériorité de l'aspect pittoresque des ruines gothiques tient, toujours d'après Chateaubriand, à ce que dans les ordres grecs et romains, la ligne horizontale, la ligne droite est prépondérante, et que les voûtes et les cintres confondent leurs contours avec les arcs du ciel ; de cette sorte, ils se perdent sur les nuages ou sur un paysage gris, tandis que dans l'ordre gothique, au contraire, « les pointes contrastent avec les arrondissements des cieux et les courbures de l'horizon ».

Chateaubriand cite comme les plus belles ruines gothiques que l'on connaisse, celles de l'Angleterre, au bord du lac de Cumberland, dans les montagnes d'Écosse. « Il n'est aucune ruine d'un effet plus pittoresque que ces débris : sous un ciel nébuleux, au milieu

des vents et des tempêtes, au bord de cette mer dont Ossian a chanté les orages, leur architecture gothique a quelque chose de grand et de sombre comme le Dieu de Sinaï, dont elle perpétue le souvenir. Le vent circule dans les ruines, et leurs innombrables jours deviennent autant de tuyaux d'où s'échappent des plaintes; l'orgue avait jadis moins de soupirs sous ces voûtes religieuses. »

Il résulte de ce qui précède que Chateaubriand appuyait avec insistance sur la supériorité de l'art chrétien, sur la grandeur de l'architecture gothique, sur la poésie du passé national. En fortifiant le goût pour le moyen âge, en énumérant les qualités multiples de l'architecture nationale, il a démontré le premier que cet art se suffisait à lui-même, qu'il était aussi estimable, aussi noble, que l'art gréco-romain. Il a montré et aux artistes et aux historiens que les monuments du passé français méritaient l'estime des uns et les études des autres.

Les mêmes tendances, quoique dans un ordre d'idées un peu différent, se font sentir dans *les Martyrs*. Dans ce poème en prose Chateaubriand fait revivre dans des scènes qui se passent à la fin du III^e siècle, à la fois la civilisation méridionale et septentrionale, les mœurs, les costumes, le langage des Grecs, des Romains, des Gaulois et des Francs.

Il n'entre pas dans notre plan, d'analyser les beautés littéraires des *Martyrs*, ni même d'étudier le pittoresque de ces tableaux d'une vivacité unique. Il nous suffit de constater ici, que cette description pittoresque, comme dans *le Génie*, s'applique pour une très large part à la civilisation des ancêtres de la France. L'intérêt que portait Chateaubriand aux âges héroïques de l'Europe septentrionale se manifeste surtout dans les livres sixième, septième, neuvième et dixième où il peint avec une maîtrise jamais dépassée l'état de ces civilisations primitives « Il n'est pas exagéré de dire que le génie de l'écrivain faisait sortir toute une époque des ténèbres épaisses du passé et l'amenait à la lumière dans toute la netteté et la vérité d'une scène

contemporaine et qu'il aurait pu voir de ses propres yeux. C'était la couleur locale avec tout ce qu'elle peut amener avec elle de plus précis pour l'esprit et de plus chatoyant pour l'imagination ; et du même coup Chateaubriand tissait, pour la première fois et définitivement, la toile de fond du roman historique, s'il est vrai, comme le veut une spirituelle définition, que le roman historique ne soit que l'art de faire mouvoir des personnages faux dans un décor à peu près exact (1).»

Après Chateaubriand, dont l'influence considérable sur la littérature française en général et sur les historiens en particulier n'a pas besoin d'être démontrée, il faudrait mentionner ici, au moins rapidement, l'influence de Walter Scott (2).

On attribue généralement à Walter Scott ce réveil en faveur des trésors des siècles oubliés. « Son cœur, dit Langhorne, s'éprit d'amour pour tout ce qui touchait aux chansons, ballades et contes, ainsi qu'aux bâtiments, sculptures, châteaux et églises de l'ancien temps. Pour lui l'histoire finissait avec Charles-Quint. Préoccupé des idées chevaleresques, il tâcha de faire revivre ces époques éloignées. Ayant acquis une ferme sur les bords pittoresques de la Tweed, il commença sa demeure d'Abbatsford et de Bruce, et pour lui donner une apparence d'ancienneté il acheta ou se fit offrir quantité de vieilles pierres taillées provenant des abbayes de Melrose et de Dryburgh et des châteaux, hôtels de ville et autres édifices de toutes parts. Il ramassait en même temps des poutres, des portes, des grilles et des gonds pour la construction de sa maison, qu'il orna intérieurement d'armures, de cottes de mailles, de casques, d'épées, de hallebardes, et de tout l'équipement des vieux « squires ». En quelques années, il réussit à former un musée habitable, dans lequel il écrivait ses romans, recevait ses nombreux amis de tous les pays et d'où se

1. Maignon, *le Roman hist.*, p. 66.

2. Scott (Walter), romancier anglais, 1771-1832.

propageait imperceptiblement un goût qui devint plus tard une mode (1). »

Si Chateaubriand avait enseigné la couleur locale, c'est-à-dire l'art de se transporter entièrement à l'époque du récit, d'en retracer les mœurs, les costumes, le langage, Walter Scott l'appliquait sans relâche dans ses romans historiques. C'est là qu'il fit briller le moyen âge de couleurs nouvelles et intenses. Il n'eut rien de plus charmant que de suivre l'infatigable conteur dans ses légendes merveilleuses et chevaleresques, dont l'attrait était si bien fait pour fortifier l'amour pour le passé.

Il nous est impossible de détailler son œuvre ou de mentionner les innombrables imitateurs qui marchaient sur les pas du maître. Contentons-nous de signaler les deux œuvres, à la fois originales et influencées par Scott, qui sont en même temps les deux productions initiales dans le genre roman historique du romantisme : *le Cinq-Mars* d'Alfred de Vigny (1826) et *la Chronique de Charles IX* de Prosper Mérimée (1829). De tels titres prouvent mieux que de longues dissertations la part d'influence que Walter Scott eut sur la mise en honneur de l'histoire française.

* * *

Avec sa prédilection pour les premiers âges de la monarchie française, le roman historique avait popularisé le goût pour le moyen âge. Mais Chateaubriand, et tous les écrivains autour de lui, n'avaient fait que soulever le voile. Leur fantaisie puissamment évocatrice était parvenue à trouver des couleurs vraisemblables pour les siècles lointains ; la vérification restait à faire. Toutes ces investigations scientifiques, cet approfondis-

1. *Bulletin monumental*, 1896, 7^e série, t. I (61^e volume de la collection), p. 471.

sement des faits, cette recherche des sources, cette critique érudite, ne pouvaient s'élaborer que lentement. Aussi les productions historiques avant 1815 n'ont-elles pas de valeur aujourd'hui : à toutes il manque sinon la science proprement dite, du moins la compréhension intégrale de l'époque qu'ils décrivent.

Cette intelligence profonde de l'histoire, unie à une exécution brillante, dramatique et pittoresque, c'est le romantisme qui l'apporta. Le romantisme opéra dans l'histoire une aussi profonde révolution que dans le théâtre et dans la poésie. Il cultiva l'histoire de France et particulièrement celle du moyen âge français. Les historiens allèrent compléter les notions vagues que l'on avait sur cette époque, ils élargirent, par des études consciencieuses, le cadre des événements, ils précisèrent les faits et ils peignirent plus nettement les peuples, les communautés, les personnages, les monuments, pour donner à chaque siècle son caractère, à chaque époque ses couleurs propres.

C'est Guizot qui partage avec Augustin Thierry la gloire d'avoir renouvelé les études historiques. Il veut « ramener l'histoire de la civilisation en France et en Europe à certains éléments constitutifs dont il suivra la marche parallèle à travers les âges. Ces éléments sont au nombre de quatre : l'Église, la Royauté, la Noblesse, les Communes » (1).

C'est depuis 1812 que Guizot (2) enseignait ces doctrines à la Sorbonne (3), et c'est en 1823 qu'il publia les *Essais sur l'histoire de France*. Il la fit suivre immédiatement (à partir du 15 décembre 1823) d'une *Collection de mémoires relatifs à l'histoire de France*, qui avait surtout pour but de vulgariser les monuments originaux de l'histoire nationale. Il faut aussi se rappeler ici, que Guizot, de 1828 à 1830, reprit à la Sorbonne ses théories

1. Pellissier, *le Mouvement littéraire au XIX^e siècle*, p. 200.

2. Guizot (François), historien et homme d'État, 1787-1874.

3. La première leçon eut lieu le 11 décembre 1812.

et dans *l'Histoire de la civilisation*, il poursuit à la fois le développement général de la civilisation en Europe et celui qui est particulier à la France.

Un autre ouvrage sur l'ensemble de l'histoire de France est celui de Sismondi (1). Il publia dès 1821 son *Histoire des Français* et en poursuivit la publication jusqu'en 1843. Cet ouvrage, qui coûta vingt-deux ans de labeur, brille surtout par une profonde et solide érudition de l'auteur, qui avait étudié de très près tous les textes et toutes les sources d'inspiration.

À côté de ces œuvres, embrassant l'histoire de France en général, il y en a un grand nombre d'autres qui ne s'attachent qu'à l'étude d'une période déterminée. Nous ne mentionnerons que quelques-unes des plus connues, en insistant sur l'intérêt que ces études détaillées ont pu avoir pour la propagation des connaissances plus spéciales des monuments nationaux.

En 1805, Michaud (2) écrivit une introduction historique du roman *Mathilde* de M^{me} Cottin. C'est en patronnant cette œuvre, dont l'action se passe à la fin du XII^e siècle, durant la croisade de Philippe Auguste et de Richard Cœur de Lion, que Michaud, jusque-là journaliste et poète, devint historien du moyen âge. Il commença son *Histoire des Croisades* dès 1808, et un des premiers, fit revivre le goût des choses de l'antiquité nationale et l'enthousiasme pour la vieille gloire française.

À cette histoire chevaleresque des ancêtres s'ajouta, en 1813, *la Gaule poétique* de Marchangy (3). Moitié histoire, moitié roman, cet ouvrage compte surtout par l'enthousiasme de l'auteur pour les ressources poétiques de l'histoire et de l'ancienne France. Il eut en son temps

1. Sismondi (Jean-Charles-Léonard, Simonde de), historien suisse, 1773-1843.

2. Michaud (Joseph-François), littérateur, 1767-1839.

3. Marchangy (Louis-Antoine-François), magistrat et écrivain, 1782-1826.

un retentissement considérable et un réel intérêt littéraire. Marchangy était « une main de plus qui touchait la harpe des ménestrels, évoquant dans l'ombre du passé les grandes figures de notre histoire. Il a d'ailleurs fait ressortir avant les autres critiques le charme et la nécessité de la couleur locale » (1).

Ce fut dans *le Censeur européen* que, de 1817 à 1820, A. Thierry (2) publia ses premières études sur l'histoire de France et son *Histoire véritable de Jacques Bonhomme* (mai 1820), c'est-à-dire l'histoire des droits du Gaulois vaincu.

Ces « résumés vivants, imagés, pleins d'émotion et de noblesse » furent suivis, dans *le Courrier français*, à partir de juillet 1820, par des *Lettres sur l'histoire de France*. Congédié, en janvier 1821, par *le Courrier*, Thierry cessa cette publication ; il fit paraître sa *Conquête de l'Angleterre par les Normands* (3) (1825), et ce n'est qu'en 1827 qu'il reprit ses *Lettres*, en étudiant surtout l'histoire des communes de Laon, Reims et Vézelay.

Quelque temps après ces premières publications, en 1820, Mignet (4) fut couronné par l'Académie de Nîmes pour son *Éloge de Charles VII* ; un an après l'Académie

1. A. Michiels : *les Idées littéraires*, liv. II, ch. X. Sous ce rapport, l'ouvrage de Marchangy est plein d'indications précises et ne se lasse pas d'insister sur le fait qu'il est indispensable à l'historien « de fixer dans son ouvrage l'état des mœurs et des usages du moment où il écrit », qu'il est agréable pour le poète de trouver pour les événements les plus simples la ressource de la couleur locale, et que l'art « s'applaudira des sujets heureux dont il sera redevable à notre histoire ».

2. Thierry (Augustin), historien. 1795-1856.

3. A tous les titres, mais surtout à ce point de vue que Thierry ne ménage pas son admiration aux vaincus, il serait intéressant de faire une étude comparative de son œuvre avec celles de Duval et de Dorion qui, comme on l'a vu, avaient traité le même sujet en 1803, 1806 et 1822 (2^e éd. de *la Bataille d'Hastings* de Dorion), mais qui étaient arrivés à des considérations toutes opposées.

4. Mignet (François-Auguste-Marie), historien, 1796-1884.

des Inscriptions rendit le même hommage à son *Essai sur les Institutions de saint Louis*, qu'il publia, en 1822, sous le titre *De la Féodalité*. Ces deux essais sont significatifs surtout pour nous éclairer sur l'esprit qui commençait à régner dans les assemblées savantes : elles abandonnent lentement l'exclusivité avec laquelle elles cultivaient l'histoire ancienne, pour se tourner vers l'histoire nationale. Pour ce qui est de Mignet, adepte de l'école philosophique, il considère que l'histoire doit procéder « moins par des récits qui plaisent ou par des peintures qui émeuvent que par des recherches approfondies qui pénètrent les causes cachées des événements au moyen de considérations qui en font saisir l'enchaînement et la portée ».

En même temps que Buchon (1) éditait les chroniques de Froissard (1824), les mêmes chroniques et celles du religieux de Saint-Denys furent choisies par Barante (2) pour l'élaboration de son *Histoire des ducs de Bourgogne* (1824-1826). La reproduction de ces vieilles chroniques avec leur saveur naïve, ce choix dans les annales françaises d'une des époques les plus fécondes en événements pittoresques, amène Barante à la limite extrême, qui sépare l'histoire du roman historique. Mais cette façon de procéder eut le grand avantage de parler immédiatement à l'imagination, et de populariser les mœurs, les institutions, la vie de l'ancienne France sous une forme attrayante.

Cette vie de l'ancienne France se cristallise dans bien d'autres ouvrages encore, que nous ne pouvons pas citer ici, la courte analyse que nous venons de clore n'ayant pour but que de montrer l'éveil donné par la littérature au sentiment national et à la résurrection du passé.

1. Buchon (Jean-Alexandre). érudit, 1791-1846.

2. Barante (baron Guillaume-Prosper de), historien, publiciste, homme d'Etat, 1782-1866.

II. — INFLUENCES ARCHÉOLOGIQUES

Ce mouvement qui remuait si profondément les opinions sur l'histoire et qui montrait si clairement tout l'attrait et tout l'intérêt du passé, ne pouvait s'effectuer sans laisser des traces marquantes. Effectivement, on admirait tout de ces époques tant de fois chantées par les poètes, tant de fois représentées en des raccourcis vivants sur la scène, tant de fois minutieusement décrites dans le détail. Les paroles s'envolent. On cherchait des témoins plus sûrs. Les pierres étaient bien là, mais elles restaient muettes ; pour les interroger, pour les faire parler, pour les comprendre, la littérature était insuffisante. Il va falloir une science nouvelle : l'archéologie nationale.

L'évolution littéraire, telle que nous l'avons montrée, était sans doute nécessaire à l'éclosion de cette nouvelle science. Mais il y avait bien d'autres facteurs, dont l'action se manifestait parallèlement à celle de la littérature. Il y avait notamment les influences venant de l'étranger, qui sur ce point était plus avancé que la France ; il y avait l'influence des événements politiques tendant à fortifier le sentiment de la grandeur nationale ; il y avait les influences, directes ou indirectes, qui se dégageaient des mesures prises par la Révolution pour conserver les richesses d'art. Il en est d'autres encore que nous passons sous silence, comme par exemple les influences que l'archéologie gréco-romaine, en tant que science, a pu avoir sur la formation de l'archéologie nationale.

La constitution de la science archéologique qui se proposait d'étudier les monuments nationaux, coïncide assez bien avec les débuts de l'Histoire du moyen âge

comme genre littéraire. Il est à présumer que ces deux sciences vont désormais se prêter leur appui mutuel pour arriver, plus rapidement et plus sûrement, à la connaissance exacte des monuments du passé national. C'est en effet ce qui eut lieu, et les efforts concordants provoquèrent bientôt un mouvement universel, populaire pourrait-on dire, qui réclama avec ferveur la conservation de tout ce qui put rappeler, au titre historique ou au titre artistique, le passé français.

Ce mouvement se traduira par l'intervention du gouvernement de Juillet en faveur d'une conservation officielle des monuments historiques. Mais avant d'en arriver là il s'écoula un espace de trente ans pendant lequel les connaissances sur les monuments français n'étaient que rudimentaires, et pendant lequel l'œuvre ébauchée à la fin du XVIII^e siècle n'eut pas la force de croître régulièrement. Il semblait que l'idée de conservation des richesses artistiques du pays, née avec la Révolution, fut morte avec elle. Cette idée reparut cependant, en 1830, avec plus d'intensité que jamais. Comment a-t-elle pu couvrir sous les cendres ?

L'étude des origines de l'archéologie nationale nous donnera la réponse.

LES ORIGINES DE L'ARCHÉOLOGIE NATIONALE

Il est certain que les débuts de l'archéologie nationale remontent jusqu'au XVIII^e siècle. C'est là que se plantèrent les premiers jalons qui devaient ouvrir la route vers la connaissance exacte des monuments nationaux. Notre ambition n'est pas de les indiquer ici en quelques lignes ; aussi bien cette étude mériterait un livre. Nous nous bornerons à noter brièvement comment les mesures prises pour la conservation des richesses d'art à la fin du XVIII^e siècle, telles que nous les avons étudiées en détail dans la première partie de notre

ouvrage, ont pu influencer la formation de l'archéologie nationale. Ce coup d'œil rétrospectif montrera comment l'intelligence scientifique des monuments du passé profite des principes de conservation de l'époque révolutionnaire.

Les décrets édictés pour la conservation des monuments, la création d'organes officiels de conservation, l'ouverture de dépôts et de musées, tout cela eut pour but la conservation des monuments *nationaux*. La Révolution ne fait pas de distinction en faveur d'une école, d'un style ou d'une époque ; elle a des vues larges et, sous le rapport des Arts, elle est sans parti pris.

Ainsi on a pu constater, à maintes reprises, une sollicitude marquée pour les œuvres du moyen âge. Les décrets que nous avons cités en leur lieu, et les instructions de la Commission des monuments et de la Commission temporaire des arts, sont très explicites à cet égard. De même Grégoire dans ses fameux Rapports, se prononce d'une façon tout à fait décidée pour la conservation des monuments du moyen âge. Son deuxième rapport, présenté à la Convention le 29 octobre 1794, contient notamment un passage, sur trois grandes cathédrales françaises, qui est caractéristique par l'ardeur avec laquelle Grégoire prend leur défense.

Nous appelons, dit-il, les regards des législateurs sur des monuments du moyen âge qui doivent être conservés, soit pour servir comme bâtiments, soit sous le rapport de l'art : telle est la basilique de Chartres, dont il était utile sans doute d'enlever les plombs, car la première chose est d'écraser nos ennemis, mais, au lieu de remplacer cette couverture par des tuiles ou des bardeaux on laisse à découvert cet admirable édifice que les outrages de l'hiver feront dépérir.

Amiens réclame, avec le zèle le plus ardent et le plus louable, la conservation de sa cathédrale, un des plus beaux monuments gothiques qui soient en Europe : la magnificence, la hardiesse et la légèreté de sa construction en font une des plus hardies conceptions de l'esprit humain.

Les mêmes réflexions s'appliquent à celle de Strasbourg, dont la tour est la plus haute pyramide de l'Europe ; et peut-être n'est-il pas inutile de dire qu'elle n'est guère inférieure

en élévation à la plus haute pyramide d'Egypte, mais qu'elle lui est bien supérieure en bâtisse ; car celle-ci présente dans sa coupe un triangle dont la base est plus grande que la hauteur. Quand le connaisseur contemple ces basiliques, ses facultés, suspendues par l'admiration dont il est saisi, lui permettent à peine de respirer ; il s'honore d'être homme en pensant que ses semblables ont pu exécuter de tels ouvrages, et la satisfaction qu'il éprouve en les voyant sur le sol de la liberté, ajoute au bonheur d'être Français (1).

Les vues de la Révolution sur la dignité de l'art national, si fortement proclamées ensuite par Chateaubriand, furent constamment partagées par Lenoir. Dans l'admirable collection dont la Révolution lui avait confié la garde, et que l'Empire avait maintenu, il lui fut donné d'appliquer immédiatement des dispositions bienveillantes pour l'art du moyen âge français.

« Malgré les observations multipliées de divers artistes, dit-il en plusieurs endroits, j'ai constamment sollicité le transport des monuments du moyen âge, qu'ils regardaient comme inutile aux arts. Cependant, à force de demandes réitérées, je suis parvenu à les obtenir, et l'on peut juger maintenant de leur utilité, puisqu'ils forment les deux premiers siècles de ce musée (2). »

Lenoir se donna la peine de rassembler et de décrire comme il dit les « monuments de l'ancienne Gaule, et de suite ceux érigés aux rois de la première race, tels que ceux de Dagobert, Clovis, Frédégonde, Childebart, Charibert, Charlemagne, etc. », en ayant soin de les ranger chronologiquement dans des salles particulières, auxquelles il donnait « la physionomie exacte du siècle » que chacune d'elle devait abriter.

Et certes, le Musée des monuments français ne manqua pas d'influence sur la jeune et studieuse génération qui se préparait à redonner à la France son passé glorieux. N'aurait-on pas d'autres indices, que les témoi-

1. *Second Rapport sur le vandalisme, par Grégoire*, p. 6.

2. Lenoir, *Musée des mon. français*, t. I, 1800, avant-propos.

gnages de Guilhermy et de Michelet seraient là pour le prouver (1).

L'archéologie nationale, en proclamant les monuments du moyen âge français dignes d'intérêt, de soins et d'études, ne fit donc que marcher sur les traces de la fin du xviii^e siècle. De même elle hérita des heureuses dispositions que la Révolution avait prises à l'égard de la conservation des monuments des arts, quand il s'agissait de traduire ses théories en des applications pratiques.

On a vu que toutes les mesures conservatrices de la Révolution tendaient au début à la préservation des monuments, à leur classement, à leur rassemblement dans les dépôts et musées. C'était là la vieille pratique du xviii^e siècle, qui consistait à *collectionner* les œuvres d'art. Mais, la Révolution, novatrice à tant d'égards, ne

1. « Ma plus forte impression, dit ce dernier, c'est le Musée des monuments français. C'est là, et nulle autre part, que j'ai reçu d'abord la vive impression de l'histoire... (*Le Peuple*, p. XXVI). Que d'âmes y avaient pris l'étincelle historique, l'intérêt des grands souvenirs, le vague désir de remonter les âges ! Je me rappelle encore l'émotion, toujours la même et toujours vive, qui me faisait battre le cœur. quand, tout petit, j'entrais sous ces voûtes sombres et contemplais ces visages pâles, quand j'allais et cherchais, ardent, curieux, craintif, de salle en salle et d'âge en âge. Je cherchais. Quoi ? je ne le sais ; la vie d'alors sans doute, et le génie des temps. Je n'étais pas bien sûr qu'ils ne vécussent point, tous ces dormeurs de marbre, étendus sur leurs tombes, et quand, des somptueux monuments du xvi^e siècle éblouissants d'albâtre, je passais à la salle basse des Mérovingiens, où se trouvait la croix de Dagobert, je ne savais trop si je ne verrais point se mettre sur leur séant Chilpéric et Frédégonde » (Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. VI, p. 117).

De Guilhermy (*Ann. archéol.*, 1852, t. XII, p. 18) parle de la profonde impression qu'il reçut, en voyant les cours désolées des Petits-Augustins, dont le sol était jonché des débris du Musée des monuments français.

Cf. aussi la lettre de Lenoir adressée, le 22 août 1813, au ministre de l'Intérieur, dans laquelle il signale l'affluence des peintres et dessinateurs venant faire des études au jardin du Musée des monuments français (Min. de l'Instr. publ. et des Beaux-Arts : *Invent. gén. des richesses d'art de la France*. — *Archives du Musée des mon. français*, t. III, p. 138).

se contenta pas de ce procédé rudimentaire de conservation. Elle comprit aussitôt que de graves problèmes de survivance artistique resteraient en suspens, si elle négligeait la *conservation sur place*. Aussi voit-on de bonne heure les organes préposés s'occuper de cette question et étendre leur sollicitude pour les monuments meubles sur les monuments immeubles.

La première Instruction de la Commission des monuments, qui date du 15 décembre 1790, voulut déjà que l'on laissât en place les « statues, mausolées, tombeaux, inscriptions », et que l'on se contentât de mettre ces objets sous la garde d'une personne chargée de veiller à leur conservation (1). La Commission des monuments, et, après elle, la Commission temporaire des arts, n'ont jamais désavoué ce principe (2). D'ailleurs, il nous faudrait reprendre tout le chapitre de la première partie de cette étude, qui s'occupe des décrets édictés par les assemblées en vue de la conservation des monuments, pour montrer l'évolution de l'idée qui consistait à faire profiter les monuments immeubles des mesures de protection accordées aux monuments meubles. Nous nous contentons de rappeler ici le décret du 19 septembre 1792, dont l'article 2 prescrivit la sauvegarde du site du parc de Versailles. Ce décret, rappelé par celui du 27 juillet 1793, eut un complément dans la disposition de l'article 33 du décret du 10 juin 1793, qui prescrivit la rédaction d'un inventaire détaillé des monuments d'art « pour déterminer ceux qu'il conviendra de conserver *dans l'emplacement qu'ils occupent...* » Le souci de conservation sur place apparaît encore dans l'article 7 du décret du 18 décembre 1793, qui enjoint au Comité d'instruction publique de présenter « incessamment à la Convention nationale des moyens d'assurer, *dans toute*

1. Cf. ici, p. 64.

2. A considérer, notamment, l'Instruction de la Comm. temp. des arts, qui s'occupe particulièrement des monuments architecturaux (Cf. ici, p. 97).

l'étendue de la République, la conservation des monuments, objets d'arts et de sciences, et bibliothèques, sans autre déplacement que celui que peut nécessiter la conservation même des objets ».

Quand la Société des antiquaires de Normandie décida, en 1824, c'est-à-dire trente ans plus tard, la formation d'une sorte de musée où elle avait l'intention de déposer les objets qu'elle aurait recueillis, ou qu'on lui aurait confiés, elle déclara expressément : « Il importe de remarquer que la Société ne prétend point attirer au centre de la contrée qu'elle veut étudier les objets d'antiquité qu'on pourra conserver dans les endroits où ils seront découverts ; elle pense qu'ils y auront toujours un plus grand prix : elle désirerait même qu'un document trouvé dans un ancien édifice n'en fût jamais détaché (1).

C'est là un rapprochement intéressant à faire pour montrer combien les idées émises par la Révolution annoncent l'archéologie nationale, et combien celle-ci marche sur les traces de l'autre en ce qui concerne la conservation rationnelle des monuments.

De l'esprit de la fin du ^{xviii}^e siècle, l'archéologie nationale hérita encore sous une autre forme. Tout le développement de la première partie de la présente étude a montré combien l'intérêt national fut mis en avant dans les mesures de conservation prises par la Révolution, comment l'art national, c'est-à-dire l'ensemble des monuments relatifs à l'histoire de France, profita de l'intelligence large de cette époque, comment enfin les événements politiques contribuèrent à l'affermissement du sentiment de grandeur nationale et de dignité du passé.

L'évolution de l'archéologie nationale a largement profité de ces circonstances favorables et de ces principes « nationaux », mis en avant par la Révolution. « N'est-il pas simple, écrivait Lavallée en 1807, qu'une

1. *Mém. de la Soc. des ant. de Normandie*, 1824, t. I, p. XII.

nation accoutumée depuis tant de lustres à tenir le premier rang par son courage et par sa loyauté, en voyant tout à coup sortir de son sein tous les autres éléments de la grandeur, conçoit une haute idée de sa propre noblesse, et que, reportant un œil religieux vers ses ancêtres, elle s'applique à démêler, dans les souvenirs historiques, l'estime dont ils jouirent sur la terre, et cherche à se rendre compte à elle-même s'il lui est permis d'ajouter à la solennité d'une gloire nouvellement et justement acquise, le noble orgueil d'une gloire héritée ?... (1) »

Ici l'allusion aux victoires récentes de la République et à celles de Napoléon indique clairement le réveil national et le désir d'ajouter aux exploits des armes les lumières de la science. L'illustration de la patrie fut un puissant mobile pour tous les travaux des savants ; ils s'attachaient avec ardeur au noble but de montrer la grandeur des aïeux, pour souligner les glorieux exploits des contemporains. Ainsi, l'Académie celtique, en donnant des indications sur le genre de ses recherches et sur le but de ses travaux, n'hésita pas à accentuer aussi fortement que possible ce point de vue nettement français. « Quoi, s'écrie-t-elle, célèbres depuis si longtemps dans l'univers sous les noms de Français, de Francs, de Gaulois et de Celtes, nous pourrions négliger nos origines après tant de siècles de puissance, de prospérité, de gloire et de lumières ! Non, il ne sera pas dit que la France, arrivée au plus haut point de splendeur et de puissance sous le génie heureux et vaste qui préside à ses hautes destinées, et qui a fait et médite encore de si grandes choses, soit restée en arrière de son siècle. Si elle n'a pas donné l'exemple aux autres peuples de l'Europe dans la recherche des antiquités nationales, elle doit au moins se hâter de le suivre et d'intervenir dans cet héritage de gloire, dans lequel, comme fille

1. *Mém. de l'Acad. celtique*, 1807, t. I, p. 2.

ainée de la Celtique, elle doit avoir la plus belle et la plus grande part.(1). »

Significative aussi, dans ce sens, la démarche d'Alexandre Lenoir, quand il mit l'Académie celtique sous la protection de l'impératrice, en lui faisant accepter la dédicace de ses Mémoires, et quand il disait une fois de plus que « c'est lorsque le plus grand souverain qu'ait eu la France, régénère entièrement ce vaste Empire, qu'il devient plus intéressant de recueillir les faits qui ont illustré ses antiques habitants » (2).

Les exemples cités résument les aspirations de la génération virile du début du XIX^e siècle en ce qui concerne la mise sur pied d'une science essentiellement destinée à mettre la gloire du passé en concordance avec celle du présent. Il nous semble inutile de multiplier ces témoignages ; montrons plutôt comment l'influence de l'étranger acheva de fonder la science qui s'attachait à l'étude des monuments nationaux et qui, par conséquent, préconisait leur conservation.

En ce qui concerne l'exemple donné par l'étranger pour l'étude plus approfondie de l'art national, il se fit sentir dès le début du siècle ; c'est un courant parallèle aux influences « nationales » que nous venons d'esquisser. L'Académie celtique dès son début montre l'avance prise par les pays étrangers. Elle insiste sur le fait — et son témoignage a d'autant plus de poids qu'elle est la première société archéologique en France — que depuis 1726 il existe à Cartone une académie étrusque pour les antiquités de l'Étrurie ; qu'à Florence une société a pour objet de ses travaux l'histoire et les antiquités italiennes ; que la Société royale de Copenhague étudie l'histoire et les langues du Nord ; qu'il y a une société littéraire scandinave à Stockholm ayant le même but ; qu'il s'est même formé à Moscou, auprès de l'Université impériale, une société pour la recherche et la

1. *Ibid.*, p. 41.

2. *Ibid.*, épître dédicatoire.

publication des antiquités et de l'histoire de Russie.

Mais la plus forte impulsion, et les archéologues français s'en rendaient parfaitement compte, venait de l'Angleterre.

« Les peuples voisins, dit un Rapport à l'Académie celtique, et surtout les Anglais, nos rivaux de gloire et de puissance, ont bien senti le besoin et l'importance de consacrer une société particulière à l'étude des antiquités nationales. Il y a déjà un demi-siècle qu'il se forma à Londres une société d'antiquaires, qui a pour principal objet de ses recherches, les antiquités et l'histoire britanniques (1). »

La puissante société, citée ici en exemple, publiait des Mémoires depuis 1770 (2). Dix ans plus tard, en 1780, il se forma à Édimbourg, une autre société d'antiquaires qui travaillait pour la recherche et la conservation de la langue, de la poésie, de la musique et des monuments des montagnes de l'Écosse.

Bientôt les Anglais étendirent leurs recherches sur la France et notamment sur la Normandie. Ce sont eux qui ont donné les premières descriptions des monuments gothiques et qui ont établi des règles permettant l'étude systématique des vestiges du moyen âge. Tous les voyageurs, chercheurs, antiquaires, si nombreux au début du siècle, sont unanimes à rendre justice aux mérites des Anglais. Millin les cite en exemple : « Depuis la destruction du clergé et du monarchisme dans leur île, dit-il, ils ont publié sur le même sujet [des antiquités nationales], des ouvrages très importants, et décrits avec soin toutes leurs antiquités civiles, militaires et ecclésiastiques » (3).

Ducarel, avant la Révolution, et Whittington, vers 1800, sont venus en Normandie tout exprès pour étudier

1. *Ibid.*, t. I, p. 39.

2. Il avait paru, en 1807, douze ou treize volumes sous le titre de *Archeologia Britannica*.

3. Millin, *Antiquités nationales*, t. I, p. 3.

et faire connaître les antiquités *anglo-normandes*. Le dernier surtout a étudié avec beaucoup d'attention et avec beaucoup de fruit les anciennes églises normandes. De retour en Angleterre, il se prépara à publier les résultats de son voyage, mais la mort ne lui permit pas d'achever son ouvrage. Lord Aberdeen, son ami, les donna au public sous le titre : *An historical survey of the ecclesiastical antiquities in France* (1). Plus tard c'est Cotman qui parcourt la Normandie, accompagné cette fois par l'archéologue français de Gerville, qui n'hésite pas à dire de son ouvrage qu'il est « certainement le plus beau et le plus curieux de ce genre qui existe sur la Normandie » (2).

Et quand de Caumont publia, en 1824, son *Essai sur l'architecture religieuse du moyen âge*, il donna, dans une note, pleine approbation aux dires de Gerville et reconnut avec lui l'importance des études anglaises pour l'histoire de l'art en France (3).

Sous l'influence des divers facteurs que nous venons d'examiner : héritage des institutions révolutionnaires, bénéfice des événements politiques, exemple de l'étranger, l'archéologie nationale a pu prendre naissance et a pu se former comme science autonome. La régénération de la vie sociale, littéraire, religieuse, entraîna sa constitution définitive. Nous ne saurions mieux établir la psychologie de ce mouvement archéologique, tel qu'il se produisit dans les vingt ou trente premières années du XIX^e siècle, qu'en citant les lignes suivantes que Le Prévost, un des premiers archéologues français, plaça en tête du *Cours d'antiquités monumentales* de Caumont.

Parmi les caractères les plus spéciaux de la génération forte et studieuse au milieu de laquelle nous avons le bonheur de vivre, on doit placer ce noble mouvement qui la porte de plus en plus vers les recherches relatives à notre histoire et.

1. Londres, 1811, 2^e éd.

2. *Mém. de la Soc. des ant. de Normandie*, 1824, t. I, p. 81.

3. *Ibid.*, p. 538.

à nos monuments nationaux. Ce n'est plus désormais assez pour elle de feuilleter quelques pages d'antiques annales se rapportant à d'autres contrées, à d'autres croyances, à d'autres races ; c'est sur les faits de sa propre histoire, sur les monuments de son propre sol que se dirigent aujourd'hui ses premières et ses plus constantes investigations... Libres à l'égard du passé, de ces préoccupations politiques qui dénaturent et flétrissent tout ce qu'elles touchent, c'est aujourd'hui que nous pouvons, sans crainte et sans danger pour nos intérêts nouveaux, nous reporter avec complaisance vers les diverses stations de nos devanciers dans la route de la civilisation, prêter quelquefois l'oreille à la mélodie lointaine de leurs chants, nous enivrer du charme religieux et chevaleresque attaché à la plupart de leurs récits, nous incliner enfin devant ces merveilles des arts, ces prodiges de l'industrie humaine, dont leurs pieuses et patientes générations ont paré la terre que nous habitons. Nous ne sommes d'ailleurs heureusement plus au temps où les esprits les plus élevés, les âmes les plus tendres, faussées par une admiration trop exclusive des productions de l'antiquité classique, ne pouvaient comprendre tout ce qu'il y a d'émotions et de souvenirs, de convenances et d'harmonies locales dans l'aspect de ces monuments si longtemps dédaignés, de ces monuments dont les humbles créateurs ont le plus souvent négligé de nous transmettre leurs noms, comme s'ils avaient voulu nous faire entendre qu'ils ne servaient que d'instruments passifs à d'inspirations célestes. Ces trésors mystérieux d'enthousiasme et de poésie nous sont enfin rendus, en même temps que le secret des caractères de l'antique Égypte ; et peut-être était-il indispensable d'arriver jusqu'à la hauteur actuelle de notre civilisation pour en bien comprendre les premiers élans, pour saisir le sens caché de ses premiers travaux échappés aux regards moins étendus et moins puissants des générations intermédiaires. Non seulement l'éclectisme a pénétré dans cette étude comme dans presque toutes les autres, mais encore, à mesure qu'il y brise l'échafaudage étroit de nos anciens préjugés classiques, chaque jour nous révèle quelque nouvel attrait, quelque nouveau motif de prédilection dans ces édifices élevés pour nous par la main de nos pères, en rapport avec notre ciel et nos paysages autant qu'avec nos croyances, nos habitudes et les dispositions les plus intimes de nos âmes (1).

1. Le Prévost. Prospectus, Rouen, Frère, 1830, in-8° de 8 p. ; précédant, dans l'exemplaire de la Bibliothèque nationale, le tome I^{er} du *Cours d'antiquités monumentales* de de Caumont-

LES MONUMENTS HISTORIQUES ET L'ARCHÉOLOGIE
NATIONALE

Tandis que, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, on s'occupait principalement de la théorie de l'art en cherchant à résumer l'image de l'antiquité, au début du XIX^e siècle l'horizon des études s'élargit notablement. Une intelligence nouvelle de l'art national féconda les considérations esthétiques, et l'on commença à porter un intérêt prononcé aux créations plus récentes, notamment aux coutumes, aux institutions et aux arts de la Gaule et du moyen âge chrétien.

Un mouvement général semblait s'imprimer à toute la France pour redemander au sol les dépôts des siècles. « Partout des locaux s'élèvent, disait, en 1823, le rapport sur les travaux de la Société des antiquaires de France, dans lesquels les débris de l'héritage des anciens sont offerts à la curiosité des amateurs, à l'examen des savants ; partout la typographie, le dessin, la lithographie, la gravure, ouvrent aux monuments de tous les âges un asile qui leur promet une conservation durable. » (1)

Les antiquaires, chercheurs et savants, faisaient ainsi, sur tous les points de la France, les plus louables efforts pour propager une science qui avait pour but implicite la *conservation* des monuments que le temps, l'ignorance et quelquefois la mauvaise volonté, faisaient disparaître de jour en jour. Il était essentiel pour l'intelligence scientifique des monuments du passé, de les avoir aussi longtemps que possible sous les yeux ; c'étaient les monuments eux-mêmes qui faisaient la meilleure propagande pour la diffusion des idées bienveillantes et éclairées à l'égard du passé.

1. *Mém. de la Soc. des ant. de France*, 1823, t. V, p. CLXXIX.

Aubin-Louis Millin (1759-1818), commença, le premier, ses voyages à travers les monuments de la vieille France. Au moment de la Révolution il était déjà occupé à décrire et à faire dessiner de nombreux édifices ecclésiastiques. Le 9 décembre 1790 il présenta le premier volume de ses *Antiquités nationales* à l'Assemblée constituante, qui l'accueillit favorablement. C'est un recueil de monuments, « pour servir à l'histoire générale et particulière de l'Empire français » et qui contient la description de tombeaux, statues, vitraux, peintures, « tirés des abbayes, monastères, châteaux et autres lieux devenus domaines nationaux ».

Les intentions de Millin ressortent encore plus que le titre ne l'indique, d'un prospectus qui sert d'avant-propos à l'ouvrage ; Millin y insiste sur l'intérêt historique de son entreprise, sur son caractère national et sur l'importance des monuments français pour l'histoire de l'art (1). « Nous donnerons, dit-il notamment, la représentation des divers monuments nationaux, tels qu'anciens, châteaux, abbayes, monastères, enfin de tous ceux qui peuvent retracer les grands événements de notre histoire », et, « la description de chaque lieu sera précédée de son histoire ». Le premier monument qu'il représente et qu'il décrit, c'est la Bastille !

Son grand recueil de monuments historiques à peine terminé, Millin entreprit, dans les départements du Midi de la France, un voyage dont il publia les résultats de 1807 à 1811.

C'est là qu'il eut l'occasion de diriger, pour la première fois, son attention vers les restes des nombreuses sculptures chrétiennes des premiers siècles de notre ère et de tourner les esprits vers une étude plus approfondie de cette source abondante d'une manifestation d'art complexe.

1. « C'est aux monuments historiques que nous nous attachons principalement », dit-il (t. I, p. 3) ; c'est ici que nous rencontrons, pour la première fois, l'expression aujourd'hui consacrée, de *monument historique*.

Millin trace très bien le programme de son voyage quand il dit : « Mon intention était de m'arrêter dans les villes qui peuvent présenter quelque intérêt sous le rapport des arts et des lettres, dans les lieux qui rappellent des événements importants; d'examiner les monuments antiques et ceux du moyen âge; de comparer leur état actuel avec leur état ancien; d'indiquer les altérations qu'ils ont éprouvées, et les moyens à prendre pour les conserver (1). »

On voit par là que Millin, conservateur du Musée des antiquités à la Bibliothèque Nationale, ancien membre de la Commission temporaire des arts, resta fidèle au programme de la Révolution : recherche de mesures propres à conserver les monuments sans distinction de style.

Mais tandis que les efforts de Millin étaient plutôt destinés à donner l'éveil aux archéologues proprement dits, Alexandre Lenoir (1761-1839), autre révolutionnaire et membre de la Commission temporaire des arts, disposait d'un excellent moyen d'agir directement sur le grand public : le Musée des monuments français et son « Jardin-Élysée » exerçaient une prodigieuse action.

C'est de cette façon que le passé artistique de la France commençait à intéresser le public ; les statues et les ruines du moyen âge, étant à la portée de tout le monde, présentées en un raccourci historique, pouvaient exciter librement leur charme particulier et pénétrer la nation française d'une doctrine nouvelle.

À côté de cette propagande directe pour l'art français et en faveur des monuments historiques, propagande répandue par le Musée des monuments français, qui inspira toute une littérature sur l'archéologie nationale, il faut tout de suite citer l'activité littéraire très étendue de Lenoir lui-même. Si l'on peut dire avec Courajod que la plupart des très nombreux ouvrages archéologiques,

1. Millin, *Voyage dans les départements du midi de la France*, t. I, p. 3.

dans lesquels Lenoir a traité avec une égale incompetence les antiquités égyptiennes, grecques, romaines, indiennes, celtiques et françaises, n'offrent aujourd'hui d'intérêt que pour la bibliographie de leur auteur, il n'en est pas ainsi des catalogues et des livres publiés sur le musée des Petits-Augustins. « Discutable comme savant, Lenoir devient une véritable autorité quand il enregistre, en qualité de greffier ; les événements qui se passent dans son administration (1). » La première édition de ce catalogue date de 1793, et porte le titre : *Notice succincte des objets de sculpture et d'architecture, réunis au dépôt provisoire national, rue des Petits-Augustins*. C'est une brochure in-8° de 28 pages, qui contient l'énumération et la description sommaire des œuvres d'art qui venaient d'entrer au dépôt des Petits-Augustins. Lenoir disait à la fin de cette brochure, précieuse aujourd'hui à plusieurs titres, qu'il comptait donner au public la notice des objets qui viendraient, par la suite, grossir la collection, « afin de mettre la Nation à même de connaître une partie de ses richesses ».

Il tint parole ; de 1793 à 1816 il donna douze éditions successives de ce catalogue.

La deuxième édition, imprimée du 5 fructidor an III au 6 vendémiaire an IV (22 août-28 septembre 1795), est suivie d'un *Traité de la peinture sur verre* (2) ; la neuvième édition (1810) donne une *Histoire des arts en France* ; la dixième édition (1815), porte le titre : *Musée*

1. Courajod, *Alexandre Lenoir, son journal...*, t. II, p. 207. Courajod donne la bibliographie de Lenoir, au même endroit, p. 208 et s.

2. Ici encore Lenoir suit les préceptes de l'époque révolutionnaire. La Commission des monuments, déjà dans sa première instruction (15 déc. 1790), et par la suite la Commission temporaire des arts, avaient expressément ordonné la conservation des vitraux et en avaient fait transporter aux Petits-Augustins (Cf. ici p. 60, plan de travail de la Commission des monuments, titre VII ; p. 65 l'art. IV de l'Instr ; p. 100, relative aux vitraux du château d'Ecouen, etc.).

des monuments français, ou Mémorial de l'histoire de France et de ses monuments (1).

Il faut citer encore, sans vouloir entrer dans l'énumération des très nombreuses publications de Lenoir, éparses dans les revues et les mémoires des différentes académies dont il était membre, le grand ouvrage en 8 volumes qu'il consacrait au musée et qu'il publiait, parallèlement au Catalogue, de 1800 à 1821. Son titre résume le programme : *Musée des monuments français, ou Description historique et chronologique des statues en marbre et en bronze, bas-reliefs et tombeaux des hommes et des femmes célèbres, pour servir à l'histoire de France et à celle de l'art*.

C'est un ouvrage accompagné de nombreuses gravures ; chaque volume est consacré à une partie de l'histoire de l'art en France, histoire qui s'appuie sur la suite des monuments telle qu'elle était conservée au musée (2).

1. C'est de ces catalogues que de Guilhermy disait (*Ann. archéol.*, 1852, t. XII, p. 18), « qu'ils abondent en faits curieux et en renseignements qui ne se trouvent pas ailleurs. Les plus anciens sont écrits en langage païen et démocratique ; d'autres en style impérialiste et philosophique ; les plus récents en prose dévote et monarchique. Ces variations, commandées par les circonstances, ne sont pas ce qu'il y a de moins piquant dans les diverses éditions de l'ouvrage. Il ne faut accepter d'ailleurs qu'avec une certaine réserve les énonciations de ces catalogues, car, si quelques-unes des erreurs qu'ils renferment sont de la nature de celles qui peuvent échapper à tout le monde, même aux plus savants, il s'y rencontre aussi des inexactitudes parfaitement volontaires. C'est ainsi qu'avaient été inventés, tout exprès pour la plus grande gloire du musée, une chapelle sépulcrale de la reine Blanche de Castille, un mausolée du chancelier de l'Hôpital, un tombeau de Guillaume de Montmorency, une statue de saint Louis, un portrait du roi Clovis ».

2. Entre temps, le Musée des monuments français ayant été détruit, deux recueils avaient été publiés, propres à perpétuer la propagande archéologique qu'avait accomplie ce musée : *Vues pittoresques et perspectives des salles du Musée des monuments français...*, par Réville et Lavallée, publiées en 1816 ; *Souvenirs du Musée des monuments français*, 40 dessins, publiés en 1821. (Cf. ici INDEX BIBLIOGR.).

D'autres écrits archéologiques propageaient les connaissances sur l'art national et le respect pour les monuments historiques.

Pour avoir une idée de l'extraordinaire fécondité en ouvrages et traités de ce genre des vingt premières années du *xix^e* siècle, il suffit de jeter un coup d'œil sur les comptes rendus des travaux des sociétés archéologiques de ce temps (1) ; leur analyse montre combien on se passionnait surtout pour les monuments du moyen âge que l'on appréciait de plus en plus. Pour ne citer que quelques exemples de cette riche moisson, on peut d'abord mentionner l'œuvre de Willemin (2), qui, de 1806 à 1839, dessina, grava et coloria d'après les originaux ses *Monuments français inédits pour servir à l'histoire des arts depuis le vi^e siècle jusqu'au commencement du xvii^e*. En formant le plan de cet ouvrage, l'auteur avait pour but spécial d'inspirer aux artistes le désir de traiter les sujets relatifs à l'histoire de France, de faire connaître la beauté des monuments du moyen âge et « d'appeler l'attention des gens de goût, des savants et des amis des arts, sur l'indifférence, vraiment coupable, où l'on est pour leur conservation ».

Plus considérable encore, à ce point de vue, fut l'entreprise de Séroux d'Agincourt, élève de Caylus ; il avait conçu l'idée de poursuivre l'histoire de l'art antique de Winckelmann à travers le moyen âge jusqu'au *xvi^e* siècle. Séroux d'Agincourt, depuis 1778, s'était fixé en Italie, où il écrivait son *Histoire de l'art par les monuments, depuis sa décadence au iv^e siècle jusqu'à son renouvellement au xvi^e siècle*. Les modèles pour ce

1. On lit, par exemple, dans le troisième rapport sur les travaux de la Société des antiquaires de France : « En 1820, j'ai eu [le rapporteur] à analyser 83 manuscrits et 35 ouvrages imprimés, appartenant à plusieurs années et à 51 départements. Le compte que vous allez entendre embrasse 180 manuscrits ou lectures, et 106 imprimés, tribut de deux années seulement »... (*Mém. des ant. de France*, 1823, t. V, p. II).

2. Willemin (Nicolas-Xavier), graveur, 1763-1839.

grand ouvrage — 6 volumes in-folio — furent pris en Italie et dans le midi de la France ; enrichi de 325 planches gravées et accompagné d'un texte critique et historique, l'ouvrage se poursuivait lentement, la publication n'eut lieu qu'en 1823. L'histoire de l'art de Séroux d'Agincourt montre dans sa conception un progrès remarquable dans l'histoire générale de l'art, et notamment de l'art chrétien, quoique l'exécution restât fort éloignée du plan primitif de l'auteur.

De la même époque, datent encore les ouvrages d'Alexandre de Labarde, qui, de 1816 à 1836, publiait 3 volumes in-folio : *les Monuments de la France classés chronologiquement et considérés sous le rapport des faits historiques et de l'étude des arts* (1), et *le Nouveau voyage pittoresque de la France*, édité en 3 volumes, par le libraire Ostervald, en 1817.

Il faut réserver une place à part à *l'Histoire de la sculpture française* d'Emeric-David, qui date de 1819, quoiqu'elle n'ait été publiée qu'en 1853 ; l'ouvrage issu de la bataille entre les classiques et les romantiques, est une éloquente réponse, vibrante de patriotisme éclairé, aux assertions de l'Italien Cicognara, qui avait osé, en 1816, dénier à la France toute activité artistique propre, et au Français Quatremère de Quincy, qui avait été assez ignorant de l'art de son pays pour avoir pu soutenir cette opinion. Ce qui fait le mérite particulier de l'ouvrage, c'est la grande érudition et les connaissances archéologiques approfondies par lesquelles l'auteur a su mettre en relief l'activité nationale artistique pendant tout le moyen âge : il a mis en

1. Comme Willmin et d'Agincourt, de Laborde se propose de montrer les monuments des différentes époques « depuis ces pierres énormes, signes obscurs de temps inconnus, jusqu'aux édifices élégants de François I^{er} », afin de présenter « à l'historien un sujet intéressant d'étude et de comparaison ; à l'artiste des modèles à suivre et à surpasser ; à l'homme ami de son pays, les souvenirs les plus précieux de sa gloire » (Discours préliminaire).

évidence une fois pour toutes, que la sculpture française de cette époque ne le cède en rien à celle des pays sensés supérieurs sous ce rapport.

On sait également le grand retentissement qu'eurent les *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, édités de 1820 à 1854 par Nodier, Taylor et de Cailleux, brillants surtout par la riche et monumentale illustration que rendait possible la récente découverte de la lithographie. L'introduction du premier volume (*Ancienne Normandie*, 1820) prend soin d'expliquer le but sentimental, pourrait-on dire, de l'ouvrage. « Ce n'est pas en savants que nous parcourons la France, mais en voyageurs curieux des aspects intéressants, et avides de nobles souvenirs ». Surtout en voyageurs qui veulent retenir en fidèles images les restes de l'ancienne France. « Les monuments passent ; ils passent rapidement, surtout quand ils appartiennent à l'ancienne institution de l'État, et que l'institution nouvelle, impatiente de tout renouveler avec elle, conspire avec le temps pour les détruire ou n'oppose rien aux efforts du temps qui les détruit. Il imprime sa trace avec tant de puissance sur ces débris qu'en les voyant pour la seconde fois, nous avons déjà hésité à les reconnaître, et que nos croquis, trahis par la précipitation des démolisseurs, ne sont peut être aujourd'hui que le portrait de ce qui n'est plus. »

Après ces chercheurs isolés qui, par la parole et par l'image, propageaient les connaissances sur les restes monumentaux de l'ancienne France, il faut mentionner les sociétés archéologiques qui, en réunissant les forces éparses, ne firent qu'accroître et vulgariser ces connaissances. Il se forma de bonne heure des groupements d'enthousiastes pour les antiquités nationales, des sociétés, qui se donnèrent pour mission de découvrir des monuments anciens, de les étudier et d'utiliser scientifiquement les résultats acquis.

Une *Académie celtique* fut fondée à Paris en 1804, en vue surtout de glorifier les monuments préhistoriques, les dolmens, menhirs et cromlechs, les accessoires trouvés dans ces « vieilles tombes nationales », et d'étudier la langue celtique (1).

On sait que cette Académie, réorganisée en 1813, a donné naissance à un autre groupement d'archéologues, qui, malgré les orages politiques, obtint l'autorisation de prendre, à partir du mois de mai 1814, le titre de *Société royale des antiquaires de France* (2).

D'après le règlement qu'elle s'était donné, la Société s'occupait « de recherches sur les langues, la géographie, la chronologie, l'histoire, la littérature et les antiquités celtiques, grecques, romaines et du moyen âge, mais principalement des Gaules et de la nation française, jusqu'au xvi^e siècle inclusivement » (3).

On voit par là, que le champ d'action de la nouvelle société était moins restreint que celui de l'Académie celtique, et qu'elle pensait notamment étendre sa sphère d'influence sur les monuments de l'antiquité classique. En élargissant ainsi le cercle de ses connaissances, elle pouvait prendre contact plus facilement avec les représentants de la doctrine officielle, sans rencontrer d'obstacles.

Où la concordance des idées était moins facile, c'est sur le terrain de l'archéologie purement nationale. Là, comme toujours, les tentatives novatrices de la société

1. La première assemblée générale de l'Académie celtique eut lieu, le 30 mars 1805, à l'hôtel Bullion, rue J.-J. Rousseau. A partir du 9 juin de la même année, ses séances se tinrent au Musée de monuments français; Lenoir est membre, puis président (Cf. *Mém. de l'Acad. celtique*, 1807, t. I).

Il faut remarquer, ici, que l'étude des monuments préhistoriques, telle que l'avait prévue l'Académie celtique, subit bientôt un arrêt; c'est seulement vers le milieu du xix^e siècle que l'on remet ces monuments « celtiques » au niveau des monuments historiques.

2. La séance d'inauguration eut lieu, le 18 octobre 1814, au Musée des monuments français.

3. *Mém. de la Soc. des ant. de France*, 1818, t. II, p. 14.

se heurtèrent à d'anciens préjugés, profondément enracinés.

La séance publique de la société, tenue au Musée des monuments français, le 30 mai 1819, est particulièrement édifiante à cet égard. Bottin, le secrétaire général, y avait déclaré avec force :

« Pénétrés de l'idée que l'objet naturel des vœux d'une association qui veut justifier son titre de Société royale des antiquaires de France, doit être la conservation de tout ce que les ravages du temps ou les déplacements politiques ont laissé de plus ou moins intact des monuments, des débris, des traces mêmes des siècles passés et des peuples qui ne sont plus, vous avez cru pouvoir, sans commettre une indiscretion, élever la voix de votre sollicitude jusqu'aux ministres du roi ; et si vous n'avez pu obtenir en 1818 ce que vous aviez jugé si naturel de demander, l'éveil du moins a été donné (1). »

On devine qu'il s'agit là d'une protestation contre la suppression du Musée des monuments français. *L'Indépendant*, visiblement inspiré de ces considérations, n'hésita pas, quatre jours après, à dire ouvertement ce que le rapport avait dit en mots couverts. Voilà comment il s'exprime sur cette séance :

« Les auditeurs, assis au milieu des décombres sur des fûts de colonnes, auprès de statues renversées, se souvenaient que pendant vingt-huit années les Français et toute l'Europe avaient applaudi au courage de l'homme qui, à son corps défendant, avait sauvé tant de chefs-d'œuvre de la destruction, qui leur avait trouvé un asile, et qui, réunissant la science au dévouement, avait su donner à ces monuments une existence nouvelle et plus noble que celle dont ils avaient joui dans leur isolement, et dont les allait priver pour toujours la commotion révolutionnaire... »

Il n'était pas possible d'avoir tiré un plus grand parti du malheur et des dévastations. Les monuments étonnés rendaient grâces, sinon à la hache des barbares, du moins au génie bienfaisant qui les avait retirés du chaos ; l'étranger admirait comment la persévérance et le talent avaient su

1. *Ibid.*, p. 44.

relever des ruines et réparer un tremblement de terre, et les beaux-arts semblaient, après un naufrage général, bénir la providence qui avait daigné leur offrir une terre hospitalière.

Mais une nouvelle catastrophe leur était réservée ; la foudre a frappé leur temple, et jusqu'aux fondements sur lesquels il était assis. Une piété mal entendue, instrument de réaction, a pris ces monuments pour victimes. Malheureuse de leur bonheur, honteuse de leur gloire, elle a prononcé leur dispersion...

Vous croyez que le but est de rendre aux églises quelques tombeaux que ni les voyageurs ni les curieux n'iront chercher dans leurs chapelles ? Non. Il faut seulement détruire un admirable musée. Avant que les familles, que les communes, que les fabriques puissent faire la dépense des transports et des restaurations, les monuments renversés seront entièrement détruits, et alors on pourra (on s'en flatte du moins) accuser la révolution de maux qu'on a été tout surpris de trouver réparés. Le vandalisme a pu ressaisir ses marteaux, et il peut aujourd'hui s'asseoir à loisir sur des décombres (1). »

Les démarches en vue de la sauvegarde du Musée des monuments français restèrent vaines. Cependant, les travaux de la Société des antiquaires prouvent qu'elle n'a jamais abandonné la bonne cause des monuments nationaux et qu'elle a toujours eu à cœur leur protection. En ce qui concerne ce dernier point, nous citerons un passage d'une circulaire que la Société adressa, le 15 juillet 1822, à ses correspondants, et qui est comme la cristallisation des efforts qu'elle faisait pour la conservation des monuments historiques.

« La Société royale, dit la circulaire, croit devoir appeler votre attention sur l'insouciance légèreté avec laquelle on

1. *L'Indépendant*, 3 juin 1819, p. 4. Il va de soi que cet article ne resta pas sans réponse ; le 7 juin, *le Moniteur* approuve et défend l'idée de dispersion du Musée des monuments français, en s'appuyant sur les doctrines de Quatremère et de ses disciples, et en opposant au musée détruit la création décidée d'un autre, celui des Thermes. On voit une fois de plus l'archéologie nationale et l'archéologie classique apparaître comme les deux pôles opposés d'un même courant.

fait disparaître, dans diverses parties de la France, ce qui nous reste de l'antiquité et du moyen âge. Des voyageurs éclairés ont vainement cherché les vestiges de plusieurs monuments gaulois, romains, français, dont il a été question dans ses mémoires; ils prétendent qu'on a brisé ces monuments, afin de se servir de leurs matériaux, soit pour des constructions de murs, soit pour des réparations de routes. Pourrions-nous croire aux détails précis qu'ils nous ont donnés? Des particuliers, surtout dans l'ancienne Normandie, auraient eu le cœur assez peu français pour vendre et envoyer à l'extérieur les nobles débris des temps anciens, qui faisaient l'honneur de leur famille, qui contribuaient à la gloire de la patrie; d'autres auraient fouillé dans les champs d'Azincourt; pour qui? pour les descendants de ceux qui, là, purent triompher d'une valeur trop fougueuse! Ces gens avides seraient donc bien peu animés du dévouement avec lequel le propriétaire, d'ailleurs peu fortuné, de la maison natale de Jeanne d'Arc, à Domrémy, a rejeté les offres éblouissantes d'un étranger! Ils ignorent donc que S. M. Louis XVIII a récompensé ce refus vraiment national, par la décoration de l'ordre qui est consacré à rémunérer tous les genres de services signalés (1). »

La circulaire exhorte ensuite les membres de la Société à donner des descriptions détaillées et des dessins exacts de tous les monuments qui sont à leur portée, notamment en ce qui concerne les villes de Rouen, Caen, Chartres, Beauvais, Amiens, Reims, Auch, Narbonne, Dijon, Metz, Orléans, Périgueux, Poitiers, le Mans, Angers, etc.

La liste des membres de la Société des antiquaires de France montre son étendue sur presque tout le territoire français. Il s'ensuit que les mesures de vigilance qu'elle recommandait à ses adeptes ont pu être assez efficaces. D'ailleurs, au moment où cette grande Société centrale éveillait le sentiment pour les monuments nationaux et stimulait le zèle pour leur protection, d'autres sociétés provinciales s'occupèrent de l'étude des contrées plus spécialement circonscrites.

Le voisinage de l'Angleterre où, comme nous l'avons

1. *Mém. de la Soc. des ant. de France*, 1823, t. V. p. 394.

déjà fait remarquer, l'étude des monuments gothiques était particulièrement avancée, avait influencé avant tout la Normandie. C'est la Normandie qui est le lieu d'origine de l'étude détaillée des monuments du moyen âge français ; c'est de là que vint la plus forte inspiration de l'idée de conservation des monuments historiques.

Déjà en 1814 Aug. Le Prévost avait étudié les édifices ecclésiastiques anciens de la Haute-Normandie ; il a été soutenu plus tard par Hyacinthe Langlois. De Gerville, influencé par les études des Anglais et encouragé par le préfet de la Manche, entreprit en même temps une étude approfondie de l'architecture romane et gothique en Normandie, en cherchant surtout à élucider les origines de cette architecture, restées obscures jusqu'ici. En janvier 1820, dans une lettre (1) adressée à M. de Vanssay, préfet du département de la Manche, il pouvait déjà consigner les résultats de ses recherches par la description des églises normandes antérieures au xiii^e siècle ; dans ses *Détails sur l'église de Mortain et sur la cathédrale de Coutances*, il essayait même de prouver, contre l'Anglais Milner, que l'ogive est d'origine normande, et non pas d'origine anglaise. Quatre ans plus tard, en novembre 1824, de Gerville soumit une nouvelle étude au préfet de la Manche (comte d'Estourmel) qui cette fois, portait sur les anciens châteaux de ce département (2).

C'est également la Normandie qui a vu naître Arcisse de Caumont et, avec lui, un mouvement enthousiaste, pour l'étude spéciale du moyen âge chrétien et pour la conservation des monuments historiques. Organisateur né, inépuisable en idées neuves et fertiles, infatigable dans le perfectionnement de ses créations, d'un zèle inlassable, d'une forte et noble volonté, d'une éloquence précise et entraînante, ce savant a su donner la première

1. Rendue publique, en 1824, dans les *Mém. de la Soc. des ant. de Normandie*, t. 1, p. 78-105 et 142-166.

2. *Ibid.*, p. 177-367.

et la plus forte organisation pour la protection des monuments historiques, avant que les hommes au pouvoir n'eussent pris des mesures semblables.

C'est avec raison que les Français voient en Caumont le vrai fondateur de leur archéologie nationale. Dès l'âge de vingt et un ans, il créa en 1823, avec quelques amis, la *Société des antiquaires de Normandie*. De la même année date son *Essai sur l'architecture religieuse du moyen âge* ; en 1830 il donne, le premier, un *Cours d'antiquités monumentales* (à Caen) ; en 1833 il fonde les *Congrès scientifiques de France* ; en 1834 la *Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques*, avec, à sa suite, les *Congrès archéologiques*. Caumont, par son activité littéraire et scientifique qui, du reste, ne se bornait pas à l'archéologie (1), influença plus que tout autre ses compatriotes, et les encouragea dans la lutte pour la conservation des monuments.

Dans son *Essai sur l'architecture religieuse du moyen âge, particulièrement en Normandie*, étude communiquée à la Société d'émulation de Caen, en décembre 1823 (2), de Caumont entreprend de tracer des règles fixes pour étudier l'architecture du moyen âge et de présenter son histoire au public. C'était avant tout un essai de vulgarisation de la science archéologique appliquée aux monuments de la Normandie ; il dit lui-même : « j'ai moins travaillé aujourd'hui pour des savants que pour le public ; mon but est de rendre populaire, s'il est possible, la science des monuments » (3).

Il s'imposa la même tâche, quelques années plus tard, quand il conçut l'idée de professer un *Cours d'antiquités monumentales*. Ce cours eut un certain reten-

1. Il s'occupa d'études géologiques et botaniques et fut le fondateur des associations agricoles.

2. Publié, en 1824, dans les *Mém. de la Soc. des ant. de Normandie*, t. I. p. 535-677.

3. *Ibid.*, p. 537.

tissement dans le monde des archéologues. Emerie-David l'engagea vivement à le publier (1); le manuscrit, envoyé au Concours des antiquités nationales, avait mérité, en 1831, une des trois médailles d'or décernées par l'Académie des inscriptions.

En réunissant en un seul faisceau les nombreux chercheurs normands, épars et isolés jusque-là, en leur fournissant de puissants moyens de communication et de publication par l'organe de la Société, en leur faisant connaître les objets à étudier, de Caumont a singulièrement avancé et propagé les travaux archéologiques en France. Les découvertes partielles pouvaient ainsi porter tous leurs fruits et influencer le pays entier.

La Société des antiquaires de Normandie se proposait « de rassembler et de publier des faits propres à éclaircir ou à compléter l'histoire du pays que les Celtes, les Gaulois, les Romains, les Saxons, les Francs, les Neustriens, les Normands ont occupé tour à tour » (2).

Pour atteindre sûrement et rapidement ce but, la Société s'était donné une organisation spéciale qui faisait à chaque membre le devoir de travailler à la gloire de sa patrie, de ne rien négliger pour le perfectionnement de son histoire et de ses monuments, et de s'arranger de façon à ce que les travaux « intéressent autant qu'il se pourra — tous les savants, tous les artistes » (3).

Ces travaux, entrepris avec un enthousiasme qui est tout à l'avantage des membres de la Société, eurent des résultats exceptionnels : la Normandie bientôt prit

1. Publié de 1830 à 1841. (Cf. ici, INDEX BIBLIOGR.).

2. *Mém. de la Soc. des ant. de Normandie*, 1824, t. I, p. IV.

3. L'article 24 des statuts s'exprime à cet effet comme suit : « Chaque membre sera invité par la Société de rechercher dans un arrondissement déterminé, et à sa proximité, les monuments et les décorations architectoniques existant encore, ceux que des fouilles récentes auraient mis à découvert, d'en faire l'historique, d'en constater l'âge et l'état de dégradation, de les dessiner, s'il lui est possible, et de faire parvenir à la Société des observations sur les moyens de les conserver » (*Mém. de la Soc. des ant. de Normandie*, 1824, t. I, p. XXIV).

l'avance sur toutes les autres provinces de la France en ce qui concerne les études archéologiques du moyen âge. Aug. Le Prévost a pu, en 1830, s'autoriser à dire, à l'égard de cette province, qu'elle était « la contrée, non seulement de la France, mais encore... de toute l'Europe (sans peut-être en excepter la Grande-Bretagne elle-même), où cette branche si importante de l'archéologie est cultivée avec le plus de zèle et de succès » (1).

On verra que ces efforts ne furent pas perdus, et que bientôt, sous l'influence de la poussée archéologique, fortement secondée comme on l'a vu par la littérature, le gouvernement prendra des mesures décisives pour une sauvegarde efficace de ce patrimoine artistique, si ardemment défendu par les archéologues.

1. Le Prévost, Prospectus ; cité plus haut.

III. — CONSERVATION OFFICIELLE

LE MOUVEMENT VERS LA CONSERVATION OFFICIELLE

Nous avons cru nécessaire d'insister, dans la première partie de notre étude, sur le mouvement qui se produisit, pendant l'époque révolutionnaire, en faveur de la conservation des richesses artistiques de la France. Ce mouvement, dont l'intensité étonne au premier abord, montre la genèse d'une conservation officielle, largement comprise, des monuments pouvant intéresser l'Histoire ou les Arts. Toutes les mesures prises pour la sauvegarde du patrimoine artistique de la Nation traduisent le souci des gouvernements de réglementer officiellement cette question ; c'est à l'époque révolutionnaire que revient l'honneur d'avoir intéressé la Nation entière à la conservation des monuments de son passé.

Mais, dès le début du nouveau siècle — et ceci nous a imposé l'étude des influences d'éléments indépendants du pouvoir central — toutes les mesures conservatrices de l'époque révolutionnaire se trouvent littéralement oubliées. Les gouvernements ne firent rien pour maintenir les institutions inaugurées à la fin du ^{xviii}e siècle ou pour en créer d'autres.

Napoléon prend d'abord en mains la haute direction de l'administration artistique du pays. Comme sous l'ancien régime, il y eut un Premier architecte, un Premier peintre, un Comité de consultation des bâtiments de la couronne, mais un organe de conservation proprement dite fait défaut. Il serait certainement injuste de dire que Napoléon négligea les arts, mais il faut reconnaître, toujours en ce qui concerne la conservation des monuments, que sous des David, des Fontaine et

des Percier, la direction officielle était peu tendre aux arts français antérieurs à la Renaissance. De plus, Napoléon lui-même aimait mieux créer que conserver. Ses préoccupations bienveillantes pour l'art du passé proprement français se bornèrent à de rares manifestations. Les quelques restaurations, ou plutôt adaptations que l'on entreprit sur certains monuments, pendant le Consulat et l'Empire, n'ont qu'une valeur restreinte. Les ouvrages que Napoléon ordonna en ce sens sont en effet moins dus à une préoccupation conservatrice et archéologique, qu'aux besoins de représentation de l'empereur. Les travaux entrepris au Louvre, au Luxembourg, aux églises de Notre-Dame, de Saint-Sulpice et de Saint-Denis, rentrent tous dans cette catégorie.

Aucune autre mesure officielle en faveur des monuments français ne fut prise pendant cette époque. On peut enregistrer la tentative du ministre de l'Intérieur, de Montalivet, qui avait pour but de se procurer un état des monuments de l'art, mais il faut en même temps regretter qu'elle n'ait pas eu de résultat. En effet, le ministre, par circulaire du 10 mai 1810, prescrivit à ses préfets de le renseigner sur les châteaux intéressants soit par des faits historiques, soit par des traditions populaires, soit par la forme de leur architecture ; sur les anciennes abbayes encore existantes ; sur les tombeaux, ornements ou débris curieux qui existaient dans ces abbayes et châteaux ; sur les personnes avec lesquelles on pourrait correspondre utilement sur ces sujets. Cependant, seul le sous-préfet Teissier du département de la Moselle avait fourni un travail intéressant qui, en 1821, fut envoyé comme modèle aux autres préfets, sans d'ailleurs produire d'effet. On suspendit cet inventaire en 1824.

Il est probable que le comte de Montalivet, en concevant l'idée de demander des renseignements sur les monuments français, s'est lui-même inspiré de l'Instruction de la Commission temporaire des arts, qui

demande des renseignements très précis sur les monuments de la peinture, de la sculpture et de l'architecture (1). Surtout sur ce dernier point les instructions de la Commission temporaire des arts et du ministre de l'Intérieur se ressemblent beaucoup. Une démarche semblable avait du reste été faite par l'Académie celtique, en 1805, mais qui, toutefois, avait plus spécialement insisté sur la recherche des monuments préhistoriques (2).

La série de questions répandue par l'intermédiaire des préfets, après avoir probablement influencé la décision du ministre de l'Intérieur en 1810, fut d'ailleurs reprise par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Celle-ci adressa, le 20 novembre 1818, un rapport au ministre de l'Intérieur, où elle énuméra, dans les articles 1 et 2, les monuments celtiques dignes d'être recherchés et décrits. Une circulaire du ministre, datant du 8 avril 1819, enjoignit aux préfets de répondre aux desiderata de l'Académie.

C'est ainsi que la sollicitude officielle pour les monuments du passé français renaissait. Directement influencés par l'archéologie nationale dont les sociétés savantes étaient les organes, poussés par l'opinion publique,

1. Cf. ici, p. 97.

2. Un extrait de procès-verbal de la séance du 20 mai 1805 relate, en effet, la formation d'une commission, qui devait rédiger une série de questions.

Voici comment le rapport s'exprime :

« Pour suppléer au défaut de l'histoire, porter de nouvelles lumières sur les ténèbres qui couvrent le berceau des Gaulois ; pour rassembler des matériaux qui puissent éclaircir enfin les antiquités nationales, et servir à recomposer la langue, l'histoire et la mythologie celtique, l'Académie a résolu d'associer à ses travaux les observateurs, les savants nationaux et étrangers, et de les inviter à répondre aux questions suivantes. Elle leur observe que les pratiques qui y sont spécifiées ont été ou sont encore en usage dans l'Empire français, qui par une suite de victoires éclatantes a repris et au delà, toute l'ancienne étendue des Gaules » (*Mém. de l'Acad. celt.*, 1807, t. I, p. 75).

Le rapporteur fait suivre, en quatre paragraphes, 51 questions relatives à l'histoire et aux monuments gaulois.

les gouvernements prirent conscience du rôle qu'ils devaient tenir à l'égard des monuments nationaux. Quelques hommes au pouvoir, particulièrement perspicaces, devancèrent même les lenteurs de l'Administration centrale, et prirent des mesures propres à assurer la conservation des monuments qui étaient sous leur garde. Le document suivant, fourni par le secrétaire général de la Société des antiquaires de France, relate à cet égard des détails intéressants. Il fut lu dans la séance publique du 30 mai 1819, qui se tint au Musée des monuments français, alors en pleine décomposition.

« Qui pourrait douter encore, dit le rapport, que la cause de l'archéologie soit gagnée en France, lorsqu'on voit les conseils généraux de la Seine-Inférieure, de la Dordogne, de la Haute-Garonne, des Vosges, voter des fonds pour l'acquisition de monuments dans la vue de les conserver, ou pour l'impression des ouvrages qui les décrivent, appelant, par un si noble exemple, la sollicitude des conseils généraux des autres départements ? Qui pourrait craindre désormais la dégradation ou la destruction des monuments, témoins muets des temps passés, dont se trouve encore si riche notre belle patrie, lorsque l'institution de *conservateur* ou d'*inspecteur* de ces mêmes monuments, réglée par MM. les préfets de l'Allier, de la Charente-Inférieure, de la Sarthe, de l'Eure-et-Loir, des Bouches-du-Rhône, devient modèle pour les autres départements ; lorsqu'à l'Est, au Midi et au Nord, de beaux musées établis et entretenus avec soin aux frais des villes de Toulouse, de Lyon et de Douai, offrent le pronostic assuré d'un vaste système qui doit bientôt s'étendre à toutes les grandes villes ; lorsque des fonds faits publiquement dans la Meuse par un préfet, pour les fouilles de *Nasium* (1), rendent si naturel l'espoir que cet exemple sera suivi sur d'autres points de la France ? Qui pourrait enfin douter de l'accomplissement entier des vœux si persévérants que vous formez depuis votre institution, lorsque vous savez que le cri récent de conservation, émané du pied du trône, a déjà été entendu des premiers agents de l'autorité dans les départements, que dans peu il aura pénétré jusque dans la

1. *Nasium*, place de la Gaule, près du village *Nais* situé sur la rivière d'Ornain, au-dessus du village de Ligny, département de la Meuse.

moindre bourgade, et retenti à l'oreille même du laboureur, dont le soc rencontre le fût, le tombeau, la construction antique ; lorsque enfin la certitude est solennellement acquise, que tous les témoins, toutes les traditions des temps qui ne sont plus rapportés à l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, comme à un centre de conservation, vont être désormais préservés, au delà de notre génération, de la dent corrosive du temps et de l'oubli non moins funeste des hommes (1) ? »

Ce témoignage, si favorable à l'activité gouvernementale en ce qui concerne la conservation des monuments nationaux, nous semble avoir quelque valeur. Il provient, en effet, de la Société des antiquaires de France, c'est-à-dire d'une gardienne jurée du passé national, pas du tout tendre envers le gouvernement quand il s'agissait de blâmer un de ses méfaits.

Il y a, cependant, quelques ombres au tableau. Il aurait été surtout urgent d'empêcher ou de régler les agissements de la fameuse « Bande noire », qui, dès 1797, dépeçait les terres seigneuriales et entraîna la perte de nombreuses églises, abbayes et châteaux.

Nous n'avons pas à discuter ici le côté économique de ces opérations. On sait, qu'à cause des avantages que le lotissement procurait aux populations paysannes, la « Bande » trouvait ses défenseurs (2).

Mais, d'autre part, les méfaits de la Bande noire et la coupable négligence des autorités qui la laissaient faire, suscitèrent un vif mouvement d'indignation dans le pays. Et puisque nous parlons de Chambord, signalons

1. *Mém. de la Soc. des ant. de France*, 1818, t. II, p. 47.

2. Cf. à cet égard les curieuses considérations de Paul-Louis Courier dans sa cinquième *Lettre au Rédacteur du « Censeur »* (12 nov. 1819), et dans son *Simple discours*, à l'occasion de la souscription nationale proposée par le ministre de l'Intérieur pour l'acquisition du château de Chambord, destiné comme cadeau au jeune duc de Bordeaux (1821). « Il [Courier] n'aime point les vieux châteaux, dit Sainte-Beuve dans *les Causeries du Lundi*, t. VI, p. 285, soit gothiques, soit de Renaissance ; et lui qui s'affligeait à Rome pour une Vénus ou un Cupidon brisés, il ferait bon marché en France de l'œuvre du Primatice. »

ici une protestation contre la dilapidation de ce magnifique domaine, prévue par le ministre des Finances, avant que son collègue de l'Intérieur ait songé à sa conservation.

C'est un article du *Conservateur*, en forme de lettre, datée de Blois, le 10 septembre 1819, non signée, qui s'occupe déjà du sort de Chambord. « Je crois, dit l'auteur de la lettre, devoir prendre la voie des journaux pour faire connaître à toute la France, et peut-être prévenir, une opération désastreuse que vient de faire ordonner M. le ministre des Finances. Il n'est que trop certain que le château royal de Chambord et son immense parc vont être mis en vente par petits lots, et que par conséquent ce magnifique château sera démoli (1). »

Et, après avoir insisté sur la valeur historique et artistique de ce monument, après avoir montré qu'il fut « respecté par la Convention elle-même et le Directoire », qu'il fut concédé par Bonaparte au prince Berthier de Wagram, que par la suite le château avait été abandonné aux influences destructives des intempéries et que le ministre pensait constituer une rente aux héritiers, peu enclins à subvenir aux réparations nécessaires, notre auteur s'écrie :

« Ainsi, grâce à cette sublime invention, nous sommes menacés de voir, sous le roi légitime, un des plus magnifiques monuments de la France, qui devait indiquer à la postérité la plus reculée l'époque de la renaissance des arts dans notre patrie, un édifice que les révolutionnaires avaient admiré et respecté, vendu à vil prix à quelques chaudronniers qui, après en avoir arraché les métaux, l'abandonneront comme une carrière trop difficile à exploiter, et feront croire à nos neveux que les mêmes barbares qui ont ruiné Baalbeck et Paestum, sont venus exercer leurs ravages sur les rives de la Loire (2). »

1. *Le Conservateur*, 1819, t. IV, p. 572.

2. *Ibid.*, p. 575.

Cela ne pouvait durer : les archéologues, les littérateurs, l'opinion publique même s'émurent. Déjà en 1823, Victor Hugo, alors au début de ses sentiments royalistes, avait écrit son ode de *la Bande noire*, qui flétrit les démolisseurs des monuments français. La propagande littéraire s'accrut considérablement en 1825. C'est l'année où le sacre de Charles X à Reims renoua les traditions de la France royale des siècles passés.

Hugo, adepte de l'école romantique, ne manqua pas de relever cette occasion pour jeter une vive lueur sur la gloire monumentale de la vieille France, et pour crier son indignation contre les dévastateurs de toutes les conditions. Il lance sa *Guerre aux démolisseurs* (1), un manifeste d'une vigueur exceptionnelle et qui eut le retentissement désiré.

« Si les choses vont encore quelque temps de ce train, s'écrie-t-il, il ne restera bientôt plus à la France d'autre monument national que celui des *Voyages pittoresques et romantiques*, où rivalisent de grâce, d'imagination et de poésie le crayon de Taylor et la plume de Ch. Nodier...

Le moment est venu où il n'est plus permis à qui que ce soit de garder le silence. Il faut qu'un cri universel appelle enfin la nouvelle France au secours de l'ancienne. Tous les genres de profanation, de dégradation et de ruine menacent à la fois le peu qui nous reste de ces admirables monuments du moyen âge, où s'est imprimée la vieille gloire nationale, auxquels s'attachent à la fois la mémoire des rois et la tradition du peuple. Tandis que l'on construit à grands frais je ne sais quels édifices bâtards, qui, avec la ridicule prétention d'être grecs ou romains en France, ne sont ni romains ni grecs d'autres édifices admirables et originaux tombent sans qu'on daigne s'en informer, et leur seul tort cependant, c'est d'être français par leur origine, par leur histoire et par leur but... »

A la suite de ce passage, Hugo cite de nombreux exemples d'indifférence coupable et de malveillance vis-à-vis des monuments historiques, « choisissant au hasard quelques-uns des souvenirs qui nous sont restés

1. Cf. Hugo, *Œuvres, Littérature et Philosophie mêlées*.

d'une excursion rapide dans une petite portion de la France ».

« Que se passe-t-il ailleurs ? se demande-t-il.

On nous a dit que des Anglais avaient acheté *trois cents francs* le droit d'emballer tout ce qui leur plairait dans les débris de l'admirable abbaye de Jumièges. Ainsi les profanations de lord Elgin se renouvellent chez nous, et nous en tirons profit. Les Turcs ne vendaient que les monuments grecs ; nous faisons mieux, nous vendons les nôtres. On affirme encore que le cloître si beau de Saint-Wandrille est débité, pièce à pièce, par je ne sais quel propriétaire ignorant et cupide, qui ne voit dans un monument qu'une carrière de pierres. *Proh pudor !* Au moment où nous traçons ces lignes, à Paris, au lieu même dit *Ecole des Beaux-Arts*, un escalier de bois, sculpté par les merveilleux artistes du xiv^e siècle, sert d'échelle à des maçons ; d'admirables menuiseries de la Renaissance, quelques-unes encore peintes, dorées et blasonnées, des boiseries, des portes touchées par le ciseau si tendre et si délicat qui a ouvré le château d'Anet, se rencontrent là, brisées, disloquées, gisantes en tas sur le sol, dans les greniers, dans les combles, et jusque dans l'antichambre du cabinet d'un individu qui s'est installé là, et qui s'intitule *architecte de l'Ecole des Beaux-Arts*, et qui marche tous les jours stupidement là-dessus. Et nous allons chercher bien loin et payer bien cher des ornements à nos musées !

Il serait temps, enfin, de mettre un terme à ces désordres, sur lesquels nous appelons l'attention du pays. Quoique appauvrie par les dévastateurs révolutionnaires, par les spéculateurs mercantiles, et surtout par les restaurateurs classiques, la France est riche encore en monuments français. Il faut arrêter le marteau qui mutile la face du pays. Une loi suffirait ; qu'on la fasse. Quels que soient les droits de la propriété, la destruction d'un édifice historique et monumental ne doit pas être permise à ces ignobles spéculateurs que leur intérêt aveugle sur leur honneur ; misérables hommes, et si imbéciles, qu'ils ne comprennent même pas qu'ils sont des barbares ! Il y a deux choses dans un édifice, son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire, sa beauté à tout le monde ; c'est donc dépasser son droit que le détruire. »

LA CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES
SOUS LE GOUVERNEMENT DE JUILLET

Cette loi que Hugo réclamait avec tant d'ardeur, ne viendra que plus tard, mais le gouvernement commençait à s'alarmer. Il était en effet temps que de meilleurs sentiments vinssent remplacer la négligence administrative, que dans son sein « gothique » cessât d'être un terme de mépris, et qu'elle se mit uniformément à la hauteur des sentiments du public et des acquisitions de la science, en ce qui concernait la juste appréciation de l'art national.

L'honorable mission, par laquelle le gouvernement affirma sa volonté de ne pas rester en retard sur son temps, par laquelle il imprimera un nouvel élan à l'amour pour l'art français, et par laquelle il reviendra aux saines doctrines d'une intervention officielle dans la conservation des monuments du passé, cette mission a été accomplie par le ministre de l'Intérieur Guizot.

Guizot, arrivé à l'apogée de sa gloire d'historien, organisateur scientifique de haut rang, un des premiers esprits de France, se décida à réunir les forces éparses en un seul faisceau. Éveillé par la littérature romantique, soutenu par le mouvement toujours croissant de l'archéologie nationale, mis en garde par les avertissements combattifs des écrivains, il créa, le 23 octobre 1830, le poste d'*Inspecteur général des monuments historiques*. C'est ainsi que les inspections partielles, créées çà et là par les préfets, étaient susceptibles de recevoir un appui central et une direction uniforme.

Cette remarquable décision partait du ministère de l'Intérieur, parce que, comme le dit Guizot, c'était lui qui « réunissait alors les attributions les plus étendues et les plus variées ; non seulement l'administration générale, départementale et communale, les établissements d'ordre public ou de charité, la police du

royaume, les gardes nationales, mais les travaux publics de tout genre, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les sciences, les lettres, les arts, la plupart des grands intérêts matériels ou intellectuels du pays étaient sous la main du ministre de l'Intérieur » (1).

Cette heureuse disposition permit donc à Guizot de prendre la mesure de laquelle dépendait le salut des monuments historiques en France. C'est encore dans ses *Mémoires* qu'il nous renseigne sur les motifs qui l'avaient poussé à la création de cette institution, à la fois scientifique et administrative, si importante pour la sauvegarde du patrimoine artistique de la France.

« Dans le mouvement intellectuel qui a honoré la Restauration, dit Guizot, le réveil du goût pour les anciens monuments historiques de la France et l'étude des littératures étrangères avaient tenu une grande place. Quelques mesures avaient dès lors été tentées pour arrêter la ruine des chefs-d'œuvre de l'art français et pour faire connaître à la France moderne les chefs-d'œuvre des lettres européennes. Mais à l'une et à l'autre de ces tentatives il manquait un centre fixe et des moyens d'action assurés. Si on veut que les nobles aspirations de l'intelligence humaine ne soient pas des élans stériles et des éclairs passagers, il faut se hâter de leur donner l'appui d'institutions permanentes ; et pour que les institutions durent et se fondent, il faut les remettre, dès leur début, aux mains d'hommes capables de les rendre promptement efficaces (2). »

Les vues de Guizot sur la nécessité de conserver les monuments de l'art national ainsi nettement arrêtées, il présenta son rapport. C'est un vrai document historique qui résume admirablement la situation de la France en ce qui concerne ses monuments nationaux ; aussi le transcrivons-nous ici en entier. Il marque la borne de notre étude.

1. Guizot, *Mémoires*, t. II, p. 52.

2. *Ibid*, p. 66.

*RAPPORT présenté au Roi, le 21 octobre 1830, par
M. Guizot, ministre de l'Intérieur, pour faire insti-
tuer un inspecteur général des monuments historiques
en France.*

Sire,

Les monuments historiques dont le sol de la France est couvert font l'admiration et l'envie de l'Europe savante. Aussi nombreux et plus variés que ceux de quelques pays voisins, ils n'appartiennent pas seulement à telle ou telle phase isolée de l'histoire, ils forment une série complète et sans lacune ; depuis les druides jusqu'à nos jours, il n'est pas une époque mémorable de l'art et de la civilisation qui n'ait laissé dans nos contrées des monuments qui la représentent et l'expliquent. Ainsi, à côté de tombeaux gaulois et de pierres celtiques, nous avons des temples, des aqueducs, des amphithéâtres et autres vestiges de la domination romaine qui peuvent le disputer aux chefs-d'œuvre de l'Italie : les temps de décadence et de ténèbres nous ont aussi légué leur style bâtarde et dégradé ; mais lorsque le ^x^e et le ^x^e siècles ramènent en Occident la vie et la lumière, une architecture nouvelle apparaît, qui revêt dans chacune de nos provinces une physionomie distincte, quoique empreinte d'un caractère commun : mélange singulier de l'ancien art des Romains, du goût et du caprice oriental, des inspirations encore confuses du génie germanique. Ce genre d'architecture sert de transition aux merveilleuses constructions gothiques qui, pendant les ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, se suivent sans interruption, chaque jour plus légères, plus hardies, plus ornées, jusqu'à ce qu'enfin succombant sous leur propre richesse, elles s'affaissent, s'alourdissent et finissent par céder la place à la grâce élégante mais passagère de la Renaissance. Tel est le spectacle que présente cet admirable enchaînement de nos antiquités nationales et qui fait de notre sol un si précieux objet de recherches et d'études.

La France ne saurait être indifférente à cette partie notable de sa gloire. Déjà, dans les siècles précédents, la haute érudition des bénédictins et d'autres savants avait montré dans les monuments la source de grandes lumières historiques ; mais sous le rapport de l'art, personne n'en avait deviné l'importance.

A l'issue de la Révolution française, des artistes éclairés, qui avaient vu disparaître un grand nombre de monuments précieux, sentirent le besoin de préserver ce qui avait échappé à la dévastation : le musée des Petits-Augustins, fondé par M. Lenoir, prépara le retour des études historiques et fit apprécier toutes les richesses de l'art français.

La dispersion fatale de ce musée reporta sur l'étude des localités l'ardeur des archéologues et des artistes ; la science y gagna plus d'étendue et de mouvement ; d'habiles écrivains se joignirent à l'élite de notre école de peinture pour faire connaître les trésors de l'ancienne France. Ces travaux, multipliés pendant les années qui viennent de s'écouler, n'ont pas tardé à produire d'heureux résultats dans les provinces. Des centres d'étude se sont formés ; des monuments ont été préservés de la destruction ; des sommes ont été votées pour cet objet par les Conseils généraux et les communes : le clergé a été arrêté dans les transformations fâcheuses qu'un goût mal entendu de rénovation faisait subir aux édifices sacrés.

Ces efforts toutefois n'ont produit que des résultats incomplets : il manquait à la science un centre de direction qui régularisât les bonnes intentions manifestées sur presque tous les points de la France ; il fallait que l'impulsion partît de l'autorité supérieure elle-même, et que le ministre de l'Intérieur, non content de proposer aux Chambres une allocation de fonds pour la conservation des monuments français (1), imprimât une direction éclairée au zèle des autorités locales.

La création d'une place d'inspecteur général des monuments historiques de la France m'a paru devoir répondre à ce besoin. La personne à qui ces fonctions seront confiées devra avant tout s'occuper des moyens de donner aux intentions du gouvernement un caractère d'ensemble et de régularité. A cet effet, elle devra parcourir successivement tous les départements de la France, s'assurer sur les lieux de l'importance historique ou du mérite d'art des monuments, recueillir tous les renseignements qui se rapportent à la dispersion des

1. Nous avons vainement cherché les traces d'une proposition pareille dans les délibérations des Chambres, en 1830. Guizot est d'ailleurs remplacé par le comte de Montalivet, par ordonnance royale du 2 novembre 1830. La première allocation de fonds pour la conservation des monuments historiques date de 1831 ; cf. à ce sujet Du Sommerard, *les Mon. hist. de France à l'expos. de Vienne*, p. 3.

titres ou des objets accessoires qui peuvent éclairer sur l'origine, les progrès ou la destruction de chaque édifice ; en constater l'existence dans tous les dépôts, archives, musées, bibliothèques ou collections particulières ; se mettre en rapports directs avec les autorités et les personnes qui s'occupent de recherches relatives à l'histoire de chaque localité, éclairer les propriétaires et les détenteurs sur l'intérêt des édifices dont la conservation dépend de leurs soins, et stimuler enfin, en le dirigeant, le zèle de tous les conseils de département et de municipalité, de manière à ce qu'aucun monument d'un mérite incontestable ne périsse par cause d'ignorance et de précipitation, et sans que les autorités compétentes aient tenté tous les efforts convenables pour assurer leur préservation, et de manière aussi à ce que la bonne volonté des autorités ou des particuliers ne s'épuise pas sur des objets indignes de leurs soins. Cette juste mesure dans le zèle ou dans l'indifférence pour la conservation des monuments ne peut être obtenue qu'au moyen de rapprochements multipliés que l'inspecteur général sera seul à même de faire ; elle préviendra toute réclamation et donnera aux esprits les plus difficiles la conscience de la nécessité où le gouvernement se trouve de veiller activement aux intérêts de l'art et de l'histoire.

L'inspecteur général des monuments historiques préparera, dans sa première et générale tournée, un catalogue exact et complet des édifices ou monuments isolés qui méritent une attention sérieuse de la part du gouvernement ; il accompagnera, autant que faire se pourra, ce catalogue de dessins et de plans, et en remettra successivement les éléments au ministère de l'Intérieur, où ils seront classés et consultés au besoin. Il devra s'attacher à choisir dans chaque localité principale un correspondant qu'il désignera à l'acceptation du ministre, et se mettre lui-même en rapport officiel avec les autorités locales. Communication sera donnée aux préfets des départements, d'abord, des instructions de l'inspecteur général des monuments historiques de la France, puis de l'extrait du catalogue général en ce qui concerne chaque département. Le préfet en donnera connaissance à tous les conseils et autorités qu'ils intéressent.

L'inspecteur général des monuments historiques devra renouveler le plus souvent possible ses tournées, et, les diriger chaque année d'après les avis qui seront donnés par les préfets et les correspondants reconnus par l'administration. Lorsqu'il s'agira d'imputations à faire sur les fonds de la conservation de monuments de la France, ou de dépenses analogues votées par les départements ou les communes, l'ins-

pecteur général des monuments historiques sera consulté.

Le traitement annuel de ce fonctionnaire est fixé à *huit mille francs*.

Le tarif des frais de tournée sera déterminé par une mesure ultérieure.

Je suis avec respect, etc. Guizot (1).

Le ministre Guizot eut la bonne fortune de trouver, dans ses relations intimes, l'homme le plus propre à poursuivre et à populariser la conservation des monuments de la France. Il confia le poste d'inspecteur général à Ludovic Vitet. Jusqu'alors collaborateur du *Globe*, il était comme historien élève de Guizot, mais comme critique d'art complètement indépendant. Avec de Caumont il était un des premiers qui virent clairement dans l'histoire de l'architecture le développement des différentes époques. « Jeune encore, dit Guizot, M. Vitet s'était déjà fait remarquer des plus difficiles juges par ce sentiment vif et ce goût pur du beau, par ses connaissances variées et précises dans l'histoire des arts, par cette finesse à la fois critique et sympathique dans l'appréciation de leurs œuvres qui, bien qu'il n'ait jamais pratiqué aucun art, ont fait de lui, dans l'opinion des artistes eux-mêmes, tout autre chose qu'un savant ou un amateur (2). »

Le 25 novembre 1830 le nouvel inspecteur général fut chargé d'un voyage archéologique dans les départements. Le mémorable rapport qu'il adressa dès l'année suivante au ministre est un vrai chef-d'œuvre de sagacité et d'érudition (3).

* * *

Par ces mesures le gouvernement de Juillet se déclara prêt de reprendre sous sa protection les monu-

1. Guizot, *Mémoires*, t. II, pièces hist., IV, p. 385; *Moniteur*, 28 oct. 1830, p. 1357. Le rapport avait été approuvé par le roi, le 23 octobre 1830.

2. Guizot, *Mémoires*, t. II, p. 67.

3. Cf. Vitet, *Rapport à M. le ministre de l'Intérieur*... Paris, Imp. royale, 1831.

ments de l'art français. Après une interruption de plus de trente ans, et par une autre voie, il arriva ainsi aux mêmes résultats que la Révolution : considérant que les œuvres d'art sont un patrimoine sacré de la Nation entière, il est naturel que le gouvernement veille à sa conservation.

On vient de voir ce que, pour arriver à cette conviction, il a fallu d'influences décisives. Le premier facteur qui a influencé de tout son poids la direction des idées, c'est la littérature. Nous avons montré l'extrême fertilité de chaque genre en expressions « nationales » et on a pu se rendre compte qu'il ne s'agissait pas de quelques tentatives isolées, mais bien d'un véritable élan, varié dans ses sujets, sincère dans son effort, rapide dans son extension.

Il est bien entendu que nous ne pouvions être complet dans l'énumération des œuvres littéraires qui s'occupent de l'histoire de France. Les analyses que nous avons données ne sont là que pour rendre plus vivantes des idées générales. D'ailleurs, pour atteindre à une démonstration plus complète, à une mise en scène plus érudite, à une critique plus savante, à un choix plus judicieux, il aurait fallu un cadre plus vaste et un but plus littéraire. Cette étude détaillée et par trop approfondie était superflue ici, où il ne s'agissait que de montrer la corrélation entre cette littérature « nationale » des premières années du *xix^e* siècle et l'idée de la conservation des monuments français.

En procédant tantôt d'une imitation du vieux français, tantôt de l'adaptation de la vieille poésie chevaleresque et de celle des troubadours, tantôt encore de créations originales s'appuyant sur des faits historiques, la poésie a puissamment aidé à la résurrection du passé et à l'appréciation sentimentale. pourrait-on dire, des monuments français. De son côté, le théâtre a influencé le public en le conduisant rapidement et directement à l'étude des monuments devenus, pour ainsi dire, tangibles dans le décor, qui tendait de plus en plus vers la

juste représentation du milieu. Mais ce que la poésie fit sentir, ce que le théâtre montrait, l'histoire l'a surtout étudié. C'est elle qui a ramené le goût romanesque des lettres vers un but précis et scientifique.

L'histoire dans la littérature a aiguillé les esprits vers l'archéologie nationale. Ici, plus qu'ailleurs, et d'une façon plus évidente, l'idée de conservation des monuments est étroitement liée avec le sujet. Cette liaison intime entre l'histoire et l'archéologie nationale, liaison qui, surtout à son début, provoqua et fortifia considérablement le mouvement en faveur de la conservation des monuments historiques, nous a dispensé d'entrer dans le détail du mouvement archéologique proprement dit. Toutefois, nous avons voulu montrer comment, avec l'aide de la littérature romantique, qui, elle aussi, est remplie de sentiment historique, l'estime des monuments se communiquera à tous les intellectuels du temps. Ce courant d'idées, encouragé par les succès d'un vaste système de recherches et d'études, aboutira logiquement à la conservation des monuments historiques. Leur nombre étant, pour ainsi dire, illimité, le mouvement sera susceptible de prendre une telle ampleur, que l'intervention de l'Etat dans la protection des monuments du passé français s'imposera comme une nécessité.

La date de 1830 est donc le point de départ d'une ère nouvelle en ce qui concerne la conservation des monuments historiques ; l'État désormais se charge de pourvoir à l'entretien et à la restauration de tous les monuments pouvant intéresser l'histoire ou les arts. Ce principe une fois admis, les mesures ultérieures n'en sont que la conséquence logique.

C'est ainsi, et nous ne disons ce qui suit qu'à titre de mémoire, que dès l'année suivante les Chambres inscrivirent au budget une première allocation de 80.000 fr. pour la conservation des monuments, dont la direction des Beaux-Arts fut chargée de régler l'emploi.

En 1834, fut institué, également au ministère de l'Intérieur, le *Comité historique des arts et monuments*,

en vue d'élaborer des instructions précises ayant pour but d'éclairer les sociétés départementales sur la valeur des monuments historiques, sur la détermination de leur âge, et sur les signes caractéristiques qui pouvaient les guider dans leurs recherches.

Trois ans plus tard, le 18 décembre 1837, le Comité fut dédoublé, ce qui donna lieu à la création, à côté d'une section de littérature et d'histoire, d'une section autonome des arts, sous le nom de *Comité des arts et monuments*. Ce comité fut chargé « de publier tous les documents inédits relatifs à l'histoire des arts chez les Français; de faire connaître tous les monuments d'art en France, dans tous les genres; de faire dessiner et graver pour les conserver à l'avenir les œuvres remarquables de l'architecture, de peinture, de sculpture, etc. : de donner des instructions sur la conservation matérielle des ruines, statues, tours, chapelles, cathédrales; de faire des recherches sur l'histoire de la musique à toutes les époques du moyen âge; enfin de préparer les matériaux pour une histoire complète de l'art en France. »

Cette même année 1837, le 29 septembre, eut lieu la création de la *Commission des monuments historiques*, qui fonctionne encore aujourd'hui. Ses premiers membres furent : Vatout, directeur des bâtiments civils, les archéologues Leprévost, Vitet, comte de Montesquiou, baron Taylor, les architectes Caristie et Duban, et Prosper Mérimée, inspecteur général des monuments historiques. La Commission fut instituée dans le but « de dresser le classement de tous les édifices du territoire français présentant, soit au point de vue de l'histoire, soit à celui de l'archéologie un intérêt suffisant pour être placés sous la protection spéciale du gouvernement... de statuer sur les subventions à accorder, en donnant son avis sur l'emploi des fonds affectés aux réparations des édifices classés; de proposer toutes les mesures de nature à assurer la conservation de nos monuments et à empêcher les altérations que pourraient

leur faire subir des restaurations inintelligentes ».

On sait toute l'heureuse influence, toute l'activité éclairée, tous les magnifiques résultats des travaux de la Commission. L'œuvre qu'elle a accomplie pendant les soixante-quinze ans de son existence est une garantie pour l'avenir des monuments historiques en France.

CONCLUSION

Nous venons de donner un essai sur les origines de la conservation des monuments historiques en France. En jetant un coup d'œil rétrospectif on s'aperçoit que l'idée, avant d'arriver au principe moderne, qui est celui de conserver, par les soins de l'État, tous les monuments du passé qui présentent un intérêt historique ou artistique, prit naissance et se transforma sous différentes influences.

Après que la Révolution eut posé en principe, la question d'une conservation officielle, les gouvernements du début du *xix*^e siècle s'en désintéressent. Mais dans la littérature et dans l'archéologie nationale l'idée de la nécessité d'une conservation des témoins du passé français se maintient et se fortifie. C'est d'une part sous l'influence des résultats acquis par la Révolution, de l'autre sous la poussée littéraire et archéologique, que le gouvernement de Louis-Philippe se décida à reprendre sous sa protection les monuments délaissés.

On a vu la Constituante, la Législative, la Convention et le Directoire s'occuper successivement des monuments nationaux. Il faut insister sur le dernier mot et lui donner le vrai sens qu'il avait alors : les monuments, d'abord propriété privée, devinrent propriété nationale.

Du moment où la Révolution respecte leur qualité d'œuvres d'art et les réserve pour la jouissance de la Nation, il était naturel que l'État se substituât au pro-

priétaire, et c'est ainsi que s'établit le principe de l'intervention de l'État dans la conservation des monuments. Cette intervention se traduit de suite par des mesures législatives. L'ordre que nous mettons dans l'étude de ces mesures montre nettement qu'il s'agit d'abord d'une *préservation*, puis d'une *conservation* proprement dite, et finalement d'une *protection* contre le « vandalisme » qui commençait à exercer ses ravages. Pour le conjurer, les organes officiellement chargés à exécuter les lois conservatrices — nous parlons des commissions uniquement et directement vouées à la conservation, et non du Ministère ou du Comité compétent — n'avait pas toujours l'autorité nécessaire. Ils n'ont pu empêcher la perte de nombreuses œuvres d'art. Mais on peut se demander ce que cet héritage précieux serait devenu sans l'intervention de la Commission des monuments et la Commission temporaire des arts, et, en tenant compte des difficultés du moment, on peut affirmer que malgré tout ces deux compagnies ont été à la hauteur de leur mission importante.

Elles savaient placer les vrais hommes à leur vrai poste. Exemple : Alexandre Lenoir qui sut si bien s'identifier avec une des institutions conservatrices de l'époque. Les influences administratives et les résultats des efforts collectifs s'effacent presque derrière sa personnalité. Cependant, on ne doit pas oublier que Lenoir n'agit que comme mandataire. Garde du dépôt sous les ordres de la municipalité de Paris et de la Commission des monuments, ensuite membre de la Commission temporaire des arts, il exécute, comme tant d'autres à côté de lui, les missions qui lui sont confiées dans l'intérêt de l'art. Mais à ces démarches, il sait donner un caractère d'intervention personnelle, et au moment où le contrôle salutaire des commissions conservatrices avait cessé, le « fondateur » du musée n'hésite pas à se mettre en conflit avec les principes mêmes d'une bonne conservation, en réclamant des œuvres d'art qui ne couraient aucun danger.

Quant à la composition des commissions conservatrices, il faut reconnaître qu'elle comprenait les hommes les plus compétents et les plus qualifiés pour statuer, sans parti pris, sur la conservation des œuvres de toutes les époques de l'art français. Les hommes qui surent apprécier les mérites de l'art du moyen âge dans ses peintures sur verre, dans ses sculptures, dans son architecture, qui étaient même si initiés aux secrets intimes de la construction gothique qu'ils conseillaient à Amiens de ne pas supprimer, dans une réparation projetée, les pinacles des contreforts de la cathédrale, ces hommes ont d'autant mieux mérité des arts, que trente ans après eux de doctes restaurateurs échouaient encore lamentablement dans la tâche qu'ils avaient assumée.

Les intentions du législateur une fois déterminées, les commissions spéciales de conservation suivies dans leurs travaux, il nous a fallu dire un mot des dépôts et musées. Il est bien entendu qu'il ne s'agissait pas de les soumettre à une étude historique. Notre seul but était de montrer le principe de leur formation en insistant sur la corrélation qui existe, à l'époque révolutionnaire, entre la conservation proprement dite et l'installation des musées, ou plutôt des dépôts. Les tentatives répétées de la Commission des monuments pour créer partout des musées sont en effet intéressantes parce qu'elle voulait en les créant, à la fois conserver les monuments et contribuer pour sa part à l'instruction publique.

C'est pour cela aussi que nous avons plus particulièrement insisté sur la genèse du Musée des monuments français, comme devant comporter de précieux enseignements pour l'avenir et des conceptions neuves pour la conservation des monuments.

On a quelquefois dit que la législation révolutionnaire, en ce qui concerne les monuments, est restée sans résultats. L'idée a été surtout émise par des

juristes, qui se plaisent à tirer des dispositions des décrets des 13 avril et 6 juin 1793, des conclusions générales. Ces deux décrets ne s'appliquent, en effet, qu'aux délits, c'est-à-dire aux mutilations accompagnées d'intention criminelle, et n'empêchent pas celles des propriétaires ou des autorités (1). En raisonnant ainsi, les juristes ne tiennent aucun compte du nombre insoupçonné de mesures législatives d'une portée bien plus considérable qui s'appliquaient non pas à la suppression des crimes, mais bien à la conservation pacifique des monuments.

D'ailleurs, on a vu que les assemblées ne se contentent pas de décréter des mesures formelles et précises pour la conservation ou contre la destruction : elles veulent agir par des moyens moraux. Tantôt, comme dans les décrets des 18 octobre 1792 et 29 octobre 1794, les gardiens des dépôts sont rendus personnellement responsables des trésors qui leur sont confiés et même des dégradations commises dans leur rayon d'influence ; tantôt, comme dans le décret du 31 août 1794, les citoyens en général sont invités à surveiller les monuments de façon à assurer leur transmission intégrale aux générations futures. Les considérations qui précèdent presque chaque décret rendent compte du point de vue élevé et idéal auquel se plaçait le législateur de l'époque révolutionnaire, quand il s'agissait de protéger et de conserver les œuvres d'art. « C'est à la Convention nationale, dit Mathieu dans son rapport à cette assemblée, de faire aujourd'hui pour les arts, pour les sciences, pour les progrès de la philosophie, ce que les arts, les sciences et la philosophie ont fait pour

1. Il est intéressant de remarquer que le Code pénal, qui dérive en droite ligne de la législation révolutionnaire, copie les dispositions des deux décrets cités, en punissant, dans son article 257, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 500 francs, la destruction ou la dégradation des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publiques.

amener le règne de la liberté : ce sont aussi des créanciers de la Révolution et pour qui la Révolution doit tout faire (1). » Cette opinion est dominante dans les assemblées.

On peut déplorer — et nous sommes les premiers à nous associer à ces regrets — que pendant l'époque la plus tourmentée ces intentions n'aient pas été observées, et que certaines des mesures prises par les pouvoirs révolutionnaires soient venues trop tard pour empêcher des pertes fâcheuses. Cette constatation douloureuse une fois faite, il convient cependant de discuter froidement la part du mal et du bien qui revient à la Révolution. Il est certain que, quand on songe à tout ce que les guerres religieuses, le mauvais goût et l'incapacité fausement zélée de quelques administrateurs ont détruit (2) la Révolution a non seulement une part assez faible dans ces pertes, mais encore qu'elle a le grand honneur d'avoir songé à des mesures protectrices et d'avoir mis en honneur le principe d'une réglementation officielle de la conservation des monuments.

Si l'on peut encore alléguer que certains des décrets édictés n'ont qu'un caractère préventif et qu'ils n'expriment pas clairement la préoccupation constante d'une conservation systématique, au moins on ne pourra jamais nier la bonne volonté du législateur et de tous ceux qui étaient préposés à la sauvegarde des œuvres d'art. Les mesures de protection sont en si prodigieuse quantité, les décrets, les comités, les commissions se multiplient à tel point, l'intention est si pure, l'élan si généreux, qu'il est impossible de vouloir mettre en doute les principes conservateurs de la Révolution.

1. *Rapport fait à la Convention... par Mathieu*, p. 17.

2. « Il y aurait à faire une intéressante statistique des grandes œuvres du moyen âge qui ont été détruites en 1562 par les guerres de religion, au XVIII^e siècle par les chapitres, en 1793 par la Révolution, et au commencement de notre siècle par la bande noire » (Mâle, *l'Art religieux du XIII^e siècle en France. Étude sur l'iconographie du moyen âge et sur ses sources d'inspiration*. Paris Ernest Leroux, 1898, p. 503).

* * *

Il est, certes, regrettable que la conservation officielle de l'époque révolutionnaire n'ait pas trouvé de suite immédiate. S'appuyant sur des décisions législatives, étant exercé, avec raisonnement mais sans parti pris, par des hommes compétents, artistes et savants, ayant pour but de propager les connaissances sur l'art national, ce mouvement aurait pu donner les meilleurs fruits. Mais, à cause de son caractère révolutionnaire, l'œuvre ne put subsister et tomba dans l'oubli dès qu'une volonté unique imprima à la France une nouvelle direction.

Le début du *xix^e* siècle est l'époque d'une certaine contradiction en ce qui concerne l'appréciation des arts du passé : le goût romain fait loi, mais on commence à s'apercevoir de l'importance de l'art national. Napoléon est bien l'homme de son temps : tout en ayant les gestes d'un Auguste il se proclame sans cesse le successeur de Charlemagne. De là l'Arc de triomphe du Carrousel d'un côté, la mise en honneur de Notre-Dame et de Saint-Denis de l'autre. Et pour son sacre, Percier et Fontaine font abstraction des formes classiques et décorent la façade de Notre-Dame par un porche d'un gothique qui, sans être impeccable, ne pèche cependant pas par des violations de principes (1).

Les quelques lueurs lointaines, annonçant un renouvellement des choses, sont cependant promptement obscurcies par la Restauration. La réaction contre les actes de la Révolution continua son œuvre. Elle s'exerce

1. Cf. Chalcographie du Louvre, *le Sacre de S. M. l'Empereur Napoléon, dans l'église métropolitaine de Paris, le XI frimaire an XIII, dimanche 2 décembre 1804*, planche 3, n° 4109 du catalogue de MDCCCLXXXI; et *Recueil des décorations exécutées dans l'église de Notre-Dame de Paris pour la cérémonie du 2 décembre 1804*, planches 3-5, n° 4149-4151 du même catalogue.

aux dépens du seul témoin qui restait de l'époque révolutionnaire : le Musée des monuments français. La Restauration, après l'Empire, ne fit rien pour les monuments du passé. Dédaigneuse de marcher sur les traces de la Révolution, incapable d'avoir une opinion propre, cette époque se distingue surtout par un laisser aller et par une tolérance envers les éléments de destruction, qui sont de tous points déplorables pour les arts.

Il nous semble que la transformation, subie par l'idée de conservation pendant le laps de temps qui nous sépare encore de 1830, tient à la différence qui existe entre le monument *national* de l'époque révolutionnaire et le monument *historique* de la Monarchie de Juillet. Le premier est conservé pour le possesseur qui est la Nation, le second pour la science et pour l'histoire. Le passage d'un point de vue à l'autre a exigé un certain temps et certains événements. Une régénération de la vie politique, sociale, littéraire, sera nécessaire pour provoquer une régénération de l'archéologie et de l'art. On devra, non pas découvrir, mais vulgariser le moyen âge, et montrer que la France monumentale n'avait rien à envier, ni à l'antiquité, ni à l'étranger. Il va falloir célébrer l'art chrétien, septentrional, national.

La conservation officielle ayant virtuellement cessé après la Révolution, sa renaissance apparaît presque comme la conséquence du facteur littéraire et archéologique. Il ne faut cependant pas oublier le fait que ce dernier profita, en une large part, des dispositions bienveillantes que la Révolution avait prises à l'égard des arts nationaux, et que la date de 1830 marque à la fois une reprise de doctrines connues et un nouveau point de départ. La lutte de l'opinion publique pour la conservation des monuments historiques devient sans objet au moment où le gouvernement se décide à porter remède à un état de choses qui ne pouvait durer. Son intervention dans la protection des monuments historiques une fois signalée, nous sommes au terme de notre

étude, qui a précisément pour but de montrer comment la conservation, officielle au début, le redevient, après avoir cessé de l'être pendant une trentaine d'années.

Vu et admis à soutenance,
le 1^{er} avril 1913

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISET

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

PREMIÈRE PARTIE

- BENOÎT (François). — *L'Art français sous la Révolution et l'Empire*. Les Doctrines, les Idées, les Genres. Paris, Société française d'éditions d'art, L. Henry May, 1897. 1 vol. in-4° de xii-458 pages.
- CAMUS. — *Notice des principaux décrets rendus par l'Assemblée nationale constituante, sur les matières les plus importantes*. N° I-XX ; le n° I signé : « Aux Archives, le 19 octobre 1791, Camus ». Brochures in-8°. Imprimerie Nationale.
- Code de l'administration et de l'aliénation des biens nationaux*, rédigé par ordre de l'Assemblée nationale ; approuvé par le Comité d'aliénation des biens nationaux. A Paris, Imprimerie Nationale, 1791, 1 vol. in-8° de 287 et 52 pages, suivi du :
- Supplément au Code de l'administration et de l'aliénation des biens nationaux*, rédigé par ordre de l'Assemblée nationale constituante. A Paris, Imprimerie Nationale, 1792. 1 vol. in-8° de xvii-70 pages.
- Compte rendu à la Convention Nationale, par la Commission supprimée des Monuments, et servant de Réponse au Rapport du Comité d'Instruction publique*. S. l. n. d. [Paris, 17 février 1794]. Broch. in-8° de 62 pages. De l'Imprimerie de Brosselard, quai ci-devant Conty, n° 1873.
- COURAJOD (Louis). — *Alexandre Lenoir, son Journal et le Musée des monuments français*. Paris, Champion, 1878-1887. 3 vol. in-8°.
- DESPOIS (Eugène). — *Le Vandalisme révolutionnaire, fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention*. Paris, Félix Alcan, 2^e éd., 1885. 1 vol. in-8° de xxiv-324 p.
- Exposé succinct des travaux de la Commission [des monuments] depuis son établissement, en novembre 1790*. S. l. n. d. [Paris, 23 novembre 1793]. Broch. in-8° de 30 pages.
- GUILLAUME (J.). — *Grégoire et le vandalisme*, p. 155-180 et 242-269 du t. XLI (juillet-décembre 1901), de *La Révolution française*, Revue d'histoire moderne et contempo-

rairie publiée par la Société de l'histoire de la Révolution. Paris, in-8°.

Instruction concernant la conservation des Manuscrits, Chartes, Sceaux, Livres imprimés, Monumens de l'antiquité et du moyen âge, Statues, Tableaux, Dessins, et autres objets relatifs aux beaux-arts, aux arts mécaniques, à l'histoire naturelle, aux mœurs et usages des différens peuples, tant anciens que modernes, provenant du mobilier des maisons ecclésiastiques, et faisant partie des biens nationaux. Broch. in-8° de 12 pages. Signée :

« Fait aux Comités d'administration des affaires ecclésiastiques, et d'aliénation des domaines nationaux, le 15 décembre 1790. La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation; G. Bouteville, secrétaire du Comité d'aliénation; Dionis, président du Comité ecclésiastique; Gerle, secrétaire du Comité ecclésiastique. De l'Imprimerie Nationale. »

Instruction concernant les châsses, reliquaires et autres pièces d'orfèvrerie provenant du mobilier des maisons ecclésiastiques et destinés à la fonte. Signée :

« Aux Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux. A Paris, ce 20 mars 1791: Massieu, président du Comité ecclésiastique; Despatys de Courteilles, secrétaire; de la Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation; Pougeard du Limbert, secrétaire. » [Code de l'administration et de l'aliénation suppl., p. 73-74. Procès-verbaux de la Commission des monumens, t. 1, p. 16-17. Séance du 18 janvier 1791].

Instruction pour la manière de faire les états et notices des monumens de peinture, sculpture, gravure, dessins, etc.; provenant du mobilier des maisons ecclésiastiques supprimées, et dont l'envoi est demandé promptement par les comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux. Broch. in-8° de 3 pages. Signée :

« Fait aux Comités d'administration des affaires ecclésiastiques et d'aliénation des biens nationaux, le 1^{er} juillet 1791: Lanjuinais, président du Comité ecclésiastique; Despaty de Courteilles, secrétaire; La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation; Pougeard du Limbert, secrétaire. De l'Imprimerie Nationale. »

Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver, dans toute l'étendue de la République, tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement, proposée par la Commission temporaire des arts, et adoptée par le Comité d'instruction publique de la Convention nationale. A Paris, de l'Imprimerie Nationale. L'an second de la République. Broch. in-4° de 70 pages. Signée :

« Le président de la Commission des arts, Thōmas Lindet; le président du Comité d'instruction publique, Bouquier aîné; secrétaires, Villars, Coupé, de l'Oise. »

- JOHANNEAU (M. Eloi). — *Coup d'œil sur l'état actuel et futur du Musée des monumens français, consacré à l'histoire de l'art en France*. S. l. n. d. Broch. in-8° de 7 pages.
- LENOIR (Alexandre). — *Musée des monumens français, ou Description historique et chronologique des statues en marbre et en bronze, bas-reliefs et tombeaux des hommes et des femmes célèbres, pour servir à l'Histoire de France et à celle de l'Art*. Paris, 1800-1821. 8 vol. in-8°.
- *Notice succincte des objets de sculpture et architecture, réunis au Dépôt Provisoire National, rue des Petits-Augustins*. par Alexandre Lenoir, garde dudit Dépôt, 1793. Brochure in-8° de 28 pages. De l'Imprimerie de Desenne, rue ci-devant Royale, butte Saint-Roch, n° 25, 1793.
- Liste des membres composant la Commission temporaire des arts, adjointe au Comité d'instruction publique*. S. l. n. d. [Paris, 5 mars 1794]. Plaquette in-4° de 2 pages.
- MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS, *Inventaire général des richesses d'art de la France. — Archives du Musée des monuments français*. Paris, E. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1883-1897. 3 vol. in-4°.
- Moniteur universel (Le)*. — Paris, in-f°
- Moniteur (Réimpression de l'ancien)*. — Depuis la Réunion des États-généraux jusqu'au Consulat (mai 1789-novembre 1799). Avec des notes explicatives [par Thnau Granville]. Paris, au Bureau central, MDCCXL-MDCCCXLV, 31 vol. in-4°.
- Observations de quelques patriotes sur la nécessité de conserver les monumens de la littérature et des arts*. — A Paris, l'an deuxième de la République française une et indivisible. Broch. in-8° de 23 pages. Signée :
- « Paris le 25^e du 1^{er} mois, l'an 2^{me} de la République française une et indivisible. Ant.-Aug. Renouard, Chardin, Charlemagne fils. »
- Suivi d'une note *Au Comité d'instruction publique*, du même format, de 4 pages, signée :
- « Ant.-Aug. Renouard. Le 2^e du 2^e mois, l'an 2^{me} de la République française. »
- Procès-verbal de l'Assemblée nationale [législative]* ; imprimé par son ordre. A Paris, Imprimerie Nationale, 1792 ; in-8°.
- Procès-verbal de la Convention nationale* ; imprimé par son ordre. A Paris, Imprimerie Nationale ; in-8°.
- Procès-verbaux de la Commission des monuments*, publiés et annotés par L. TUETÉY (*Nouvelles Archives de l'art français*, 3^e série, t. XVII (T. I des *Proc.-verb.*) et T. XVIII (T. II des *Proc.-verb.*). Paris, Noël Chavaray, 1902 et 1903, 2 vol. in-8°.
- Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts*, publiés et annotés par M. Louis TUETÉY (Collection de documents inédits sur l'Histoire de France publiés par les soins du ministre de l'Instruction publique). Paris, Imprimerie

Nationale, MDCCCXCII (En cours de publication ; le tome I^{er}, in-4°, LXIV-688 pages, a paru).

Procès-verbaux de la Commune générale des arts, de peinture, sculpture, architecture et gravure (18 juillet 1793. — Tridi de la 1^{re} décade du 2^e mois de l'an II) *et de la Société populaire et républicaine des arts* (3 nivôse an II — 28 floréal an III). Publiés intégralement pour la première fois avec une introduction et des notes, par Henry LAPAUZE. Paris, Imprimerie Nationale — J.-E. Bulloz, éditeur, 1903. 1 vol. in-4° de LXXVII-540 pages.

Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative, publiés et annotés par M. J. GUILLAUME (Collection de documents inédits sur l'Histoire de France, publiés par les soins du ministre de l'Instruction publique). Paris, Imprimerie Nationale, MDCCCLXXXIX. 1 vol. in-4° de XXIV-540 pages.

Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale, publiés et annotés par M. J. GUILLAUME (Collection de documents inédits sur l'Histoire de France publiés par les soins du ministre de l'Instruction publique). Paris, Imprimerie Nationale, MDCCCXCI-MDCCCXVII, 6 vol. in-4° (Le 7^e et dernier vol., Tables, est en préparation).

Rapport fait à la Convention au nom du Comité d'instruction publique, par Mathieu, député, le 28 frimaire l'an second de la République française. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Brochure in-8° de 18 pages. Imprimerie Nationale.

Rapport sur les inscriptions des monuments publics, par le citoyen Grégoire. Séance du 22 nivôse, l'an II de la République une et indivisible. Suivi du décret de la Convention nationale. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Imprimerie Nationale, brochure in-8° de 14 pages.

Rapport sur les destructions opérées par le Vandalisme, et sur les moyens de le réprimer, par Grégoire. Séance du 14 fructidor, l'an second de la République une et indivisible, suivi du décret de la Convention nationale. Imprimés et envoyés par ordre de la Convention nationale aux Administrations et aux Sociétés populaires. Brochure in-8° de 28 pages. Imprimerie Nationale.

Second Rapport sur le Vandalisme, par Grégoire. Séance du 8 brumaire, l'an III, suivi du décret de la Convention Nationale, et imprimé par son ordre. Brochure in-8° de 12 pages. Imprimerie Nationale.

Troisième Rapport sur le Vandalisme, par Grégoire. Séance du 24 trimaire, l'an III de la République française, une et indivisible. Imprimé par ordre de la Convention nationale, et envoyé par son ordre aux Autorités constituées. A Paris, de l'Imprimerie Nationale des lois. Brochure in-8° de 21 pages.

STEIN (Henri). — *Le Peintre G.-F. Doyen et l'origine du Musée des monuments français*, p. 238-268 des *Lectures et Communications de la Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, du 22 au 25 mai 1888 (XII^e session). Paris, E. Plon, Nourrit et C^e, MDCCCLXXXVIII, in-4^e.

DEUXIÈME PARTIE

a) LITTÉRATURE

En dehors de ce qui suit, consultez ici le chapitre
« *Influences littéraires* » pour les œuvres citées.

ALBERT (Maurice). — *La Littérature française sous la Révolution, l'Empire et la Restauration (1789-1830)*. Paris, Lecène, Oudin et C^e, 3^e éd., 1891. 1 vol. in-18 de 358 pages.

BALDENSPERGER (F.). — *Études d'histoire littéraire*. Paris, Hachette et C^e, 1907-1910, 2 vol. in-16.

BAPST (Germain). — *Essai sur l'histoire du théâtre*. — La mise en scène, le décor, le costume, l'architecture, l'éclairage, l'hygiène, (Extrait des rapports du Jury international de l'Exposition universelle de 1889). Paris, 1893. 1 vol. in-4^e de 11-693 pages.

BARDOUX (A.). — *Guizot* (Coll. des grands écrivains, 1894). 1 vol. in-16.

BIRÉ (Edmond). — *Victor Hugo avant 1830*. Paris, Jules Gervais; Nantes, Emile Grimaud; 1883, 1 vol. in-18 de 533 pages.

— *Victor Hugo et la Restauration*. Étude historique et littéraire. Paris, Lecoffre fils et C^e; Nantes, Vincent Forest et Emile Grimaud, 1869, 1 vol. in-18 de VIII-478 p.

BRUNETIÈRE. — *L'Œuvre d'Augustin Thierry*, p. 469-480 de la *Revue des Deux-Mondes*, 15 nov. 1895. Paris, in-4^e.

CHÉNIER. — *Tableau historique de l'état et des progrès de la littérature française depuis 1789*. Précédé d'une notice sur l'auteur par DAUNOU et accompagné de notes complémentaires, 1810-1862. Paris, E. Ducrocq, s. d. [1862]. 1 vol. in-8^e de XXII et 23 à 405 pages.

CROZALS (J. de). — *Guizot* (Coll. des classiques pop., 1894). 1 vol. in-8^e.

GIRAUD (Victor). — *Chateaubriand*. Études littéraires. Paris, Hachette et C^e, 1904. 1 vol. in-16 de XIX-323 pages.

GUERLE (Edmond de). — *Augustin Thierry, sa vie et ses œuvres*; p. 367-392 de la *Revue des Deux-Mondes*, 15 sept. 1858. Paris, in-4^e.

GUIZOT (M.). — *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. Paris, Michel Lévy, frères, 2^e éd., 1858-1867. 8 vol. in-8^e.

INSTITUT DE FRANCE : *Rapport de la Classe de la Langue et de la Littérature françaises, à sa Majesté l'Empereur et Roi, sur les Prix décennaux; précédé du Rapport du jury*, 158 p. in-4°; contenu dans : *Rapports et discussions de toutes les classes de l'Institut de France, sur les ouvrages admis au concours pour les Prix décennaux*. Paris, Baudouin et C^{ie}, et Garnery; novembre MDCCCX. 1 fort vol. in-4°.

JULLIAN (Camille). — *Extraits des Historiens français du XIX^e siècle, publiés, annotés et précédés d'une introduction sur l'histoire en France*. Paris, Hachette et C^{ie}, 1897. 1 vol. in-18 de CXXVIII-684 pages.

L. — *Poésies de Marguerite-Eléonore-Clotilde de Vallon Chaly's, depuis Madame de Surville, poète français du XV^e siècle; p. 150-164 du n° 30 (30 messidor an XI) de la Décade philosophique, littéraire et politique*. Paris, in-8°.

LABITTE (Ch.). — *M. Raynouard, sa vie et ses ouvrages*; p. 330-356, de la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1837. Paris, in-4°.

LANSON (Gustave). — *Histoire de la littérature française*. Paris, Hachette et C^{ie}, 11^e éd., 1909. 1 volume in-8° de XVIII-1204 pages.

LEPEINTRE. — *Suite du répertoire du théâtre français*, éd. stéréot. Paris, V^e Dabo, 1822-1826. XIV tomes en 80 vol., in-18.

LESCURE (de). — *Chateaubriand* (Coll. des grands écrivains, 1892). 1 vol. in-16.

MAGNIN (Charles). — *Augustin Thierry*, p. 341 à 362 de la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1841. Paris, in-4°.

MAIGRON (Louis). — *Le Roman historique à l'époque romantique. Essai sur l'influence de Walter Scott*. Paris, Hachette et C^{ie}, 1898. 1 vol. in-8° de xv-443 pages.

MERLET (Gustave). — *Tableau de la littérature française, 1800-1815*. Paris, Didier et C^{ie}, 1878-1883. 3 vol. in-8°.

MICHAUD. — *Poésies de Marguerite-Eléonore-Clotilde de Vallon-Surville*, p. 485-497 du n° CL (15 prairial an XI-4 juin 1803) du *Mercur de France*. Paris, in-8°.

MIGNET (M.). — *Notices et Portraits historiques et littéraires*. Paris, Charpentier, 3^e éd., 1854, 2 vol. in-18.

PELLISSIER (Georges). — *Le Mouvement littéraire au XIX^e siècle*. Paris, Hachette et C^{ie}, 1889, 1 vol. in-18 de 381 pages.

PETIT DE JULLEVILLE (L.). — *Histoire de la langue et de la littérature française, des origines à 1900*. Paris, Armand Colin et C^{ie}, 1896-1899. 8 vol. in-4°.

PEYRE (Roger). — *Napoléon I^{er} et son temps*. Les lettres au temps de Napoléon. Paris, 1888. 1 fort vol. in-4°.

RAYNOUARD. — *Les Poètes français, depuis le XI^e siècle jusqu'à Malherbe, avec une notice historique et littéraire sur chaque poète*; p. 406-413 du *Journal des savants*, juillet 1824. Paris, in-4°.

Revue encyclopédique ou Analyse raisonnée des productions les plus remarquables dans la littérature, les sciences et les

arts, par une réunion de membres de l'Institut et d'autres hommes de lettres. Paris, Foulon; Londres, Treuttel et Würtz; in-8°; passim, mais notamment les t. V, XI, XVII, XXVI, XXXIX et XLV: Critiques de différentes œuvres littéraires, et considérations générales sur la littérature de l'époque.

REYMOND (William). — *Corneille, Shakespeare et Gœthe.* Étude sur l'influence anglo-germanique en France au XIX^e siècle. Avec une lettre-préface de M. SAINTE-BEUVE, de l'Académie Française. Berlin, Luederitz; Paris, Fr. Klincksieck; Londres, Williams et Norgate; 1864. 1 vol. in-18 de xvi-311 pages.

ROYER (Alphonse). — *Histoire universelle du Théâtre.* T. V: *Histoire du Théâtre contemporain en France et à l'Etranger depuis 1800 jusqu'à 1875.* Paris, Paul Ollendorf, 1878. 2 vol. in-8°.

SAINTE-BEUVE (C.-A.). — *Causeries du Lundi.* Paris, Garnier frères, 2^e éd. MDCCCLII-1862. 15 vol. in-18, plus 1 vol. de Tables, par Pierrot.

— *Chateaubriand et son groupe littéraire sous l'Empire.* Cours professé à Liège en 1848-1849. Paris, Garnier frères, 1861. 2 vol. in-8°.

— *Clotilde de Surville;* p. 353-376 de *la Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1841. Paris, in-4°.

— *Nouveaux Lundis.* Paris, Michel Lévy, frères, 1863-1870. 13 vol. in-18.

— *Portraits contemporains.* Paris, Michel Lévy, frères nouvelle éd., 1869-1871. 5 vol. in-18.

SIMON (Jules). — *Thiers, Guizot, Rémusat.* Paris, Calmann Lévy, 2^e éd., 1885. 1 vol. in-8° de 370 pages.

VALENTIN (Ferdinand). — *Augustin Thierry* (Coll. des classiques pop., 1895). 1 vol. in-8°.

VAUTHIER (G.). — *Essai sur la vie et les œuvres de Népomucène Lemercier.* Toulouse, Imp. A. Chauvin et fils, 1886. 1 vol. in-8° de 242 pages.

VILLEMMAIN (M.). — *M. de Chateaubriand, sa vie, ses écrits, son influence littéraire et politique sur son temps.* Paris, Michel Lévy, frères, 1858. 1 vol. in-8° de iv-560 pages.

b) ARCHÉOLOGIE

CAUMONT (de). — *Cours d'antiquités monumentales, professé à Caen.* — *Histoire de l'art dans l'ouest de la France, depuis les temps les plus reculés jusqu'au XVII^e siècle.* Paris, Lance; Caen, Chalopin; Rouen, Frère; 1830-1841. 12 vol. in-8°, dont 6 de planches.

Conservateur (Le). Paris, in-8°, t. IV (juillet 1819), p. 572 et s. *Lettre sur Chambord.*

COURAJOD (Louis). — *L'Ancien Musée des monuments français au Louvre, 2^e période, t. XXVI* (p. 37-49) et t. XXXII (p. 21-

- 39) de la *Gazette des beaux-arts*, Courrier Européen de l'art et de la curiosité. Paris, in-4° (1^{er} juillet 1882 et 1^{er} juillet 1885).
- DESEINE. — *Lettre sur la sculpture destinée à orner les temples consacrés au culte catholique, et particulièrement sur les tombeaux, adressée au général Bonaparte, premier Consul de la République française*. Baudouin, imprimeur de l'Institut national, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 1131, floréal an X. Broch. in-12 de 28 pages.
- *Opinion sur les Musées où se trouvent retenus tous les objets d'arts, qui sont la propriété des temples consacrés à la religion catholique*. Paris, Baudouin, imprimeur de l'Institut national, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 1131, floréal an XI. Broch. in-12, de iv-65 pages.
- DIDRON. — *Annales archéologiques*, Paris, Victor Didron, 1844-1881, 28 vol. in-4°.
- DU SOMMERARD (M.-E.). — *Les Monuments historiques de France à l'Exposition universelle de Vienne*. Paris. Imprimerie Nationale, MDCCCLXXVI. 1 vol. in-4° de 433 pages.
- EMÉRIC-DAVID (T.-B.). — *Histoire de la sculpture française*. Accompagnée de notes et observations par M. J. Du SEIGNEUR, statuaire, et publiée pour la première fois par les soins de M. Paul LACROIX (Bibliophile Jacob). Paris, Charpentier, 1853. 1 vol. in-18 de viii-326 pages.
- Indépendant (L')*, Journal général, politique, littéraire et militaire. Paris, in-f°, n° du 3 juin 1819, p. 4 : *Compte rendu de la séance de la Société royale des antiquaires de France, dans l'enceinte de l'ancien Musée des monuments français*.
- JULLIAN (Camille). — *La Vie et l'étude des monuments français* (Leçon d'ouverture de la Chaire d'histoire et d'antiquités nationales, prononcée au Collège de France, le 7 décembre 1905, par Camille JULLIAN); 5^e série, t. V, n° 1 (p. 10 et s.), et n° 2 (p. 44 et s.) de *la Revue politique et littéraire* (Revue bleue). Paris, in-4° (6 et 13 janvier 1906).
- LABORDE (Comte Alexandre de). — *Les Monumens de la France, classés chronologiquement et considérés sous le rapport des faits historiques et de l'étude des arts*. (Les dessins faits d'après nature par MM. BOURGEOIS et BANCE, etc., etc.) Paris, P. Didot l'aîné, MDCCCXVI-MDCCCXXXVI. 2 vol. in-f°.
- LASTEYRIE (Robert de), et LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène). — *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*; dressée sous les auspices du ministère de l'Instruction publique. Paris, Imprimerie Nationale, MDCCCLXXXVIII, 13 vol. in-4°.
- LE BRETON (Joachim). — *Rapport sur les Beaux-Arts*. Séance du Conseil d'Etat, du 5 mars 1808, p. 1 à 240. (Le titre exact et la fin n'ont jamais été imprimés). 1 vol. in-4° de 240 pages.

Magasin Encyclopédique ou Journal des Sciences, des Lettres et des Arts ; rédigé par A.-L. MILLIN. Paris, Imprimerie de Delange, 1795-1816. 22 vol. in-8°.

Mémoires de l'Académie celtique, ou Recherches sur les antiquités celtiques, gauloises et françaises, publiés par l'Académie celtique. Dédiés à sa Majesté l'Impératrice et Reine. Paris, Dentu, MDCCCVII-MDCCCXII. 6 vol. in-8°.

Mémoires de la Société des antiquaires de la Normandie. Caen, Mancel ; Paris, Ponthieu et Delannay, 1824 et s., in-8°.

Mémoires et dissertations sur les antiquités nationales et étrangères, publiés par la Société royale des antiquaires de France. Paris, Fr. Ig. Fournier, MDCCCXVII et s. ; in-8°.

MILLIN (Aubin-Louis). — *Antiquités nationales ou Recueil de monumens pour servir à l'Histoire générale et particulière de l'Empire Français, tels que Tombeaux, Inscriptions, Statues, Vitraux, Fresques, etc.* ; tirés des abbayes, monastères, châteaux et autres lieux devenus domaines nationaux. Présenté à l'Assemblée Nationale, et accueilli favorablement par Elle. Le 9 décembre 1790. Paris, Drouhin, l'an second de la Liberté, 1790 — an VII. 5 vol. in-4°.

— *Voyage dans les départements du midi de la France*. Paris, Impr. Imp. MDCCCVII-MDCCCXI. 5 vol. in-8° ; avec *Atlas pour servir au Voyage dans les départements du midi de la France*. Paris, Impr. Imp. MDCCCXVII. 1 vol. in-4°.

MÜNTZ (Eugène). — *Le Musée de l'Ecole des beaux-arts* ; 3^e période, t. III (p. 273-289), t. IV (p. 30-58 et 282-295), t. V (p. 41-56 et 181-194), de la *Gazette des beaux-arts*, Courrier Européen de l'art et de la curiosité. Paris, in-4° (1^{er} avril 1890-1^{er} mars 1891).

Musées et monuments de France. Revue mensuelle d'art ancien et moderne, publiée sous la direction de M. Paul VITRY. Paris, H. Laurens, 1906 et s., in-4°. Année 1907, n° 8 (octobre), p. 122 : *les Débris du Musée des monuments français à l'Ecole des beaux-arts*.

NODIER (Ch.), TAYLOR (J.) et CAILLEUX (Alph. de). — *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*. Paris, P. Didot l'aîné, MDCCCXX-MDCCCLIV. 19 vol. in-f°.

Nouveau voyage pittoresque de la France, orné de 360 gravures exécutées sur des dessins faits d'après nature et représentant des vues des principales villes de France, ports de mer, monuments anciens et modernes, sites remarquables, etc., etc. Paris, Ostervald l'aîné, MDCCCXVII. 3 vol. in-4°.

QUATREMÈRE DE QUINCY (M.). — *Considérations morales sur la destination des ouvrages de l'art ou de l'influence de leur*

- emploi sur le génie et le goût de ceux qui les produisent ou qui les jugent, et sur le sentiment de ceux qui en jouissent et en reçoivent les impressions. Paris, Imprimerie Crapelet, 1815. Broch. in-8° de 113 pages.
- *Lettres sur le préjudice qu'occasionneraient aux arts et à la science le déplacement des monumens de l'art de l'Italie, le démembrement de ses écoles, et la spoliation de ses collections, galeries, musées, etc.* A Rome, 1815. Nouvelle éd., faite sur celle de Paris de 1796. 1 volume in-8° de 98 pages.
- Rapport fait au Conseil-général, le 15 thermidor an VIII, sur l'instruction publique. — Le rétablissement des bourses. — Le scandale des inhumations actuelles. — L'érection de cimetières. — La restitution des tombeaux, mausolées, etc.,* [par QUATREMÈRE DE QUINCY]. Paris, R. Jacquin, Desenne, Mareschal. Broch. in-8° de 40 pages.
- RÉVILLE et LAVALLÉE. — *Vues pittoresques et perspectives des salles du Musée des monuments françois et des principaux ouvrages d'architecture, de sculpture et de peinture sur verre qu'elles renferment*; gravées au burin, en vingt estampes, par MM. RÉVILLE et LAVALLÉE, d'après les dessins de M. VAUZELLE; avec un texte explicatif par B. DE ROQUEFORT. Paris, P. Didot l'aîné, MDCCCXVI. 1 vol. in-f°.
- SAUNIER (Charles). — *Vandalisme officiel. — Un trésor d'art à sauver. — Les épaves du Musée des monuments français*; p. 17-22 du n° 69 (septembre 1907) de *les Arts*, Revue, mensuelle des musées, collections, expositions. Paris, in-f°.
- SCHNEIDER (R.). — *L'Esthétique classique chez Quatremère de Quincy (1805-1823)* (Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris). Paris, Hachette et C^{ie}, 1910. 1 vol. in-8° de viii-168 pages.
- *Quatremère de Quincy et son intervention dans les arts (1788-1830)* (Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris). Paris, Hachette et C^{ie}, 1910. 1 vol. in-8° de xvi-442 pages.
- SÉROUX D'AGINCOURT (J.-B.-L.-G.). — *Histoire de l'art par les monumens, depuis sa décadence au iv^e siècle jusqu'à son renouvellement au xvi^e.* Ouvrage enrichi de 325 planches. Paris, Treuttel et Würtz, MDCCCXXIII. 6 vol. in-f°.
- Souvenirs du Musée des monumens français.* Collection de 40 dessins perspectifs, gravés au trait, représentant les principaux aspects sous lesquels on a pu considérer tous les monumens réunis dans ce musée. Dessinés par M. J.-E. BIET et gravés par MM. NORMAND père et fils, avec un texte explicatif par M. J.-P. BRÈS. Paris, l'auteur.... 1821. 1 vol. in-f° de xii-40 pages.
- VITET (Ludovic). — *Rapport à M. le ministre de l'Intérieur sur les monuments, les bibliothèques, les archives et les musées des départemens de l'Oise, de l'Aisne, de la*

Marne, du Nord et du Pas-de-Calais. Paris, Imprimerie Royale, 1831, in-8°.

WILLEMIN (N.-X.). — *Monuments français inédits pour servir à l'histoire des arts depuis le vi^e siècle jusqu'au commencement du xvii^e.* — Choix de costumes civils et militaires, d'armes, armures, instruments de musique, meubles de toute espèce, et de décorations intérieures et extérieures des maisons, dessinés, gravés et coloriés d'après les originaux, par N.-X. WILLEMIN, classés chronologiquement et accompagnés d'un texte historique et descriptif, par André POTTIER. Paris, M^{re} Willemin, MDCCCXXXIX [1806-1839]. 2 vol. in-f° (plus 1 vol. de texte, 1825, par Willemin, in-f°, à part).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5

PREMIÈRE PARTIE

<i>La Conservation des monuments nationaux pendant l'époque révolutionnaire</i>		9
I. — LES DÉCRETS CONSERVATEURS		12
Décrets relatifs à la nationalisation et à la pré- servation des monuments		13
Restrictions dans les décrets portant suppression des signes de la féodalité		21
Mesures contre le « vandalisme »		28
II. — LES ORGANISMES DE CONSERVATION		43
La Commission des monuments et les institutions similaires		46
La Commission temporaire des arts		78
III. — LES DÉPÔTS ET MUSÉES		104
La Conservation des monuments dans les dépôts et musées		104
Le Musée des monuments français		112

DEUXIÈME PARTIE

<i>La Conservation des monuments historiques pendant les trente premières années du XIX^e siècle</i>		123
I. — INFLUENCES LITTÉRAIRES		125
La Poésie		131

Le Théâtre	143
L'Histoire	154
II. — INFLUENCES ARCHÉOLOGIQUES.....	167
Les Origines de l'archéologie nationale.....	168
Les Monuments historiques et l'archéologie nationale	179
III. — CONSERVATION OFFICIELLE.....	195
Le Mouvement vers la conservation officielle....	195
La Conservation des monuments historiques sous le Gouvernement de Juillet.....	203
CONCLUSION	213
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	221

